



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Rapport de résultats **2021**

de la Communauté du Pacifique

Rapport de résultats 2021

de la Communauté du Pacifique



Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 2022

© Communauté du Pacifique (CPS) 2022

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : Anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport de résultats 2021 de la Communauté du Pacifique / Communauté du Pacifique

1. Pacific Community.
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.
4. Regionalism (International organization) — Oceania.

I. Titre II. Communauté du Pacifique

341.2460995

AACR2

ISBN : 978-982-00-1447-3

Avertissement : Bien que des efforts aient été déployés pour s'assurer de l'exactitude et de la fiabilité des données figurant dans le présent rapport, la Communauté du Pacifique (CPS) ne saurait garantir l'absence d'erreurs ou d'omissions, et décline toute responsabilité, qu'elle soit contractuelle ou autre, en ce qui concerne le contenu du présent rapport ou les conséquences de l'utilisation qui en est faite.

Les documents et publications de la CPS mentionnés dans le présent rapport sont disponibles sur le site Internet de la CPS à l'adresse

<https://www.spc.int/fr/documentation>

Copyright CPS pour toutes les photographies, sauf mention contraire.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE,
LA **COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE** (CPS)
TRAVAILLE EN PARTENARIAT ÉTROIT AVEC LES
ÉTATS ET TERRITOIRES QUI EN SONT MEMBRES.

Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Royaume-Uni, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, et Wallis et Futuna.

SOMMAIRE

| | | | |
|---|-----------|--|------------|
| REMERCIEMENTS | iv | ANNEXES | 84 |
| PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT..... | iv | ANNEXE 1..... | 85 |
| AVANT-PROPOS | v | Tableaux des résultats 2021 | |
| SIGLES ET ACRONYMES | vi | ANNEXE 2..... | 140 |
| À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2021 | ix | Publications dans des revues à comité de lecture | |
| À PROPOS DE LA CPS | xi | ANNEXE 3..... | 148 |
| | | Activités d'évaluation publiées | |
| TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2021 | 1 | ANNEXE 4..... | 149 |
| Panorama régional..... | 2 | Conclusions des réunions régionales organisées par la CPS ou en partenariat avec d'autres organisations régionales en 2021 | |
| Principaux résultats de la CPS en 2021..... | 5 | ANNEXE 5..... | 152 |
| Défis et enseignements tirés de nos résultats | 10 | Liste des protocoles d'accord en vigueur | |
| Plains feux sur la réponse sanitaire à la COVID-19..... | 14 | | |
| RAPPORT D'EXÉCUTION | 16 | | |
| AXE PRIORITAIRE 1 | 18 | | |
| Systèmes durables et action climatique | | | |
| AXE PRIORITAIRE 2 | 28 | | |
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
| AXE PRIORITAIRE 3 | 36 | | |
| Systèmes alimentaires | | | |
| AXE PRIORITAIRE 4 | 44 | | |
| Équité, éducation et développement social | | | |
| AXE PRIORITAIRE 5 | 54 | | |
| Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | | | |
| AXE PRIORITAIRE 6 | 64 | | |
| Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | | | |
| AXE PRIORITAIRE 7 | 70 | | |
| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |

REMERCIEMENTS

La Communauté du Pacifique (CPS) remercie les 27 États et Territoires membres de leurs contributions à l'établissement du présent rapport, dont ils sont les principaux destinataires, par l'entremise du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) :

Australie, Îles Cook, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Royaume-Uni, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, et Wallis et Futuna.

Le Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique continue d'appuyer l'élaboration du Rapport et d'en contrôler la qualité.

La CPS tient à remercier les organisations membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et

les autres partenaires du développement de leur soutien continu. Elle remercie également les Gouvernements de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède et des États-Unis d'Amérique de leurs contributions au financement de ses programmes.

La CPS salue l'obtention du statut d'observateur permanent par l'Union européenne (UE), qui pourra désormais s'engager de manière plus systématique aux côtés de la CPS à l'appui des programmes menés dans la région. L'UE est l'un des plus anciens et des plus importants bailleurs de fonds de la CPS et de la région dans son ensemble.

Nous remercions nos membres de leur leadership éclairé, et nos partenaires de leur soutien.

PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT

Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA)

Agence autrichienne de développement (ADA)

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA)

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Agence française de développement (AFD)

Agence française pour la biodiversité

Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)

Banque asiatique de développement (BASD)

Banque mondiale

Bureau australien de météorologie

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Bureau néo-zélandais de la statistique

Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)

Centre régional de l'Asie du Sud-Est pour les hautes études et la recherche en agriculture (SEARCA)

Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC)

Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

DT Global Australia Pty Ltd

Délégation de l'Union européenne pour le Pacifique

Département de la gestion de projets, Secrétariat de l'APFNet

eWater Limited (EWL), Australie

Family Health International (FHI 360)

Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Fonds Pacifique – ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères

Fonds vert pour le climat (FVC)

GIZ-Projektkoordination Pazifik (Fidji)

Global Affairs Canada (DFATD)

Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Gouvernement des États fédérés de Micronésie

GRID-Arendal

Haut-commissariat du Royaume-Uni à Suva (Fidji)

Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA)

International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)

International Trade Centre (ITC)

Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

Manaaki Whenua – Landcare Research ministère des Armées (France)

ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)

Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de Tuvalu

ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)

Muséum national d'Histoire naturelle (France)

ONU Femmes

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Italie

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Philippines

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Samoa

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Thaïlande

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP-UE)

Organisation maritime internationale (OMI)

Palladium International Limited

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Programme régional océanique de l'environnement (PROE)

Royal Botanic Gardens, Kew

Secrétariat du Commonwealth (Royaume-Uni)

Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique

Service des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF)

The Nature Conservancy

The Ocean Foundation

The Pew Charitable Trusts

Université de Melbourne

Université de Nouvelle-Angleterre (UNE)

Université de Wollongong (UOW)

Vital Strategies



Stuart Minchin
*Directeur général de la
Communauté du Pacifique*

AVANT-PROPOS

En 2021, le processus de transformation positive de l'Organisation s'est poursuivi. Les récits présentés dans ce rapport témoignent de notre capacité à garder le cap en dépit des perturbations et des incertitudes, en nous adaptant quand la situation l'exige pour assurer la continuité de nos services et favoriser de réelles avancées, en partenariat avec nos membres.

Le Rapport de résultats 2021 de la Communauté du Pacifique (CPS) est un recueil de récits qui rendent compte des résultats auxquels la CPS a contribué au cours d'une nouvelle année difficile marquée par le maintien des restrictions liées à la COVID-19, plusieurs confinements et des périodes prolongées de télétravail. Le travail continu de suivi-évaluation et d'apprentissage joue un rôle primordial dans le suivi des progrès accomplis, en favorisant l'adaptation au changement et à la « nouvelle normalité » dans laquelle pourrait s'inscrire la réalisation de nos ambitions pour la région.

Les récits présentant les résultats de l'année écoulée ont été conçus dans une perspective de transition. Ils ont été définis sous la supervision des membres, grâce au leadership éclairé dont ces derniers ont constamment fait preuve dans le souci de garantir l'adhésion, la souplesse et l'adaptabilité nécessaires pour que la CPS reste une organisation océanienne apte à remplir sa mission à l'avenir.

La capacité d'innovation, la culture de travail homogène et le leadership numérique de la CPS ne se sont pas démentis et porteront leurs fruits à l'avenir, au bénéfice de la région. Ils ont notamment contribué à réduire l'empreinte carbone de l'Organisation, à en faciliter les interventions et à renforcer l'attention portée aux programmes de travail intégrés définis en réponse aux besoins et aux priorités des membres.

La CPS a réussi à répondre aux besoins immédiats tout en procédant à une analyse prospective des investissements à fort impact qu'il convient de réaliser en faveur de la santé et du bien-être de la région sur le plan social, culturel, environnemental et économique. Nous devons veiller à ce que nos motivations restent intactes, et entretenir nos liens avec les partenaires et les parties prenantes, afin que nos efforts restent porteurs d'avantages tangibles pour les communautés océaniques. Notre force réside dans notre volonté de faire face, ensemble, à des enjeux régionaux très divers. C'est grâce à cette action collective que nous pourrions faire naviguer notre vaka vers l'avenir.

Je suis impatient de voir comment l'Organisation évoluera au-delà de la période couverte par le Plan de transition pour s'engager dans une nouvelle voie, alors qu'une décennie démarre et, avec elle, notre nouveau plan stratégique.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux membres, qui sont restés engagés à nos côtés et ont su définir leurs nouvelles priorités dans un contexte difficile. Je remercie également nos partenaires d'avoir continué à mettre à la disposition de l'Organisation les ressources indispensables à la poursuite de son action. J'adresse enfin mes remerciements aux agents de la CPS, qui ont œuvré sans relâche, dans des conditions éprouvantes, pour continuer à servir utilement nos membres. Les résultats et les récits présentés dans ce rapport témoignent clairement de l'engagement du personnel, mais aussi de la détermination dont vous avez fait preuve, en mobilisant des ressources et en définissant des orientations précises.

La CPS reste résolue à servir et à soutenir la région aux côtés de ses membres pour que, ensemble, nous puissions relever les défis et exploiter les potentialités à venir.

Stuart Minchin
*Directeur général de la
Communauté du Pacifique*

SIGLES ET ACRONYMES

| | | |
|--|---|---|
| A2J projet d'accès à la justice | CNUCC Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques | DCRP Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés |
| ABS Bureau australien de la statistique | CDC Centres de lutte contre la maladie | DFAT ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce |
| ACER Conseil australien de recherche pédagogique | CDN contributions déterminées au niveau national | ECOP professionnel de l'océan en début de carrière |
| ACIAR Centre australien pour la recherche agricole internationale | CDRP Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique | EFTP enseignement et formation techniques et professionnels |
| ACP États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique | CePaCT Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CPS) | EGIS égalité de genre et inclusion sociale |
| AFD Agence française de développement | CESAP Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique | EMILE Enseignement d'une matière intégré à une langue étrangère |
| AIMS Association internationale de signalisation maritime | COGENT Réseau de ressources génétiques du cocotier | ENV examen national volontaire |
| AMCC+SUPA Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique | COP Conférence des Parties | EPU Examen périodique universel |
| ANCORS Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité | CORP Conseil des organisations régionales du Pacifique | EQAP Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (CPS) |
| AOSIS Alliance des petits États insulaires | COSPPac Programme océanien de soutien climat et océans | ERDM enquête sur les revenus et les dépenses des ménages |
| APTC Australia Pacific Training Coalition | COVID-19 maladie à coronavirus 2019 | FAME Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (CPS) |
| ASDI Agence suédoise de coopération internationale au développement | CPS Communauté du Pacifique | FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| BA5D Banque asiatique de développement | CREC communication sur les risques et engagement communautaire | FEdMM Conférence des ministres de l'Éducation des pays membres du Forum |
| CABI Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques | CRGA Comité des représentants des gouvernements et administrations | FEM Fonds pour l'environnement mondial |
| CAPI enquête en face à face assistée par informatique | CSIRO Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (Australie) | FESRIP Cadre pour la sécurité et la résilience énergétiques dans le Pacifique 2021-2030 |
| CCES Programme durabilité environnementale et changement climatique (CPS) | DCP dispositif de concentration de poissons | FFA Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique |

| | | |
|---|---|--|
| FIP Forum des Îles du Pacifique | MANA Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT | PacREF Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique |
| FOC Comité des représentants officiels des pays membres du Forum | MFAT ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce | PacSIMS système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques |
| FVC Fonds vert pour le climat | MNT maladies non transmissibles | PacWIMA Association des Océaniques du secteur maritime |
| GCP gestion communautaire des pêches | NIWA Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère | PAPGREN Réseau océanique d'information sur les ressources phylogénétiques agricoles |
| GEM Division géosciences, énergie et services maritimes (CPS) | NOAA Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique | PBEQ Conseil océanique de la qualité de l'enseignement |
| GES gaz à effet de serre | NOAB norme océanique d'agriculture biologique | PCCOS Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques |
| GFLM Groupe du fer de lance mélanésien | OCDE Organisation de coopération et de développement économiques | PCREEE Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique |
| GIEC Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat | OCO Organisation des douanes d'Océanie | PEID petits États insulaires en développement |
| GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ; Agence allemande de coopération internationale | ODD objectif de développement durable | PEUMP Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique |
| GOA-ON Réseau mondial d'observation de l'acidification des océans | OD objectif de développement | PHD Division santé publique (CPS) |
| HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme | OIT Organisation internationale du Travail | PIEMA Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence |
| HRSO Division droits de la personne et développement social (CPS) | OMM Organisation météorologique mondiale | PIHOA Association océanique des fonctionnaires des services de santé |
| IRD Institut de recherche pour le développement | OMS Organisation mondiale de la Santé | PILNA Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul |
| ISU Institut de statistique de l'UNESCO | ONG organisation non gouvernementale | PIRAS Réseau des services de conseil rural en Océanie |
| IWDA Agence internationale pour le développement en faveur des femmes | ONU Organisation des Nations Unies | Plateforme des CDN Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique |
| KSPN Kosrae Special Parent Network | OSC organisation de la société civile | |
| LRD Division ressources terrestres (CPS) | PaBER Programme de détermination des niveaux de référence au service de la qualité de l'enseignement en Océanie | |
| | PacIMS Système de gestion des incidents dans le Pacifique | |

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE

Programme des Nations Unies pour l'environnement

POETCom

Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique

PROE

Programme régional océanique de l'environnement

PROTEGE

Projet régional océanique des territoires pour la gestion durable des écosystèmes

PRP

Partenariat pour la résilience dans le Pacifique

PSD

projet pour l'amélioration de l'accès aux données et statistiques océaniques

PTOM

pays et territoires d'outre-mer

REDD+

réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts

ROSSP

Réseau océanique de surveillance de la santé publique

RSE

responsabilité sociale et environnementale

RSI

Règlement sanitaire international

RT-PCR

transcription inverse couplée à une réaction d'amplification en chaîne par polymérase

RTMCFA

Conférence technique régionale sur les pêches côtières et l'aquaculture

SDD

Division statistique pour le développement (CPS)

SEA

suivi, évaluation et apprentissage

SGQ

Système de gestion de la qualité au laboratoire

SIGE

système d'information sur la gestion de l'éducation

SLIPTA

processus graduel d'amélioration de la qualité des laboratoires en vue de l'accréditation

SNS

service national de la statistique

SPFSC

South Pacific Form Seven Certificate

SPG

système participatif de garantie

SPL

équipe Stratégie, performance et amélioration continue (CPS)

SPTO

Organisation du tourisme du Pacifique Sud

Stats NZ

Bureau néo-zélandais de la statistique

TIC

technologies de l'information et de la communication

UICN

Union internationale pour la conservation de la nature

UK ENIC

Centre d'information national britannique pour la reconnaissance et l'évaluation des qualifications et compétences internationales

UNCLOS

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNFPA

Fonds des Nations Unies pour la population

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

USAID

Agence des États-Unis pour le développement international

USP

Université du Pacifique Sud

WCPFC

Commission des pêches du Pacifique occidental et central

ZEE

zone économique exclusive

UE

Union européenne

À PROPOS DU RAPPORT DE RÉSULTATS 2021

Le présent rapport s'inscrit dans le droit fil du *Plan de transition de la Communauté du Pacifique (2021) – Fondements d'un avenir résilient : de la réponse au relèvement* (Plan de transition 2021). Le Plan de transition couvre la période de 12 mois durant laquelle la CPS a élaboré son nouveau *Plan stratégique 2022–2031 : Le développement durable du Pacifique par la science, le savoir et l'innovation* (Plan stratégique 2022–2031). Le Plan de transition 2021 a été approuvé par le Sous-comité du CRGA en mai 2020, puis validé par le CRGA à sa cinquantième session, en novembre 2020. Le présent rapport couvre la phase de transition entre le Plan stratégique 2016–2020 et le nouveau Plan stratégique 2022–2031 en faisant le lien entre les deux plans, alors que s'amorce le passage à des modalités de travail plus intégrées s'articulant autour de différents axes prioritaires (KFA).

Structure du Rapport

Le rapport est divisé en deux parties principales :

- Tour d'horizon régional : partie consacrée aux temps forts de l'année observés dans la région et pertinents pour les activités de la CPS, ainsi que les ajustements mis en place pour faire face aux évolutions constatées.
- Axes prioritaires (KFA) : bilan de la performance de l'Organisation au regard de chacun des sept KFA et des priorités intersectorielles définis dans le Plan de transition.

Le Rapport présente une cartographie initiale du Plan de transition 2021 rapportée au Plan stratégique 2016–2020, en se référant aux principales contributions apportées à chacun des KFA. Le travail est en cours et devrait être achevé une fois que le Cadre de résultats stratégiques du Plan stratégique 2022–2031 aura été confirmé en 2022.

Quelques points à noter :

Le Rapport de résultats contient sept chapitres, soit un par KFA, qui renvoient à titre indicatif aux objectifs de développement (OD) correspondants du Plan stratégique 2016–2020 et des divisions et programmes ayant contribué à son élaboration (se reporter à la page 17 pour plus d'informations) :

1. KFA 1 : Systèmes durables et action climatique : englobe l'ensemble des activités mises en œuvre par la CPS à l'appui des efforts nationaux et régionaux axés sur le changement climatique et la préparation aux catastrophes, la réponse et la résilience.
2. KFA 7 : Efficacité institutionnelle transformatrice : recouvre l'ensemble des résultats enregistrés au titre des 10 principaux efforts organisationnels définis dans le Plan de transition 2021, en mettant l'accent sur l'engagement de la CPS à renforcer ses capacités et son efficacité en interne. Dans le cadre des efforts déployés par la CPS pour renforcer son approche unifiée de la programmation (« Une seule CPS »), toutes les contributions de la Division statistique pour le développement (SDD) sont présentées au titre de ce KFA et sont assimilées à une capacité institutionnelle clé à l'appui de tous les secteurs/KFA.

3. Les résultats obtenus au regard des priorités intersectorielles, parmi lesquelles la culture, le genre, l'équité et l'innovation, sont présentés pour chaque KFA.
4. Les principaux résultats sont mis en lumière dans les tableaux de résultats, qui présentent :
 - a. les résultats obtenus par degré de maturité (produits, effets, impact) ;
 - b. les résultats obtenus par type de service (parmi les six services/stratégies clés de la CPS) ;
 - c. une évaluation de la performance (y compris l'autoévaluation des résultats par division) ; et
 - d. les contributions des résultats à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Méthode de présentation des résultats

La *politique Planification, évaluation, responsabilité, réflexion et amélioration continue (PEARL)* de la CPS, qui a été modifiée en 2020, définit la manière dont l'Organisation rend compte de ses activités. La présentation des résultats est un élément clé de cette politique, qui met l'accent sur la cohérence, la précision, la transparence et la redevabilité envers les pays membres. Le Bureau du-de la Directeur-riche général-e assure la coordination des processus d'apprentissage et de réflexion menés tout au long de l'année à l'échelle des projets, des divisions et de l'Organisation dans son ensemble, et établit le rapport annuel de résultats de la CPS en tenant compte des enseignements qui s'en dégagent.

Les divisions et les équipes de la CPS ont eu recours à un processus et à des outils d'évaluation harmonisés pour mesurer la performance et classer les résultats, en mettant l'accent sur l'amélioration de la normalisation et de la qualité, et en enrichissant les contenus afin de répondre aux demandes des membres.

Le présent rapport a été rédigé par l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPL) de la CPS.

Évaluation de la performance

Le présent rapport est le premier à être établi depuis que les axes prioritaires ont pris la suite des objectifs de développement du Plan stratégique 2016–2020. L'évaluation de la performance est présentée sous la forme de résultats cumulés pour chaque KFA. Il n'est pas fait de comparaison avec l'évaluation des résultats obtenus pendant la période couverte par le Plan stratégique 2016–2020.

Comme les années précédentes, l'évaluation du niveau de performance de chacun des résultats présentés dans le Rapport a été réalisée par les divisions et examinée avec l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPL), à la lumière des progrès enregistrés pour les cibles rattachées à chaque indicateur clé de performance du plan d'activité de la division concernée. Par ailleurs, le processus d'évaluation de la performance s'est appuyé sur les mêmes critères que ceux utilisés pour les précédentes éditions du rapport de résultats (réalisation de progrès substantiels, réalisation de certains progrès, absence globale de progrès). Le classement des résultats s'est effectué conformément au glossaire de la planification, du suivi-évaluation et de l'apprentissage, utilisé en interne par la CPS. Le glossaire définit cinq types de résultats clés, en fonction du degré de maturité (produits, évolution des connaissances, changement de comportements, changement de pratiques et impact).



Amélioration du Rapport de résultats

Cette année, des ajustements ont été apportés au Rapport de résultats afin de rendre compte de la transition entre le Plan stratégique 2016–2020 et le Plan de transition 2021, et de donner suite aux recommandations du Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique visant à faire en sorte que le Rapport :

1. reflète la réponse apportée à l'échelle régionale à la pandémie de COVID-19, ainsi que les efforts de relèvement à plus long terme ;
2. continue à mettre en évidence la contribution de la CPS à la réalisation des engagements pris par la région au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (les données présentent les progrès réalisés au regard de certains indicateurs des ODD) ;
3. souligne l'intégration des questions de genre et de droits de la personne aux efforts de programmation, ainsi que la collaboration entre les différentes divisions de la CPS, le cas échéant ; et
4. mette en lumière, dans toute la mesure possible, les principales réalisations à l'échelle nationale.

Codes QR apparaissant dans le présent rapport

Les codes QR figurant dans le présent rapport permettent d'accéder à du contenu supplémentaire. Utilisez le lecteur de codes QR ou l'appareil photo de votre appareil, en plaçant le code dans le viseur de l'écran. Votre application devrait reconnaître automatiquement le code QR ou vous inviter à appuyer sur le lien qui s'affiche.



Explorateur de résultats

Un tableau de résultats interactif est accessible sur la Plateforme de données océaniques.

Utilisez l'[Explorateur de résultats](#) pour consulter les résultats par pays, par ODD, par KFA, par année, par type de résultat ou par pays de programmation. La version française de l'Explorateur de résultats et du tableau de résultats interactif a été mise en ligne en 2021.



Prélèvement d'échantillons d'eau de mer en vue de l'analyse de l'acidification des océans. Crédit photo : The Ocean Foundation.

À PROPOS DE LA CPS

L'année 2021 a marqué le 74^e anniversaire de la CPS, principale organisation internationale de développement à vocation scientifique et technique intervenant à l'appui du développement en Océanie et faisant figure de maison commune pour les 27 États et Territoires membres qui en assurent la gouvernance.

Ce fut également une année de transformation institutionnelle pour l'Organisation. Le nouveau Plan stratégique 2022–2031 a été approuvé par le CRGA en novembre 2021, confirmant la détermination de la CPS à renforcer son efficacité institutionnelle (en optimisant les capacités des personnes, des systèmes et des processus), à accroître ses efforts de mobilisation de ressources et à œuvrer activement à l'établissement de relations de confiance avec ses partenaires, tous niveaux confondus, afin de mieux répondre aux problèmes persistants qui se posent dans la région et d'améliorer la réponse à la pandémie de COVID-19.

Vision

Le Pacifique bleu est une région qui connaît la paix, l'harmonie, la sécurité, l'inclusion sociale et une prospérité accrue, où l'ensemble des peuples du Pacifique vivent libres et en bonne santé tout en étant productifs. Notre identité régionale, placée sous la bannière du « Pacifique bleu », nous ouvre la voie à une gouvernance partagée de l'océan Pacifique et réaffirme les connexions que les peuples océaniques entretiennent avec leurs ressources naturelles, leur environnement, leur culture et leurs moyens d'existence. Nous avons conscience que cette vision ne peut se concrétiser que par une action collective régionale.

Mission

Faire progresser les droits et le bien-être de tous les peuples du Pacifique grâce à la science et aux savoirs, tout en étant guidés par notre compréhension fine des contextes et des cultures du Pacifique bleu.

Valeurs de la CPS

- Nous attachons une grande valeur à la richesse et à la diversité des cultures, des traditions et des environnements propres aux populations du Pacifique. Nous formulons des solutions pérennes fondées sur une compréhension solide des forces et des besoins qui les caractérisent, ainsi que des difficultés auxquelles elles sont confrontées.
- Nous nous engageons à valoriser les capacités scientifiques et techniques de nos membres, dans le cadre d'un processus de développement transformationnel.
- Nous nous engageons à respecter les principes de bonne gouvernance, ainsi qu'à défendre et à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits de la personne, en nous assurant que les besoins des groupes les plus vulnérables au sein de nos sociétés sont au cœur du travail que nous menons.
- Nous collaborons avec nos partenaires actuels et tissons de nouvelles relations en vue de mobiliser l'ensemble des forces en présence pour servir collectivement les intérêts de nos membres.
- Nous nous engageons à développer une culture institutionnelle qui permette à nos agents d'améliorer sans cesse l'efficacité de leur action au profit des populations océaniques.

Modalités d'intervention de la CPS

Nous intervenons dans 22 États et Territoires océaniques et dans plus de 20 secteurs. Nous adoptons à ce titre des approches plurisectorielles à divers niveaux en matière de programmation et de collaboration avec les pays membres et d'autres partenaires, afin d'aligner notre action sur les priorités de développement de nos membres. Nous mobilisons les compétences et les capacités de nos membres et de nos partenaires, en nous appuyant sur notre compréhension et notre appréciation des environnements, des cultures et des contextes océaniques. L'action de la CPS est guidée par les principes énoncés dans le Plan de transition 2021, à savoir :

- placer l'humain et les garanties sociales au cœur de notre action ;
- accompagner nos membres, nos collègues et nos partenaires et apprendre à leurs côtés ;
- innover, tester, transposer à plus grande échelle ou adapter nos approches en réponse aux nouveaux enjeux ;
- recourir à la programmation par pays, intégrée et sectorielle ;
- mener une action complémentaire de celle des pouvoirs publics, des autres organisations du CORP et des principaux partenaires ; et
- fournir des services adaptés, efficaces et conformes.



TOUR D'HORIZON DE L'ANNÉE 2021

- Panorama régional
- Principaux résultats de la CPS en 2021
- Défis et enseignements tirés de nos résultats
- Pleins feux sur la réponse sanitaire à la COVID-19

Panorama régional



COVID-19

La COVID-19 a profondément modifié les modalités de travail de la CPS. L'ensemble des sites de la CPS ont été touchés par les mesures de confinement et de fermeture prolongée des frontières mises en place par les pays hôtes pour enrayer la propagation de la COVID-19. La CPS était prête à cette éventualité et a réussi à instaurer des modalités de travail à domicile, en mobilisant les moyens informatiques et les capacités de réseau nécessaires pour appuyer les agents travaillant à distance.

La CPS a continué de suivre l'évolution de la pandémie de COVID-19 dans la région et dans le monde grâce à son dispositif EpiNet de veille épidémiologique, intégré au Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP). Des cartes et rapports hebdomadaires ont été diffusés sur PacNet, le service d'alerte et de communication du ROSSP. Des synthèses ont également été mises à la disposition du public sur la Plateforme de données océaniques. La CPS a fourni aux autres organisations du CORP des informations actualisées sur l'évolution de la COVID-19 dans la région, dont des conseils sur les protocoles de distanciation sociale, la vaccination, l'appui à la santé mentale et le soutien psychosocial.

Aux côtés de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la CPS a joué un rôle actif au sein de l'Équipe conjointe de gestion des incidents : elle a conseillé les pays membres sur les interventions à mener face à la pandémie, organisé des formations et élaboré des plans en collaboration avec de nombreux membres pour garantir l'efficacité de la réponse de la région face à la COVID-19. La CPS, par le biais de l'Équipe conjointe, joue également un rôle de premier plan et mobilise ses compétences techniques dans les domaines de la coordination, de la surveillance, de la lutte anti-infectieuse, des services de laboratoire, de la communication sur les risques et des services cliniques.

Le Dispositif d'intervention COVID-19 de la CPS a été affiné en continu, différents niveaux de préparation et d'action s'appliquant en fonction de l'impact de la pandémie dans les pays hôtes. La CPS a fait part de ses approches aux autres organisations membres du CORP et leur a présenté des rapports réguliers ainsi que son cadre d'intervention pour faciliter leurs efforts de planification.



Des articles de laboratoire supplémentaires ont été fournis au ministère fidjien de la Santé en vue de renforcer la réponse du pays à la COVID-19. Soutien de la CPS et financement de l'Agence française de développement (AFD).



Catastrophes naturelles et changement climatique

La crise du changement climatique, l'intensification des catastrophes naturelles et les problèmes qui se posent pour la sécurité des personnes continuent d'entraver le développement des pays membres, aggravant par là même les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les économies, les moyens d'existence des populations et le bien-être individuel. Par ailleurs, les cyclones tropicaux continuent d'entraîner des perturbations dans la région, qui a essuyé cinq cyclones de catégorie 2 et supérieure (voir tableau 1).

Avec la persistance du phénomène La Niña en 2021, plusieurs pays de la région ont enregistré des précipitations inférieures à la normale, alors que certains États du Pacifique Sud-Ouest ont été touchés par des précipitations beaucoup plus abondantes que d'ordinaire.

La CPS est fièrement intervenue à l'appui de la Déclaration sur l'océan et de la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique, approuvées en 2021 par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique. L'Organisation a également présidé la deuxième Réunion biennale pour la résilience dans le Pacifique. Cette réunion est une composante clé du dispositif de gouvernance du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP), approuvé par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum en 2017 pour appuyer la mise en œuvre du [Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique. Une approche intégrée de l'action climatique et de la gestion des risques de catastrophe 2017–2030](#).

La pandémie de COVID-19 a continué de compliquer les interventions menées en réponse aux catastrophes ainsi que les activités de relèvement dans la région.



Partenariats et alignement des actions

En 2021, la CPS a entrepris d'élargir ses partenariats, tant à l'échelle régionale qu'internationale. La création du Bureau de l'intégration et de la mobilisation des ressources a contribué à renforcer les réseaux à l'échelle de l'Organisation et a permis de recenser de nouvelles possibilités de partenariat avec le secteur privé et les établissements universitaires autour de thématiques régionales prioritaires. La France et la CPS ont signé un partenariat pluriannuel de coopération couvrant la période 2021–2024, afin d'appuyer l'action menée dans la région dans quatre domaines : la santé publique, le changement climatique, l'océan et la gestion durable des ressources naturelles.

Les compétences scientifiques et techniques de la CPS ont joué un rôle notable et ont pesé sur la scène internationale. À la demande des missions océaniques auprès des Nations Unies à New York, et dans le droit fil des efforts menés à l'échelle régionale par le groupe thématique du CORP sur les questions océaniques et par le sous-comité du Comité des représentants officiels des pays membres du Forum (FOC) sur les activités internationales de plaidoyer, la CPS a fourni des conseils et un soutien techniques et stratégiques dans les domaines de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, des océans, du changement climatique et des limites maritimes, ainsi que dans le cadre des concertations sur les systèmes alimentaires. En partenariat avec l'Envoyé spécial des Nations Unies pour les océans, la CPS a largement contribué à faire entendre la voix des pays de la région lors de manifestations multilatérales. On notera en particulier que la CPS a participé à une [réunion en « formule Arria » du Conseil de sécurité des Nations Unies](#) et aux travaux menés à l'échelle mondiale et régionale par le [Réseau d'experts sur la sécurité climatique \(CSEN\)](#), dont elle est membre. La CPS s'est vu accorder par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, entité des Nations Unies chargée d'agir en faveur des services et sciences océaniques à travers le monde, le statut de centre de formation régional et spécialisé de l'Ocean Teacher Global Academy (OTGA), dont elle est devenue le 17^e membre.

Le Plan de travail stratégique 2021 du CORP a continué d'optimiser les investissements collectifs par le biais de mécanismes régionaux de partenariat, tels que : les mécanismes de collaboration en matière de réponse et de relèvement COVID-19 et de sécurité régionale prévus au titre de la Déclaration de Boe ; les groupes thématiques du CORP sur la Stratégie 2050, les ODD, les questions océaniques et les actions internationales de plaidoyer ; les autres sous-comités du FOC, notamment le sous-comité spécialisé du FOC sur l'élévation du niveau de la mer et le droit international ; le groupe thématique du CORP sur l'héritage des essais nucléaires dans le Pacifique ; l'équipe institutionnelle élargie du CORP (« One CROP+ ») sur le changement climatique ; le PRP ; et l'Alliance pour l'océan Pacifique. Un soutien a également été apporté aux Îles Marshall à l'appui de leur examen national volontaire (ENV).



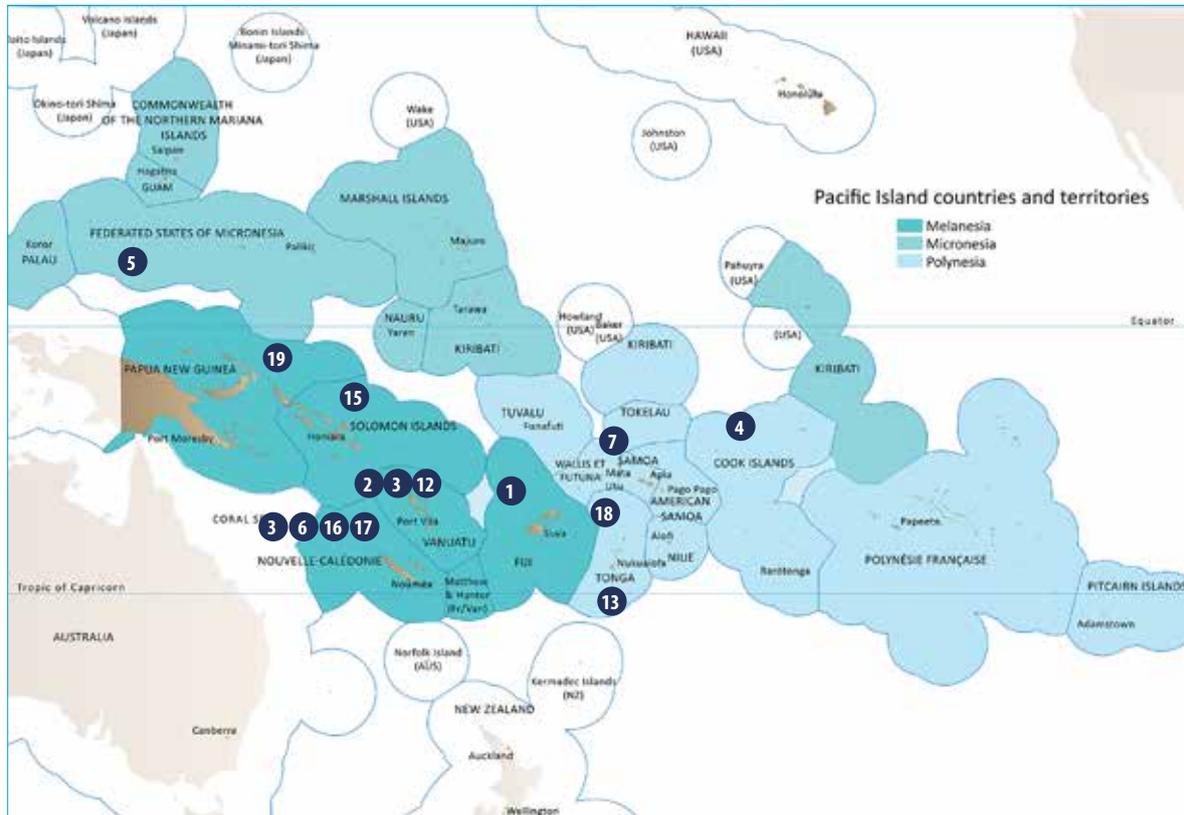
Échéances électorales et réunions

En 2021, des élections nationales ont été organisées dans plusieurs pays membres de la CPS, parmi lesquels les États fédérés de Micronésie, le Samoa et les Tonga. Le troisième et dernier référendum d'autodétermination prévu au titre des Accords de Nouméa s'est tenu la même année en Nouvelle-Calédonie.

Si la COVID-19 a continué de bouleverser la planification de nombre de manifestations en 2021, la CPS a néanmoins organisé plusieurs réunions sur l'agriculture, le climat, l'éducation, les pêches, les systèmes alimentaires, la santé, les ressources naturelles et les océans. La quatorzième Conférence triennale des femmes du Pacifique, qui a réuni près de 1 500 personnes, mérite une mention particulière. À l'issue de la réunion, 30 % des répondants à l'enquête d'évaluation ont indiqué que leurs connaissances sur la violence fondée sur le genre, la justice climatique et l'égalité de genre, et l'autonomisation économique des femmes s'étaient améliorées.

La CPS, en prévision du Sommet 2022 des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum, a continué de travailler en interne et dans le cadre des réunions du CORP à l'élaboration de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050, qui traduit une volonté d'action collective à l'échelon régional, fondée sur la reconnaissance du potentiel économique et stratégique du continent océanique que nous partageons. Les hommes et les femmes du Pacifique bleu sont au cœur des services assurés par la CPS et les organisations de la famille du CORP. Grâce à une collaboration sans faille, nous contribuons ensemble à la mise en œuvre des actions inspirées par les priorités régionales.

Tableau 1 : Carte de la région – faits marquants en 2021



| | |
|----------------|---|
| Janvier | 1 Cyclone tropical Ana (Fidji) |
| | 2 Cyclone tropical Bina (Vanuatu, Fidji) |
| Février | 3 Cyclone tropical Lucas (Nouvelle-Calédonie, Vanuatu) |
| | 4 Élection de M. Henry Puna au poste de Secrétaire général du Forum |
| Mars | 5 Élections générales aux États fédérés de Micronésie |
| | 6 Cyclone tropical Niran (Nouvelle-Calédonie) |
| Avril | 7 Élections générales au Samoa |
| Mai | Septième Conférence des ministres océaniques de la Condition féminine (région) |
| Juillet | Réunion pour la résilience dans le Pacifique (région) |
| Août | Publication par les dirigeants océaniques de la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique (région) |

| | |
|------------------|---|
| Septembre | Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (région) |
| Octobre | 12 Pluie de cendres, volcan Yasur (Vanuatu) |
| | 13 Élections générales aux Tonga |
| Novembre | COP26 (région) |
| | 15 Troubles civils aux Îles Salomon |
| Décembre | 16 Troisième référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie |
| | 17 Cyclone tropical Ruby (Nouvelle-Calédonie) |
| | 18 Éruption du volcan Hunga Tonga-Hunga Ha'apai (Tonga) |
| | Inondations côtières : Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée (île de Manus) |
| | Projet de stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 (région) |

Principaux résultats de la CPS en 2021

Axes prioritaires

Au total, 394 résultats ont été rapportés en 2021 (contre 374 en 2020), ce qui représente une performance globalement positive. En dépit des difficultés liées à la pandémie de COVID-19, la CPS a enregistré des progrès dans la quasi-totalité de ces résultats, et des progrès substantiels ont été réalisés pour 57 % d'entre eux dans tous les axes prioritaires (KFA) du Plan de transition 2021 (graphique 1).

On note une augmentation de la part cumulée des résultats de niveau supérieur, notamment ceux en rapport avec l'évolution des connaissances, le changement de pratiques et de comportements, et l'impact. Cette progression résulte de l'appui direct de la CPS (49 % 2021, contre 43 % en 2020) (graphique 2). Elle est attribuable à des changements comme l'acquisition de nouvelles connaissances, la création de nouveaux outils et mécanismes, les avancées réalisées dans l'élaboration ou la mise en œuvre de lois et de politiques et l'établissement de nouveaux partenariats.

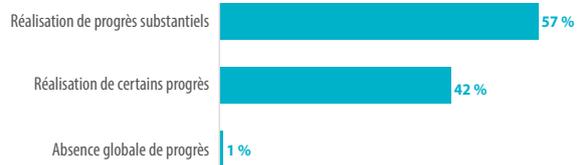
Pour rendre compte des progrès réalisés au regard du Plan de transition 2021, les résultats tirés des cadres de résultats des divisions ont été adossés aux KFA (graphique 3).

Tous les résultats obtenus pour les différents KFA sont le fait de plus d'une division, ce qui témoigne des efforts constants déployés par la CPS en faveur de la programmation intégrée et de la mobilisation des capacités au sein de l'ensemble de ses divisions et programmes. Les contributions des divisions ont probablement été sous-évaluées en 2021 du fait de l'adaptation de l'approche suivie en matière de planification, de programmation, de suivi-évaluation et d'apprentissage. Il s'agit là d'un domaine qu'il faudra améliorer dans les rapports établis au titre du Plan stratégique 2022–2031.

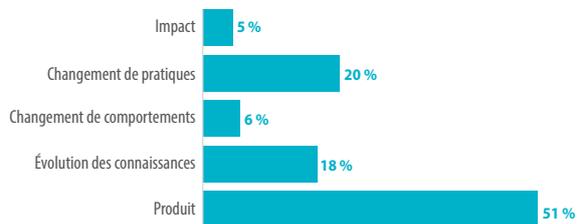
Impact de la COVID-19 sur les résultats obtenus

En 2021, la COVID-19 a eu un impact faible à nul sur les résultats de la CPS par rapport à 2020 (64 % et 48 % respectivement). De plus, l'Organisation a su exploiter les possibilités offertes par la COVID-19 en 2021, plus qu'elle ne l'a fait en 2020 (23 % et 19 % respectivement). Le nombre total de résultats est passé de 374 en 2020 à 394 en 2021, alors que l'Organisation a continué de gérer la pandémie et de s'y adapter (graphique 4).

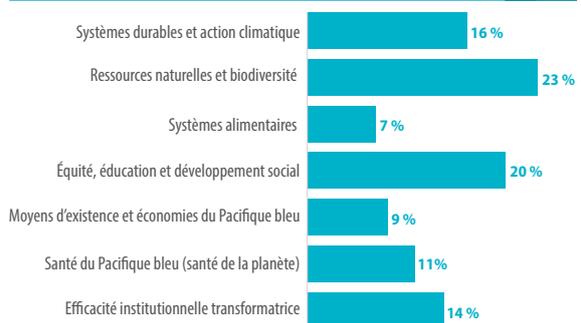
Graphique 1 : Classement des résultats par niveau de performance (n = 394)



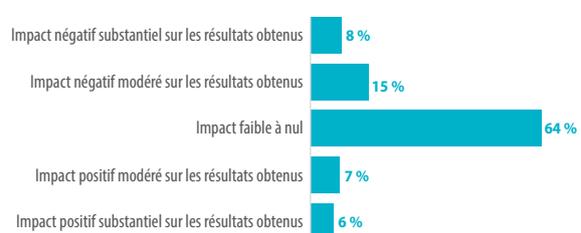
Graphique 2 : Résultats obtenus au regard des objectifs de développement, par degré de maturité (n = 394)



Graphique 3 : Résultats par KFA (n = 394)



Graphique 4 : Impact de la COVID-19 sur les résultats obtenus (n = 394)

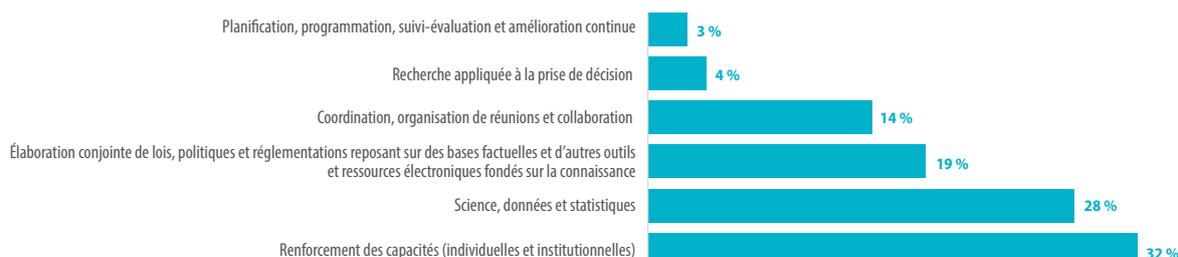


Modalités de prestation de services

Le Plan de transition 2021 recense les six modalités de prestation de services appliquées à la CPS (graphique 5). Ce sont les services de renforcement des capacités individuelles et institutionnelles qui ont produit le plus grand nombre de résultats. En raison de la pandémie, ces activités ont été menées principalement en distanciel ou par l'intermédiaire de consultants locaux.

Confrontée à la crise sanitaire, la CPS a mis davantage l'accent sur l'amélioration de ses plateformes virtuelles de communication en ligne et a fait en sorte que ses agents puissent y accéder et bénéficier d'une assistance pendant toute la période de télétravail.

Graphique 5 : Résultats par type de service (n = 394)



Focus sur les résultats : activités directes de la CPS

- Renforcement des capacités (individuelles et institutionnelles) :
 - Plus de 11 800 personnes ont été formées (35 % de femmes), contre 5 500 en 2020.
- Science, données et statistiques :
 - Plus de 1 million d'entrées réparties entre plus de 1 420 indicateurs du développement dans le Pacifique dans la base de données PDH.stat (4 fois plus que l'année précédente).
 - Plus de 10 outils et applications en ligne ont été adoptés à l'appui de la collecte et de l'analyse des données.
- Élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres outils et ressources fondés sur la connaissance :
 - Les orientations et l'appui technique fournis par la CPS dans les domaines de l'égalité de genre, du changement climatique et de la résilience, de la santé, de l'éducation, des services maritimes, de l'énergie et de l'océan ont contribué à plus de 30 changements de politiques ou de législations dans la région.
 - Plus de 30 outils, ressources et mécanismes (protocoles, procédures opératoires normalisées, plans d'exécution, supports de formation, outils et lignes directrices de portée régionale, manuels, groupes de travail) ont été élaborés à l'appui de la mise en œuvre des politiques et législations nationales.
- Coordination, organisation de réunions et collaboration :
 - La CPS, en collaboration avec d'autres organismes du CORP, est intervenue à l'appui de plusieurs grands événements régionaux :
 - publication par les dirigeants océaniques de la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique ;
 - Les dirigeants océaniques ont approuvé le *Cadre pour la sécurité et la résilience énergétiques dans le Pacifique (FESRIP) 2021–2030*.
 - La CPS a apporté son soutien à plus de 20 réunions régionales sur des thématiques en rapport avec le changement climatique, le commerce, l'océan et la gestion des terres, la santé et l'éducation.
- Recherche appliquée à la prise de décision :
 - La CPS a apporté son soutien à diverses activités de recherche visant à éclairer la prise de décisions clés dans la région :
 - L'article intitulé « Pathways to sustaining tuna-dependent Pacific Island economies during climate change » (Des solutions pour pérenniser les économies océaniques tributaires de la pêche thonière face au changement climatique) a contribué à renforcer l'attention et le soutien en faveur des travaux sur le changement climatique dans le secteur des pêches.
 - Les résultats d'une enquête réalisée pour la seconde fois sur les unités de soins intensifs ont permis d'éclairer l'approvisionnement des États et Territoires insulaires océaniques en équipements et consommables utilisés dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et ont été exploités aux fins de la formation du personnel de santé.

- Au total, 90 documents rédigés ou co-rédigés par la CPS ont été présentés à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC).
- Une publication sur les questions liées au genre et les droits de la personne dans le secteur des pêches côtières et de l'aquaculture, qui analyse les législations en vigueur aux Fidji, à Kiribati, au Samoa, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu, a été soumise aux représentants nationaux pour décision.
- Le personnel de la CPS a continué de contribuer à la production de connaissances et aux activités de recherche dans la région, avec la publication de

plus de 60 articles dans des revues à comité de lecture en 2021 (voir la liste complète à l'annexe 2).

6. Planification, programmation, suivi-évaluation et apprentissage :

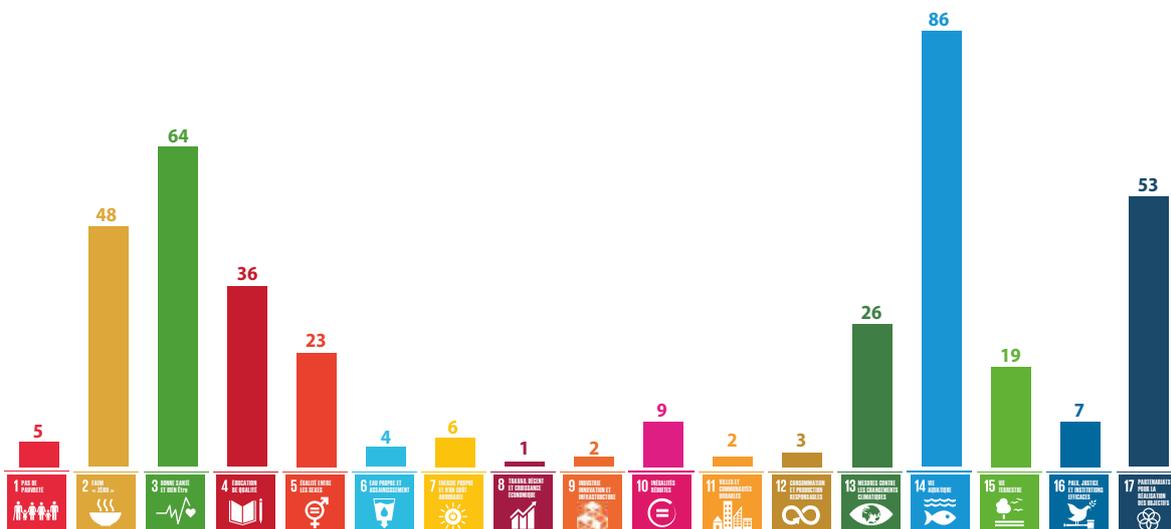
- En 2021, 12 évaluations et examens ont été réalisés, renforçant l'engagement constant de la CPS en faveur de l'amélioration et de l'apprentissage (voir la liste de toutes les activités d'évaluation publiées à l'annexe 3). Les consultations avec les partenaires de la CPS se sont également poursuivies à l'échelon des divisions en ce qui concerne les processus d'élaboration des plans d'activité.

Contribution à l'ensemble des ODD

La CPS, au travers de son action, a continué d'œuvrer à la réalisation des 17 ODD (voir graphique 6) dans 22 États et Territoires, en s'appuyant sur les capacités dont elle dispose dans plus de 20 secteurs. La CPS a apporté un appui continu au Groupe régional océanien sur les ODD et a fourni de précieux éclairages sur tous les aspects du mandat du Groupe, en mettant l'accent sur le suivi des 132 indicateurs régionaux des ODD. Au cours de l'année considérée, le soutien au suivi des ODD a notamment porté sur la collecte de données nationales et l'établissement des rapports relatifs aux ENV. En collaboration avec des partenaires comme le

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la CPS a continué de fournir un appui et des conseils techniques en vue de la réalisation d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples dans plusieurs pays, les aidant à résorber le déficit de données de suivi sur l'état d'avancement des plans nationaux de développement, les progrès accomplis dans la réalisation des ODD mondiaux et la mise en place du Pacific National SDG Tracker, l'outil de suivi des ODD nationaux dans le Pacifique.

Graphique 6 : Nombre de résultats obtenus par ODD principal (n = 394)



Intégration des thématiques transversales

La CPS a continué de renforcer sa capacité à intégrer de manière systématique ses priorités transversales, en s'appuyant sur sa Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE). Les principaux résultats mis en lumière ci-après renvoient donc aux efforts déployés dans ce domaine à l'échelle de tous les KFA au cours de l'année de référence.

Principaux résultats :

- *Suivi des ODD par le biais de la Plateforme de données océaniques* : L'ensemble de données sur les ODD ainsi que le tableau de bord et les « roues de progression » connexes ont été mis à jour et étaient assortis de 1 420 indicateurs régionaux fin décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 63,6 % par rapport à 2020. Le nombre d'utilisateurs uniques des indicateurs et documents relatifs aux ODD s'établit à 468 pour 2021, soit une augmentation de 54,9 % par rapport aux 302 utilisateurs enregistrés en 2020. Une base de données régionale sur les indicateurs en matière de santé et de violences à l'égard des femmes a été constituée et mise en ligne dans l'explorateur de données PDH.stat. Les indicateurs régionaux sur la protection sociale ont été actualisés dans PDH.stat pour tous les pays.
- *Créer un environnement favorable aux personnes en situation de handicap* : En décembre 2021, l'Assemblée législative de l'État de Kosrae a adopté une nouvelle législation sur le handicap, qui vise à promouvoir le respect des personnes en situation de handicap en garantissant l'accès aux services et l'égalité des chances pour tous. Le projet de loi avait été rédigé par le Kosrae Special Parent Network (KSPN), une organisation non gouvernementale intervenant dans le cadre du

ministère de l'Éducation de Kosrae. KSPN est bénéficiaire d'une subvention de la Division droits de la personne et développement social (HRSD) au titre du projet « Les Océaniens, acteurs du changement », financé par le Gouvernement suédois et mis en œuvre avec le concours de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

- *Soutenir l'accès des femmes aux fonctions de leadership* : La CPS a lancé un partenariat avec le Programme pour le leadership des femmes du Pacifique afin de compléter l'action qu'elle mène dans la région et de renforcer sa capacité à promouvoir l'égalité de genre et l'accès des femmes au leadership au sein de l'Organisation. Le programme s'emploie, avec d'autres organisations du CORP, à promouvoir la mise en place d'initiatives et d'approches similaires destinées à favoriser l'égalité de genre à l'échelle du CORP.
- *Mettre à profit les savoirs traditionnels et promouvoir l'expression et la participation des jeunes* : Dans le cadre de ses activités en faveur de l'océan, la CPS a engagé un débat autour de l'identité du Pacifique bleu et encourage les jeunes à y participer à tous les niveaux. Le talanoa [Vaka Moana](#) organisé dans le cadre des Laboratoires de la Décennie pour l'océan a été l'occasion d'un débat multigénérationnel sur l'océan que nous souhaitons et sur les liens entre nos connaissances et identités traditionnelles et l'océan. La CPS a apporté son soutien au réseau de professionnels de l'océan en début de carrière (ECOP), créé en juin 2021 à l'occasion de la Journée virtuelle qui leur était consacrée, afin d'encourager la participation des jeunes et de diffuser des informations sur les moyens d'appuyer l'action en faveur de la gestion des océans.



Réunion du Kosrae Special Parent Network (KSPN) au sujet de la nouvelle législation sur le handicap de l'État de Kosrae, décembre 2021 (États fédérés de Micronésie).

Théorie du changement

Nous œuvrons au service de la région du Pacifique bleu dans le cadre d'une démarche intégrée reposant sur la science, la connaissance et l'innovation, le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, et l'établissement de relations de confiance, par l'adoption de pratiques contextualisées et respectueuses des spécificités culturelles, aux fins du développement durable. Pour que nos interventions restent pertinentes et adaptées, nous devons corriger le cap et revoir nos modalités de travail. Nous devons notamment :

- mettre **les populations océaniques et le principe d'équité** au cœur de nos interventions et de nos engagements ;
- renforcer **la chaîne de valeur des preuves** afin que les décisions soient prises au regard de données et de produits du savoir accessibles et de haute qualité, disponibles en temps utile ;
- renforcer nos **services, outils et capacités numériques**, en concevant des interactions numériques réfléchies pour éviter toute « fatigue numérique » ; et
- établir **un véritable dialogue et améliorer la communication** avec nos membres et les parties prenantes, notamment sur les questions touchant à la sécurité, à la sûreté, aux plans, aux priorités et aux résultats.

Pour être résiliente, la région doit pouvoir s'appuyer sur une organisation elle-même résiliente et apprenante. Nos agents, nos capacités essentielles et nos connaissances intégrées sont nos principaux atouts. La localisation de nos ressources, de notre présence et de nos actions de renforcement des capacités nous permettra de continuer à fournir des services aux pays membres. La crise de la COVID-19 exige de la CPS qu'elle recentre son attention sur la santé et le bien-être de ses agents afin qu'ils puissent poursuivre leur travail au service de la région.

La COVID-19 doit par ailleurs nous amener à mieux intégrer nos capacités scientifiques, sociales, culturelles et techniques afin de promouvoir la santé dans le Pacifique. Pour atteindre les objectifs de développement durable dans la région, nous devons impérativement prendre conscience des liens étroits entre, d'une part, la culture, la santé, le bien-être et les moyens d'existence des populations océaniques et, d'autre part, la santé, le bien-être et la prospérité de l'océan Pacifique et des environnements insulaires.

La Politique RSE de la CPS doit orienter les efforts de nos agents, nos opérations et nos programmes au travers d'une approche centrée sur l'humain (droits de la personne, égalité de genre, inclusion sociale, culture, jeunesse, personnes en situation de handicap, lien entre les populations océaniques et l'environnement), dans tous les aspects de notre travail.

| Objectif 1 : | Objectif 2 : | Objectif 3 : | Objectif 4 : |
|---|---|--|--|
| Les peuples océaniques profitent d'un développement économique durable. | Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes. | Les Océaniques réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé. | Des programmes intégrés sont exécutés par « Une seule CPS » au moyen de services rationalisés. |

La culture et les droits de la personne font partie intégrante des dimensions environnementales, économiques et sociales du développement durable.



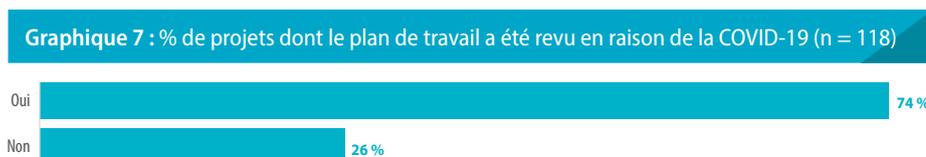
Nos axes prioritaires ont été définis à la lumière d'une analyse des plans et priorités des membres, d'évaluations de la situation liée à la COVID-19, du mandat, des capacités et des engagements régionaux de la CPS et des ODD.

| Secteurs et disciplines transversales | | Nos services | Nos modalités de travail | Trajectoires d'impact |
|--|---|---|---|--|
| Agriculture durable | Renforcement institutionnel | 1. Science, données et statistiques | Placer l'humain et les garanties sociales au cœur de notre action | Appui à la localisation des interventions et des actions de relèvement régionales |
| Biosécurité | Renforcement des systèmes de santé | 2. Recherche appliquée à la prise de décision | Accompagner nos membres, nos collègues et nos partenaires et apprendre à leurs côtés | Actions de conseil et de persuasion à des niveaux multiples sur la base de relations de confiance |
| Culture | Droits de la personne | 3. Renforcement des capacités (individuelles et institutionnelles) | Innovier, tester, transposer à plus grande échelle ou adapter nos approches en réponse aux nouveaux enjeux | Prise de décisions éclairées, fondées sur des données factuelles, avec production, conservation et analyse de données accessibles et appropriées, travaux scientifiques et élaboration de politiques |
| Pêche côtière et hauturière et aquaculture | Approche intégrée de la réduction des risques de catastrophe et de la résilience climatique | 4. Coordination, organisation de réunions et collaboration | Programmer par pays, intégrée et sectorielle | Partage de programmes pertinents de haute qualité adaptés au contexte et aux priorités propres à chaque pays membre |
| Observation marine et observation de la Terre | Moyens de subsistance durables | 5. Élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres outils et ressources fondés sur la connaissance | Mener une action complémentaire de celle des pouvoirs publics, des autres organisations du CORP et des principaux partenaires | Appui aux réseaux et structures aux fins du renforcement durable des capacités |
| Collecte, analyse et diffusion de statistiques économiques et sociales | Sécurité maritime | 6. Planification, programmation, suivi-évaluation et amélioration continue | Fournir des services adaptés, efficaces et conformes | Amélioration continue des capacités des personnes, systèmes et processus de l'Organisation et investissement continu dans ce domaine |
| Qualité de l'enseignement | Pêche durable | | | |
| Sécurité énergétique | Gouvernance de la santé publique, MNT et sécurité sanitaire | | | |
| Systèmes alimentaires | Sciences océaniques | | | |
| Égalité de genre et inclusion sociale | Micro-qualifications régionales | | | |
| Ressources génétiques (végétales, halieutiques, animales) | Géoressources durables | | | |
| Gouvernance | Paysages et forêts durables | | | |
| | Eau et assainissement | | | |

Défis et enseignements tirés de nos résultats

Alors qu'elle entrait dans la deuxième année de la pandémie de COVID-19, la CPS a poursuivi son travail de réflexion et a continué de réorienter son action en réponse aux restrictions, aux confinements, à l'évolution des taux de morbidité et de mortalité et à la fermeture des frontières. Ces difficultés l'ont amenée à apporter des ajustements aux plans de travail et aux budgets de plus de 70 % des projets existants, toutes divisions confondues (graphique 7). L'augmentation de la demande de services en ligne et les périodes prolongées de télétravail ont entraîné un certain nombre de difficultés, liées notamment aux moyens et à la fréquence des communications, et à la saturation qui en résulte, ainsi qu'à l'augmentation de la charge de travail et à la lassitude du personnel.

Les résultats du travail de réflexion mené tout au long de l'année à l'échelle des projets, des divisions et de l'Organisation dans son ensemble ont permis de dégager six modalités de travail distinctes, décrites dans la théorie de changement du Plan de transition 2021.



Placer l'humain et les garanties sociales au cœur de notre action

Le personnel est le fondement même de l'Organisation, et lui apporter tout le soutien requis pendant la période de télétravail, notamment par le biais d'une assistance technique et technologique, est resté une priorité en 2021. Des solutions spécifiques ont été retenues en matière de recrutement et de gestion du personnel pour limiter les retards dans le cadre des projets ; l'Organisation a notamment fait appel à des prestataires locaux et privilégié le travail à domicile des agents avec soutien à distance pour l'accueil-intégration et le renforcement des capacités. D'autres mesures d'adaptation ont été prises, comme la prolongation des contrats des agents jusqu'à l'achèvement des projets, afin d'assurer la continuité des services. Pour préserver le bien-être du personnel, des séances collectives et individuelles de soutien psychosocial ont été proposées aux agents, et des cours de sport et des moments de détente réunissant collègues et familles ont été organisés en ligne par l'amicale du personnel.

En raison de l'augmentation des cas de violence domestique observés depuis le début de la pandémie de COVID-19 dans les pays touchés, les services de soutien, comme le numéro d'écoute mis en place aux Fidji, ont enregistré **une hausse de 300 % du nombre d'appels liés à des faits de violence domestique**. Ces statistiques ont constitué un élément de discussion déterminant lors de l'examen de la Déclaration pour l'égalité hommes-femmes dans le Pacifique et des débats du groupe de travail régional connexe, dont la CPS assure le secrétariat. Le groupe de travail a convenu du caractère prioritaire des services de conseil, des comités consultatifs, de la collecte de données et du suivi-évaluation, du renforcement des capacités et de l'accès aux services sociaux et à la justice.

Accompagner nos membres, nos collègues et nos partenaires et apprendre à leurs côtés

La pandémie de COVID-19 a montré que le renforcement de la collaboration avec les partenaires est plus important que jamais : le recours aux réseaux existants et la mise en place de nouveaux partenariats facilitent la mobilisation des ressources et des capacités requises pour appuyer plus efficacement les efforts de réponse et d'adaptation menés à l'échelle nationale. La CPS a continué de travailler en partenariat avec les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales internationales, les organisations non gouvernementales, les établissements universitaires, les organisations confessionnelles et le secteur privé à la mise en œuvre de ses programmes dans la région. La Division santé publique (PHD), en collaboration avec le Peter Doherty Institute et d'autres partenaires, a rapidement renforcé les installations des laboratoires des Îles Cook, de Kiribati, du Samoa et de Vanuatu. Elle a notamment fourni des équipements de PCR en temps réel, des conseils sur les technologies PCR, des supports de formation sur l'utilisation des tests PCR, les services d'entretien et les activités de dépistage de la COVID-19, qui pourront également servir à l'avenir en cas de flambées d'autres maladies.

De nouveaux partenariats ont également été établis, notamment avec le Royaume-Uni, en vue d'aider quatre pays à faire progresser leurs demandes d'extension du plateau continental, ainsi qu'avec l'Union européenne (UE) sous la forme d'un nouveau financement de 7 millions d'euros à l'appui du Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés (DCRP).

Innover, tester, transposer à plus grande échelle ou adapter nos approches en réponse aux nouveaux enjeux

L'année 2021 a exigé de la CPS qu'elle adapte à la fois sa programmation et ses opérations. Des initiatives institutionnelles clés, comme le mécanisme des financements à visée spécifique, ont permis de sélectionner, à l'issue d'un processus compétitif, une première série de huit projets en incubation axés sur l'innovation en matière de prestations de services, l'appui à l'élaboration d'un programme intégré sur les systèmes alimentaires, ainsi que le soutien aux jeunes et aux professionnels et scientifiques en devenir du Pacifique. Les adaptations et les innovations intervenues dans les différents KFA sont mises en lumière tout au long de ce rapport.

En collaboration avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD), la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) a entamé une nouvelle série d'expéditions océanographiques (WARMALIS) à travers le Pacifique occidental pour mieux comprendre les écosystèmes pélagiques et leur influence sur les ressources thonières. Ces informations, qui viendront s'ajouter aux

connaissances existantes, sont primordiales pour la gestion des ressources et permettront à la région de se préparer aux menaces et aux opportunités susceptibles de se présenter dans la décennie à venir.

Il y a 20 ans, la CPS a engagé des travaux avec les membres de neuf zones maritimes comptant 48 limites communes. Fin 2021, 35 de ces 48 limites, essentielles à la conservation, à la gestion des ressources, à l'accès économique et à la préservation culturelle, avaient été fixées. Les enseignements et les engagements politiques qui se dégagent de cette première étape apporteront un éclairage primordial sur la suite des travaux à mener pour les 13 limites communes et les 5 limites extérieures des espaces maritimes qui restent encore à définir. Les activités relatives aux demandes d'extension du plateau continental se poursuivent également.

Programmation par pays, intégrée et sectorielle

Le Plan de transition 2021 a favorisé la programmation intégrée autour de sept axes prioritaires, ou KFA, alignés sur les priorités nationales et régionales, et définit clairement la contribution de la CPS à la réalisation de ces objectifs prioritaires. S'agissant des systèmes alimentaires, le processus de programmation intégrée s'est appuyé sur une approche ascendante consistant à faire la synthèse des capacités et des engagements existants à l'échelle des divisions, à faciliter la mise en place d'espaces de dialogue de dimension régionale et à relayer les conclusions de ces concertations auprès d'instances mondiales comme le Sommet mondial sur les systèmes alimentaires.

Les activités stratégiques relatives au Projet Digital Earth Pacific se sont poursuivies, l'objectif étant de faciliter l'accès à plusieurs décennies de données satellites publiques et de fournir ainsi des produits d'aide à la décision en temps réel. Les consultations approfondies des parties prenantes menées avec les pays membres ont permis de dresser la liste des besoins des membres en matière d'infrastructures de données régionales capables de fournir de manière régulière des données, des produits et des services fiables et opérationnels d'observation de la Terre.

Mener une action complémentaire de celle des pouvoirs publics, des autres organisations du CORP et des principaux partenaires

La CPS attache une grande importance aux liens étroits qu'elle entretient avec les pays membres et partenaires. Ces liens sont la pierre angulaire de la conception et de la mise en œuvre d'interventions utiles qui viennent compléter les priorités nationales. La CPS a continué à travailler avec ses partenaires et les pays membres à la définition conjointe de ses domaines d'intervention. Cette démarche concertée et participative, qui permet de s'adapter à l'évolution des besoins nationaux, a montré qu'elle pouvait produire des effets pertinents et durables. La CPS a mobilisé des ressources auprès de ses principaux partenaires financiers et autres bailleurs de fonds, comme le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), l'UE, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Gouvernement de la France, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT), l'USAID, la Banque mondiale et les institutions des Nations Unies, à l'appui des programmes multisectoriels qu'elle mène dans tous les pays membres.

La collaboration continue avec les partenaires et les autres organisations du CORP a permis à la CPS de fournir des données et informations accessibles en temps utile sur la COVID-19 pour compléter les données nationales et faciliter la réponse et la prise de décision à l'échelle nationale et régionale. La Bibliothèque de microdonnées du Pacifique et la base de données sur les indicateurs du développement PDH.stat contiennent un large éventail de statistiques d'état civil et d'infographies sur les impacts sanitaires et socioéconomiques de la COVID-19. Le rapport du CORP sur l'évaluation de l'impact socioéconomique de la COVID-19 dans le Pacifique a été achevé, puis présenté à la réunion des ministres du Commerce des pays membres du Forum, qui l'ont approuvé. Une autre version du questionnaire d'évaluation a été élaborée en collaboration avec l'Agence internationale pour le développement en faveur des femmes (IWDA), en vue de recueillir des données genrées sur la pauvreté multidimensionnelle et les inégalités dans le contexte de la pandémie. Une [page consacrée aux indicateurs socioéconomiques COVID-19](#) a été créée afin de compléter les données nationales et d'appuyer les efforts nationaux de préparation et de réponse.

Fournir des services adaptés, efficaces et conformes

La CPS s'emploie à renforcer ses capacités et son environnement opérationnels internes. Tout au long de l'année 2021, elle a procédé à l'examen de son cadre et de ses politiques de gouvernance afin de s'assurer une position financière et opérationnelle solide, grâce notamment au renforcement de ses capacités TIC et à la transformation numérique de ses systèmes et opérations. Toutes les divisions se sont rapidement adaptées et ont réorienté leurs stratégies en privilégiant l'apprentissage et l'innovation continus. Elles ont adopté de nouvelles approches pour le renforcement des capacités (contenus et tutoriels en ligne, webinaires, utilisation de vidéos), opéré des réajustements et investi leurs budgets voyages dans des plateformes en ligne, des supports de formation et des outils de connaissance. Les projets pilotes de mise en commun des services des finances et des capacités de communication ont livré des informations essentielles sur les politiques et les mécanismes de soutien aux systèmes à mettre en place en vue du déploiement des services partagés à l'échelle de l'Organisation. L'accent mis sur l'audit et les risques à l'échelle de l'Organisation et du portefeuille de programmes a permis d'accroître notre capacité d'anticipation des risques et de renforcement de nos stratégies d'atténuation et d'adaptation.

Tirer les enseignements de nos évaluations

La CPS est une organisation apprenante : les évaluations et analyses que nous menons continuent d'orienter notre action et notre progression au moyen d'un changement et d'un apprentissage continu. Deux évaluations réalisées en 2021 sont mises en exergue ci-dessous :

Plan stratégique 2016–2020

Le Plan stratégique 2022–2031 de la CPS va guider l'action de l'Organisation dans les années à venir. La métasynthèse relative aux impacts de la COVID-19 dans le Pacifique avait pour objet de réunir des informations permettant à l'Organisation de définir les grandes orientations de son nouveau plan stratégique. Elle constitue une ressource de première importance pour la région, qui se prépare à entrer dans la phase de relèvement post-COVID-19.

En prévision de la mise en œuvre du Plan stratégique 2022–2031, la CPS a commandé une évaluation globale de son Plan stratégique 2016–2020 afin d'obtenir des données utiles à l'application du nouveau plan, de promouvoir l'apprentissage et la redevabilité, et de recueillir des éléments d'appréciation à des fins d'amélioration opérationnelle.

Au cours des dix prochaines années, la CPS s'appuiera sur les enseignements clés tirés de l'expérience qu'elle a acquise lors de la mise en œuvre du Plan stratégique 2016–2020 :

- Les relations et la collaboration qui se sont instaurées entre la CPS et les partenaires du développement, les pays membres et les parties prenantes locales sont au cœur du succès de l'Organisation, et s'avéreront essentielles à l'avenir.

La CPS continuera de s'appuyer sur le soutien de ses partenaires et de ses réseaux, et alignera ses activités sur les priorités des membres, qu'elle consultera à cette fin dans le cadre de réunions et d'études sectorielles régulières lui permettant de recueillir des informations à l'appui de l'élaboration des plans d'activité des divisions et des plans de travail des projets.

- Le maintien de la communication et de la coordination avec les pays membres est d'une importance primordiale.

La publication de la quatrième édition du *Recueil des règles de gouvernance de la Communauté du Pacifique* et la rationalisation des processus marquent une étape concrète dans la bonne direction et vont contribuer à améliorer la communication entre la CPS et ses membres.

La lettre d'information trimestrielle *Objectif Océanie*, publiée par la CPS à l'intention des membres, des partenaires et des bailleurs de fonds, continuera à rendre compte des activités de l'Organisation et de mettre en lumière les résultats obtenus dans des domaines de développement prioritaires.

- La définition du rôle unique de la CPS permettra de fixer les priorités de l'Organisation.

Le Plan stratégique 2022–2031 présente pour la première fois une proposition de valeur, également exposée dans la théorie du changement. La CPS est résolue à développer plus avant le Cadre de résultats stratégiques du Plan stratégique, afin de démontrer clairement en quoi les capacités de l'Organisation influent sur les résultats obtenus, et de déterminer les divers points de concordance et contributions. La CPS veillera à ce que soit mis en place un mécanisme pratique permettant d'aligner les capacités et les activités de l'ensemble de la CPS sur les besoins nationaux et régionaux.

- La mise en œuvre du Plan stratégique 2022–2031 exigera des efforts collectifs accrus à l'échelle de l'Organisation.

La promotion collective du Plan stratégique est en cours, l'objectif étant d'encourager la collaboration et l'intégration interdivisions et d'inciter le personnel à s'engager davantage.

Évaluation formative et examen de la mise en œuvre du projet pour l'amélioration de l'accès aux données et statistiques océaniques (PSD)

Cette évaluation avait pour objet de dresser un premier bilan de la mise en œuvre du projet PSD afin d'y apporter les ajustements et les améliorations nécessaires pendant la période de financement restante, et de faciliter ainsi l'élaboration adaptative continue du projet.

De manière générale, le rapport d'évaluation recommande que soient renforcés, à l'échelle de l'Organisation, les politiques, lignes directrices et outils à tous les niveaux de la gouvernance des données. Si les changements recommandés sont ambitieux, la mise en place d'un cadre de gouvernance des données doté de moyens adéquats fait globalement consensus. Par ailleurs, l'instauration de liens de confiance avec les États et Territoires membres revêt une importance primordiale et constitue un élément clé de l'élaboration d'une politique de gouvernance des données.

La CPS avance dans l'élaboration de cette politique : un projet de rapport d'évaluation (phase initiale) a été établi à l'issue d'une série d'ateliers et d'entretiens auxquels ont pris part 75 personnes représentant l'ensemble des divisions de la CPS et une organisation membre du CORP. Cette initiative viendra appuyer les efforts constants menés dans le cadre de la Plateforme de données océaniques pour améliorer la gestion et les pratiques de gouvernance des données, à l'échelle de la CPS et de la région dans son ensemble.

Étapes à venir

L'année 2022 marquera la première année de mise en œuvre du Plan stratégique 2022–2031. Les valeurs énoncées dans la stratégie définiront la manière dont nous travaillons, à titre individuel et collectif, dans le cadre des opérations et des programmes menés au service de la région.

Forte des enseignements et des recommandations évaluatives découlant du précédent plan stratégique et du plan de transition, la CPS peut maintenant se tourner vers des approches thématiques et une mise en œuvre axée sur ses différents KFA pour les dix années à venir.

En exploitant les capacités dont elle dispose dans 25 secteurs et disciplines, l'Organisation va pouvoir intensifier les efforts qu'elle mène actuellement en vue d'atteindre un niveau d'intégration équivalant à 30 % de ses activités. C'est par cette démarche intégrée que la CPS, la plus grande et la plus ancienne des organisations membres du CORP, peut mettre pleinement à profit les atouts qui lui sont propres.

Sous l'impulsion des concertations menées en 2021 à l'échelle mondiale sur les systèmes alimentaires et l'énergie, nous allons continuer de créer des espaces et des plateformes où les pays pourront exprimer leurs aspirations et convenir des actions à engager pour bâtir des passerelles entre les objectifs régionaux et les ambitions mondiales. Nous jouerons un rôle de premier plan dans la contribution régionale au mouvement en faveur des « aliments bleus », en mettant à profit notre expérience des systèmes alimentaires côtiers et bleus dans le cadre des concertations mondiales.

Nous concentrerons nos efforts de mobilisation des ressources sur des programmes intégrés favorisant la mise en œuvre concrète de nos KFA et exploitant les potentialités qu'offrent les initiatives pilotes innovantes, la transformation numérique et les concertations traitant d'enjeux majeurs.

Nous voyons des possibilités d'amélioration réelle dans des domaines comme l'eau et l'assainissement, alors que 45 % des habitants de la région sont toujours privés d'un accès à l'eau potable de base et que 65 % d'entre eux sont confrontés à l'absence de systèmes d'assainissement. Nous sommes pleinement conscients du fait que le monde est encore loin de l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C afin d'en réduire les impacts, déjà ressentis dans tous les pays du Pacifique. Nous nous engageons à poursuivre le travail en cours à l'échelle de notre Organisation et dans la région dans le domaine d'importance primordiale qu'est l'égalité de genre. Les enjeux et les incertitudes liés à la COVID-19 vont continuer de façonner la manière dont nous planifions notre action, mais, forts de nos connaissances et de nos capacités croissantes en matière d'anticipation stratégique et de prospective, nous sommes de plus en plus à même d'anticiper et d'élaborer des scénarios afin de nous préparer à des futurs multiples pendant la période 2022-2031.

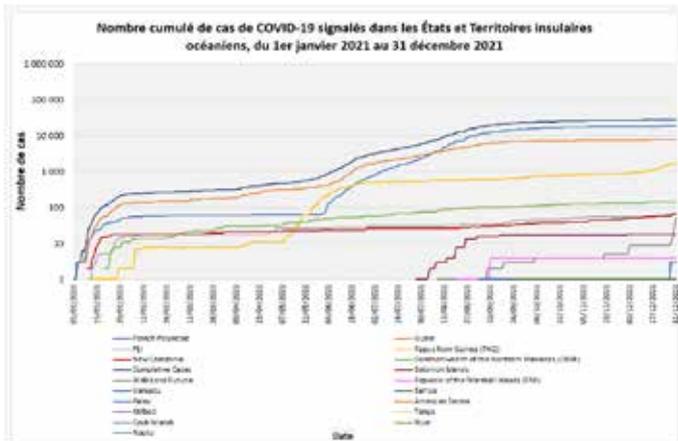


Au total, 7 000 supports d'information, d'éducation et de communication ont été distribués à Guadalcanal et à Malaita afin de mieux faire connaître la loi sur la protection de la famille et la problématique des violences domestiques.

Pleins feux sur la réponse sanitaire à la COVID-19

L'année 2021 a été marquée par des perturbations et des incertitudes liées aux effets dévastateurs de la COVID-19 dans la région. La pandémie a mis en péril les principaux acquis du développement, les populations se trouvant fragilisées et en proie à l'incertitude face aux restrictions, aux pertes d'emploi et à l'aggravation des inégalités.

Situation



Lutte contre l'infection à COVID-19 (Tonga).

À la fin de 2021, 170 555 cas cumulés de COVID-19 et 2 487 décès dus à la COVID-19 avaient été signalés dans 13 États et Territoires insulaires océaniques, contre 24 544 cas et 239 décès dans 11 pays en décembre 2020.

Les campagnes de vaccination ont démarré dans un petit nombre d'États et Territoires insulaires océaniques dès le début de 2021, et la couverture vaccinale s'est progressivement étendue tout au long de l'année. À la fin de 2021, 41 % de ces pays (soit 9 sur 22) avaient administré un schéma vaccinal complet à plus de 80 % de la population éligible.

Les données par pays sur la morbidité, la mortalité et la vaccination en lien avec la COVID-19 sont disponibles sur la page Web de la CPS consacrée au [point d'information sur la COVID-19](#) et dans [l'explorateur de données PDH.stat](#).

En dépit des problèmes liés à la pandémie, la CPS a continué de jouer un rôle essentiel, en prêtant appui à la région pendant toute la durée de la crise sanitaire.

Leadership régional

- La CPS fait partie du Dispositif d'accès humanitaire COVID-19 dans le Pacifique, de l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique et de l'équipe interinstitutionnelle de gestion des incidents pilotée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). À ce titre, elle a continué de diriger, d'orienter et de coordonner l'action menée à l'échelon régional afin que les organisations régionales et internationales puissent fournir en temps utile une assistance médicale et humanitaire de manière sûre, efficace et équitable.
- En sa qualité de point de contact du ROSSP, la CPS est intervenue dans les domaines suivants : coordination des services de laboratoire, systèmes de surveillance, lutte anti-infectieuse, alerte et communication, échange de connaissances et renforcement des capacités.

Partenariats à l'appui des activités de réponse et de préparation

La CPS remercie ses principaux partenaires du soutien qu'ils lui ont apporté dans la réponse à la pandémie de COVID-19. La lutte régionale contre la pandémie a été orchestrée par l'Équipe conjointe de gestion des incidents COVID-19 dans le Pacifique, qui réunit le DFAT, le MFAT, l'Association océanienne des fonctionnaires des services de santé (PIHOA), la CPS et l'UNICEF.

La CPS a également travaillé en collaboration avec les pays membres, par le biais de leurs ministères compétents, et avec ses partenaires, à la mise en œuvre de ses activités, notamment de ses formations sur la COVID-19 (par exemple, la détection des cas, la recherche des contacts, l'analyse des cas, la gestion des flambées épidémiques, ou encore les évaluations et les formations nationales sur la lutte anti-infectieuse).

Production et diffusion d'informations sur la COVID-19

La CPS a continué de suivre l'évolution de la pandémie de COVID-19 dans la région et dans le monde et de fournir aux membres et aux autres organisations du CORP des informations actualisées sur l'évolution de la COVID-19 dans la région, dont des conseils sur les protocoles de distanciation sociale, la vaccination, l'appui à la santé mentale et le soutien psychosocial.

PacNet, le service d'alerte et de communication du ROSSP, a établi des cartes et des rapports hebdomadaires ; des synthèses actualisées destinées au public ont également été publiées sur la Plateforme de données océaniques. La CPS a travaillé en étroite collaboration avec ses membres pour mettre sur pied des campagnes créatives d'information sur les mesures de prévention de la COVID-19, et a fait la promotion de la vaccination sur TikTok et d'autres réseaux sociaux. Des pays membres, des bailleurs de fonds et des

partenaires du développement ont bénéficié de données mensuelles et trimestrielles actualisées sur l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Ces données ont été compilées à partir des ressources administratives disponibles, synthétisées au niveau régional et diffusées sur le site Web de la Division statistique pour le développement (SDD) (<https://sdd.spc.int/disasters-data>).

Les réalisations à mettre à l'actif de la CPS en 2021 sont le résultat de la confiance et de l'engagement dont ont fait preuve les partenaires du développement, les pays membres et les plus de 600 agents de l'Organisation, qui, ensemble, forment la famille CPS. La CPS a fait la preuve de sa capacité à engager une réponse rapide et efficace à l'échelle régionale. La pandémie a rappelé qu'il était important de mobiliser des ressources afin de garantir une programmation et une action pérennes.

Focus sur les résultats : réponse multisectorielle à la COVID-19

Réponse multisectorielle à la COVID-19 :

- La CPS s'est employée à faire reconnaître l'intérêt des vaccins contre la COVID-19, en soutenant l'engagement et les campagnes à l'échelon local. À la fin de 2021, 41 % des États et Territoires insulaires océaniques (soit 9 sur 22) avaient administré un schéma vaccinal complet à plus de 80 % de la population éligible.
- Acquisition d'équipements et de consommables en lien avec la COVID-19.

Informations et activités relatives à la communication sur les risques et à l'engagement communautaire (CREC) :

- Cinq États et Territoires insulaires océaniques (États fédérés de Micronésie, Fidji, Tokelau, Tonga et Vanuatu) ont bénéficié d'un soutien en vue de promouvoir leurs activités de CREC dans le cadre de la pandémie de COVID-19.
- Deux vidéos animées sur les [avantages](#) et les [effets secondaires](#) des vaccins contre la COVID-19 ont été réalisées.

Transposition à plus grande échelle des dispositifs de protection contre les violences à l'égard des femmes et des filles :

- La COVID-19 a contribué à accélérer la transposition à plus grande échelle des dispositifs de protection contre les violences à l'égard des femmes et des filles, et l'exploitation/les abus sexuels. Des services de protection de la famille et d'assistance en cas de

violences domestiques destinés aux personnes survivantes ont été créés dans tous les États et Territoires insulaires océaniques. La CPS a apporté un soutien à ces services dans six pays (États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Une hausse du nombre de femmes ayant recours à des services juridiques ou signalant des faits de violence domestique a été constatée dans six États et Territoires insulaires océaniques (États fédérés de Micronésie, Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga et Tuvalu).

Appui aux services d'enseignement à distance et à la sécurité dans les établissements scolaires :

- La CPS a continué d'apporter son concours aux administrations nationales et aux établissements d'enseignement en mettant à leur disposition des travaux de recherche, des données et des informations sur l'impact de la pandémie sur les pratiques pédagogiques. Elle a également élaboré des outils virtuels innovants pour faciliter l'apprentissage et la prestation de services à distance pendant la pandémie.
- La CPS a fourni un soutien en matière d'infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène aux établissements scolaires des États fédérés de Micronésie, où 40 enfants scolarisés ont adopté de meilleures pratiques d'hygiène. À Tuvalu, les systèmes d'adduction d'eau de deux établissements scolaires ont été rénovés.

A vibrant underwater photograph of a coral reef. The water is clear and blue, with sunlight filtering through. The reef is composed of various types of coral, including large, flat, brownish-orange table corals and smaller, more colorful branching and brain corals. The scene is rich in detail and color, showcasing the biodiversity of the marine ecosystem.

RAPPORT D'EXÉCUTION

Le rapport d'exécution de cette année compte sept chapitres, un pour chaque axe prioritaire (KFA).

Chaque chapitre inclut les parties suivantes :

- Vue d'ensemble
- Synthèse des réalisations
- Priorités intersectorielles
- Innovation
- Tableaux de résultats



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Evaluation et
qualité de
l'enseignement



Pêche, aquaculture
et écosystèmes
marins



Géosciences,
énergie et services
maritimes



Droits
de la personne
et développement
social



Santé
publique



Ressources
terrestres



Statistique
pour le
développement



Organisation

| N° de chapitre | KFA du Plan de transition 2021 | Divisions et programmes ayant contribué | OD du Plan stratégique 2016–2020 |
|----------------|---|---|--|
| 1 | Systèmes durables et action climatique | CCES, GEM, FAME, LRD, SDD | OD5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes |
| 2 | Ressources naturelles et biodiversité | CCES, FAME, GEM, LRD, PCCOS, SDD | OD1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles |
| 3 | Systèmes alimentaires | CCES, FAME, LRD, PHD, SDD | OD7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire |
| 4 | Équité, éducation et développement social | EQAP, FAME, GEM, HRSD, SDD | OD9 : Améliorer la qualité de l'éducation OD6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes |
| 5 | Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | FAME, GEM, LRD, SDD | OD2 : Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers OD3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique |
| 6 | Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | PHD, LRD, SDD | OD8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Services cliniques |
| 7 | Efficacité institutionnelle transformatrice | Toutes les divisions, SDD | OD4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés |

Des tableaux détaillés des résultats obtenus sont disponibles à l'annexe 1.



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Pêche, aquaculture
et écosystèmes
marins



Géosciences,
énergie et services
maritimes



Ressources
terrestres



Statistique
pour le
développement

KFA 1

SYSTÈMES DURABLES ET ACTION CLIMATIQUE

Correspond au deuxième objectif du Plan de transition :
Les communautés du Pacifique sont autonomes
et résilientes.

Zooms sur les réalisations

- Rôle clé des partenariats locaux dans le renforcement des services océaniques
- Édition 2021 de la Réunion pour la résilience dans le Pacifique
- Développer la confiance, le leadership et l'esprit d'équipe dans le secteur de la sécurité civile
- Prototypage d'un dispositif intelligent de concentration de poissons en Nouvelle-Calédonie

Vue d'ensemble

Les mesures mises en œuvre à l'échelle mondiale sont largement insuffisantes pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. Les États et Territoires insulaires océaniques comptent parmi les pays les plus vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux aléas naturels, une situation aggravée par leur dépendance à l'égard des ressources naturelles et la faible diversification de leurs économies. Les effets du changement climatique menacent déjà directement la disponibilité des ressources alimentaires et hydriques, la productivité des écosystèmes et des zones de reproduction animale, les ressources récifales et halieutiques, et l'efficacité des défenses naturelles des zones côtières.

En 2021, malgré les difficultés persistantes liées à la COVID-19, les activités de la CPS ont continué à stimuler l'action climatique à l'échelle de la région. Par l'exploration continue d'approches innovantes et intégrées visant à établir des systèmes durables, la CPS a œuvré au renforcement des capacités régionales en matière d'action climatique. L'Organisation a participé à des travaux techniques et scientifiques dans tous les secteurs touchés par le changement climatique au sein de la région. Son expertise de renommée internationale dans le domaine de la recherche scientifique lui a permis de contribuer et de participer activement en tant que partenaire clé à des groupes d'action climatique régionaux et internationaux. La CPS a facilité l'accès de ses membres aux financements climatiques. En sa qualité d'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), la CPS est également à l'origine d'une part importante des projets de l'Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ de l'Union européenne (UE AMCC+) et des investissements climatiques d'autres partenaires financiers dans le Pacifique.

Soixante-quatre résultats ont été produits au regard de ce KFA (16 % du total des résultats). Tous les résultats ont été jugés en progrès, et 63 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 10). Les résultats de type produits représentent 60 % du total des résultats, et se rapportent principalement aux initiatives de renforcement des capacités et à l'élaboration d'outils et de ressources visant à renforcer les systèmes durables dans le cadre de l'action en faveur de la résilience face au changement climatique et aux catastrophes, ainsi qu'à la recherche sur la promotion d'une agriculture axée sur les enjeux alimentaires et nutritionnels et aux activités organisées dans le cadre des différentes campagnes (graphique 8).

Ces effets ont été obtenus principalement grâce au soutien apporté par la CPS dans les domaines suivants : élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres produits du savoir ; science, données et statistiques ; et renforcement des capacités (graphique 9).

Principales contributions aux systèmes durables et à l'action climatique en 2021

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

- Renforcement des partenariats en faveur de la résilience au changement climatique et aux risques de catastrophes dans la région :
 - La Stratégie pour la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique à l'horizon 2030 a été élaborée et adoptée. Cette stratégie incarne les engagements collectifs des États et Territoires insulaires océaniques dans le contexte du changement climatique, conformément aux engagements climatiques pris au titre de l'accord de Paris, et présente une vision à moyen et à long terme pour un Pacifique durable, sobre en carbone et climato-résilient.
 - Le Fonds pour l'adaptation a accrédité la CPS en tant qu'institution régionale de mise en œuvre, ainsi plus à même d'aider les pays océaniques à obtenir des financements climatiques (adaptation et atténuation).
 - Dans le cadre du programme relatif aux CDN, un financement a été approuvé pour 22 activités en 2021. Un financement a été confirmé pour huit de ces activités, avec un appui direct de la CPS dans six États et Territoires insulaires océaniques.
- Création d'un environnement législatif et réglementaire propice à l'action en faveur du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe à tous les niveaux :
 - La CPS a soutenu l'élaboration d'une feuille de route stratégique régionale pour la gestion des situations d'urgence, a rédigé la nouvelle stratégie pour le Système océanique d'information sur les risques (PacRIS) (à paraître) et a publié le *Cadre pour la sécurité et la résilience énergétiques dans le Pacifique (FESRIP)*.
 - Il a été constaté que huit États et Territoires insulaires océaniques devaient édicter, actualiser ou compléter les coordonnées géographiques de leurs zones maritimes dans leurs législations nationales.
 - La politique pour l'océan des Fidji a été adoptée dans le cadre de la loi sur le changement climatique 2021.
- Amélioration de l'accès aux connaissances et à l'expertise scientifiques afin de soutenir les efforts nationaux en matière de gestion des risques liés au changement climatique et aux aléas naturels :
 - Des évaluations probabilistes des risques d'inondation ont été effectuées dans trois États et Territoires insulaires océaniques (Îles Marshall, Samoa et Tuvalu). Ces informations viendront étayer la stratégie d'adaptation actuelle et permettront de prendre des décisions en toute connaissance des risques.
 - Quatorze États et Territoires océaniques ont bénéficié de la Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique (<http://pacificndc.org>), une plateforme qui soutient les pays dans leur détermination à financer et mettre en œuvre leurs engagements climatiques.
 - Six États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tonga) ont reçu des variétés agricoles plus résilientes et de meilleure qualité du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT).
- Engagement et renforcement des capacités nationales en matière de lutte contre les nuisibles et les maladies :
 - La publication intitulée *Coconut rhinoceros beetle (Oryctes rhinoceros) : A manual for control and management of the pest in Pacific Island countries and territories (Rhinocéros du cocotier [Oryctes rhinoceros] : comment lutter contre ce nuisible dans les États et Territoires insulaires océaniques)* a été finalisée. La promotion du manuel et les formations connexes se sont poursuivies dans les pays mélanésiens ciblés (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Vanuatu) ainsi qu'à Tuvalu et aux Îles Cook. Une formation aux techniques de test biologique a également été organisée pour 15 participants originaires de Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- Amélioration des connaissances et des compétences en matière de changement climatique, de gestion des risques de

catastrophe, de sécurité de l'eau et de l'assainissement, et de gestion intégrée des zones côtières :

- 3 492 participants (46 % de femmes et 54 % d'hommes) originaires de 16 États et Territoires insulaires océaniques

ont bénéficié d'une cinquantaine d'activités de renforcement des capacités dans le domaine de la modélisation des aléas naturels.

Priorités intersectorielles

Les travaux de la CPS sur les systèmes durables et l'action climatique sont guidés par le pilier programmation de sa Politique RSE, garantissant ainsi la prise en compte de la dimension culturelle, des questions de genre et de l'équité dans les domaines essentiels de sa programmation.

Principaux résultats en 2021 :

- Renforcement des capacités et de la participation des femmes dans les secteurs de la résilience aux catastrophes et de la résilience des communautés. Plus de 1 600 femmes de toute la région ont participé à des formations liées au changement climatique, à la gestion des risques de catastrophe, à la sécurité de l'eau et de l'assainissement, et à la gestion intégrée des zones côtières.

- Plusieurs initiatives du Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés (DCRP) ont favorisé le leadership, l'influence ou la participation citoyenne et institutionnelle, notamment celles destinées aux jeunes, aux femmes, aux détenteurs des savoirs traditionnels et aux groupes vulnérables, des interventions visant à faire face aux risques climatiques et de catastrophe ayant été menées dans 10 États et Territoires insulaires océaniques.
- La Réunion pour la résilience dans le Pacifique a été précédée d'un Forum des jeunes, qui a rassemblé environ 700 jeunes venus de toute la région.

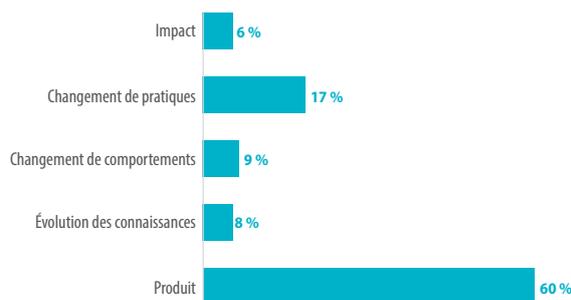
Innovation

L'Initiative Kiwa est un programme financé par plusieurs bailleurs de fonds visant à renforcer la résilience au changement climatique des écosystèmes, des communautés et des économies des îles du Pacifique par des solutions fondées sur la nature. Il s'agit d'un guichet et d'une source de financement uniques pour les activités liées à ce type de solutions, et d'un outil efficace dans le cadre des efforts d'adaptation au changement climatique déployés à l'échelle de la région. La CPS a continué d'adopter des solutions fondées sur la nature afin de définir des projets avec ses pays membres. Dix-neuf

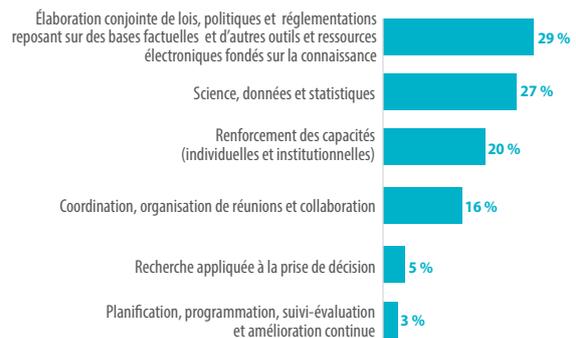
États et Territoires insulaires océaniques bénéficient de cette initiative. La mise en œuvre de solutions fondées sur la nature engendre de nombreuses retombées positives connexes, dont certaines revêtent une importance majeure dans le contexte de l'Initiative Kiwa, comme la réduction des inégalités de genre et l'inclusion des personnes vulnérables. En 2021, six projets régionaux ont été définis, mis au point et présentés à l'Initiative Kiwa pour soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique par la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature.

Tableaux de résultats

Graphique 8 : Systèmes durables et action climatique : résultats par degré de maturité (n = 64)



Graphique 9 : Systèmes durables et action climatique : résultats par type de service (n = 64)



Graphique 10 : Systèmes durables et action climatique : évaluation de la performance (n = 64)



Graphique 11 : Systèmes durables et action climatique : contributions aux ODD (n = 64)



Zoom sur les réalisations



Rôle clé des partenariats locaux dans le renforcement des services océaniques

Contexte

Kiribati, comme la plupart des petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique, est extrêmement vulnérable face à un large éventail d'aléas côtiers. Dans le Rapport sur les risques mondiaux 2020, Kiribati apparaît au dix-huitième rang des pays les plus exposés aux catastrophes.

Sa capitale, Tarawa, qui abrite plus de 52 % de la population du pays, est fréquemment frappée par des inondations côtières et aucune communauté n'est épargnée. Les inondations de 2015 ont causé de graves dégâts dans l'un des deux hôpitaux de Tarawa, ce qui a conduit à l'évacuation des patients et à la suspension des services médicaux.



Le Service météorologique de Kiribati assure un service régional et national de suivi des sécheresses, et fournit des prévisions saisonnières sur le climat et l'océan, des observations météorologiques, des bulletins de météo marine, des informations sur les marées et des prévisions nationales.

Comme la plupart des services météorologiques de la région, celui de Kiribati peine à fournir des services océaniques. La région elle-même dispose de capacités limitées pour les observations permanentes *in situ* et, en 2018, elle ne comptait que 1 % des bouées houlographes mouillées à l'échelle planétaire. Cela s'explique principalement par le manque de moyens en sciences océaniques, les coûts élevés d'exploitation et l'impact des conditions océaniques extrêmes observées dans la région.

Or, les instruments d'observation sont essentiels pour renforcer les services océaniques au niveau national et régional, ainsi que pour mettre au point des systèmes d'alerte précoce robustes.



Inondation du village de Buota, à Tarawa, en 2021. Source : Humans of Kiribati (Facebook).

Processus de changement

Pour appuyer l'amélioration des services océaniques de Kiribati, l'équipe Observation et prévision océaniques de la Division géosciences, énergie et services maritimes (GEM) a conclu un partenariat avec le Service météorologique du pays et l'Organisation météorologique mondiale dans le cadre de l'Initiative sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS). Le principal objectif du projet est de mettre au point un système à haute résolution de prévision de la houle et des vagues-submersions.

La Division a travaillé en étroite collaboration avec le Service météorologique de Kiribati pour organiser l'achat d'un ensemble de solutions légères à moindre coût, adaptées aux capacités du Service dans le domaine océanique. En concertation avec les acteurs du secteur au niveau national, elle a également sélectionné des sites adaptés pour le mouillage des bouées houlographes. Lorsque les restrictions de voyage sont entrées en vigueur en raison de la pandémie de COVID-19, l'équipe du projet a dû revoir sa stratégie de mise en œuvre. La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) a prêté main-forte au projet afin de trouver un acteur local compétent au sein du ministère des Pêches de Kiribati et d'engager une collaboration avec celui-ci pour faciliter la mise en place du système d'observation de la houle océanique. Compte tenu des capacités du service des pêches dans le domaine océanique, qui comprennent notamment les compétences et ressources requises pour mettre à l'eau les bouées houlographes et en assurer la maintenance, le projet a évolué vers un partenariat symbiotique et stratégique entre le ministère des Pêches et le Service météorologique de Kiribati.

La CPS a également assuré un appui technique à distance dans le cadre de l'élaboration de manuels d'utilisation et a animé de nombreuses sessions de formation en ligne au profit des agents du Service météorologique de Kiribati. Le projet a permis d'allouer des fonds et de fournir des supports de communication au Service météorologique de Kiribati pour la conduite de campagnes d'information sur le nouveau système d'observation de l'océan.

Résultats et impact

Le modèle de vagues qui a été mis au point a considérablement amélioré la résolution des prévisions, passant d'une maille de 25 km à 45 m dans le lagon, ce qui permet au Service météorologique de Kiribati de produire des prévisions et des alertes inondation plus fiables, pour une réponse adaptée des communautés locales.

Ce nouveau partenariat entre le service météorologique et le service des pêches de Kiribati prend déjà de l'ampleur, puisque les équipes prévoient de mettre à l'eau une nouvelle bouée, qui sera accrochée cette fois à un dispositif de concentration de poissons (DCP). Ce type de solution à pilotage interdisciplinaire est déterminant pour que le Service météorologique de Kiribati puisse produire des informations océaniques spécifiques à chaque secteur.

L'objectif initial du projet était de créer un système de prévision de la houle et des vagues-submersions pour Tarawa uniquement, mais, à la demande du Service météorologique de Kiribati, il a été étendu à 16 atolls supplémentaires. Le directeur du Service, Ueneta Toorua, a indiqué qu'une fois le projet mené à bien, il envisagerait la création d'un système similaire couvrant toutes les îles de Kiribati.



De gauche à droite : Dispositif d'ancrage de la bouée houlographe conçu à la CPS ; installation des bouées par le Service météorologique et le ministère des Pêches de Kiribati en vue de leur mouillage ; et brochure d'information en langue locale (Kiribati) conçue et imprimée par la CPS.

Enseignements tirés

- L'approche retenue pour le projet donne de bons résultats, mais, comme il s'agit du tout premier réseau de bouées houlographes de Kiribati, il convient de multiplier les campagnes d'information. En outre, le Service météorologique de Kiribati a besoin d'aide et de formations pour renforcer ses capacités.
- La dimension locale de l'initiative, son pilotage et son appropriation au niveau du pays ont eu une incidence positive sur sa mise en œuvre, et c'est une étape concrète importante dans la mise en place d'une capacité durable d'observation de l'océan à Kiribati.
- La COVID-19 a influencé la stratégie d'exécution du projet en tant que facteur extérieur, mais elle a aussi permis à l'équipe du projet de réorienter et d'adapter les modalités de mise en œuvre des activités, en privilégiant des partenariats intersectoriels fructueux qui mettent à profit les compétences et les ressources locales.

Division : GEM
Bailleur de fonds : Canada

Découvrez comment
une bouée houlographe
permet d'obtenir des
informations essentielles
ici



Zoom sur les réalisations



Réunion pour la résilience dans le Pacifique 2021

Contexte

La deuxième Réunion pour la résilience dans le Pacifique, qui s'est tenue du 6 au 8 juillet 2021, a été organisée autour du thème : « Notre peuple, notre périple : bâtir la résilience de l'intérieur en Océanie ». Cette réunion a mis l'accent sur le renforcement de la résilience, qui se construit de l'intérieur – avec nos populations, nos habitations et nos communautés. Elle a également souligné que les peuples du Pacifique avaient acquis une forme de résilience de par leurs cultures et leurs traditions, tout en s'ouvrant aux possibilités et aux enjeux nouveaux et modernes qui s'offraient à eux.

Ce rendez-vous biennal a largement contribué au renforcement de la coordination régionale en matière de résilience face au changement climatique et aux catastrophes dans le cadre d'une instance multipartite, le but étant d'appuyer la mise en œuvre concrète du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (CDRP).

Organisée à l'initiative du Pacifique, cette réunion a offert un espace d'échanges et une source d'inspiration aux acteurs de la résilience à tous les niveaux, dans l'ensemble du Pacifique bleu. Elle a participé au partage d'informations et de connaissances, à l'apprentissage et à l'amélioration des données d'expérience en vue de bâtir un avenir résilient.

Processus de changement

La réunion de cette année, présidée par la CPS, a été coordonnée et soutenue par une multitude de partenaires représentant divers groupes de parties prenantes, ce qui a permis d'illustrer de façon pratique les principes du CDRP.

En raison de la pandémie de COVID-19, il a fallu organiser la réunion sur une plateforme virtuelle, qui a accueilli 26 séances de travail, réunissant quelque 150 intervenants, 19 espaces virtuels et plus de 1 500 participants distants sur quatre jours. De nombreux outils ont été mis à disposition des participants pour favoriser les interactions : fil de discussion, échange de cartes de visite, tables rondes, enquêtes et sondages ; 10 plateformes nationales ont également été créées et ont permis de diffuser la réunion auprès de 200 personnes.

Résultats et impact

La plateforme virtuelle a favorisé la participation d'un public bien plus large – 1 700 participants en 2021 contre 350 en 2019. Deux des objectifs de la réunion – mobiliser le public et créer des liens entre les communautés de pratique – étaient particulièrement à propos, puisque

l'augmentation du nombre de participants a montré de manière convaincante que ce modèle devrait être intégré aux prochaines réunions, même après la pandémie.



Enseignements tirés

- L'organisation de la réunion en mode virtuel a certes exigé plus de préparation et de formation, mais cela a eu pour effet d'en accroître la portée.
- Une meilleure compréhension du rôle du secteur privé permettra de renforcer encore la participation.

Division : GEM

Baillleurs de fonds : UE et DFAT

Zoom sur les réalisations



Développer la confiance, le leadership et l'esprit d'équipe dans le secteur de la sécurité civile

Contexte

Le projet de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA) a vocation à renforcer le leadership, la confiance et l'esprit d'équipe parmi les acteurs de la sécurité civile, en renforçant l'interopérabilité lors des étapes de préparation, de réponse et de relèvement face aux situations d'urgence et aux catastrophes.

Le projet PIEMA, par la création d'une filière professionnelle pour la gestion des situations d'urgence, apporte un soutien direct aux membres de l'Alliance, dont les bureaux nationaux de gestion des catastrophes, les forces de police, les forces armées et les services d'incendie et de secours de 14 États et Territoires insulaires océaniques. L'assistance fournie profite aussi aux populations de chacun des pays de la région, puisque celles-ci bénéficient des capacités et de l'interopérabilité renforcées des organismes chargés de la réponse aux situations d'urgence.

Les facteurs environnementaux ont en grande partie motivé la mise en place de la PIEMA et les interventions connexes, car les pays océaniques sont extrêmement vulnérables face aux catastrophes naturelles et sont régulièrement frappés par des cyclones, des inondations et des sécheresses.



Des membres de la PIEMA participent à une formation commune à Niue.

Processus de changement

Le modèle de renforcement durable des capacités du projet favorise l'apprentissage continu et la professionnalisation du secteur de la sécurité civile par la mise en place d'une filière professionnelle de gestion des situations d'urgence ainsi que par la création de cours accrédités et en ligne au niveau régional comprenant :

- des modules en ligne sur le Système de gestion des incidents dans le Pacifique (PacIMS) et des cours d'initiation sur les centres d'opérations d'urgence ;
- des cours de formation professionnelle internationale du système australien d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) : formateur EFTP, évaluateur EFTP et formateur et évaluateur EFTP (cours avancé) ; et

- la formation diplômante (brevet de niveau IV) de l'USP sur la gestion des risques de catastrophe (encadrement d'équipe).

Par l'intermédiaire de la PIEMA, la CPS apporte un soutien financier et un appui technique direct, et elle assure la coordination et la promotion des cours accrédités sur la gestion des situations d'urgence. Pour consolider ces travaux, la PIEMA s'est associée à l'Australia-Pacific Training Coalition (APTC), au programme régional de formation technique et continue de l'USP, ainsi qu'au Programme pour la résilience dans le Pacifique et au Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP), tous deux rattachés à la CPS.

Résultats et impact

Selon l'évaluation à mi-parcours récemment menée :

- Dans une large mesure, le projet PIEMA a démontré la grande cohérence des actions mises en œuvre en complément des efforts nationaux et régionaux.
- Les données préliminaires indiquent que le projet contribue aux impacts relatifs à la professionnalisation et aux relations interinstitutions.
- La professionnalisation a permis d'accroître le niveau de compétence et le dévouement en matière de gestion des situations d'urgence, des progrès substantiels étant attendus d'ici la fin du projet.
- Les actions de plaidoyer et de visibilité ont été extrêmement efficaces au niveau régional.
- Certains progrès ont été accomplis pour ce qui concerne la promotion de la diversité de genre dans les organismes de gestion des situations d'urgence, ce qui contribue aux actions plus larges menées dans le Pacifique pour favoriser la diversité et l'égalité de genre.

Un inspecteur et chargé de recherche et stratégie au sein des forces de police fidjiennes estime que plusieurs grands objectifs institutionnels ont pu être atteints grâce aux connaissances et compétences qu'il avait acquises en participant aux activités de formation de la PIEMA. Il a confié : « Je suis aujourd'hui capable d'établir des réseaux et des partenariats avec d'autres acteurs institutionnels de la sécurité civile, alors que je n'avais jamais travaillé avec les bureaux nationaux de gestion des catastrophes ; grâce à la PIEMA, je suis désormais en mesure de communiquer avec eux. » Une sapeur-pompier professionnelle du service national d'incendie des Fidji, qui a pris part à plusieurs activités de formation de la PIEMA, a souligné que, grâce à la participation de son service à la formation professionnelle internationale, ce dernier disposait à présent de trois évaluateurs capables de concevoir, d'animer et d'évaluer de manière indépendante la formation.

Enseignements tirés

- L'évaluation à mi-parcours révèle que « les progrès les plus notables ont été obtenus quand : a) la gamme de compétences de l'équipe du projet PIEMA était en adéquation avec les compétences mises à la disposition de l'équipe PIEMA au sein de la CPS ; b) les activités du projet PIEMA avaient permis de combler un déficit (par exemple, la professionnalisation de la formation à la gestion des situations d'urgence et l'introduction d'un cours d'initiation sur PacIMS) ; et c) les activités étaient déterminées en fonction de la demande des parties prenantes institutionnelles de la PIEMA, comme en témoigne leur forte volonté de participation (par exemple, dans les formations) ».
- Les restrictions de voyage associées à la COVID-19 ont fait obstacle à la pleine mise en œuvre des activités de formation du projet PIEMA, qui nécessitent le recours à des modalités virtuelles de formation et un accès à Internet. Compte tenu de cette situation, l'équipe du projet travaillera en priorité avec les pays océaniques qui n'ont pu participer faute de connexion Internet suffisante, pour que des formations puissent y être animées *in situ* dès que les voyages auront repris dans la région.
- Le taux d'achèvement des formations en ligne est inférieur aux prévisions. Pour y remédier, l'équipe du projet investit dans des séances dirigées et la formation de formateurs nationaux, le but étant de leur permettre d'assimiler les contenus et d'animer eux-mêmes des cours d'initiation ou de perfectionnement à l'échelon national.
- D'après les données disponibles, le programme d'activités de formation du projet PIEMA est peu visible et méconnu au niveau national. Pour rectifier le tir, l'équipe du projet a fait appel à des consultants afin de renforcer la présentation des résultats de suivi-évaluation et a investi dans l'élaboration d'études de cas, de vidéos et de supports de promotion.

Division : GEM

Bailleurs de fonds : MFAT et DFAT

Zoom sur les réalisations



Prototypage d'un dispositif intelligent de concentration de poissons en Nouvelle-Calédonie

Contexte

Il est crucial de disposer d'informations sur la houle océanique pour garantir le bien-être des populations du Pacifique. La houle océanique constitue un facteur clé dans la survenue des surcotes extrêmes affectant les populations, les infrastructures et les écosystèmes des zones côtières. Malheureusement, les mesures de houle sont encore très rares dans les pays insulaires océaniques, car l'installation et la maintenance de systèmes d'observation de l'océan sont complexes et onéreuses. Les principaux utilisateurs des données de houle (services météorologiques nationaux, surfeurs ou membres des communautés) n'ont généralement pas les moyens nautiques requis pour assurer le relevé et la maintenance des bouées houlographes. Les dispositifs de concentration de poissons (DCP) installés en mer, généralement gérés par les services des pêches et mis à l'eau à l'aide de moyens locaux, pourraient se muer en DCP intelligents et offrir un lieu d'ancrage solide et inédit aux bouées houlographes de la région. La perspective d'une collaboration entre les services des pêches, les utilisateurs et les préparateurs des données de houle (principalement les services météorologiques nationaux) a ainsi semblé prometteuse.



Déploiement d'un DCP en Nouvelle-Calédonie (Province Sud).

Processus de changement

La possibilité de coupler bouées houlographes et DCP a été envisagée pour la première fois par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) et la Division géosciences, énergie et services maritimes (GEM) de la CPS. Celles-ci ont fait appel au Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) afin qu'il dirige cette initiative interdivision, assure la co-construction du projet et noue des partenariats avec des chercheurs de l'Institut français pour la recherche et le développement (IRD), la province Sud de Nouvelle-Calédonie et Météo-France. Tout d'abord, des ateliers et réunions ont été organisés pour concevoir le projet de DCP intelligent et mobiliser une équipe conjointe, composée de chercheurs et spécialistes des deux divisions participantes de la CPS, ainsi que de scientifiques de l'IRD. Les capacités maritimes de l'IRD ont été couplées à l'expertise des spécialistes du mouillage de GEM pour la mise à l'eau des bouées. Ensuite, les chercheurs se sont attelés à la mise au point de modèles intégrant les données de houle. Météo-France a également contribué à la préparation des données de suivi de la houle et au perfectionnement des modèles et des prédictions. La phase finale du projet, toujours en cours, prévoit le transfert de la maintenance et de la pérennisation du système d'observation de la houle à la province Sud de Nouvelle-Calédonie et aux services météorologiques.

Résultats et impact

Un accès accru à des données de houle plus fiables, à échelle plus fine, répondant aux besoins des utilisateurs locaux, est l'un des principaux résultats de cette initiative. Les données en temps réel sur l'état de la mer renforcent la sécurité en mer pour tous les utilisateurs de l'océan et permettent aux services météorologiques de produire des données plus précises, des



La bouée complète notre système d'observation et nous permet donc d'affiner nos prévisions. Ces données en temps réel, actualisées toutes les 30 minutes, nous permettront de confirmer ou d'infirmer la hauteur de la houle calculée par nos services et d'ajuster au besoin les niveaux d'alerte. C'est une aide à la prise de décision pour la sécurité civile en cas d'épisode de forte houle.

Gabrielle Castella, Responsable de la Division Prévision à Météo-France, explique en quoi la bouée houlographe améliore la prise de décision.



modèles améliorés et des bulletins de météorologie marine plus justes. Les données de houle du DCP intelligent sont désormais librement accessibles aux chercheurs et autres utilisateurs sur le site <https://www.reeftemps.science/donnees/>. Elles permettent également de mieux comprendre les conditions météorologiques extrêmes, telles que le cyclone tropical Niran qui a balayé le pays début 2021.

Enseignements tirés

Le prototypage d'un DCP intelligent en Nouvelle-Calédonie a montré que les services chargés des programmes DCP peuvent collaborer avec les services météorologiques nationaux pour installer et entretenir les bouées houlographes sur DCP. Le prototype a également démontré qu'une bouée houlographe de ce type, couplée à un DCP, était suffisamment résistante pour générer des informations utiles en cas de cyclone tropical de forte intensité. La localisation GPS des bouées permet de mieux suivre les DCP et de caractériser leur mouvement classique de balancier et leur rayon d'évitage, ce qui améliore la sécurité en mer et facilite la récupération des DCP en cas de rupture. Cette situation s'est d'ailleurs produite avec le prototype, mais le DCP a été rapidement repéré et a pu être récupéré en l'espace de dix heures, là encore grâce à la collaboration entre les divisions de la CPS.

Division : PCCOS

Baillleur de fonds : Ministère français des Affaires étrangères

Recherche appliquée à la prise de décision dans la filière thonnière

Selon l'article intitulé « Pathways to sustaining tuna-dependent Pacific Island economies during climate change » (Des solutions pour pérenniser les économies océaniques tributaires de la pêche thonnière face au changement climatique), fruit d'un travail de recherche hautement collaboratif publié dans la revue Nature Sustainability, si les émissions de gaz à effet de serre (GES) se maintiennent à des niveaux élevés, les bonites, les thons jaunes et les thons obèses évoluant dans la zone économique exclusive des petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique devraient progressivement migrer vers la haute mer. Cette publication a offert un puissant outil de plaidoyer aux membres, qui peuvent l'utiliser comme levier d'accès aux financements. Elle a par ailleurs permis d'enrichir les activités prévues au titre de la COP26 et a été transmise au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). À la suite de cette publication, les membres ont pu exprimer leur soutien lors de la Conférence régionale des ministres des Pêches et de la réunion du Comité des pêches du Forum. Les ministres ont également demandé au Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et à d'autres partenaires de répertorier les mesures d'adaptation et d'atténuation, et de préparer de la documentation concernant l'impact du changement climatique sur le secteur. Cette publication a également permis à la CPS d'obtenir de nouveaux financements à long terme, notamment auprès du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) pour un projet sur le changement climatique et auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) pour la réserve de projets.



Crédit photo : Jet Kim, Unsplash.



Durabilité
environnementale
et changement
climatique



Pêche, aquaculture
et écosystèmes
marins



Géosciences,
énergie et services
maritimes



Ressources
terrestres



Statistique
pour le
développement



Centre de la Communauté du Pacifique
pour les sciences océaniques

KFA 2

RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITÉ

Correspond au deuxième objectif du Plan de transition :
Les communautés du Pacifique sont autonomes
et résilientes.

Zooms sur les réalisations

- Protéger les ressources naturelles grâce au dispositif REDD+
- Mieux comprendre le phénomène d'acidification grâce au Centre de formation régional sur l'acidification des océans
- Renforcer le pouvoir d'action du Gouvernement de Nauru pour une meilleure gestion des ressources en eau

Vue d'ensemble

Les systèmes naturels, la biodiversité et les écosystèmes sous-tendent les moyens d'existence et la sécurité des communautés océaniques. Alors que la région s'efforce de faire face et de s'adapter aux répercussions de la pandémie de COVID-19, aggravées par les pressions croissantes dues à la modification des habitats, au changement climatique, aux espèces envahissantes, à la surexploitation et à la pollution, la CPS a plus que jamais à cœur d'offrir son soutien dans ces domaines.

En 2021, la CPS a continué à travailler aux côtés de ses membres pour proposer des approches intégrées, innovantes et pluridisciplinaires afin de soutenir la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et promouvoir une croissance durable. Elle a mis l'accent sur la continuité d'une programmation et d'avis scientifiques de haute qualité, l'appui à la localisation des interventions et des actions de relèvement régionales, le renforcement des systèmes et des capacités à l'échelon national, et la contribution à l'apprentissage et à l'assimilation des savoirs.

Plusieurs divisions ont collaboré avec une vingtaine d'États et Territoires insulaires océaniques pendant l'année afin d'appuyer les efforts nationaux dans les domaines suivants : énergie, ressources marines, gouvernance et gestion de l'océan, ressources terrestres, agriculture, foresterie, ressources génétiques, et évaluation et suivi des ressources hydriques.

Quatre-vingt-douze résultats ont été produits au regard de ce KFA (23 % du total des résultats). Tous les résultats ont été jugés en progrès, et 40 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 14). Les résultats de type produits représentent 46 % du total des résultats, contre 63 % en 2020, les résultats de niveau supérieur liés à la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité s'étant améliorés (graphique 12).

Ces effets ont été obtenus principalement grâce au soutien apporté par la CPS dans les domaines suivants : élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres produits du savoir ; science, données et statistiques ; et renforcement des capacités (graphique 13).

Principales contributions aux ressources naturelles et à la biodiversité en 2021

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

- Utilisation et gestion durables des stocks de thonidés d'intérêt commercial :
 - En 2021, les prises totales de thonidés effectuées dans l'océan Pacifique occidental et central s'élevaient à plus de 2,7 millions de tonnes, un volume record qui représente 55 % des thons capturés dans le monde. Les récentes évaluations des stocks des quatre principales espèces de thonidés d'intérêt commercial – bonite, thon jaune, thon obèse et germon du sud – montrent que les effectifs se maintiennent au-dessus des niveaux de durabilité approuvés. Ce succès est sans égal dans les autres océans de la planète. La bonne santé des stocks de thonidés du Pacifique occidental et central est attribuée aux mesures de gestion des pêcheries mises en place par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et ses membres, et s'explique en particulier par le rôle clé des pays insulaires membres et des organisations sous-régionales de gestion des pêches, comme l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA) et le Secrétariat des Parties à l'Accord de Nauru. Si la reconstitution des stocks de plusieurs espèces de requins et de poissons à rostre reste un défi, plusieurs initiatives importantes de conservation des stocks ont été mises en œuvre.
 - Dans le cadre du programme de marquage des thonidés, 7 869 poissons ont été marqués et relâchés (23 % de plus qu'en 2020) au cours des 39 jours qu'a duré la quinzième campagne de marquage du Pacifique central (CP15) : 82 % de thons obèses, 17 % de thons jaunes et 1 % de bonites. 166 poissons (140 thons obèses et 26 thons jaunes) ont été équipés d'une marque enregistrée.
- Partenariats en faveur du développement durable et de la bonne gestion des ressources naturelles et de la biodiversité :
 - Les demandes de financement de huit projets (quatre en Papouasie-Nouvelle-Guinée et quatre aux Îles Salomon) axés sur la remise en état du littoral, le reboisement, la sécurité alimentaire et la stabilisation des rives des cours d'eau ont été approuvées au titre du mécanisme d'octroi de subventions du Projet d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES).
 - Des idées de projets et de notes conceptuelles ont été formulées en collaboration avec diverses autorités nationales désignées ; deux projets ont été financés à hauteur de 18,46 millions de dollars des États-Unis au titre du Fonds vert pour le climat (FVC) en 2021, au bénéfice de 19 pays océaniques :
 1. solutions d'adaptation au changement climatique pour les autorités locales des États fédérés de Micronésie (programme financé à hauteur de 16,59 millions de dollars des États-Unis au titre du FVC) ; et
 2. renforcement des capacités de l'entité régionale à accès direct et des autorités nationales désignées à l'appui de l'action climatique dans le Pacifique (subvention de préparation du FVC d'un montant de 1,87 million de dollars des États-Unis).
 - Accès accru des pays membres à des ressources génétiques et variétés végétales résilientes :
 - Dix accords types de transfert de matériel ont été signés avec neuf États et Territoires insulaires océaniques pour la distribution de matériel génétique du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT).
 - Des centres de semences ont été créés aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu, et un centre de semences à pollinisation libre a été mis en place au Samoa. Un centre de transformation des semences a également été construit et mis en service pour la station de recherche de Sigatoka.
 - Capacités accrues des agriculteurs locaux :
 - Des certificats par systèmes participatifs de garantie (SPG) ont été décernés à 48 agriculteurs certifiés bio de 13 pays océaniques, pour un total de 50 hectares de terres converties à la culture biologique. Deux groupes SPG ont été approuvés (Fidji et Îles Salomon).

- Renforcement de l'environnement législatif et réglementaire en faveur de la gestion durable des ressources naturelles :
 - Sept États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Polynésie française, Tonga) ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration de leurs lois sur les pêches

côtières et l'aquaculture. Nauru, le Samoa, les Samoa américaines et Vanuatu ont bénéficié d'un soutien pour la rédaction de leurs lois relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture, et les Fidji, les États fédérés de Micronésie, Niue et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont reçu un appui pour leur travail de cadrage.

Priorités intersectorielles

La CPS a poursuivi l'intégration de ses priorités intersectorielles dans sa programmation, conformément à sa Politique RSE. Faits marquants en 2021 :

- La CPS a continué de soutenir le Gouvernement de Vanuatu dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique nationale de l'océan : personnel mis à la disposition du bureau de l'océan pour des missions de courte durée, avancement des travaux de recensement des savoirs traditionnels, analyse de textes juridiques, communication, et cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) et planification de l'espace maritime.

- Les femmes et les jeunes ont été associés à l'action en faveur d'une agriculture durable et résiliente :
 - La CPS a continué de mobiliser les femmes et les jeunes au niveau communautaire en vue de renforcer les capacités et d'accroître l'accès aux ressources requises à l'appui de leurs moyens d'existence. Des formations aux compétences commerciales ont été assurées pour 18 stagiaires à Kiribati (3 femmes et 15 hommes) et 40 femmes ont été formées à la valeur ajoutée de l'algoculture aux Îles Salomon.

Innovation

La CPS a continué de renforcer les capacités de collecte de données dans la région en adoptant et en développant les capacités d'utilisation de nouveaux outils, afin d'appuyer la collecte de données et d'informations pertinentes pour la gestion durable des ressources naturelles. Plusieurs États et Territoires insulaires océaniques ont adopté de nouveaux outils en ligne d'analyse et de collecte de données, avec l'appui constant de la CPS :

- 21 agents du ministère de l'Agriculture et du ministère de la Foresterie ont suivi une formation sur l'utilisation de la nouvelle application sur l'agriculture climato-intelligente qui a été testée à Rotuma. Les agents ont pu se familiariser avec l'application et découvrir comment utiliser des photos aériennes pour marquer la totalité des champs, dont les sols et les terres. Cette formation portait

notamment sur les applications de cartographie QField et QDATA, les systèmes d'information géographique (SIG) et les analyses connexes.

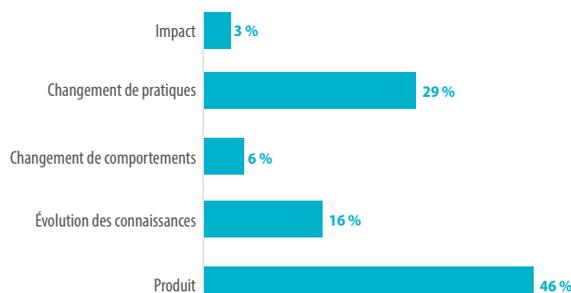
- De nouveaux outils en ligne ont été mis au point pour appuyer la collecte et la gestion des données sur les pêches côtières. En voici quelques-uns :
 - modules Web pour les comptages en plongée des poissons et invertébrés, et les relevés des journaux de pêche ;
 - extension de l'application Ikasavea sur tablette aux enquêtes socioéconomiques ; et
 - TUFMAN 2, un système de déclaration des données déployé en 2020 et à présent utilisé par tous les pays océaniques.



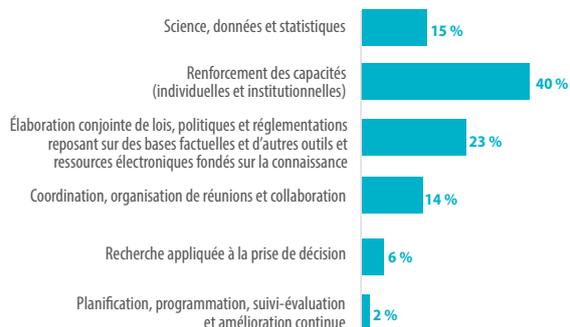
Nauru s'est doté en 2017 d'un plan directeur pour l'eau et l'assainissement.

Tableaux de résultats

Graphique 12 : Ressources naturelles et biodiversité : résultats par degré de maturité (n = 92)



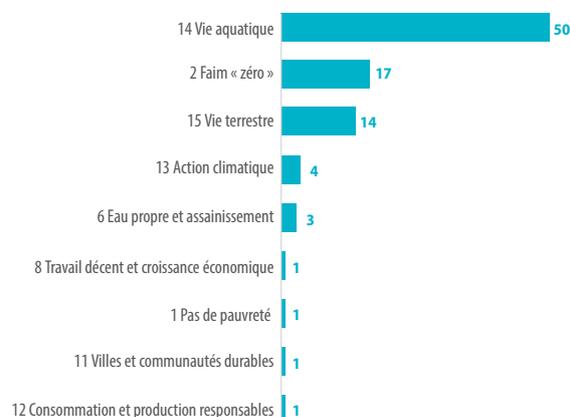
Graphique 13 : Ressources naturelles et biodiversité : résultats par type de service (n = 92)



Graphique 14 : Ressources naturelles et biodiversité : évaluation de la performance (n = 92)



Graphique 15 : Ressources naturelles et biodiversité : contributions aux ODD (n = 92)



Zoom sur les réalisations



Protéger les ressources naturelles grâce au dispositif REDD+

Contexte

Dans le cadre de la phase II du Projet régional de conservation des forêts dans les pays insulaires du Pacifique, la Division ressources terrestres (LRD), de concert avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), prête assistance depuis six ans aux populations des Fidji, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Vanuatu. Le dispositif REDD+ (réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts) est une initiative de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), dont l'objectif est d'appuyer la réduction, la mesure et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre liées à la foresterie.

Le projet renforce et appuie l'échange et la gestion des connaissances et des données au sein et au-delà de la région. Au niveau local, il encourage l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de démonstration et de projets pilotes permettant d'éclairer, de vérifier et d'adapter les stratégies REDD+ conçues au niveau national.

Processus de changement

En 2021, en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 et de contraintes de temps, l'équipe du projet a dû recentrer l'intégralité de ses activités sur les Fidji. Un atelier REDD+ d'échange communautaire a été organisé pour permettre aux habitants des villages de Drawa, Draubuta et Nakavu de partager leurs connaissances et leurs expériences, de discuter des avantages du projet et

de planifier, aux côtés des ministères compétents, le suivi communautaire des sites de reboisement, de plantation et de pépinières. L'atelier s'est achevé sur une série de visites de terrain, où les participants ont pu se rendre dans la zone du projet d'agroforesterie du groupe de femmes de Nadroumai et sur les sites REDD+ des villages de Nakavu et Drawa.



Participants à l'atelier d'échange communautaire.



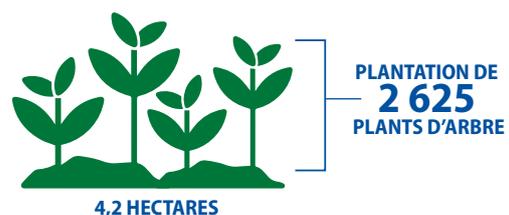
Les participants à l'atelier d'échange communautaire se rendent sur le site du projet d'agroforesterie du groupe de femmes de Nadroumai.

Des plants d'une valeur de près de 60 000 dollars fidjiens ont été achetés afin de revégétaliser le site REDD+ de Draubuta, tandis que la CPS a fait l'acquisition de matériel pour faciliter le suivi du carbone dans les parcelles sélectionnées, la gestion durable des forêts, le suivi forestier et l'inventaire forestier national.

Des parcelles permanentes de suivi du carbone ont également été établies en collaboration avec l'Université du Pacifique Sud (USP), à l'appui du projet « De la montagne au récif ». Une formation pratique à l'évaluation des stocks de carbone forestier a été organisée en mars et des parcelles de suivi ont été délimitées pour mesurer la quantité de dioxyde de carbone piégée grâce aux sites de reboisement et d'amélioration des peuplements du bassin versant de Labasa.

Résultats et impact

Le programme REDD+ a eu des effets positifs sur les trois villages. À Draubuta, il a conduit au reboisement des herbages et des terres dégradées situées à proximité du village et a amélioré les modes d'exploitation des ressources terrestres et naturelles par les communautés. Environ 2 625 plants d'essences indigènes ont été plantés sur deux sites du village de Draubuta, la surface reboisée s'étendant sur 4,2 hectares.



À Nakavu, le projet a influé sur la protection des surfaces boisées environnantes par le biais des redevances forestières issues de la location du foncier converti en site de gestion forestière durable et par l'arrêt des pratiques d'exploitation forestière non durables.

À Drawa, la communauté échange désormais des crédits carbone sur le marché volontaire du carbone et reçoit des compensations en échange de la conservation et de la protection des zones forestières. La communauté a également mis sur pied une exploitation apicole prospère, à l'issue d'une formation sur la diversification des moyens d'existence.



Habitants du village de Draubuta, aux côtés de l'équipe de la CPS, sur le site de reboisement.



Suivi de site à Nakavu.

Enseignements tirés

- La rédaction de messages clairs destinés aux instances villageoises concernées permet d'éviter toute confusion concernant les activités REDD+.
- Les achats et ventes de plants devraient être consignés pour mémoire. Il convient de préparer des contrats pour aider le village à trouver des débouchés et à écouler ses plants prêts à la vente.
- Le renforcement du suivi du programme dans le village permettra de montrer que l'intérêt des ministères compétents pour les effets du projet est intact et d'en garantir le succès et la pérennisation.
- Il est crucial d'assurer une communication régulière avec les communautés pour bâtir des relations et assurer la bonne exécution du projet.

Division : LRD

Bailleur de fonds : GIZ

Zoom sur les réalisations



Mieux comprendre le phénomène d'acidification grâce au Centre de formation régional sur l'acidification des océans

Contexte

D'après les projections, à l'horizon 2100, l'acidification des océans devrait coûter chaque année à l'économie mondiale 1,2 billion de dollars des États-Unis. Cette somme astronomique permet de chiffrer, en leur attribuant une valeur monétaire, les conséquences potentiellement dramatiques de ce phénomène sur les récifs coralliens, les crustacés, les poissons, la biodiversité, la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, le tourisme et le bien-être des populations du Pacifique bleu. L'acidification des océans résulte de l'absorption et de la dissolution du dioxyde de carbone dans les eaux océaniques, dont l'équilibre chimique se modifie lorsqu'elles réagissent avec le dioxyde de carbone pour produire de l'acide carbonique. L'augmentation de la concentration de dioxyde de carbone aggrave le phénomène d'acidification : l'océan est aujourd'hui 30 % plus acide qu'il y a 200 ans. Une action beaucoup plus soutenue s'impose pour comprendre le processus de changement et les effets de l'acidification de l'océan dans le Pacifique. Des données supplémentaires sont nécessaires, mais la mesure très précise du pH de l'eau de mer requiert la collecte de données et des analyses en laboratoire régulières – deux fonctions pour lesquelles les capacités font souvent défaut dans la région.

La compréhension régionale de l'acidification des océans s'est affinée ces dernières années. Depuis 2017, la CPS participe aux discussions engagées pour résorber l'important déficit de données dans ce domaine, dans le cadre de réunions et d'ateliers de formation avec des organisations membres du CORP, des pays membres et des partenaires du secteur de la recherche. Ce déficit critique de données de référence sur l'acidification des océans a été mis en évidence sur le portail de données de l'indicateur 14.3.1 des ODD, mis en place par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. En 2018, grâce au concours financier de l'Ocean Foundation, six pays océaniques ont reçu des instruments de suivi de l'acidification pour le relevé de mesures au moyen des kits de surveillance du Réseau mondial d'observation de l'acidification des océans (GOA-ON). La même année, le Réseau océanique d'observation de l'acidification des océans a été créé pour favoriser la coordination et la collaboration en Océanie, ce qui a ouvert la voie à de nouvelles possibilités de formation et initiatives sur l'acidification des océans.

Processus de changement

En 2021, le Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) a reçu une subvention triennale de l'Administration des océans et de l'atmosphère et de l'Ocean Foundation pour mettre sur pied le Centre de formation régional sur l'acidification des océans. L'objectif est de mettre à profit les capacités des partenaires du secteur et de contribuer à la mise en place d'activités locales de collecte et d'analyse de données dans les États et Territoires insulaires océaniques. Le Centre regroupe le PCCOS (avec la Plateforme de données océaniques), qui fait office d'organisme d'exécution principal et de prestataire de services d'analyse et de gestion des données, l'Institut des sciences appliquées de l'USP, qui héberge la fonction d'analyse des données en laboratoire et qui est le principal prestataire de services spécialisés dans le domaine de la chimie, ainsi que l'Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA) et l'Université d'Otago, qui apportent leur expertise technique dans le domaine de l'observation de l'acidification des océans.

Résultats et impact

L'établissement du Centre de formation régional sur l'acidification des océans permet de combler un déficit historique de données et de renforcer les capacités dans la région. Ce projet s'inscrit dans le prolongement de la collaboration nouée entre des partenaires

universitaires et scientifiques de premier plan, et tire parti des capacités croissantes dans le domaine de l'observation ainsi que des autres projets en cours. Certains pays océaniques et le Centre de formation disposeront ainsi d'équipements appropriés pour recueillir des données et surveiller l'acidité de l'océan grâce aux kits du GOA-ON, et de nombreuses initiatives verront le jour :

- ateliers de formation et formation de formateurs/chercheurs ;
- appui à la collecte de données et activités de surveillance de l'acidification de l'océan ; et
- création d'un portail de données sur l'acidification des océans.



Prélèvement d'échantillons d'eau de mer en vue de l'analyse de l'acidification des océans. Crédit photo : The Ocean Foundation.

Enseignements tirés

Cette réalisation a été facilitée par la collaboration solide engagée avec les partenaires du développement et par les autres partenariats mis en place. Bien que le niveau de financement de l'initiative reste limité à ce stade précoce, la visibilité croissante du phénomène d'acidification des océans dans le Pacifique permet d'espérer une hausse des financements à l'avenir.

Division : PCCOS

Bailleurs de fonds : Administration des océans et de l'atmosphère et Ocean Foundation

Zoom sur les réalisations



Renforcer le pouvoir d'action du Gouvernement de Nauru pour une meilleure gestion des ressources en eau

Contexte

À Nauru, la fragilité des ressources en eau s'explique par la petite taille du pays et sa capacité de stockage insuffisante. Dans cette île aux sols perméables, le volume des eaux de ruissellement est très limité et les cours d'eau et réservoirs sont inexistantes, si bien que la variabilité temporelle des précipitations induite par le changement climatique met souvent à l'épreuve le système hydrique déjà fragile de l'île.

Pour améliorer les services publics de l'eau, Nauru s'est doté en 2017 d'un plan directeur pour l'eau et l'assainissement. Compte tenu de l'incidence du changement climatique sur les ressources et la disponibilité en eau de l'île, Nauru a sollicité le soutien de la Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique (Plateforme des CDN) afin de conduire une évaluation collégiale de son plan directeur. La Plateforme des CDN aide les pays insulaires océaniques à accéder aux données et ressources dont ils ont besoin pour atteindre les cibles qu'ils ont fixées pour le climat au titre de l'Accord de Paris. L'objectif de l'évaluation était de déterminer le degré d'adéquation des infrastructures proposées dans le plan directeur pour l'eau et l'assainissement.

Processus de changement

L'évaluation a été entreprise par la CPS, en sa qualité de partenaire de la Plateforme des CDN, et elle a été menée à bien par la Division géosciences, énergie et services maritimes (GEM), qui dispose de compétences scientifiques et techniques dans le domaine de la gestion des ressources en eau. La Division a mis au point une méthode d'évaluation technique et a conduit à ce titre des consultations avec les parties prenantes, notamment la société de services publics et le Département du commerce, de l'industrie et de l'environnement de Nauru.

L'évaluation a permis d'analyser les mesures proposées dans le plan, tout en mettant l'accent sur les enjeux techniques, institutionnels et de gouvernance propres à Nauru, le but étant de cerner les mesures qui restent pertinentes ou de déterminer si d'autres solutions doivent être envisagées. De juillet 2020 à avril 2021, la CPS a organisé une série d'études et de formations ciblées, dont une évaluation technique, des ateliers institutionnels et de renforcement des capacités, ainsi qu'un examen des politiques et des dispositifs de gouvernance. Ce diagnostic a servi de feuille de route au Gouvernement, qui a pu planifier de manière appropriée des investissements climato-résilients en faveur des services de l'eau.

Résultats et impact

Les recommandations présentées ci-après constituent les principaux produits tirés de l'évaluation du plan directeur :

- décaler la période de planification sur 20 ans de 2015–2035 à 2021–2040 ;
- diversifier les solutions d'approvisionnement en eau en explorant d'autres sources (dont la collecte des eaux pluviales et l'exploitation des eaux souterraines) ;

- étudier des pistes en vue d'accroître le stockage de l'eau ;
- proposer des mesures économiquement efficaces d'adduction d'eau au moyen de dispositifs d'osmose inverse et formuler des orientations pour l'élaboration de directives de suivi des eaux réceptrices ;
- renforcer les capacités en matière de suivi et de gestion des ressources en eau ; et
- mettre en place une station de traitement des eaux usées par lit bactérien conventionnel.

Il est essentiel d'assurer une planification efficace, d'accroître l'efficacité et d'améliorer la gouvernance de l'eau pour en pérenniser les ressources.

“ Assurer notre sécurité hydrique est l'un des plus grands défis de notre époque. Pourtant, la situation semble plus périlleuse que jamais. L'évaluation du plan directeur pour l'eau et l'assainissement nous a permis de mobiliser des financements ciblés pour l'infrastructure hydrique de Nauru.

Reagan Moses, Secrétaire du Département du changement climatique et de la résilience nationale de Nauru.

Enseignements tirés

La CPS a tiré de précieux enseignements du processus de consultation :

- Le fait de faire appel à des experts spécialisés dans différents aspects de l'eau et de l'assainissement à Nauru a permis de considérablement améliorer la teneur du document final.
- La CPS a pu se mettre en relation avec les autorités locales en vue d'obtenir une vérité terrain des statistiques sur la demande en eau et des informations sur l'assainissement (coûts d'infrastructure, capacités et difficultés institutionnelles), ce qui a grandement contribué à améliorer la durabilité à long terme des investissements.



CCES
Durabilité
environnementale
et changement
climatique



FAME
Pêche, aquaculture
et écosystèmes
marins



LRD
Ressources
terrestres



PHD
Santé
publique



SDD
Statistique
pour le
développement

KFA 3

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Correspond au deuxième objectif du Plan de transition :
Les communautés du Pacifique sont autonomes
et résilientes.

Zoom sur les réalisations :

- Adoption du Cadre d'action 2021–2025 en faveur de la transposition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches dans le Pacifique 2021–2025

Vue d'ensemble

L'alimentation est au cœur des identités, des cultures et des économies océaniques. Les systèmes alimentaires océaniques sont confrontés à un ensemble de défis, à savoir l'érosion de la base de ressources, le changement climatique, la dépendance à l'égard des importations alimentaires, les changements démographiques et les migrations, la crise des maladies non transmissibles (MNT) et les chocs engendrés par la pandémie de COVID-19. L'océan Pacifique est au cœur du système alimentaire mondial. La gestion durable des systèmes alimentaires et des ressources qui les sous-tendent est essentielle à la santé, au bien-être et à la prospérité des populations océaniques.

En 2021, la CPS, en collaboration avec ses membres, a œuvré en faveur d'un programme de travail intégré sur les systèmes alimentaires. Prenant appui sur les capacités sectorielles dans les domaines de la pêche, de l'agriculture, de la santé publique, des statistiques et du changement climatique, nous avons commencé à proposer une approche plus globale afin de lutter contre les pressions croissantes qui pèsent sur nos systèmes alimentaires. Nous avons fourni un soutien à nos membres afin qu'ils participent au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. En outre, le processus de concertations préalables aux échelons national et régional, appuyé par des données issues de la recherche, a favorisé la sensibilisation et a renforcé l'engagement et la collaboration des acteurs clés dans les secteurs concernés.

Étant donné le recours à un soutien plus intégré en faveur de la consolidation des systèmes alimentaires dans la région, ce KFA tient compte de nos travaux dans les domaines de la santé et de la nutrition, qui influent sur les changements de comportement et les modes de vie, et contribuent à renforcer les environnements propices à la lutte contre les MNT.

Vingt-huit résultats ont été produits au regard de ce KFA (7 % du total des résultats). Tous les résultats ont été jugés en progrès, et 21 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 18). Les résultats de type produits représentent plus de 61 % du total des résultats, et se rapportent à l'action menée en faveur des initiatives nationales de collaboration liées aux MNT, de l'organisation de rassemblements régionaux, ainsi que des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation relatives aux systèmes alimentaires. Les résultats de niveau supérieur (39 %) se rapportent à l'appui en matière de MNT, notamment au renforcement de l'environnement législatif/réglementaire, à l'adoption d'outils, et à la mise en application des compétences et des connaissances (graphique 16).

Ces effets ont été obtenus principalement grâce au soutien apporté par la CPS en matière de renforcement des capacités, d'élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres produits du savoir, et de coordination, organisation de réunions et collaboration (graphique 17).

Principales contributions aux systèmes alimentaires en 2021

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

La CPS a pris l'initiative de recourir à des approches transdisciplinaires pour intégrer la programmation des systèmes alimentaires, et a mis à profit ses capacités et son influence afin de faire prendre conscience au monde entier du rôle de l'océan Pacifique dans le système alimentaire mondial. Les biens publics régionaux de la CPS, notamment le tableau de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA), et la conservation et l'utilisation des ressources génétiques diversifiées de la région au profit de la santé et de la nutrition, permettent de traduire la stratégie en actes.

Les capacités et efforts de longue date dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de la santé publique appuient les travaux de la CPS sur les systèmes alimentaires, ce qui contribue à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux effets en matière de santé. Principaux résultats en 2021 :

- Promotion d'un environnement plus propice à une bonne nutrition et à un mode de vie sain afin de lutter contre les MNT :
 - La *Règlementation pour la lutte contre les maladies non transmissibles dans le Pacifique* a été achevée et approuvée par les directeurs de la santé pour mise en œuvre, après diverses consultations tenues avec les partenaires du développement en vue d'examiner le projet de cadre législatif en la matière.
 - Six États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de l'élaboration de leurs politiques relatives aux MNT (Guam, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu).
- Collaboration régionale sur les systèmes alimentaires :
 - Un appui a été fourni pour le renforcement de l'engagement régional dans le cadre du Sommet des

Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Deux notes d'information sur les systèmes alimentaires ont été élaborées, et une concertation intergouvernementale régionale sur les systèmes alimentaires dans le Pacifique Bleu a été organisée par la CPS.

- Renforcement de la résilience de la production agricole et de la sécurité alimentaire :
 - Le CePaCT a continué de jouer un rôle essentiel dans le système alimentaire régional, renforçant à la fois la résilience et la sécurité alimentaire après les catastrophes. La conservation des ressources génétiques végétales de la région est la principale activité du CePaCT, qui offre ainsi accès à la diversité des cultures à travers plus de 2 000 obtentions. En outre, la CPS a continué à soutenir les initiatives de renforcement des capacités, comme les formations relatives aux cliniques des plantes, qui font office d'outil de vulgarisation à l'appui de la surveillance et du diagnostic des maladies et des nuisibles, afin de promouvoir la production alimentaire locale.
 - La CPS s'engage à renforcer la capacité opérationnelle du CePaCT : un protocole d'optimisation a été élaboré pour l'élimination des bactéries endogènes présentes dans les cultures tissulaires de taro, un nouveau système de documentation a été élaboré pour la distribution et l'acquisition, et de nouveaux ensembles de données ont été ajoutés à la documentation concernant les données sur les cultures.
 - La distribution de variétés végétales nutritives et résilientes s'est poursuivie afin de renforcer la sécurité alimentaire : en 2021, 213 obtentions (4 076 échantillons) de banane, d'arbre à pain, de manioc, d'ananas, de taro des marais, de patate douce,

de Xanthosoma, d'igname, de taro et d'embryon de noix de coco tirées des collections du CePaCT ont été distribuées aux îles Cook, aux Fidji, aux Îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, à Niue, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon, aux Tonga et à l'Université du Queensland.

- Collaboration en vue de faire progresser les statistiques régionales sur la sécurité alimentaire :
 - Des analyses de la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires ont été effectuées, et des profils de sécurité alimentaire ont été établis pour Kiribati, les Îles Marshall, le Samoa, les Tonga et

Vanuatu. La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est poursuivie.

Ces profils donnent des informations sur les progrès accomplis au regard de l'ODD 2 (Faim zéro), ainsi que sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la consommation alimentaire. En outre, cinq rapports ont été produits, établissant une analyse détaillée de la sécurité et de la consommation alimentaires en fonction de divers indicateurs socioéconomiques. Ces informations ont été obtenues dans le cadre de l'analyse des données issues d'enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM).

Priorités intersectorielles

La CPS a continué à intégrer les dimensions de genre et d'équité dans ses travaux sur les MNT :

- Renforcement de l'engagement des groupes de jeunes, des groupes de femmes et des associations au sein des États et Territoires insulaires océaniques afin d'accroître leurs capacités et leur participation aux efforts de prévention et de lutte contre les MNT par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation, de campagnes médiatiques, et d'activités de formation et d'enseignement entre pairs.
- Soutien aux groupes de la société civile et associations de lutte contre le diabète dans des États et Territoires insulaires océaniques, et création de nouvelles associations pour défendre les besoins et les droits des personnes diabétiques, afin de leur garantir un accès à des soins de qualité. En outre, cela permettra d'obtenir une aide des pouvoirs publics, des principales parties prenantes et des bailleurs de fonds en ce

qui concerne les droits des personnes atteintes de handicaps résultant de MNT.

- Lutte contre l'obésité infantile par le biais de projets comme « Des enfants en bonne santé pour l'avenir de nos îles – projet de promotion de la santé en milieu scolaire », et « Au-delà des étoiles », qui aident à lutter contre les MNT en proposant des approches centrées sur l'être humain, à suivre tout au long de la vie. Ces projets sont axés sur des approches innovantes et créatives fondées sur les besoins, les perceptions et les comportements des enfants recensés dans le cadre de travaux de recherche opérationnelle. Parmi les résultats, citons la production de messages éducatifs centrés sur l'enfant et la conception de programmes d'intervention permettant de lutter efficacement contre l'obésité infantile.

Innovation

Plateforme en ligne harmonisée pour l'enregistrement et le suivi des progrès accomplis à l'échelle nationale au regard des objectifs en matière de MNT :

Les premiers tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) ont été réalisés en 2018 pour chacun de nos membres. Avant 2021, le suivi des mesures prises par les États et Territoires insulaires océaniques concernant les MNT était effectué hors ligne à l'échelon de chaque pays. Le tableau de bord MANA offre un système harmonisé de suivi en

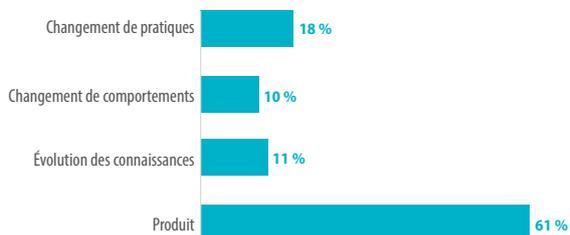
ligne de l'avancement des activités portant sur les MNT, et permet de partager d'autres travaux menés dans la région et d'en tirer des enseignements. En 2021, cinq États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Vanuatu) ont commencé à utiliser un tableau de bord MANA pour suivre leurs progrès au regard de leurs objectifs en matière de MNT, et les tableaux de bord de suivi et d'évaluation MANA de 3 pays océaniques (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa américaines et Tokelau) ont été mis à jour et approuvés.



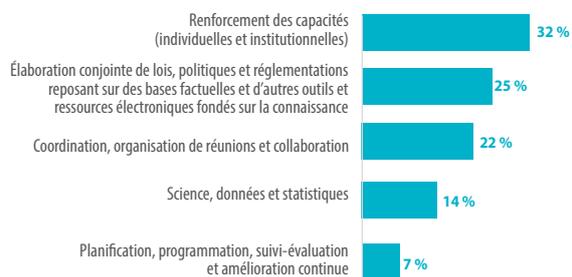
Pêche au harpon. Action en faveur de la transposition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches.
Crédit photo : Elodie Van Lierde.

Tableaux de résultats

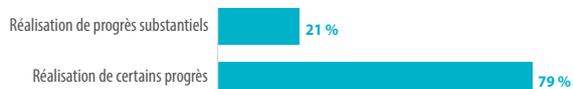
Graphique 16 : Systèmes alimentaires : résultats par degré de maturité (n = 28)



Graphique 17 : Systèmes alimentaires : résultats par type de service (n = 28)



Graphique 18 : Systèmes alimentaires : évaluation de la performance (n = 28)



Graphique 19 : Systèmes alimentaires : contributions aux ODD (n = 28)



Dessert de l'île de Cicia (Lau) : bananes poingo mûres bouillies dans de l'eau ou de la crème de coco, papaye et rondelles d'igname. Crédit photo : POETCom.

Zoom sur les réalisations



Adoption du Cadre d'action 2021–2025 en faveur de la transposition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches dans le Pacifique 2021–2025

Contexte

Dans le domaine des pêches côtières, le plus grand défi de la région est de garantir l'adoption généralisée de pratiques de gestion durable dans de vastes zones de pêche, qui sont soumises à des pressions locales et externes immédiates.

La *Feuille de route régionale pour une pêche durable en Océanie* et la *Nouvelle partition pour les pêches côtières* encadrent au niveau régional le développement de la gestion communautaire des pêches (GCP) dans le secteur côtier. Les approches de gestion communautaire sont inclusives et équitables, et prennent en compte la globalité de l'écosystème pour pérenniser les moyens de subsistance et assurer la résilience des populations. Il s'agit de la solution la mieux adaptée pour valoriser des pratiques halieutiques diversifiées, dynamiques et éparses dans la région océanienne et permettre une exploitation cohérente et productive de la ressource côtière de sorte à favoriser durablement le bien-être, l'alimentation et les revenus des Océanien.

Conscients de l'appauvrissement continu des ressources halieutiques côtières et de la nécessité de renforcer le soutien aux communautés côtières et de leur donner plus de moyens pour gérer leurs ressources marines, notamment en période de pandémie de COVID-19, les pays membres de la CPS et les partenaires ont fait de la transposition à plus grande échelle de la GCP une priorité émergente, qu'ils ont souhaité soumettre pour examen à la douzième Conférence des directeurs des pêches de la CPS en mai 2020.

Les participants à la Conférence ont prié la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins d'aider les pays membres à évaluer l'état d'avancement de leur démarche de GCP, ainsi qu'à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies performantes de transposition à plus grande échelle qui soient adaptées au contexte national. Les ministres des Pêches ont repris à leur compte cette requête à leur première conférence régionale tenue en août 2020, soulignant l'importance que revêt la mise en place d'une démarche durable de GCP pour le relèvement à long terme des pêcheries côtières et des communautés locales après la pandémie de COVID-19.

Processus de changement

Le *Cadre d'action 2021–2025 en faveur de la transposition à plus grande échelle des régimes de GCP dans le Pacifique* (*Cadre d'action*) a été formulé tout au long d'un vaste processus consultatif ascendant piloté par la Division et ses partenaires régionaux.

À la suite de la douzième Conférence des directeurs des pêches, la Division et ses partenaires régionaux, le Réseau d'aires marines sous gestion locale et l'Université de Wollongong ont organisé, en janvier et février 2021, une série d'ateliers virtuels sous-régionaux consacrés à la transposition à plus grande échelle de la GCP. Trois ateliers



d'une semaine ont été animés au profit de la Polynésie, de la Micronésie et de la Mélanésie ; ils ont rassemblé plus de 350 représentants de services nationaux et infranationaux des pêches, de groupes communautaires (chefs traditionnels, jeunes et femmes), d'organisations de la société civile (OSC) locales, d'ONG, d'organisations régionales et

internationales, ainsi que d'organisations partenaires membres du CORP, telles que le PROE et l'USP.

Les participants ont examiné et évalué le niveau de pénétration de la GCP au niveau national, les démarches retenues pour la transposition à plus grande échelle de la GCP, l'expérience acquise, les enseignements tirés et les possibilités d'action connexes.

La Division a également animé un atelier régional commun, au cours duquel les conclusions des trois ateliers sous-régionaux ont été mises à profit pour élaborer et affiner le *Cadre d'action*, tout en reconnaissant la diversité des approches de gestion communautaire des pêches dans la région et en évitant l'écueil d'une approche unique.

Résultats et impact

Le *Cadre d'action* a été approuvé par les membres à la treizième Conférence des directeurs des pêches, puis entériné à la deuxième Conférence régionale des ministres des Pêches, tenue en août 2021. Les ministres ont souligné l'importance de la gestion durable des pêches côtières en Océanie, plus encore en période de pandémie, et la nécessité de transposer à plus grande échelle la GCP à l'aide d'approches adaptées au contexte particulier de chaque pays membre, estimant qu'il s'agit d'un levier indispensable à un relèvement durable après la pandémie.

La mise en œuvre effective du *Cadre d'action*, l'accompagnement des communautés côtières et le renforcement de leur pouvoir d'action contribueront à la réalisation des ambitions nourries par nos dirigeants pour l'avenir de la pêche en Océanie.

Enseignements tirés

- La réussite passe par une collaboration et une coordination efficaces entre les parties prenantes.
- L'approche sous-régionale retenue a été jugée appropriée et a été très appréciée.
- Des moyens suffisants (financiers et humains) doivent être investis au niveau national en faveur de la gestion des pêches côtières, dont la GCP.

Division : FAME

Bailleurs de fonds : UE, MFAT et DFAT



Créer des solutions pour sécuriser les échanges internationaux de germoplasme de cocotier

Les échanges de matériel génétique de cocotier à des fins de sélection végétale et de conservation dans le Pacifique pourraient être sévèrement mis à mal si la région ne se dote pas d'un plan de biosécurité lui permettant de se prémunir contre l'introduction accidentelle d'organismes porteurs de maladies bactériennes émergentes menaçant cette précieuse culture.

Les maladies du cocotier de type jaunissement mortel ont depuis des années des effets dévastateurs sur les ressources en cocotier de plusieurs pays, notamment dans les Amériques et les Caraïbes. Jusqu'à la fin des années 2000, la région Pacifique avait été épargnée par les lourdes conséquences économiques de ces maladies, mais la découverte d'un phytoplasme responsable du syndrome de Bogia en Papouasie-Nouvelle-Guinée a mis en péril le Centre international de ressources génétiques du cocotier pour le Pacifique Sud. La conservation et l'échange de matériel génétique entre les banques de gènes internationales associées au Réseau international de ressources génétiques du cocotier (COGENT) ont directement pâti de la présence de phytoplasmoses.

Pour remédier à ce problème, en janvier 2021, le CePaCT a rassemblé des spécialistes mondiaux de huit pays à l'occasion d'une réunion virtuelle consacrée aux phytoplasmoses du cocotier et à la gestion de la ressource, et il a posé les fondements d'un plan de biosécurité axé sur la lutte contre les menaces représentées par les phytoplasmes et sur la sécurité des échanges de matériel génétique de cocotier.

Ce webinaire a permis de révéler que la répartition et l'aire d'extension des phytoplasmes du cocotier et d'autres palmiers dans la région Pacifique n'avaient pas encore fait l'objet d'études complètes et qu'il fallait à cet égard redoubler d'efforts. Le CePaCT s'est engagé à intensifier les activités menées à l'appui de l'identification et de la détection de ces organismes.

Le plan de biosécurité du cocotier sera élaboré plus avant dans le cadre d'un partenariat conclu entre la CPS, le COGENT et la Communauté internationale de la noix de coco.



Cocotiers touchés par le syndrome de Bogia dans la province de Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée). Crédit photo : C. Pilotti.



Les technologies de l'information et de la communication améliorent la formation paravétérinaire dans le Pacifique

Il est admis de longue date que les maladies des animaux d'élevage constituent à la fois un obstacle majeur à la production animale et une grave menace pour la santé publique dans la région du Pacifique. Pour remédier à ces problèmes, la région doit constituer d'urgence un vivier d'agents paravétérinaires et de spécialistes de la santé animale capables de répondre aux besoins des agriculteurs des zones rurales et d'assurer des services de contrôle zoosanitaire et d'hygiène des produits carnés.

La propagation récente de la COVID-19 a été l'occasion de recourir à l'agriculture numérique et à la formation en ligne pour améliorer davantage l'accès aux connaissances et conseils techniques dans les secteurs de l'élevage de la région.

Désireuse de saisir cette occasion, la CPS a noué un partenariat avec Prime Consultancy International (Nouvelle-Zélande) afin de concevoir un système pilote de formation en ligne, fondé sur les technologies de l'information les plus récentes et destiné aux prestataires de services paravétérinaires du Pacifique.

En octobre 2021, la Division ressources terrestres a déployé sa formation à la sécurité sanitaire des aliments et à l'hygiène des produits carnés sur la plateforme en ligne Moodle de la CPS. La formation englobe des activités d'apprentissage, des travaux pratiques sur le terrain associés à l'utilisation de vidéos pédagogiques, et des évaluations en ligne. Inspiré du programme de formation paravétérinaire de 14 semaines créé par la Division, le système pilote a été mis à l'essai aux Fidji et à Vanuatu.

La présentation des contenus à 52 participants a montré que la formation en ligne pouvait non seulement constituer un outil de formation précieux, mais qu'elle permettait également d'améliorer l'accès aux connaissances et conseils techniques.

Par leur présence, les participants ont contribué à l'amélioration future de la sécurité sanitaire des aliments, des conseils sur la santé animale et de l'appui aux agriculteurs dans le Pacifique. Leurs retours d'expérience seront intégrés aux recommandations que Prime présentera à la CPS en vue de la conception d'un programme complet de formation paravétérinaire en ligne, qui sera complété par un accompagnement en présentiel et à distance assuré et coordonné par des tuteurs.

La formation a mis en lumière que les problèmes de connexion des apprenants dans l'espace virtuel de formation resteront un frein dans la région et qu'il conviendra de s'y attaquer en priorité. En outre, pour assurer l'efficacité des cours, il est indispensable d'adapter les contenus afin de les rendre plus dynamiques et interactifs dans un contexte d'apprentissage en ligne. Le recours à une palette diversifiée de supports, dont des images et vidéos réalisées dans le Pacifique, permettra aux apprenants de s'identifier plus aisément aux enseignements.



Les agents paravétérinaires jouent un rôle important dans de nombreux pays océaniques qui comptent peu de vétérinaires ou qui n'en comptent aucun.



Thon jaune, 2012. Crédit photo : Jeff Muir.



EQAP

Évaluation
et qualité de
l'enseignement



FAME

Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



GEM

Géosciences,
énergie et services
maritimes



HRSD

Droits
de la personne
et développement
social



SDD

Statistique
pour le
développement

KFA 4

ÉQUITÉ, ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Correspond au deuxième objectif du Plan de transition :
Les communautés du Pacifique sont autonomes
et résilientes.

Zooms sur les réalisations

- EQAP met en place une banque d'information en ligne sur les politiques éducatives
- La suite intégrée d'outils numériques d'EQAP transforme l'administration de la PILNA 2021
- Une justice accessible aux personnes ayant survécu à des violences domestiques
- L'égalité de genre et l'inclusion sociale sous un angle pratique

Vue d'ensemble

La pandémie de COVID-19 a obligé la région à repenser la configuration de la salle de classe, aggravé les problèmes sociaux et les inégalités de genre, et accru les besoins en matière de droits de la personne et de bonne gouvernance.

Fermement résolue à ne laisser personne de côté, la CPS a intensifié ses efforts dans trois domaines :

- L'action en faveur de l'**équité** s'articule autour de la promotion et de la protection des droits de la personne dans la région.
- Concernant l'**éducation**, l'objectif est de mettre en place des filières d'apprentissage de qualité qui soient pertinentes et accessibles, et dotées d'équipes enseignantes solides, afin de permettre aux élèves de développer des acquis d'apprentissage utiles et d'améliorer leur bien-être.
- Enfin, le **développement social** intègre l'égalité de genre, la jeunesse, la culture et toute la diversité des identités et des aptitudes.

La CPS est à la tête des activités menées pour améliorer la qualité des filières d'apprentissage et de l'éducation au niveau des pays et de la région, et œuvre à faire progresser les droits de la personne, la bonne gouvernance, l'égalité et l'inclusion sociale pour tous dans le Pacifique.

Les capacités et l'influence de la CPS aux échelons national et régional en ce qui concerne la qualité de l'enseignement offrent une structure solide aux systèmes éducatifs de la région, et apportent l'appui nécessaire à la continuité pédagogique pendant les confinements prolongés. Pour lutter contre les disparités d'apprentissage dans la région, le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) propose une approche globale de l'éducation, selon laquelle l'existence de systèmes de développement social est une condition préalable à un enseignement plus efficace et à un meilleur niveau d'apprentissage.

En 2021, l'intensification des efforts de la Division HRSD et du Programme pêche côtière en faveur de la bonne gouvernance est tombée à point nommé compte tenu des incertitudes liées à la conjoncture régionale, caractérisée par la multiplication des états d'urgence, et par une vulnérabilité économique et environnementale permanente. L'amélioration de la gouvernance dans le Pacifique est intrinsèquement liée aux travaux existants, qui visent à promouvoir et à préserver les droits de la personne et l'égalité de genre, et à autonomiser une société civile pleinement engagée, inclusive et informée.

Soixante-dix-neuf résultats ont été produits au regard de ce KFA (20 % du total des résultats). La quasi-totalité des résultats ont été jugés en progrès, et 75 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 22). Les résultats de type produits représentent 47 % du total des résultats, et concernent des progrès réalisés en matière d'accès à la justice, d'égalité de genre et de renforcement de la qualité de l'enseignement dans la région ; 53 % étaient des résultats de niveau supérieur se rapportant à l'accroissement de la participation des femmes aux activités liées à la mer et à l'océan, au renforcement des mécanismes nationaux de coordination en matière de droits de la personne, et au leadership régional et international en ce qui concerne la qualité de l'enseignement dans la région (graphique 20).

Ces effets ont été obtenus grâce au soutien apporté par la CPS dans les domaines suivants : renforcement des capacités ; élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres produits du savoir ; et coordination, organisation de réunions et collaboration (graphique 21).

Principales contributions à l'équité, à l'éducation et au développement social en 2021 :

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

- Renforcement des capacités nationales en matière de droits de la personne et d'égalité de genre :
 - 536 fonctionnaires (185 femmes, 301 hommes et 50 personnes n'ayant pas souhaité indiquer leur genre) de six États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur les droits de la personne et la bonne gouvernance.
 - 629 défenseurs communautaires des droits de la personne ont participé à des formations se rapportant à la législation relative aux violences domestiques et à la protection de la famille dans quatre États et Territoires insulaires océaniques.
- Amélioration des systèmes d'élaboration des qualifications et d'accréditation :
 - Le South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC) a fait l'objet d'une accréditation et d'une évaluation, assurant aux personnes diplômées une reconnaissance et un niveau qui leur permettent de présenter leur candidature aux universités relevant de l'Universities Admissions Centre (UAC). Les progrès se sont poursuivis en ce qui concerne l'évaluation et la reconnaissance internationale du SPFSC par le UK ENIC – le Centre d'information national britannique pour la reconnaissance et l'évaluation des qualifications et compétences internationales.
- Poursuite des engagements pris en vue de développer l'apprentissage en ligne :
 - Trois États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Tuvalu, Vanuatu) ont mis à niveau leurs plateformes d'apprentissage Moodle, qui met des ressources à disposition des enseignants et des élèves.
 - L'application ITSafe a été élaborée et mise en œuvre dans 15 États et Territoires insulaires océaniques dans le cadre de la gestion de l'édition 2021 de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA). Elle comprend une banque de questions, un module d'assistance destiné aux codeurs et un module de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques (PacSIMS).
- Poursuite des engagements en faveur de la mise en œuvre et du suivi des traités internationaux sur les droits de la personne :
 - Sept États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) étaient en bonne

- voie en ce qui concerne les principaux traités et leurs rapports d'examen périodique universel.
- Renforcement de l'environnement politique/réglementaire et des mécanismes nationaux à l'appui des victimes de violences domestiques :
 - Tous les États et Territoires insulaires océaniques sont dotés de services de lutte contre les violences domestiques et de protection de la famille destinés aux personnes survivantes. En 2021, la CPS a soutenu ces services dans six pays océaniques (Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu).
 - Sept États et Territoires insulaires océaniques disposent désormais de plans de mise en œuvre des lois nationales relatives aux violences domestiques et à la protection de la famille.
 - Renforcement des partenariats et du leadership régional en matière de qualité de l'enseignement dans la région :
 - Le Rapport sur l'éducation dans le Pacifique (2020) a été publié et présenté au Conseil océanique de la qualité de l'enseignement (PBEQ) et à la Conférence des ministres de l'Éducation des pays membres du Forum en 2021.
 - Six États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tokelau, Tonga) ont participé à la collecte et à l'analyse des données du système d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE), y compris la mise à jour des indicateurs relatifs à l'éducation sur la Plateforme de données océaniques.

Priorités intersectorielles

Création de nouvelles possibilités d'apprentissage pour les jeunes : quatre États et Territoires insulaires océaniques ont participé au lancement du Projet océanique pour les écoles secondaires, un programme de recherche régional dont l'objectif est de combler les lacunes concernant les aptitudes et les compétences des jeunes Océaniques (14–18 ans), ainsi que les possibilités d'éducation et de formation qui leur sont offertes.

Adaptation de l'apprentissage à la culture (langue) : Kiribati a obtenu un financement pour ses recherches sur l'approche de l'Enseignement d'une matière intégré à une langue étrangère (EMILE) dans le cadre de l'enseignement de l'anglais langue étrangère dans le pays, un projet de financement pour l'innovation soutenu par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT). La CPS a également soutenu la mise en œuvre d'un module de traduction de l'outil ItSafe.

Les femmes et les jeunes sont mieux sensibilisés et participent davantage aux secteurs liés à la mer et à l'océan : sur 120 participants à l'édition 2021 du Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes en Océanie, 34 % (41) étaient des femmes, de même que 41 % (29) des 70 participants à la 20^e session de travail sur les limites maritimes en Océanie.

Amélioration de la participation et de la représentation des femmes : cinq Océaniques ont pris part aux campagnes numériques de la Journée météorologique mondiale et de la Journée mondiale de l'océan.

Une analyse des questions relatives au genre et aux droits de la personne a été réalisée dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture : une analyse comparative de la législation des Fidji, de Kiribati, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu, ainsi qu'une note d'orientation ont été finalisées et publiées début 2021.

Innovation

Collaboration en vue du renforcement de la disponibilité et de l'utilisation des données sur l'éducation : pour la première fois dans le Pacifique, les données de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) ont été utilisées aux fins du *Rapport sur l'éducation dans le Pacifique*.

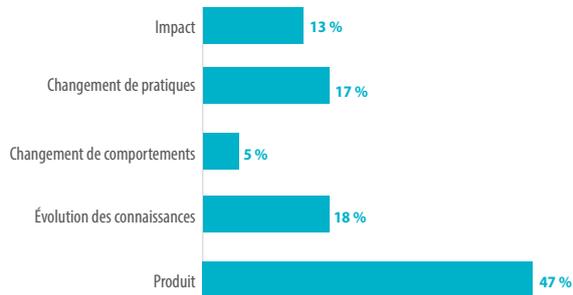
Les indicateurs actualisés de l'ODD 4 ont également été publiés pour chaque pays sur la Plateforme de données océaniques. EQAP a soutenu ce processus en proposant aux pays océaniques une formation et une assistance technique relatives à l'analyse des données à communiquer à l'UNESCO dans le cadre de l'enquête annuelle sur l'éducation formelle. Tous les pays océaniques, sauf deux, ont soumis un questionnaire au titre de l'année scolaire 2020 (la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon avaient soumis leurs questionnaires l'année précédente).

Amélioration de l'accès à la justice fondée sur la pérennisation de l'action et la promotion de la participation au niveau local :

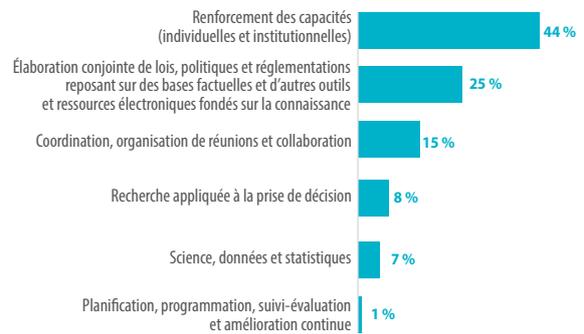
aux Îles Salomon, le projet d'accès à la justice (A2J) a été confié aux pouvoirs publics du pays. Pendant toute la durée du projet (2017–2021), les juges agréés des provinces ont suivi une formation sur les droits de la personne et l'égalité de genre, la conduite que l'on attend d'eux, ainsi que le rôle qu'ils sont censés jouer en vertu de la *loi sur la protection de la famille de 2014*. Cela a contribué à améliorer la connaissance des dispositions légales relatives aux violences domestiques, à renforcer la collaboration avec les services de police, à établir un lien plus étroit avec les travaux menés à plus grande échelle en vue de mettre un terme aux violences faites aux femmes et à accroître la part des femmes habilitées à émettre des ordonnances de protection. Grâce au soutien de HRSD, les Îles Salomon ont désormais accès à une formation conçue pour améliorer et uniformiser les connaissances des juges agréés en ce qui concerne la loi sur la protection de la famille à l'échelle du pays.

Tableaux de résultats

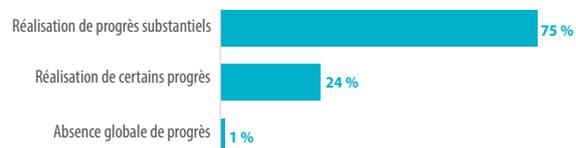
Graphique 20 : Équité, éducation et développement social : résultats par degré de maturité (n = 79)



Graphique 21 : Équité, éducation et développement social : résultats par type de service (n = 79)



Graphique 22 : Équité, éducation et développement social : évaluation de la performance (n = 79)



Graphique 23 : Équité, éducation et développement social : contributions aux ODD (n = 79)



Participant en train de tester des supports d'information, d'éducation et de communication lors d'un atelier organisé aux Îles Salomon dans le cadre du projet A2J.

Zoom sur les réalisations



EQAP met en place une banque d'information en ligne sur les politiques éducatives

Contexte

Pour aider les pays membres de la CPS à satisfaire leurs aspirations en matière d'éducation de qualité, le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) a mis en place une banque d'information en ligne sur les politiques éducatives, hébergée sur un portail régional, qui permet la consultation des lois, politiques et plans stratégiques sur l'éducation.

Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du Programme de détermination des niveaux de référence au service de la qualité de l'enseignement en Océanie (PaBER), lancé à titre pilote par EQAP et mis en œuvre entre 2013 et 2016 en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et aux Samoa. Le programme a permis, entre autres constatations, de mettre en lumière les incohérences entre la visée des politiques éducatives et leur application. Cette situation s'explique par le manque d'accès aux politiques, dont la consultation est difficile faute de structures institutionnelles adaptées au niveau systémique.

Les échanges et l'apprentissage mutuel ont été d'autres effets majeurs du programme PaBER. Sur cette base, EQAP a estimé qu'il serait intéressant de mettre à profit l'élan régional ainsi créé et de profiter des avantages collectifs qui découlent d'une action concertée. Le Conseil océanien de la qualité de l'enseignement (PBEQ) a accueilli favorablement l'idée, y voyant un moyen efficace d'améliorer la qualité des politiques éducatives dans les pays du Pacifique. Les actions menées dans le cadre du programme PaBER et le partage connexe des politiques ont ouvert la voie à la création de la banque d'information sur les politiques éducatives.

Processus de changement

En 2020, EQAP a présenté le projet détaillé de ce référentiel au Conseil, qui l'a approuvé en sa qualité de Sous-comité du CRGA de la CPS et d'organe directeur d'EQAP. Avec le concours des correspondants nommés par chaque pays, l'équipe chargée de la Plateforme de données océaniques et EQAP ont entrepris de mettre en place le référentiel en ligne. Dès le départ, l'équipe Recherche et stratégie d'EQAP a considéré que le plus difficile dans ce projet serait de rassembler les politiques éducatives des différents pays et d'assurer la qualité du référentiel. S'agissant des aspects techniques du portail en ligne, l'équipe de la Plateforme de données océaniques a veillé à ce que le projet avance efficacement et a émis des avis précieux sur des aspects liés à l'utilisation. Les correspondants, nommés par les personnes responsables de l'éducation dans les différents pays visés, ont contribué au projet en transmettant au format électronique les politiques éducatives en vigueur au niveau national.

Si EQAP supervise actuellement la mise à jour du référentiel, les pays bénéficieront d'un accompagnement pour reprendre à leur compte cette fonction à partir de 2022, tout en respectant le même niveau d'assurance qualité. Grâce à cette vaste opération de partage des connaissances, les pays membres sont mieux équipés pour poursuivre leurs travaux d'élaboration des politiques. Le référentiel est particulièrement utile aux systèmes éducatifs des petites îles, qui ne bénéficient pas d'une équipe ad hoc chargée de la formulation des politiques.

Résultats et impact

La banque d'information, accessible depuis la Plateforme de données océaniques, a été mise en ligne en août 2021 et, dès décembre, elle abritait déjà 82 politiques émanant de 12 systèmes éducatifs du Pacifique. Ces politiques englobent différents aspects essentiels à une éducation de qualité, tels que l'inclusivité, les programmes d'enseignement, l'évaluation et la formation du corps enseignant.



Enseignements tirés

- La désignation de correspondants nationaux par les responsables de l'éducation des différents pays s'est avérée efficace. Sans ce relais au niveau national, il aurait été particulièrement difficile de rassembler les politiques en vigueur dans les pays.
- Le fait de disposer de compétences internes pour la création de référentiels en ligne a permis de faire progresser efficacement le projet. Des échanges quotidiens ont pu avoir lieu sur différents aspects liés à la conception du référentiel, ce qui n'aurait pas été possible avec un partenaire externe.

Division : EQAP

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

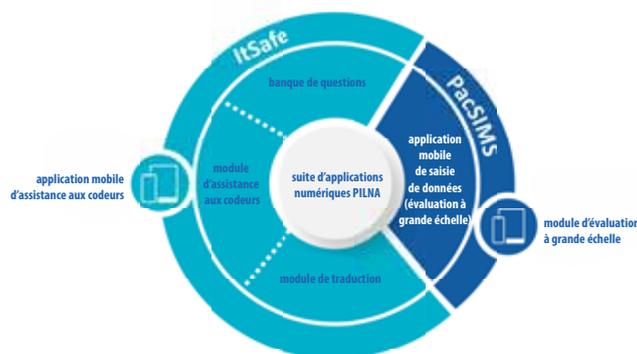
Zoom sur les réalisations



La suite intégrée d'outils numériques d'EQAP transforme l'administration de la PILNA 2021

Contexte

Quand il est apparu évident que les frontières resteraient sans doute fermées pour cause de pandémie mondiale pendant une bonne partie de l'année 2021, la priorité a été donnée à la recherche de solutions numériques à distance pour réussir à administrer la plus grande évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), qui était programmée dans 15 pays océaniques en octobre 2021. Cette évaluation du niveau de lecture, d'écriture et de calcul des élèves de quatrième et de sixième années (équivalents du CE2 et du CM2) est coordonnée par le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP), avec le concours des systèmes éducatifs des pays participants et l'appui technique du Conseil australien de recherche pédagogique (ACER). Pour cette quatrième édition de l'évaluation régionale, le nombre de livrets et de questions a doublé, et les sujets d'épreuve ont tous été traduits dans huit langues océaniques et en français. Cette opération complexe, dirigée par l'équipe Évaluation à grande échelle de l'EQAP, a nécessité la conduite de plusieurs activités, dont l'organisation des traductions, le suivi des copies d'examen, l'enregistrement des réponses aux questionnaires et le codage. Cependant, pour la première fois, les agents d'EQAP ne pouvaient pas se rendre sur le terrain pour guider les équipes des différents pays dans l'administration de la PILNA.



Processus de changement

Les quatre membres de l'équipe informatique d'EQAP, qui avaient déjà créé une application logicielle de saisie des données pour la précédente édition de la PILNA (2018), ont tout d'abord recherché des solutions de digitalisation dans le processus d'administration. Ils ont ainsi mis au point une suite d'outils, composée de quatre systèmes informatiques et de deux applications mobiles. Élément central de la suite, l'outil ItSafe regroupe trois des quatre systèmes : la banque de questions, le module de traduction et un module d'assistance destiné aux codeurs.

La banque de questions contient tous les items d'évaluation de la PILNA et les données qui s'y rapportent. La centralisation de tous les items en anglais et dans les neuf autres langues a permis de multiplier l'efficacité par huit environ et d'accélérer le processus de sélection des items d'évaluation.

Le module de traduction d'ItSafe permet aux traducteurs (deux par langue) de mettre en ligne leur travail en mode asynchrone et à une troisième personne de comparer les traductions et d'arrêter le texte définitif des sujets d'évaluation. L'intégration des outils garantit le transfert direct des items finaux dans la banque de questions.

Le module d'assistance aux codeurs facilite le processus de codage. Lorsqu'un codeur n'est pas certain du code à attribuer à une réponse, il peut enregistrer une demande dans l'application, également disponible en version mobile pour plus de facilité. L'équipe Évaluation à grande échelle reçoit alors une notification immédiate et répond à la demande dans l'application. Cet échange peut être consulté par toutes les équipes de codage qui

utilisent l'application ; elles peuvent ainsi bénéficier des réponses de l'équipe.

Le module d'évaluation à grande échelle de la suite stocke les données relatives à l'inscription des élèves et des enseignants participants, ainsi que les livrets qui leur sont attribués. Il est hébergé sur le système PacSIMS d'EQAP, un système cloud « multi-tenant » de gestion de l'information. Chaque élève participant reçoit un code d'identification unique et un QR code est attribué à chaque livret d'évaluation. Cela rend l'enregistrement et le suivi des livrets plus efficaces, et permet de réduire les risques d'erreur. L'application mobile rattachée au module permet d'enregistrer les réponses hors ligne, ce qui est précieux en cas d'instabilité de la connexion Internet.

Résultats et impact

La suite d'outils numériques a radicalement transformé le travail mené autour de la PILNA. L'intégration des systèmes a renforcé l'efficacité et l'aisance avec lesquelles les données sont traitées et consultées. Les données peuvent être récupérées en seulement quelques clics.

L'exactitude et la sécurité des items d'évaluation, ainsi que le stockage de millions de points de données PILNA, ont été considérablement améliorées. La suite a aussi rendu obsolète l'ancien système, qui enregistrait différentes versions d'un même item d'évaluation. En outre, les services de soutien proposés par EQAP aux systèmes éducatifs de la région peuvent désormais être étendus à la constitution de banques de questions et aux applications d'appui aux évaluations.

Enseignements tirés

- On ne saurait trop insister sur l'importance de cartographier le processus avec minutie et exactitude dès la phase de préconception. Une bonne cartographie offre de la clarté à l'équipe de conception et permet d'économiser du temps et de l'énergie.
- La collaboration a été un important facteur de succès du projet. Le fait de pouvoir travailler efficacement avec l'équipe Évaluation à grande échelle et le partenaire technique d'EQAP, l'ACER, a été d'une aide précieuse.

Zoom sur les réalisations



Une justice accessible aux personnes ayant survécu à des violences domestiques

Contexte

L'étude sur la santé et la sécurité dans le cadre familial menée aux Îles Salomon a révélé que 64 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ayant déjà vécu une relation de couple avaient subi des violences physiques ou sexuelles, ou les deux, de la part de leur partenaire intime. Prenant acte de l'étude, le Gouvernement des Îles Salomon a adopté en 2014 sa loi sur la protection de la famille, qui définit les fondements juridiques de la protection et de la sécurité des personnes ayant survécu à des violences domestiques. Cette loi marque une étape charnière, car elle érige la violence domestique au rang d'infraction pénale et élargit sa définition afin d'englober les formes de violences physiques, sexuelles, psychologiques et économiques. Elle instaure également des dispositifs de protection des personnes survivantes, dont des mesures prises sur décision policière et deux types d'ordonnances (temporaires et définitives) rendues par un magistrat. Dans les communautés reculées, la loi autorise en outre des juges agréés à délivrer des ordonnances de protection temporaires. Consciente du rôle important de ces juges dans le cadre de la loi sur la protection de la famille, la Division droits de la personne et développement social (HRSD) a mis en place un projet pilote d'accès à la justice (A2J), qui vise à améliorer l'accès à la justice des femmes et des filles ayant survécu à des violences domestiques dans les provinces de Guadalcanal et de Malaita. Les interventions centrales du projet ont permis de renforcer les capacités des juges agréés et des animateurs communautaires des deux provinces afin qu'ils puissent faire mieux connaître la loi et les dispositifs de sécurité et de protection créés pour les personnes survivantes. L'équipe du projet a travaillé en collaboration avec 46 juges agréés dans 37 communautés des deux provinces et avec 40 animateurs communautaires.

Processus de changement

Le projet visait à garantir que les personnes ayant survécu à des violences domestiques résidant dans des villages reculés où aucune juridiction ne siège puissent bénéficier des dispositions de la loi qui leur confèrent sécurité et protection. Pour assurer le renforcement des capacités, l'équipe du projet a mené plusieurs types d'interventions, axées notamment sur la formation, le mentorat et l'accompagnement des juges agréés et des animateurs communautaires, la fourniture de services techniques et consultatifs et l'élaboration de supports pour les campagnes de sensibilisation. Dans le cadre d'une approche centrée sur l'humain, tous les supports de plaidoyer ont été conçus en collaboration avec le ministère de la Condition féminine, de la Jeunesse, de l'Enfance et des Affaires familiales, le ministère de la Justice et des Affaires juridiques et des organisations partenaires de la société civile. Le Gouvernement a piloté le processus de changement dans son intégralité, tandis que la CPS a apporté un appui technique essentiel aux ministères compétents pour la mise en place des systèmes et des procédures d'assistance aux personnes ayant survécu à des violences domestiques dans les zones isolées.

Résultats et impact

Au démarrage du projet, aucune ordonnance de protection temporaire n'avait été émise par un juge agréé.

À sa conclusion, quatre ordonnances avaient été rendues et notifiées. C'est une réalisation majeure, qui illustre les effets pratiques des diverses interventions de renforcement des capacités menées dans le cadre du projet. Fort de cette expérience, le Gouvernement envisage de déployer le dispositif à l'échelle du territoire national.

Grâce à la distribution de plus de 7 000 supports d'information, d'éducation et de communication dans les communautés pilotes, les parties prenantes, les prestataires de services et la population dans son ensemble ont développé une meilleure connaissance de la loi et de la problématique des violences domestiques.

La formation des juges aux fonctions particulières qui leur sont dévolues et celle des animateurs communautaires à la conduite de programmes de sensibilisation ont été pilotées par le Gouvernement, avec l'appui technique de la Division HRSD. Ce projet a couronné les efforts de renforcement des capacités et les échanges constants engagés par les deux partenaires pour faire mieux connaître et comprendre la problématique des violences domestiques, leurs conséquences sur le développement et la nécessité de créer des mécanismes de défense de l'égalité de genre, d'inclusion sociale et de protection pour les personnes survivantes, aboutissant ainsi à l'adoption de la loi de 2014 sur la protection de la famille, puis au projet A2J.

Enseignements tirés

- Le projet s'est appuyé sur des processus inclusifs de cartographie et de mobilisation des parties prenantes, qui ont favorisé l'appropriation locale de sa mise en œuvre et de sa gestion.
- La pérennisation des acquis a été intégrée au projet dès sa conception, sous la houlette du Gouvernement, qui a assuré le pilotage et le volet décisionnel du projet afin de garantir la réalisation des effets escomptés.
- Le fait de mettre des juges agréés à disposition des communautés reculées s'est révélé un moyen unique et innovant de rapprocher les services des citoyens. De même, la rationalisation des processus de sélection et de certification des animateurs communautaires a permis de faire mieux connaître l'offre de services, ce qui a renforcé l'accès des personnes survivantes à la justice.

- Le projet a permis au Gouvernement et à la CPS de vérifier l'applicabilité d'une disposition centrale de la loi favorisant l'accès des personnes survivantes à la justice. La clôture du projet a coïncidé avec l'examen de la loi sur la protection de la famille. Les meilleures pratiques et les enseignements tirés du projet ont permis d'éclairer l'examen et les recommandations formulées dans ce contexte en vue du renforcement de la loi et de son application.



Au total, 7 000 supports d'information, d'éducation et de communication ont été distribués à Guadalcanal et à Malaita afin de mieux faire connaître la loi sur la protection de la famille et la problématique des violences domestiques.

Division : HRSD

Bailleurs de fonds : Fonds global d'affectation spéciale de l'ONU pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et DFAT

Zoom sur les réalisations



L'égalité de genre et l'inclusion sociale sous un angle pratique

Contexte

La première édition du *Pacific handbook for gender equity and social inclusion in coastal fisheries and aquaculture*, tout premier guide consacré à l'égalité de genre et à l'inclusion sociale dans les domaines des pêches côtières et de l'aquaculture en Océanie, a été utilisée et promue activement dans le cadre de toutes les activités de formation et de sensibilisation du [Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique \(PEUMP\)](#). Le texte initial mettait l'accent sur les fondamentaux de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale, la genèse du concept, l'analyse et les outils, ainsi que l'intégration de ces questions au suivi-évaluation et à l'apprentissage, et aux processus de formulation des politiques publiques.

La deuxième édition du [manuel](#), publiée en mars 2021, vise à donner des orientations pratiques aux responsables de la gestion halieutique, aux agents des pêches dans les pays et à un public plus large d'acteurs de la pêche dans la région, afin qu'ils puissent intégrer l'égalité de genre et l'inclusion sociale à leur planification, à leur programmation et à la mise en œuvre de leurs activités.

Processus de changement

Le manuel révisé comprend trois modules supplémentaires qui abordent sous un angle plus pratique les thèmes en lien avec les pêches et l'aquaculture, tels que les interventions de terrain menées au niveau communautaire. Un atelier rédactionnel destiné aux parties prenantes a été organisé en 2020 pour permettre à trois publics clés – les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les agents des pêches – de livrer leurs éclairages. L'atelier a été l'occasion d'échanger sur des études de cas et sur les enseignements tirés des travaux menés sur le terrain, de valider des informations et de formuler des observations sur le texte préliminaire des nouveaux modules.

D'août à novembre 2021, le manuel a été utilisé au cours de deux sessions de formation sur l'égalité de genre et l'inclusion sociale et les approches fondées sur les droits de la personne aux Îles Salomon. La première session était destinée aux fonctionnaires du ministère des Pêches et des Ressources marines, dont 60 % n'avaient jamais suivi de cours d'initiation ou d'introduction structuré sur la dimension de genre. La deuxième session de formation ciblait les agents des services provinciaux chargés de la gestion de projets et de l'aquaculture, qui, pour la très grande majorité, n'avaient encore jamais participé à un programme structuré de formation à l'égalité de genre et à l'inclusion sociale. Au total, 51 personnes (22 femmes et 29 hommes) ont bénéficié de cette formation animée par la CPS dans le cadre du Programme PEUMP, en partenariat avec WorldFish et le Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité (ANCORS), intervenant au titre du projet Pathways financé par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR).

Résultats et impact

Les outils pratiques ont facilité la mise en application directe des contenus enseignés, ce qui a permis aux participants d'améliorer leur compréhension et leur connaissance des principales questions entourant l'égalité de genre et l'inclusion sociale.

L'évaluation conduite après la première formation a révélé que :

- tous les participants estimaient avoir acquis de nouvelles connaissances grâce à la formation (tout à fait d'accord ou d'accord avec l'affirmation) ; et
- 94 % pensaient pouvoir appliquer ce qu'ils avaient appris (tout à fait d'accord ou d'accord avec l'affirmation).

À l'issue de la deuxième formation :

- 92 % des participants pensaient pouvoir appliquer ce qu'ils avaient appris (tout à fait d'accord ou d'accord avec l'affirmation).
- Les participants ont estimé que les séquences les plus utiles étaient celles consacrées à l'analyse de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale et aux outils connexes.
- 96 % des participants ont considéré que les explications étaient claires et faciles à comprendre (tout à fait d'accord ou d'accord avec l'affirmation).
- 96 % des répondants ont estimé que les séances en groupes de travail étaient utiles et faciles à suivre (tout à fait d'accord ou d'accord avec l'affirmation).
- Le travail en groupe et ses exercices avec mises en situation réelle dans le contexte de la pêche ont fait l'objet de retours positifs et ont été jugés extrêmement utiles.
- Les participants ont montré un vif intérêt pour les sessions consacrées aux outils.



L'égalité de genre et l'inclusion sociale mises à l'honneur dans un nouveau guide.

Enseignements tirés

- Il convient de mener une évaluation après la formation afin d'en suivre l'impact, ce qui permettra de mieux apprécier et comprendre dans quelle mesure les concepts, les idées et les outils présentés ont été mis en pratique.
- Il est important de consolider les actions de renforcement des capacités et d'intégration de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale ainsi que des approches fondées sur les droits de la personne, par des conseils ciblés, un accompagnement et des sessions de formation supplémentaires. Les formations complémentaires doivent mettre davantage l'accent sur l'examen d'études de cas sur mesure et la réalisation d'exercices pratiques autour des outils.
- Il faut systématiquement chercher à renforcer l'engagement auprès des partenaires et des parties prenantes pour favoriser les échanges interdisciplinaires.
- Il est nécessaire de recueillir systématiquement les retours d'expérience des parties prenantes pour améliorer la conception d'outils pratiques utiles et facilement applicables pour les utilisateurs.



Séances de formation sur l'égalité de genre et l'inclusion sociale, et les approches fondées sur les droits de la personne.

Division : FAME

Bailleurs de fonds : UE et Agence suédoise de coopération internationale au développement



FAME
Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



GEM
Géosciences,
énergie et services
maritimes



LRD
Ressources
terrestres



SDD
Statistique
pour le
développement

KFA 5

MOYENS D'EXISTENCE ET ÉCONOMIES DU PACIFIQUE BLEU

Correspond au premier objectif du Plan de transition :
Les peuples océaniens profitent d'un développement
économique durable.

Zooms sur les réalisations

- Les stocks de thon quittent les ZEE
- De la ferme à l'assiette – l'aquaculture aux Îles Salomon
- Garantir le tracé des zones maritimes des pays du Pacifique face au changement climatique
- Avec le distanciel, les ateliers d'évaluation des stocks ouvrent grand leurs portes à de nouveaux participants

Vue d'ensemble

Les populations du Pacifique sont au cœur des économies, des moyens d'existence et de la formation technique. En s'attachant à équilibrer développement et croissance des économies, en garantissant le bien-être des populations et en faisant face aux risques et à la rareté écologique, la CPS intervient et joue un rôle au sein des systèmes formels et informels, qui englobent les économies, les ressources et la protection sociale.

La CPS continue d'apporter son soutien aux pays membres afin de renforcer les capacités, les systèmes et les environnements propices au développement et à la gestion durables des ressources naturelles, et au renforcement de l'innovation, des industries et des marchés dans le secteur de l'énergie.

Par l'intermédiaire des biens publics régionaux qu'elle fournit, comme le Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE) et le *Cadre pour la sécurité et la résilience énergétiques dans le Pacifique (FESRIP)*, la CPS a piloté l'analyse des ressources visant à mettre en lumière de nouvelles possibilités et à éclairer la prise de décision au profit des économies et des moyens d'existence. La CPS a dirigé l'élaboration de feuilles de route et de stratégies qui mettent à profit des approches systémiques et les sciences et savoirs du Pacifique afin d'accroître les chances de parvenir à des économies, des moyens d'existence et un bien-être durables.

Trente-trois résultats ont été produits au regard de ce KFA (8 % du total des résultats), 97 % des résultats ont été jugés en progrès, et 36 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 26). Les produits obtenus représentent 48 % du total des résultats, et 52 % étaient des résultats de niveau supérieur (graphique 24).

Ces effets ont été obtenus principalement grâce au soutien apporté par la CPS dans les domaines suivants : renforcement des capacités, élaboration conjointe de lois, politiques et réglementations reposant sur des bases factuelles et d'autres produits du savoir ; science, données et statistiques (graphique 25).

Principales contributions aux moyens d'existence et économies du Pacifique bleu en 2021 :

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

- Renforcement des engagements régionaux en faveur de services et de sources d'énergie durables et abordables :
 - Les chefs d'État et de gouvernement des pays insulaires océaniques ont adopté le *FESRIP* en août 2021 afin de guider les efforts en faveur d'un avenir où les Océaniques bénéficieraient d'un accès universel à des services sûrs, fiables, durables et abordables pour l'électricité, le transport, le carburant et l'énergie des ménages.
 - De nouveaux accords de partenariat sont venus appuyer les travaux de la CPS dans le domaine des énergies renouvelables par un renforcement des capacités locales et le recours à des technologies adéquates. La CPS a signé un accord spécifique de contribution avec l'Agence autrichienne de développement (ADA) afin de soutenir le PCREEE.
- Création de débouchés économiques pour les agriculteurs locaux au moyen d'initiatives de renforcement des capacités :
 - Le module de formation à l'exploitation d'une activité agricole familiale a été élaboré en vue de familiariser les agriculteurs et leurs familles aux procédures agricoles et pour soutenir les vendeurs travaillant activement dans le secteur agricole, le but étant d'aider les agriculteurs à développer leur exploitation.
 - La CPS a continué de soutenir le développement du leadership et des activités des entreprises aquacoles et des associations d'agriculteurs. L'accent mis par FAME sur l'aquaculture a permis, via la recherche et le transfert de techniques, d'améliorer les capacités et les pratiques en faveur du développement et de l'accroissement de la production des marchés et des systèmes alimentaires, en donnant la priorité au renforcement de la participation des femmes et des jeunes au secteur. La CPS a continué de soutenir la production, la commercialisation et la durabilité économique.
- Renforcement des capacités des entreprises de pêche locales durant la pandémie de COVID-19 :
 - Les entreprises des Fidji, des îles Salomon et des Tonga ont bénéficié d'un soutien et de conseils techniques :
 - Un soutien a notamment été apporté à une entreprise algicole des Tonga afin qu'elle abandonne la production de lotions de luxe destinées à l'exportation pour se tourner vers les algues comestibles destinées à la consommation locale dans le contexte de pandémie de COVID-19.
 - Aux Îles Salomon, de l'aide a été apportée à une ONG locale de formation professionnelle, sous la forme de matériel d'aquaculture et d'un moteur de bateau, afin de permettre la mise en place d'activités pour 500 futurs éleveurs de tilapia de l'ouest de Guadalcanal.
 - Dans le cadre d'une initiative menée aux Fidji en faveur des exploitations perlicoles, des supports ont été fournis pour former des greffeurs locaux en vue de la production de perles rondes, un stage d'immersion professionnelle a été organisé à l'intention du personnel de fermes communautaires d'huîtres perlières comestibles et du matériel a été remis pour la création de deux fermes communautaires d'huîtres perlières comestibles.
- Renforcement des normes législatives et politiques afin de se conformer aux exigences des marchés locaux et internationaux relatives aux produits agricoles, forestiers et aquacoles :
 - Kiribati s'est employé à faire appliquer ses réglementations sur le transport maritime (petites embarcations et conseil maritime). Les Îles Marshall ont fait de même avec leurs propres réglementations sur les embarcations.
 - Quatre États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Pitcairn, Tonga, Vanuatu) ont mis en œuvre et fait appliquer une réglementation sur l'aquaculture. Il s'agissait notamment d'élaborer des manuels et des guides en vue de promouvoir le respect des réglementations et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance (SCS).

Priorités intersectorielles

Compte tenu des impacts dévastateurs de la COVID-19, la CPS a veillé tout particulièrement à ce que les personnes touchées soient prises en compte et assistées de manière équitable. Les femmes et les jeunes des communautés ont continué à bénéficier d'un soutien en matière de renforcement des capacités et de conseils techniques,

l'objectif étant de pérenniser les moyens d'existence à leur disposition et d'améliorer la représentation des femmes dans des secteurs clés. Par exemple, la CPS a continué à soutenir les Océaniennes dans le secteur maritime à l'occasion de la Journée internationale des femmes dans ce secteur.

Innovation

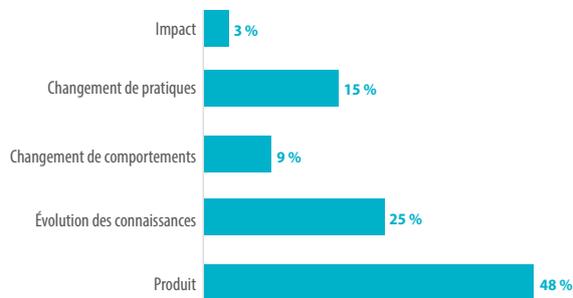
- En 2021, la CPS a signé un accord avec l'UNESCO et l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) en vue de l'établissement du premier géoparc mondial de la région. Cet accord offre la possibilité de placer au premier plan des sites offrant un environnement naturel et un patrimoine culturel uniques, et de renforcer des partenariats en faveur de débouchés touristiques durables et diversifiés dans la région. Cette initiative était particulièrement opportune et importante compte tenu du contexte actuel de relèvement post-COVID-19.
- Une application pour smartphone relative aux marées dans le Pacifique a été lancée, et permet d'accéder

facilement et de manière illimitée à des informations sur les marées et les phases de la lune. Il est également possible d'accéder aux données hors ligne au moyen d'un système de suivi des marées en temps réel.

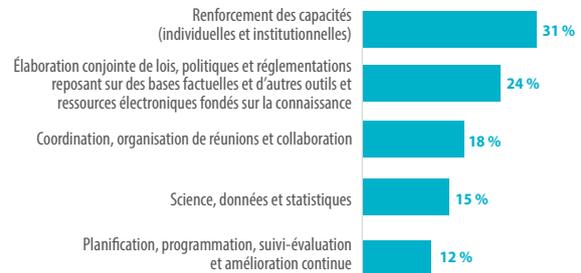
- La COVID-19 a obligé les entreprises du domaine de l'aquaculture à trouver des moyens innovants de faire des affaires. La CPS a continué d'aider les entreprises aquacoles à diversifier leur activité et à se réorienter vers les marchés nationaux, dans le cadre de l'adaptation aux restrictions des exportations dues à la pandémie.

Tableaux de résultats

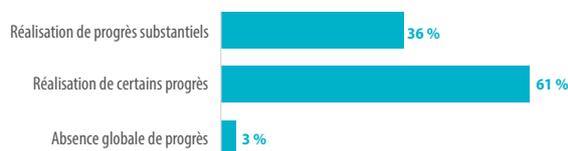
Graphique 24 : Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu : résultats par degré de maturité (n = 33)



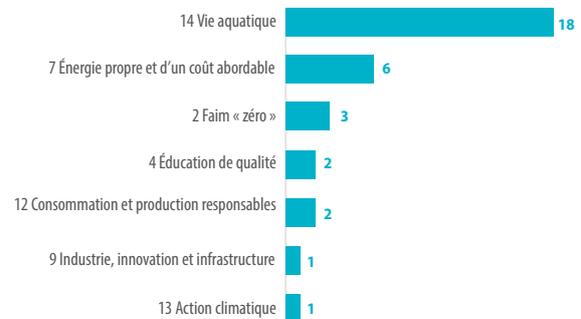
Graphique 25 : Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu : résultats par type de service (n = 33)



Graphique 26 : Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu : évaluation de la performance (n = 33)



Graphique 27 : Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu : contributions aux ODD (n = 33)



Zoom sur les réalisations



Les stocks de thon quittent les ZEE

Contexte

Les stocks de thon sont d'une importance cruciale pour le développement économique actuel et futur des petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique et font l'objet, depuis plusieurs décennies, d'une stratégie de gestion durable fixée dans le cadre d'une convention de coopération. Les droits de pêche représentent une part importante des recettes publiques des pays insulaires océaniques. Pourtant, la recherche collaborative montre que cette source de revenus et les avantages considérables tirés des pêcheries sont aujourd'hui menacés.

Processus de changement

Au cours des vingt dernières années, désireuse de répondre aux besoins et aux priorités de ses pays membres, la CPS a travaillé sur la modélisation écosystémique de la dynamique des populations de thonidés, conformément à la résolution sur le changement climatique adoptée en 2019 par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC). La même année, la CPS a publié une note d'orientation à ce sujet (note n° 32) afin de mieux faire connaître cette problématique dans la région. C'est dans ce contexte qu'a été mis en place l'atelier de réflexion sur la justice climatique et la ressource thonière, grâce auquel une équipe interdisciplinaire a privilégié une démarche intégrative de la science et de la planification pour rédiger un article de sensibilisation, publié dans la revue *Nature Sustainability*.

L'atelier a fait appel à une approche multidisciplinaire, qui a réuni des scientifiques de renom et porte-voix de la région, dont des océanographes, des spécialistes du droit environnemental et des affaires internationales, de hauts conseillers et des cadres d'ONG, d'organisations intergouvernementales et d'organisations membres du CORP. La CPS a intégré un consortium d'organisations techniques, comprenant Conservation International, l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA), le Bureau des Parties à l'Accord de Nauru, l'Université de Wollongong et leurs partenaires. Johann Bell, directeur principal chargé des pêcheries thonières au Centre pour les océans de Conservation International, est l'auteur principal de cette publication.

Résultats et impact

Les conclusions de ce projet de recherche à dimension résolument collaborative ont été publiées dans la revue *Nature Sustainability*. L'article en question explique que, si les émissions de gaz à effet de serre (GES) se maintiennent à des niveaux élevés, les bonites, les thons jaunes et les thons obèses évoluant dans la ZEE des PEID océaniques devraient progressivement migrer vers la haute mer en

direction de l'est. Ainsi, pour ce qui concerne ces trois espèces clés, la biomasse totale présente dans les eaux de 10 PEID du Pacifique devrait baisser de 13 % en moyenne dans l'hypothèse d'un maintien de niveaux élevés d'émissions océaniques, déjà vulnérables, en subiront les conséquences, avec notamment une diminution de 20 % en moyenne des prises de thonidés des senneurs dans les eaux nationales d'ici à 2050, ce qui fera baisser de 8 à 17 % les recettes publiques annuelles de certains États et Territoires. L'étude décrit en détail la méthode de modélisation appliquée, présente les conséquences pour une gestion durable de la plus grande pêcherie thonière au monde et propose des solutions pour lutter contre cette injustice climatique.

L'étude a véritablement contribué à asseoir la réputation de la CPS en tant que prestataire scientifique capable de fournir à ses membres les meilleures données possible et de les aider à concrétiser leurs aspirations en leur permettant d'exploiter au mieux leurs pêcheries. Elle offre aussi un puissant outil de plaidoyer aux membres, qui peuvent l'utiliser comme levier d'accès aux financements ; elle a par ailleurs permis d'enrichir les activités prévues au titre de la COP26 et a été transmise au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Sur cette base, la CPS a pu obtenir de nouveaux financements à long terme, notamment auprès du MFAT pour un projet sur le changement climatique et auprès du Fonds vert pour le climat pour la réserve de projets.



Enseignements tirés

- Il est essentiel de mettre davantage l'accent sur l'évolution continue des partenariats noués avec les acteurs du Pacifique dans l'environnement dynamique des sciences appliquées et de privilégier les collaborations.
- Il est nécessaire de disposer de financements flexibles pour poursuivre la réalisation de travaux scientifiques présentant un intérêt pour l'élaboration de politiques au niveau mondial.
- Il est important de profiter de la dynamique actuelle pour accroître la portée des messages véhiculés.

Division : FAME

Bailleurs de fonds : MFAT, WCPFC, FFA et DFAT

Zoom sur les réalisations



De la ferme à l'assiette – l'aquaculture aux Îles Salomon

Contexte

Les algues cultivées aux Îles Salomon sont traditionnellement appelées « cottonii » et constituent l'une des principales sources de revenus des habitants des îles de Wagina et Manaoba, qui pratiquent généralement l'algoculture en famille. Les algues sont avant tout cultivées pour être exportées sous forme de produit brut séché.

Les entreprises familiales s'occupent de toutes les étapes de la production : création de l'exploitation, récolte, plantation, entretien, séchage et conditionnement. Au lancement de l'algoculture en 2002, et jusqu'à récemment, aucune activité de valorisation n'était assurée aux Îles Salomon.

En 2018, le ministère salomonais des Pêches et des Ressources marines a soumis une demande officielle auprès de la CPS afin d'aider les algoculteurs du pays à développer de nouveaux produits à base d'algues pour compléter le revenu journalier des producteurs des régions rurales côtières. L'expérience montre que la valorisation accroît la valeur marchande d'un produit, en particulier dans le secteur alimentaire. En 2019, la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) a mené une étude pour recenser les produits susceptibles d'être développés à partir de ressources locales. C'est ainsi qu'est née l'initiative actuelle de formation à la mise au point de nouveaux produits.

Processus de changement

En collaboration avec le ministère, la CPS a fait appel à un spécialiste des algues pour former les algoculteurs de Wagina et Manaoba à la mise au point de produits transformés.

Au cours de deux stages organisés en mai 2021, 33 femmes et 16 hommes des deux îles se sont initiés à de nouvelles techniques et ont bénéficié de conseils pour développer leurs entreprises. Grâce aux ressources en ligne et à l'assistance en présentiel fournies par le ministère et le bureau de pays de la CPS aux Îles Salomon, les participants ont appris à produire localement des aliments sains à base d'algues, comme des biscuits, des frites et des bâtonnets.

Compte tenu des restrictions de déplacement en vigueur dans la région, les formateurs ont réalisé des vidéos de formation sur la production, la sécurité sanitaire des aliments, le conditionnement, le stockage et la commercialisation des produits sur le marché intérieur.

Si la formation leur a permis d'acquérir de solides bases en matière de production, les algoculteurs souhaitaient aussi

utiliser les connaissances et les ressources locales pour expérimenter et créer de nouvelles saveurs pour la clientèle locale, tout en analysant les coûts de production. Pendant la formation, les participants ont pu réaliser de nouveaux essais culinaires chez eux et en partager le résultat avec les formateurs.

Résultats et impact

Irène Billy, membre de l'Association des producteurs d'algues marines de Manaoba/Hatodea, pense que cette initiative pourrait poser les bases d'un nouveau marché : « *Je suis très reconnaissante, car cette formation va raviver l'intérêt des gens pour l'algoculture. Désormais, je peux produire et vendre des frites à base d'algues même quand l'exportation des algues séchées est impossible.* » La diversification des usages des algues cultivées localement permet également aux producteurs de vendre leurs produits aux communautés voisines et dans la capitale, Honiara.



De gauche à droite : Des habitants de Wagina ont bénéficié d'une formation commerciale pour stimuler leur activité ; ont appris à produire localement des aliments sains à base d'algues ; et ont mis à profit leurs compétences commerciales pour proposer de nouveaux produits à la clientèle locale.

Enseignements tirés

Plusieurs enseignements se sont dégagés de cette activité. En faisant appel à des approches et méthodes innovantes, le projet a permis de répondre à des besoins nationaux, auxquels les communautés reculées pouvaient être associées. Un facteur essentiel a contribué à la réussite du projet : des agents du ministère maîtrisaient le sujet et ont pu assurer la formation en l'absence de formateurs et de connexion Internet pour les démonstrations virtuelles. Les algoculteurs étaient enthousiastes à l'idée de découvrir de nouvelles méthodes de valorisation de leur production, et la possibilité qui leur a été donnée d'apprendre d'autres pays, tels que l'Indonésie, les a fortement encouragés à tester des recettes locales.

Le manque de temps pour la formation des formateurs a été l'une des difficultés du projet. Pour la suite, les supports de formation seront structurés et un programme de formation des formateurs sera mis au point.

“ Une fois que les producteurs maîtrisent les bases de la fabrication des produits à base d'algues, ils peuvent expérimenter et tester d'autres ingrédients locaux pour réduire leurs coûts de production. L'introduction des algues dans le régime alimentaire peut aussi améliorer la nutrition des populations.

Anna Larson, une des formatrices en chef.

Division : FAME
Bailleurs de fonds : MFAT et DFAT

Zoom sur les réalisations



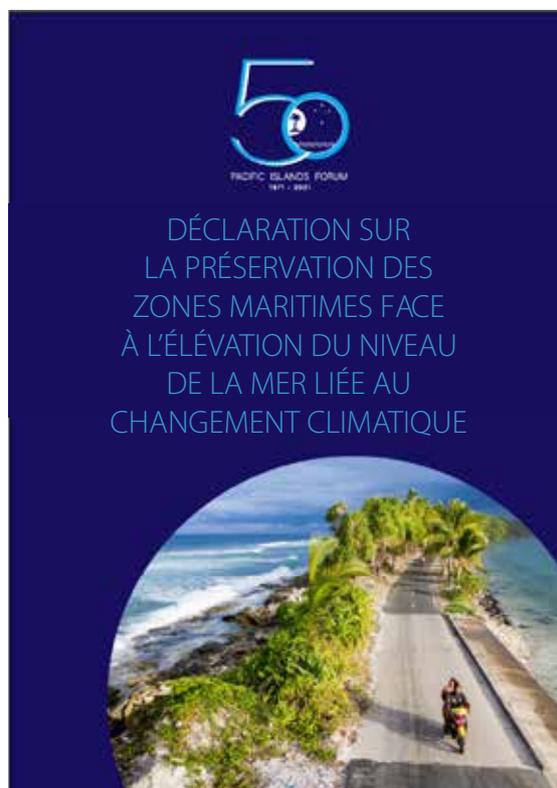
Garantir le tracé des zones maritimes des pays du Pacifique face au changement climatique

Contexte

Les dirigeants océaniques se montrent depuis longtemps inquiets face aux répercussions du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer sur l'intégrité juridique de leurs zones maritimes. Des eaux territoriales aux zones économiques exclusives (ZEE), les zones maritimes déterminent où s'appliquent les droits souverains et les responsabilités des États côtiers conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), adoptée en 1982.

Le Cadre du projet Pacific Oceanscape (2010) recommande aux pays de fixer leurs lignes de base et leurs limites maritimes pour éviter tout rétrécissement de leur juridiction nationale, grignotée par la montée des eaux.

Depuis 2001, la CPS coordonne le travail du Consortium régional de délimitation maritime afin d'aider les pays à cartographier, à négocier et à déclarer leurs zones maritimes. En plus de ces 20 ans de collaboration, la CPS et les partenaires du Consortium ont contribué à la déclaration de 19 limites communes dans la région. Il reste à fixer 13 limites communes et 5 limites en haute mer, et 11 traités de délimitation de frontières communes doivent faire l'objet de mesures diplomatiques supplémentaires avant de pouvoir être mis en application.



Processus de changement

En 2012, la CPS a facilité la signature de sept traités de délimitation entre pays limitrophes au Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique (FIP), ce qui a permis de mettre en lumière au plus haut niveau politique l'importance de fixer les limites de toutes les zones maritimes restant à déclarer dans la région. Depuis lors, la CPS fait régulièrement rapport aux dirigeants du Forum des progrès accomplis en matière de délimitation et s'emploie à sensibiliser les principaux décideurs à ce sujet. Depuis 2019, la CPS remet chaque année un rapport régional d'avancement au Commissaire régional à la gouvernance de l'océan et au Comité des représentants officiels des pays membres du Forum (FOC).

En 2018, la Commission du droit international a fait paraître un document de réflexion, dans lequel elle appelait à un examen mondial de la convention UNCLOS en tenant compte du changement climatique, de l'élévation du niveau de la mer, du statut des pays et des déplacements de population.

Estimant qu'il était important d'assurer un rôle de chef de file sur ce dossier, l'équipe de la CPS chargée des frontières maritimes a collaboré étroitement avec le Secrétariat général du FIP afin de concevoir et d'organiser une conférence virtuelle sur les solutions juridiques à envisager pour protéger les zones maritimes, qui s'est tenue en septembre 2020. Dans la foulée, un sous-comité spécialisé du FOC sur l'élévation du niveau de la mer et le droit international a été créé. La CPS a poursuivi ses échanges avec le Secrétariat général du FIP afin de mettre au point le programme de travail du sous-comité et de s'assurer que les rôles soient répartis dans une logique de complémentarité au sein du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP).

Le sous-comité s'est réuni deux fois par mois pendant une période de sept mois pour rédiger et négocier le texte de la déclaration présentée pour approbation en juin 2021 au FOC et aux dirigeants du Forum.

Résultats et impact

Le 6 août 2021, le FIP a publié la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique.

Cette déclaration, première du genre au niveau mondial, conforte le régionalisme dans le Pacifique. Elle a été présentée à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et est entrée officiellement en vigueur à la COP26. Selon les cercles universitaires et les spécialistes du droit, il s'agit d'une déclaration historique, et l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) en a repris des éléments clés dans son discours au public.

Dès l'adoption de la Déclaration, la CPS a organisé un atelier dans le cadre du Projet résilience des limites maritimes dans le Pacifique bleu, où elle a exposé les mesures concrètes que les pays peuvent prendre pour harmoniser leurs lois nationales et les limites qu'ils déclarent avec le texte de cet instrument.

La CPS a accueilli en novembre 2021 le tout premier Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes, auquel ont assisté plus de 190 participants (dont environ 70 étaient des femmes). Parmi eux figuraient des représentants de 20 États et Territoires insulaires océaniques et nombre des délégations présentes se sont engagées à ériger au rang de priorité le tracé des zones maritimes non déclarées.

Enseignements tirés

- Le développement progressif d'une communauté de pratique réunissant les correspondants des pays membres a favorisé l'appropriation du processus au niveau national, la création d'un lien de confiance avec la CPS et la mise en place d'un environnement de travail collégial. Cela a également permis de définir une vision et des pratiques communes autour du partage de données, ce qui a accéléré le tracé de certaines limites communes. Aujourd'hui, aucune limite ne fait l'objet d'un différend entre des États du Pacifique.
- La tenue régulière de réunions informelles entre les partenaires du consortium a contribué à bâtir un climat de confiance et à renforcer la coordination entre les organisations membres du CORP, ce qui a permis aux partenaires de se concentrer sur des objectifs communs et sur l'amélioration des effets obtenus au profit des membres.
- L'effort de collaboration engagé avec les correspondants nationaux pour créer des messages de plaidoyer a permis de renforcer la compréhension de questions centrales au niveau politique, de stimuler l'engagement et d'alimenter le texte de la Déclaration.
- Grâce à la coordination assurée dans la durée par la CPS, même parfois en l'absence de financements projet, l'attention a pu être maintenue, de même que l'engagement des membres et l'avancement des travaux.
- Le maintien des équipes au sein des pays océaniques et de la CPS au fil des ans a ouvert la voie à une croissance et à un engagement suivis, tout en renforçant la mémoire institutionnelle et en appuyant la communauté de pratique.

Division : GEM
Bailleur de fonds : DFAT

[Vidéo de la Déclaration ici](#)



[Vidéo de la CPS sur la protection des zones maritimes de la région dans l'intérêt des générations à venir ici](#)



Zoom sur les réalisations



Avec le distanciel, les ateliers d'évaluation des stocks ouvrent grand leurs portes à de nouveaux participants

Contexte

Dans le Pacifique occidental et central, la gestion des pêcheries thonières repose sur des données scientifiques qui sont présentées à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central. Très techniques, ces données scientifiques peuvent être difficiles à comprendre pour le non-initié. C'est pourquoi les activités de renforcement des capacités scientifiques menées au profit des responsables de la gestion halieutique de la région sont très utiles. En effet, elles permettent à ces derniers de s'armer des connaissances requises pour prendre des décisions éclairées sur leurs pêcheries.

La CPS joue un rôle important dans le développement des compétences des spécialistes de la pêche dans la région, en les aidant à mieux comprendre les évaluations des stocks de poissons pélagiques et les autres travaux scientifiques connexes réalisés en Océanie.

Processus de changement

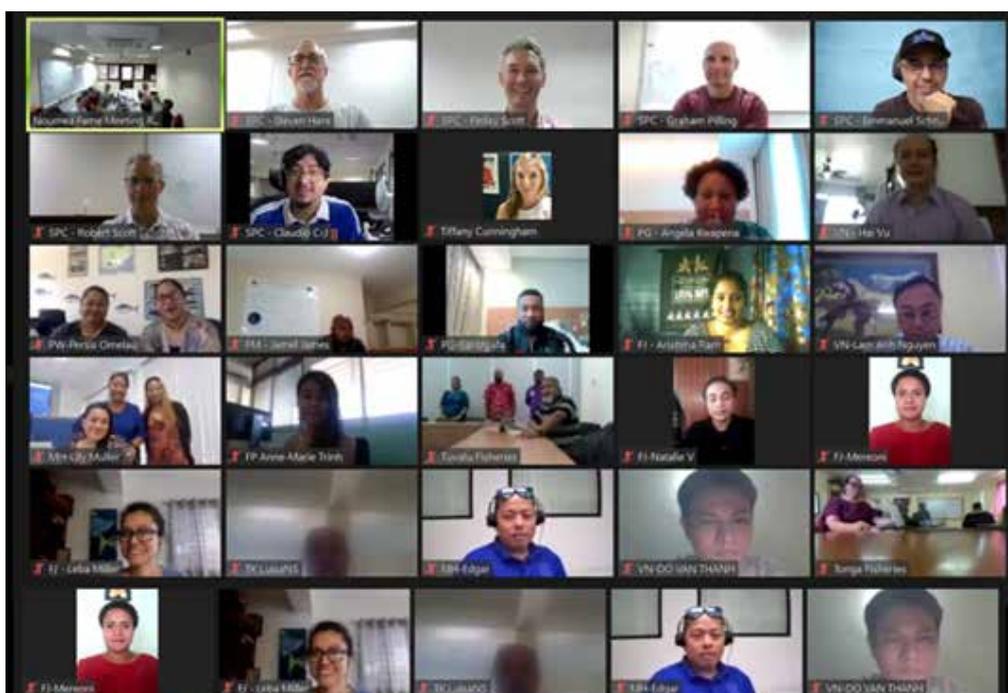
Depuis 2006, la CPS proposait chaque année des ateliers en présentiel sur l'évaluation des stocks, mais la pandémie de COVID-19 en a décidé autrement. En mai 2021, deux ateliers de quatre jours (cours d'initiation, suivi d'un cours plus avancé) ont été mis en place sur la plateforme de formation en ligne Moodle et animés sur Zoom. Chaque jour, la séquence de formation était découpée en exposés théoriques sur les thématiques intéressant les pêcheries régionales, suivis de quiz en ligne facilitant l'assimilation des concepts.

Résultats et impact

Plus de 102 participants (52 femmes, 50 hommes) de 17 pays insulaires océaniques (et du Vietnam) ont bénéficié de la formation en 2021, auxquels s'ajoutent les apprenants ayant suivi ces enseignements en ligne de manière continue. Le public atteint est bien plus large que l'habituelle cohorte de 15 à 20 participants qui étaient auparavant formés chaque année en présentiel.

Les ateliers ont donné d'excellents résultats et les enquêtes de satisfaction semblent indiquer que les cours sont très utiles aux participants, nombre d'entre eux ayant fait savoir qu'ils n'auraient pas été en mesure d'assister à la formation en présentiel. La plupart des participants ont :

- indiqué que les exposés théoriques étaient clairs et faciles à comprendre (97 % d'avis favorables pour le cours d'initiation et 100 % pour la formation avancée) ;
- déclaré avoir parfait leurs connaissances sur les évaluations de stocks grâce à l'atelier (94 % d'avis favorables pour le cours d'initiation et 100 % pour la formation avancée) ; et
- confirmé qu'ils recommanderaient ce type de formation à leurs collègues (97 % d'avis favorables pour le cours d'initiation et 100 % pour la formation avancée).



Avec le distanciel, les ateliers d'évaluation des stocks ouvrent grand leurs portes à de nouveaux participants.

| | Cours d'initiation | Formation avancée |
|---|--------------------|-------------------|
| Exposés clairs et faciles à comprendre | 97 % | 100 % |
| Connaissances accrues sur les évaluations de stocks | 94 % | 100 % |
| Recommandent la formation à leurs collègues | 97 % | 100 % |



C'est la première fois que je participe à cet atelier sur l'évaluation des stocks et, pendant ces deux semaines, je pense avoir beaucoup appris sur des sujets nouveaux en lien avec les stocks de poissons peuplant notre océan. Ça a été une formidable expérience pour moi.

Participant à l'atelier



Enseignements tirés

Alors que les modalités de formation en ligne n'avaient jamais été testées auparavant et que la coordination de grands groupes d'apprenants à l'aide de multiples outils logiciels est souvent complexe sur le plan technologique, les cours se sont déroulés sans heurts. La plupart des participants en ont souligné la simplicité d'utilisation dans l'enquête de satisfaction. Le modèle actuel jettera donc des bases très solides pour affiner les cours.

Les ateliers en ligne comportent toutefois leur lot de difficultés et le facteur temps présente un défi de taille, puisqu'il est nécessaire de prévoir des séquences courtes pour maintenir l'attention des participants. Par conséquent, il a fallu revoir l'éventail des sujets abordés. Pour les prochaines formations en ligne, on pourrait envisager de créer des modules supplémentaires que les participants pourraient consulter avant ou après la formation.

Les ateliers en ligne laissent en outre moins de place aux interactions entre les participants et les formateurs, ce qui limite la possibilité de consolider l'apprentissage de notions plus complexes. L'an prochain, l'accent sera mis sur le développement des contenus déjà créés et sur l'ajout d'autres fonctionnalités, telles que des exercices interactifs. Cela permettra de rendre l'apprentissage plus efficace et, à terme, de coupler ces modalités avec la formation en présentiel dès lors que les restrictions de voyage seront levées.

Division : FAME

Baillleur de fonds : Fonds pour l'environnement mondial





LRD

Ressources
terrestres



PHD

Santé
publique



SDD

Statistique
pour le
développement

KFA 6

SANTÉ DU PACIFIQUE BLEU (SANTÉ DE LA PLANÈTE)

Correspond au troisième objectif du Plan de transition :
Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en
vivant longtemps et en bonne santé.

Zooms sur les réalisations

- Améliorer l'accès à des données et informations crédibles et pertinentes sur la COVID-19
- Améliorer les systèmes de gestion de la qualité au CDC des Fidji

Vue d'ensemble

La pandémie de COVID-19 a montré que la santé humaine est inextricablement liée à la santé de notre planète, de l'environnement, de l'écologie et des animaux. C'est l'exemple le plus récent du potentiel dévastateur de la transmission zoonotique (de l'animal à l'homme) à l'échelle mondiale. Notre Pacifique bleu dépend de systèmes naturels nourriciers, de la gestion avisée des ressources naturelles et d'approches intégrées dépassant le cadre de la santé humaine au profit du bien-être des peuples et des sites océaniques.

En 2021, la CPS s'est principalement concentrée sur les aspects humains de la santé planétaire, notamment sur les efforts régionaux visant à faire face aux risques de sécurité posés par les maladies transmissibles, sans se limiter à la COVID-19. Il s'agissait notamment de renforcer les capacités des États et Territoires insulaires océaniques en matière de surveillance épidémiologique et de lutte contre les maladies, de surveillance et d'assurance qualité des laboratoires, de promotion de la santé et de communication des risques, et d'améliorer les mesures de lutte anti-infectieuse. La Division ressources terrestres (LRD) a poursuivi ses activités à l'appui de la santé animale en lien étroit avec la santé humaine.

Toutefois, malgré la pandémie mondiale, le CPS a continué de fournir un soutien technique et des capacités afin de lutter contre le fardeau de plus en plus lourd des maladies non transmissibles (MNT), d'améliorer les lois et les politiques relatives aux MNT, d'intensifier l'engagement plurisectoriel, d'améliorer la mise en œuvre effective des plans de lutte contre les MNT et d'établir des mécanismes de redevabilité permettant aux membres d'évaluer leurs progrès. Pendant la pandémie, il s'est avéré crucial de continuer à fournir un soutien en matière de prévention et de lutte contre les MNT dans les États et Territoires insulaires océaniques, ces maladies constituant un facteur de risque de mortalité chez les personnes atteintes de COVID-19.

Reconnaissant les contributions essentielles des autres secteurs en ce qui concerne la promotion de modes de vie sains, la CPS a favorisé l'intégration des secteurs concernés aux travaux transdisciplinaires sur les systèmes alimentaires.

Quarante-trois résultats ont été produits au regard de ce KFA (11 % du total des résultats). Tous les résultats ont été jugés en progrès, et 72 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 30). Les résultats de type produits représentent 56 % du total des résultats ; ils se rapportent à l'aide fournie en vue de renforcer les capacités des agents de santé, aux réunions régionales, et à l'achat de fournitures et d'équipements médicaux pour soutenir les efforts de lutte contre la COVID-19 des systèmes de santé nationaux et pour améliorer le soutien à la santé végétale et animale dans le secteur agricole. Les résultats de niveau supérieur (44 %) étaient principalement liés au renforcement des capacités requises pour fournir des services de santé et lutter contre la COVID-19 (graphique 28).

Ces effets ont été obtenus grâce au soutien apporté par la CPS dans les domaines suivants : renforcement des capacités et science, données et statistiques (graphique 27).

Principales contributions à la Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) en 2021 :

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

- Renforcement des capacités des prestataires de santé et des autres parties prenantes en matière de surveillance de la santé publique et d'efforts de lutte contre la COVID-19 :
 - Après avoir suivi une formation organisée par la CPS, 23 scientifiques de laboratoire de Kiribati et des Tonga ont été certifiés pour expédier des prélèvements biologiques par avion à des laboratoires étrangers.
 - Les scientifiques de laboratoire ayant participé à une formation en ligne du Peter Doherty Institute ont été jugés aptes à effectuer des tests RT-PCR de dépistage de la COVID-19.
 - Deux formations en ligne du Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) ont été proposées par les ministères nationaux de l'Agriculture à des spécialistes des plantes aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa et aux Tonga, bénéficiant ainsi à 65 participants. Huit formateurs ont obtenu une licence CABI à l'issue d'une formation qui leur était destinée sur les cliniques des plantes aux Îles Salomon.
- Activités visant à garantir la disponibilité d'équipements médicaux et de technologies appropriées à l'échelon national :
 - Dix-sept appareils GeneXpert, des versions à 16 modules de l'appareil, des consommables et des équipements pour les laboratoires de dépistage RT-PCR, et des appareils Biorad CFX96 ont été achetés et expédiés à 14 États et Territoires insulaires océaniques pour faciliter le diagnostic de la COVID-19.
- Renforcement des interventions relatives au MNT (non liées à l'alimentation) à l'échelon national :
 - Kiribati, Niue et les Tonga ont bénéficié d'une aide dans le cadre de leur projet de prise en charge intégrée du diabète.
 - Les États et Territoires insulaires océaniques ont mis en place des approches nationales multisectorielles en matière de lutte contre les MNT ou les ont renforcées, et ont amélioré les politiques et la législation visant à lutter contre l'ensemble des facteurs de risque des MNT.
 - Les Îles Salomon ont bénéficié d'une aide dans le cadre de leur campagne de promotion de l'activité physique.
 - Les Fidji et les Îles Salomon ont bénéficié d'une aide dans le cadre de leurs activités de dépistage des MNT.
 - Plus de 95 % des participants de huit États et Territoires insulaires océaniques formés à l'élaboration de notes d'orientation ont fait état d'une amélioration de leurs connaissances et de leurs compétences en matière d'élaboration de documents d'orientation sur les maladies non transmissibles (MNT) (Guam, Îles Mariannes du Nord, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tokelau, Tuvalu)
 - Cinq États et Territoires insulaires océaniques se sont appuyés sur les tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les maladies non transmissibles (MANA) afin de suivre leurs progrès au regard de leurs objectifs en matière de MNT (Îles Cook, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Vanuatu).

Innovation

Il est admis de longue date que les maladies touchant les animaux d'élevage constituent à la fois un obstacle majeur à la production animale et une grave menace pour la santé publique dans la région du Pacifique. La pandémie de COVID-19 a été l'occasion de recourir à l'e-agriculture et à l'apprentissage en ligne pour améliorer davantage l'accès aux connaissances et aux conseils techniques dans les secteurs de l'élevage de la région. La CPS a noué un partenariat avec Prime Consultancy International (Nouvelle-Zélande) afin de concevoir un système pilote de formation en ligne, fondé sur les technologies de l'information les plus récentes et destiné aux prestataires de services paravétérinaires du Pacifique.

En octobre 2021, LRD a déployé sa formation à la sécurité sanitaire des aliments et à l'hygiène des produits carnés sur la plateforme en ligne Moodle de la CPS. La formation englobe des activités d'apprentissage, des travaux pratiques sur le terrain associés à l'utilisation de vidéos pédagogiques, et des évaluations en ligne. Inspiré du programme de formation paravétérinaire de 14 semaines, le système pilote a également été mis à l'essai aux Fidji et à Vanuatu. La présentation des contenus à 52 participants a confirmé que la formation en ligne pouvait non seulement constituer un outil de formation précieux, mais qu'elle permettait également d'améliorer l'accès aux connaissances et conseils techniques.

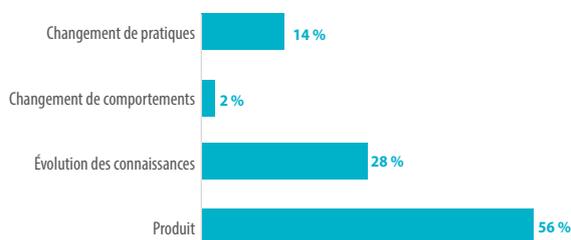
COVID-19 : le dépistage RT-PCR a été mis en place à l'échelon des pays

En 2021, quatre États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Kiribati, Samoa et Vanuatu) ont commencé à réaliser des tests RT-PCR à l'échelon national, et la capacité de dépistage RT-PCR des Fidji a été renforcée. Ces résultats s'inscrivent dans le cadre d'une initiative visant à renforcer la capacité des États et Territoires insulaires océaniques en matière de dépistage de la COVID-19. Le test RT-PCR détecte le matériel génétique du virus dans un prélèvement nasopharyngé réalisé sur un individu. Bien que cette méthode scientifique soit largement utilisée depuis une vingtaine d'années, ces États et Territoires insulaires océaniques devaient envoyer leurs échantillons à des laboratoires de référence à l'étranger. Étant donné qu'il est désormais possible de réaliser ces tests RT-PCR localement, les délais d'obtention des résultats des tests sont plus courts, ce qui

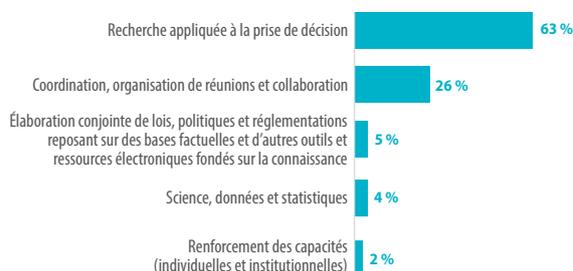
améliore la prise en charge des patients et permet des interventions rapides et efficaces pour contenir les épidémies potentielles. La mise en place de laboratoires RT-PCR dans les États et Territoires insulaires océaniques améliore non seulement les capacités de dépistage de la COVID-19, mais aussi celle d'autres maladies à potentiel épidémique, dont les arboviroses, comme la dengue, la maladie à virus Zika et le chikungunya, ainsi que la leptospirose et la rougeole. Grâce au financement des ministères australien et néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (respectivement DFAT et MFAT) et de l'UE, la CPS a pu acheter les équipements et consommables de dépistage, et contribuer au réaménagement des conteneurs et des bâtiments destinés à accueillir ces équipements, ainsi qu'à la formation du personnel local.

Tableaux de résultats

Graphique 28 : Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) : résultats par degré de maturité (n = 43)



Graphique 29 : Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) : résultats par type de service (n = 43)



Graphique 30 : Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) : niveau de performance (n = 43)



Graphique 31 : Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) : contributions aux ODD (n = 43)



Zoom sur les réalisations



Améliorer l'accès à des données et informations crédibles et pertinentes sur la COVID-19

Contexte

En période de pandémie de COVID-19, l'accès à des données et informations crédibles et pertinentes s'est révélé crucial pour les populations du Pacifique et leurs administrations publiques, qui ont ainsi pu suivre la progression rapide de la situation dans la région, ainsi que ses conséquences sanitaires et socioéconomiques.

Depuis le début de la pandémie, la Division santé publique (PHD) surveille de près la situation mondiale et régionale grâce à son [système de renseignements épidémiologiques](#). Au fil de la pandémie, on a assisté à une augmentation spectaculaire de la demande en données et informations sur la morbidité et la mortalité associées à la COVID-19 ainsi que sur la vaccination, émanant des professionnels de la santé, des pouvoirs publics, des décideurs au sein des organisations membres du CORP, des ambassades et du grand public. Pour répondre à cette demande, PHD a rassemblé davantage de données et publié des rapports étoffés en un temps record, sans accroître ses moyens humains.

Processus de changement

L'équipe de PHD a immédiatement étendu son système de renseignements épidémiologiques au suivi en temps réel de la COVID-19. Auparavant, les données et informations sur les maladies à potentiel épidémique étaient recueillies auprès de diverses sources formelles et informelles, telles que les rapports officiels publiés en ligne par les pouvoirs publics et les ministères des pays du Pacifique ou encore les communiqués de presse. Depuis la pandémie, les pays insulaires océaniques partagent aussi leurs données et communiquent sur la COVID-19 par le biais des réseaux sociaux. Les données et informations tirées de ces sources sont vérifiées auprès des autorités compétentes au niveau national pour en garantir l'exactitude. L'analyse et l'interprétation des données et informations sur la morbidité, la mortalité et la vaccination ont aussi été renforcées pour mieux épauler les pays dans leur travail d'évaluation.

Dans le souci de rationaliser ces activités supplémentaires et de veiller à ce que les données et informations soient aisément et rapidement accessibles, PHD a collaboré étroitement avec la Division statistique pour le développement (SDD) à l'alimentation de la page Web de la CPS consacrée au [point d'information sur la COVID-19](#).

Résultats et impact

Ce tableau de bord, mis à jour deux fois par semaine, comprend une carte interactive affichant des données et informations sur la COVID-19 par pays, ainsi qu'un tableau et des graphiques qui sont générés directement à partir de la base de données PDH.stat, hébergée sur la Plateforme de données océaniques. C'est la page d'actualité la plus visitée du site de la CPS depuis 2020, et les données sur la vaccination contre la COVID-19, qui sont progressivement ajoutées depuis le début des campagnes de vaccination dans les pays océaniques, constituent le flux de données le plus suivi sur la Plateforme de données océaniques.

Selon les résultats d'une enquête menée en novembre 2021 sur l'utilité du système de renseignements épidémiologiques de la CPS, 94 % des professionnels de la santé du Pacifique ayant répondu estiment que les rapports publiés contiennent des informations pertinentes et conformes à leurs attentes. Les répondants ont également été invités à formuler des idées et propositions pour améliorer les rapports, et ces contributions seront prises en considération.

Enseignements tirés

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la pertinence et la solidité du système de renseignements épidémiologiques de la CPS, qui permet de détecter et de suivre les menaces émergentes en matière de santé publique.

La Plateforme de données océaniques et le recours à des technologies innovantes, telles que la base de données PDH.stat, ont joué un rôle déterminant dans la mise en place d'un tableau de bord proposant des supports visuels interactifs, qui a facilité la diffusion rapide des données et informations à un public varié. Cette réalisation a été rendue possible grâce à la collaboration interne entre les divisions PHD et SDD, qui continueront à travailler main dans la main pour fournir des services d'information de pointe aux pouvoirs publics, aux professionnels de la santé et aux populations du Pacifique sur la COVID-19 et d'autres maladies émergentes.

Divisions : PHD et SDD

Bailleurs de fonds : AFD, UE, MFAT et DFAT

Zoom sur les réalisations



Améliorer les systèmes de gestion de la qualité au CDC des Fidji

Contexte

La qualité insuffisante des pratiques appliquées dans les laboratoires des pays sous-développés et en développement est une problématique reconnue par l'OMS et les autres partenaires du secteur de la santé dans le monde. Cela nuit généralement à la bonne exécution des mesures de santé publique visant à prévenir la propagation des maladies infectieuses, ainsi qu'au traitement rapide des patients. La mise en place d'un système de gestion de la qualité au laboratoire (SGQ) est un moyen de remédier à cette insuffisance et d'améliorer le respect des normes en vue de l'accréditation ISO.

La Division santé publique s'investit dans la mise en place de SGQ en Océanie. L'audit du SGQ du Centre de lutte contre la maladie (CDC) des Fidji, réalisé en 2018 à l'aide de l'outil SLIPTA (processus graduel d'amélioration de la qualité des laboratoires en vue de l'accréditation) et avec l'appui de la CPS, a attribué au CDC un score de conformité très faible (45 %) et une note de zéro étoile dans la classification SLIPTA. Cette mauvaise notation traduisait la qualité médiocre des pratiques de laboratoire et la nécessité d'améliorer en urgence les normes appliquées au CDC des Fidji, laboratoire régional de référence de niveau 2 pour les maladies importantes en santé publique.

Processus de changement

En 2020, l'équipe de la Division santé publique chargée du renforcement des laboratoires a exécuté un programme renouvelé de mise en œuvre du SGQ avec le CDC des Fidji, qui englobait une formation au SGQ, une analyse SWOT, la formulation d'un plan de travail et l'application de systèmes de gestion de la qualité. La participation du personnel local a été déterminante pour favoriser l'appropriation du processus complexe d'amélioration de la qualité des laboratoires et l'adoption d'une démarche d'amélioration continue pour l'avenir.

Sous la supervision et avec l'assistance de l'équipe de la Division, les agents du CDC ont pu mettre en œuvre le SGQ, améliorer la documentation, assurer un déroulement fluide et sécurisé des opérations, introduire des processus contrôlés d'analyses biologiques, renforcer la sécurité des pratiques et de l'environnement au laboratoire, ainsi qu'améliorer le délai de communication des résultats.



Améliorer le système de gestion de la qualité au laboratoire du CDC des Fidji 2.

AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ



Grâce à ce soutien, le personnel local a pu s'approprier les normes de qualité et un responsable qualité a supervisé la participation renforcée au projet, le but étant d'assurer la mise en place des meilleures pratiques et d'un système de suivi documenté, régulièrement contrôlé et mis à jour. Tous les agents du CDC se sont familiarisés avec le SGQ et ont aujourd'hui les compétences et l'expérience pour le mettre en œuvre, un savoir-faire très recherché sur le marché des services de laboratoire.

On doit aussi la réussite du programme à la participation des partenaires, dont le ministère fidjien de la Santé, qui a conclu un protocole d'accord avec la CPS en vue de l'amélioration du CDC, les agents du CDC, chevilles ouvrières du changement, et le Pacific Pathology Training Centre, qui a contribué à la réalisation de l'audit externe en mars 2021.

Résultats et impact

L'audit SLIPTA mené en 2021 a révélé une nette amélioration par rapport à 2018, le score de conformité ayant progressé de 45 % à 95 %, et la notation étant passée à cinq étoiles. Ce résultat a été enregistré avant le début de l'épidémie locale de COVID-19, au cours de laquelle le CDC des Fidji est devenu le centre de référence pour le dépistage de la COVID-19 au niveau national. L'audit a aussi permis de conforter le statut du laboratoire en tant que centre régional de formation au dépistage et en tant que laboratoire de référence pour la COVID-19 et d'autres maladies en Océanie.

Enseignements tirés

Le renforcement des capacités des agents de coordination nationaux favorise l'appropriation des projets et la pérennisation du partage des savoirs et du perfectionnement des compétences, ce qui permet aux laboratoires d'améliorer leurs pratiques et, à terme, leurs prestations.

Division : PHD
Bailleur de fonds : AFD

Comblant les lacunes en matière de politiques et de législations pour étendre la lutte contre les MNT dans les pays océaniques



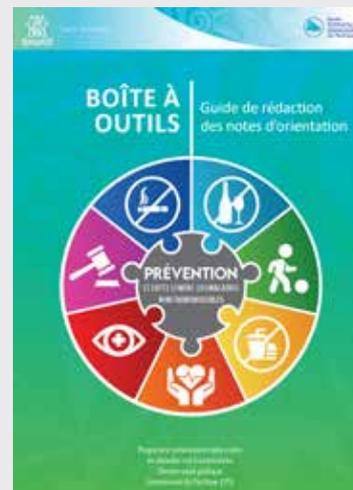
Les MNT restent la première cause de mortalité dans la région Pacifique, où elles sont responsables de 75 % des décès. Pourtant, on compte encore peu de politiques et de lois sur les MNT dans les pays insulaires océaniques et ces instruments doivent être élargis et renforcés, comme le révèlent les évaluations initiales et intermédiaires des tableaux de bord par pays de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA). Il apparaît aujourd'hui nécessaire de mener des actions de développement des compétences, étant donné que nombre des référents MNT dans la région ne sont pas experts en politiques publiques et connaissent assez mal les processus d'élaboration des politiques.

Sur la base de ces informations, la Division santé publique a mis en place en 2021 une série de webinaires relatifs à l'élaboration de politiques sur les MNT, une formation inédite dans la région. Trois webinaires étaient axés sur un éventail de cadres et d'outils stratégiques destinés à guider les pays à travers les rouages des cycles de formulation des politiques. L'objectif était de les aider à mieux comprendre le processus à proprement parler ainsi qu'à parfaire leur maîtrise technique des outils utilisés pour l'élaboration de notes d'orientation, le montage de propositions, l'analyse des politiques, le plaidoyer et la cartographie des parties prenantes.

Plus de 25 participants de 11 pays de la région ont pris part à ces formations en ligne.

Et les résultats étaient au rendez-vous : large public atteint, amélioration des connaissances et augmentation du nombre de demandes des pays océaniques dans le domaine des politiques.

La CPS doit réfléchir aux moyens de coordonner et d'animer des concertations sur les politiques relatives aux MNT dans les pays, afin de contribuer à l'émergence et à l'intégration de mesures réglementaires, législatives et multisectorielles dans tous les secteurs concernés et de consolider ainsi les politiques et législations sur les MNT. Ces actions favoriseront, à terme, l'adoption de comportements sains parmi les populations du Pacifique.



Boîte à outils – Guide de rédaction des notes d'orientation (version française disponible prochainement) pour guider les pays océaniques dans la formulation de leurs notes d'orientation.



CCES
Durabilité
environnementale
et changement
climatique



EQAP
Évaluation
et qualité de
l'enseignement



FAME
Pêche,
aquaculture
et écosystèmes
marins



GEM
Géosciences,
énergie
et services
maritimes



LRD
Ressources
terrestres



PHD
Santé
publique



HRSD
Droits
de la personne
et développement
social



SDD
Statistique
pour le
développement



CPS
Organisation

KFA 7 EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE TRANSFORMATRICE

Correspond au quatrième objectif du Plan de transition :
Des programmes intégrés sont exécutés par « Une seule CPS »
au moyen de services rationalisés – soutenant les trois objectifs
de développement.

Zooms sur les réalisations

- Accroître la valeur des jeux de données statistiques
- Profils de pays pour les registres et statistiques d'état civil en Océanie
- Une approche innovante pour rassembler des données urgentes aux Îles Cook, à Niue et à Tokelau
- Co-construction du Plan stratégique 2022–2031

Vue d'ensemble

L'action efficace de la CPS au sein de l'architecture régionale et sa collaboration avec les pays membres dans la concrétisation des transformations institutionnelles souhaitées sont des conditions indispensables à une transition réussie entre la réponse immédiate et nécessaire apportée à la pandémie de COVID-19 et les efforts de relèvement à engager en vue d'une transformation dans la durée en matière de développement, à l'échelle du Pacifique bleu.

Cinquante-cinq résultats ont été produits au regard de ce KFA (14 % du total des résultats), l'ensemble des résultats ont été jugés en progrès, et 76 % marquent des progrès substantiels dans la réalisation des objectifs (graphique 34). Les résultats de type produits représentent 53 % du total des résultats, et 47 % des résultats sont liés à une évolution des connaissances et à des changements de pratiques et de comportements (graphique 32).

Le présent chapitre évoque l'action engagée par la CPS pour transformer son efficacité institutionnelle sur la base des 10 principaux efforts organisationnels figurant dans le Plan de transition 2021, et les travaux menés aux côtés de ses membres pour soutenir le renforcement institutionnel de leurs appareils administratifs respectifs.

Ces effets ont été obtenus grâce au soutien apporté par la CPS dans les domaines suivants : science, données et statistiques, renforcement des capacités, et coordination, organisation de réunions et collaboration (graphique 33).

Principaux efforts organisationnels de la CPS en 2021

A. Renforcement de la programmation par pays et de la programmation intégrée

La CPS a continué de renforcer ses capacités de programmation internes, rationalisant les systèmes et les processus afin de soutenir son action en faveur de la conception et de la mise en œuvre de programmes intégrés, de programmes par pays, et de la prestation de services sectoriels et régionaux.

Les responsabilités des deux directeurs généraux adjoints de la CPS ont été redéfinies dans le but de rationaliser les processus et la structure de l'Organisation, et de mieux coordonner la mise en œuvre des activités. Ils sont désormais respectivement chargés des sciences et des capacités, et des opérations et de l'intégration, le but étant de permettre au Secrétariat de rester apte à remplir sa mission dans un contexte incertain, en rapide évolution.

Les efforts en faveur du renforcement institutionnel ont progressé grâce à la révision effectuée en continu des cadres et politiques de gouvernance de la CPS et à la consultation des pays membres en la matière, y compris les modifications suggérées pour les documents suivants :

- Dispositif de gouvernance de la Communauté du Pacifique ;
- Procédures de nomination du/de la Directeur-riche général-e de la Communauté du Pacifique ; et
- Politique relative aux statuts de membre et d'observateur.

Le Règlement financier a également été modifié et soumis aux membres pour approbation.

Principales améliorations :

- Les systèmes centralisés de l'initiative « Une seule OMD » de la Direction opérations et gestion (ODM), destinés au partage des capacités et de l'assistance technique, ont été mis en œuvre dans les volets finances et communication.
- Le recrutement de la Directrice de l'intégration et de la mobilisation des ressources a permis à l'Organisation d'exploiter des ressources en vue d'une programmation intégrée à l'échelle requise pour l'ensemble des KFA stratégiques.
- Le service d'audit interne est désormais pleinement opérationnel. Il réalise des audits de projets internes et contribue à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de gestion des risques.
- La quatrième édition du [Recueil des règles de gouvernance de la Communauté du Pacifique](#) a été publiée.
- La possibilité d'accueillir de nouveaux membres au sein de la CPS a permis au Royaume-Uni de revenir dans le giron de l'Organisation et d'officialiser le statut d'observateur de l'Union européenne.

B. Diversification de nos sources de financement et des ressources mobilisées

En 2021, le budget rectificatif de la CPS s'est établi à 82,35 millions d'euros, les dépenses réelles préliminaires totalisant 66,62 millions d'euros. Le taux d'exécution des programmes et projets s'est élevé à 74 %, soit un total de 49,20 millions d'euros pour un budget de 66,18 millions d'euros, du fait de l'impact de la COVID-19. Les dépenses ordinaires nettes ont diminué de 2,75 millions d'euros, passant de 16,17 millions d'euros selon le budget rectificatif pour l'exercice 2021 à 13,42 millions d'euros en raison d'une baisse des dépenses (au titre des traitements et des déplacements principalement).

Le budget approuvé pour l'exercice 2022 prévoit des dépenses d'un montant de 99 millions d'euros, soit une hausse de 16,7 millions d'euros par rapport au budget rectificatif pour l'exercice 2021, qui résulte principalement de l'augmentation du taux d'exécution des programmes et projets. La situation et les perspectives financières de la CPS demeurent positives, et l'Organisation continuera d'œuvrer pour atteindre les taux d'exécution les plus élevés possible. Cela dit, au vu de l'instabilité et de l'incertitude qui persistent aux échelons mondial et régional, un suivi rapproché sera assuré au cours de l'année à venir.

C. Développement des canaux numériques

La technologie est un outil essentiel pour la CPS. Le déploiement de la stratégie 2020 en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) a permis à l'Organisation de s'adapter et d'améliorer en permanence son efficacité et son efficacité dans un environnement diversifié, en rapide évolution.

La CPS a continué à renforcer ses capacités informatiques et à accélérer sa transformation

numérique afin de faire face à la demande accrue en matière de travail en ligne et de télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Afin de faciliter cette évolution, la CPS a réaffecté le budget alloué aux TIC afin de développer ses canaux numériques en 2021, avec des investissements dans le renforcement de la connectivité Internet, des outils de visioconférence et d'apprentissage à distance, et des systèmes de contrôle et de suivi de la cybersécurité.

D. Communication et intégration de la science, des données et des savoirs traditionnels

La fonction de communication institutionnelle de la CPS a continué à garantir la qualité et la rapidité de diffusion des informations, tout en suivant leur portée et leur visibilité via les sources d'information et l'audience. Le bilan de l'année 2021 met en évidence un ralentissement du taux de croissance, mais la croissance absolue reste supérieure à 50 000 visites du site Web par an, avec une nette augmentation de la reconnaissance de l'image de marque de la CPS sur la scène médiatique internationale. La crise sanitaire nous a forcés à réévaluer nos priorités, à concentrer nos efforts de communication sur la sensibilisation à la COVID-19 et à fournir à la région une source fiable et sûre d'informations et de données actualisées.

Statistiques clés :

- Site Web de la CPS : 576 949 visiteurs en 2021, 8 pays membres parmi les 20 premiers
- Facebook : 77 412 abonnés (+30 %), les abonnés océaniques étant majoritaires
- Twitter : 30 900 abonnés (+20 %)
 - LinkedIn : 28 400 abonnés (+29 %)
 - YouTube : le nombre d'abonnés a continué d'augmenter et a atteint 12 500 (=30 %) en décembre

La CPS a continué à piloter le partage d'informations par l'intermédiaire de la Plateforme de données océaniques, référentiel centralisé de données ouvertes et d'outils de

connaissance sur la région Pacifique, permettant un partage de données plus important et donnant aux membres la possibilité de les utiliser pour la prise de décision.

E. Intégration systématique de la responsabilité sociale et environnementale

La Politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) de la CPS a continué à régir la manière dont la CPS gère les risques et impacts sociaux et environnementaux inhérents à l'ensemble de ses activités et en valorise les retombées sociales et environnementales dans le respect de l'éthique et du développement durable.

Dans le cadre de l'axe de la Politique RSE consacré aux personnes, la CPS a mis en place des processus et activités contribuant au bien-être de son personnel, comme un soutien interne quotidien à ses agents, ainsi qu'un soutien indirect à ses États et Territoires membres. Axés sur le bien-être mental, ces processus et activités ont pris la forme d'outils psychosociaux créés par la Division santé publique (PHD), d'un soutien apporté aux amicales du personnel pour l'organisation de séances de sport et d'initiatives internes menées par le personnel, comme la création de jardins biologiques sur les sites de Nouméa et de Suva. Dans le cadre de cette dernière initiative, des activités de jardinage ont été proposées chaque semaine et des vidéos de formation ont été partagées en français et en anglais. Pour remonter le moral des agents durant les périodes de confinement prolongées, des vidéos ont été créées et partagées entre pairs.

Au vu des statistiques sur les violences faites aux femmes et de l'épidémie de violences fondées sur le genre dans le Pacifique, la CPS a cherché à modifier les comportements et les attitudes au sein même de l'Organisation. Programmée sur une année, une initiative a été conçue pour rendre plus visibles les questions en lien avec les violences faites aux femmes et les violences fondées sur le genre, et appuyer la mise en œuvre de la politique de la CPS en la matière et, plus généralement, l'instauration d'un environnement de travail sûr.



Photo de groupe prise à Nouméa en soutien au personnel de Suva lors du confinement.

Deux grandes campagnes ont ainsi été organisées : les Jeudis en noir, observés chaque semaine tout au long de l'année, et les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le genre, une campagne internationale qui se tient chaque année du 25 novembre au 10 décembre.

F. Soutien au personnel (santé et bien-être)

Effectifs de la CPS :

Composition :

- Total des effectifs : 658, en hausse de 7 % par rapport à 2020, dont 53 % de femmes et 47 % d'hommes

Recrutement :

- 8 800 candidatures, en hausse de 25 % par rapport à 2020, dont 53 % de candidats océaniques
- 212 recrutements, dont 72 % d'Océaniques
- 43 % de postes à recrutement local (66 % de femmes, 34 % d'hommes), dont 92 % pourvus par des Océaniques, et 57 % de postes à recrutement international (44 % de femmes, 56 % d'hommes)

Les difficultés liées aux restrictions des déplacements ont continué à avoir des répercussions importantes sur le recrutement, l'accueil-intégration et le rapatriement du personnel. Citons notamment l'évolution des réglementations, les obligations de quarantaine et l'absence de vols. Ces difficultés ont nécessité d'assouplir tous les aspects du recrutement et de la gestion globale des ressources humaines de la CPS.

La CPS a fait en sorte que des mécanismes de réponse appropriés à la COVID-19 soient en place afin de garantir la continuité des services et le bien-être du personnel, tout en veillant au respect de tous les aspects de son Recueil des politiques relatives au personnel.

Pendant les confinements obligatoires, la CPS a veillé à faciliter le passage au télétravail, en mettant en place des indemnités pour l'accès à Internet, ainsi qu'un réseau de personnes relais pour prêter assistance au personnel.

Tout au long de l'année, la CPS s'est employée à favoriser le bien-être du personnel, à travers des réunions d'équipe régulières, des séances de soutien psychologique en groupe, des rencontres informelles en ligne à l'échelle des équipes et de l'Organisation, des modalités de travail flexibles et l'accès à un programme de soutien individualisé si nécessaire. L'analyse des résultats de l'enquête sur l'engagement du personnel a permis à la CPS de suivre l'évolution du bien-être de ses agents. Sur la base de cette analyse, la CPS a pu concevoir des indicateurs pertinents, et suivre et mesurer le bien-être du personnel au fil du temps, l'objectif étant de pouvoir traiter les éventuels problèmes dès que nécessaire. Une plus large place a ainsi été donnée au bien-être à l'échelon de la direction, et non plus des divisions, ce qui a consolidé la perspective institutionnelle globale. Ce changement d'échelle a permis de renforcer la capacité interne à gérer les problèmes de bien-être du personnel de manière appropriée.

La santé et la sécurité ont été renforcées à la CPS, et 65 membres du personnel ont suivi une formation aux premiers secours et à la lutte anti-incendie afin de pouvoir

venir en aide aux agents, dans le cadre de leur travail et sur le terrain. Des formations en santé et sécurité au travail portant sur des risques professionnels particuliers (plongée, risques chimiques et électriques) ont été organisées pour 41 agents. La CPS a soutenu les campagnes nationales de vaccination et les obligations vaccinales, et a assuré le suivi de la couverture vaccinale du personnel, s'attachant ainsi à instaurer un environnement de travail sûr.

G. Apprentissage organisationnel

La communauté de pratique de la CPS en matière de prospective a été créée en 2021. Elle est composée d'une quarantaine d'agents qui travaillent au renforcement des capacités d'anticipation stratégique, aussi bien au niveau individuel qu'à l'échelle des équipes et de l'Organisation. Ces capacités sont essentielles pour faire de la CPS une organisation tournée vers l'avenir, qui soit capable d'anticipation, qui puisse s'adapter et faire face au changement et à l'incertitude, et qui définisse des orientations futures. Ces agents ont suivi une formation en prospective stratégique, cinq ont obtenu leur certification dans ce domaine par la publication de rapports de formation-action et plus de 182 agents ont assisté à des ateliers participatifs sur le sujet organisés en vue de l'élaboration du Plan stratégique 2022–2031 de la CPS.

H. Fourniture de biens publics et collaboration à l'échelon régional

En tant que membre de la famille du CORP, la CPS a continué à contribuer à la mise en œuvre du plan de travail 2021, orienté par le plan de travail annuel du CORP. Les domaines prioritaires en 2021 étaient les suivants : réponse et relèvement face à la pandémie de COVID-19, Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 et renforcement de l'architecture régionale, résilience au changement climatique et aux catastrophes, océan durable – sensibilisation et action, élévation du niveau de la mer et zones maritimes, questions relatives à l'héritage des essais nucléaires, sécurité régionale, pêches régionales et problématiques régionales de santé.

La CPS a poursuivi sa collaboration avec d'autres partenaires du développement afin de mieux répondre aux priorités régionales et nationales.

I. Réalisation d'évaluations et d'études de référence

La première enquête intégrée de satisfaction client portant sur toutes les fonctions opérationnelles a été menée en interne afin de fournir des données à l'appui de la prestation de services. Cette nouvelle enquête a remplacé les 13 enquêtes distinctes et disparates qui étaient menées auparavant. Le nombre de réponses obtenues s'élève à 347, soit un taux de réponse de 52 % (du total des effectifs de la CPS). Globalement, la satisfaction et la réactivité ont obtenu la note moyenne de 4/5 dans les 14 fonctions de la Division OMD. Ces informations permettront d'apporter des améliorations spécifiques et de cerner les domaines communs à OMD, dans la logique d'« Une seule CPS ».

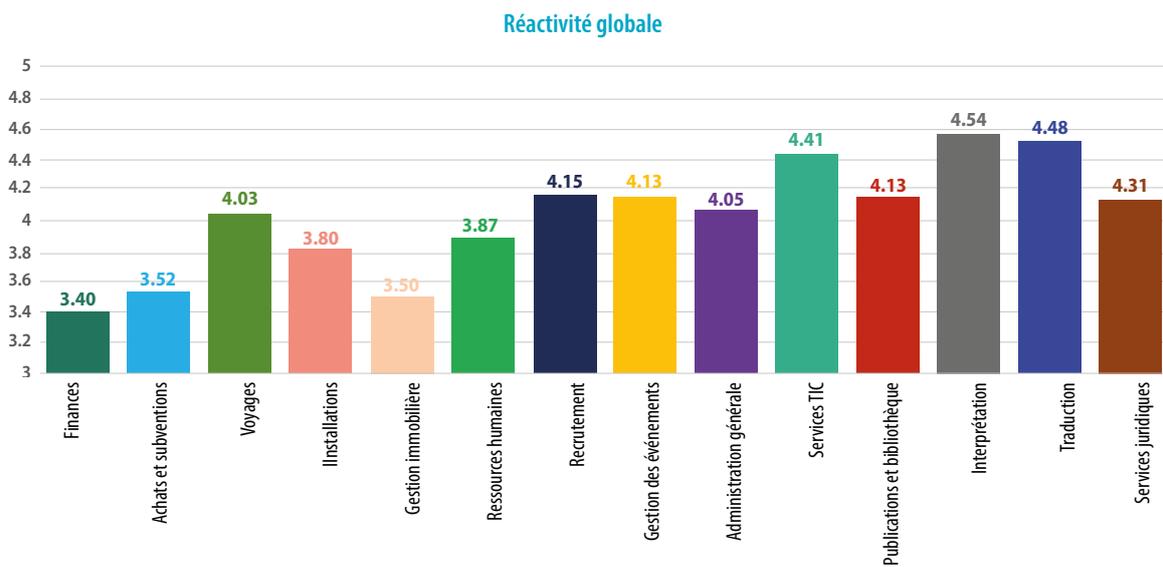
J. Plan stratégique 2022–2031

Le Secrétariat et les membres ont co-construit le plan stratégique, guidés par les principes approuvés par le CRGA réuni en sa cinquantième session, à savoir une approche inclusive, pilotée par les membres, assurant la promotion d'un leadership éclairé et de l'expression des voix du Pacifique. Plus de la moitié des membres et des agents de la CPS ont participé et ont formulé conjointement des idées et du contenu destinés à alimenter la stratégie dans le cadre d'ateliers participatifs, du comité de rédaction et de processus de révision. Il est important de souligner que les jeunes sont à l'origine de près d'une centaine d'éléments intégrés à la stratégie, ce qui, avec l'anticipation

stratégique et la prospective, a permis de définir une vision forte pour l'avenir.

Le principe d'appropriation a été mis en évidence par la co-présentation du plan à la douzième Conférence par le Directeur général et le président du Sous-comité. Le Plan stratégique 2022–2031 inclut plusieurs nouveautés : description des valeurs régionales dans des langues océaniques, métaphores et illustrations dépeignant les situations futures et les trajectoires communes qui guideront les travaux, mise à profit des capacités, secteurs et disciplines qui serviront la région au cours de la prochaine décennie.

(Un zoom complet sur la co-construction du plan stratégique est disponible à la page 81.)



Réactivité globale des fonctions OMD, évaluée dans le cadre de la première enquête intégrée de satisfaction client.

Renforcement institutionnel des membres

Les trois crises simultanées de 2020–2021 – la pandémie, le changement climatique et la fragilité des économies – ont obligé les gouvernements à réfléchir et à agir différemment. Des institutions efficaces sont essentielles à la bonne gouvernance, au développement socioéconomique, à la paix et à la prospérité. Il existe de multiples trajectoires de transformation, qui doivent s'adapter à chaque contexte ; les réformes propres au Pacifique débouchent sur une transformation plus résiliente et mieux ancrée. Afin de pouvoir mener les transformations nécessaires, il est essentiel de s'appuyer sur des données en vue d'éclairer les décisions en temps réel, d'anticiper les risques et les chocs et de gérer l'incertitude, sans perdre de vue les problèmes qui se posent et évoluent à bas bruit dans la région.

Au cours de l'année 2021, la CPS a également œuvré au renforcement de l'efficacité institutionnelle au sein de l'appareil administratif des pays membres. Sous la houlette de la Division statistique pour le développement (SDD), l'Organisation a continué à jouer un rôle central en coordonnant et en favorisant la production, l'analyse et la diffusion de statistiques officielles dans la région. Elle a ainsi fourni aux décideurs et aux analystes des indicateurs démographiques, économiques et sociaux à l'appui de la planification et de la prise de décision.

Au travers de la Plateforme de données océaniques, de la Bibliothèque de microdonnées du Pacifique et de PDH.stat, la CPS a continué à faire office de centre régional et de référentiel centralisé de données pour le Pacifique. Quelque 130 ensembles de données de recensement ou d'enquête intégrés à la Bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques ont été conservés conformément aux normes internationales, ce qui rend les données disponibles, utilisables et accessibles à des fins d'analyse secondaire, en vue d'une approche factuelle du développement. Le nombre d'ensembles de données disponibles dans la Bibliothèque de microdonnées a augmenté de 4,5 % pour s'établir à 161 en 2021, contre 154 en 2020.

La CPS a continué à offrir un soutien technique de qualité, à innover et à assurer la supervision en ce qui concerne les données et statistiques dans toute la région, en mettant particulièrement l'accent sur les statistiques économiques et sociales et sur les questions intersectionnelles que sont le genre, la pauvreté, l'éducation et le handicap. La CPS s'emploie à suivre les progrès de la région au regard des ODD par l'intermédiaire de son tableau de bord des ODD, et à fournir d'autres formes de soutien afin de renforcer la collecte de données à l'échelon national, et au travers de l'examen national volontaire (ENV).

Principales contributions au renforcement de l'efficacité institutionnelle pour la prise de décision

(La liste complète des résultats figure à l'annexe 1.)

- Amélioration de l'assurance qualité et des mécanismes de soutien aux efforts de collecte de données aux échelons national et régional :
 - Les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil de 20 États et Territoires insulaires océaniques disposent d'un profil, et sont documentés et centralisés pour la première fois.
 - Les projections de population et l'analyse démographique ont été actualisées pour l'ensemble des États et Territoires insulaires océaniques et chargées dans la base de données PDH.stat.
- Renforcement des capacités et systèmes nationaux en matière de données et statistiques :
 - Sept États et Territoires insulaires océaniques ont adopté les méthodes de recensement et d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) (analyse, anonymisation et documentation) dans le cadre de leurs efforts de collecte de données à l'échelon national.
 - Seize participants des services de la santé et de la statistique dans quatre États et Territoires insulaires océaniques ont été formés à l'analyse de données et à la rédaction de rapports pour les registres et statistiques d'état civil.
- Renforcement de l'engagement et des mécanismes régionaux en vue de consolider les données et les statistiques pour le développement dans la région :
 - Treize États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui pour l'examen et la publication de leurs rapports relatifs aux statistiques sur le commerce international de marchandises.
 - Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises 2022 pour le Pacifique a été achevé.
- Renforcement de l'engagement en faveur du suivi des ODD aux échelons régional et national :
 - Seize États et Territoires insulaires océaniques ont terminé leur rapport d'ENV/rapport sur les ODD, neuf d'entre eux ayant bénéficié d'un appui continu (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) au cours de l'année de référence.

Priorités intersectorielles

Une base de données sur les indicateurs régionaux en matière de santé et de violences à l'égard des femmes, qui couvre les impacts de la COVID-19 dans ces domaines, a été créée et publiée dans l'explorateur de données PDH.stat.

Des bases de données similaires ont également été créées pour le handicap et le genre, et couvrent les domaines thématiques en rapport avec la population/démographie, les activités économiques, l'accès aux ressources, l'éducation, la santé et les services connexes, la vie publique et la prise de décision, et les droits fondamentaux des femmes et des enfants.

Les indicateurs régionaux de protection sociale ont été mis à jour dans la Plateforme de données océaniques, en collaboration avec la Banque asiatique de développement (BASD).

Tous les trois ans, la BASD calcule un indicateur de protection sociale pour ses 14 membres océaniques en développement. Les dernières données collectées se rapportent à l'année 2018 (dernière année pour laquelle on dispose d'un nombre suffisant de données). Les données nécessaires au calcul de cet indicateur sont les suivantes :

- a. dépenses des autorités nationales en matière d'assurance sociale, d'assistance sociale et de programmes passifs du marché du travail ; et
- b. nombre de bénéficiaires des différentes prestations de protection sociale, ventilé par genre, degré de pauvreté et handicap, le but étant de procéder à des estimations pour un ensemble d'indicateurs liés à la protection sociale.

Innovation

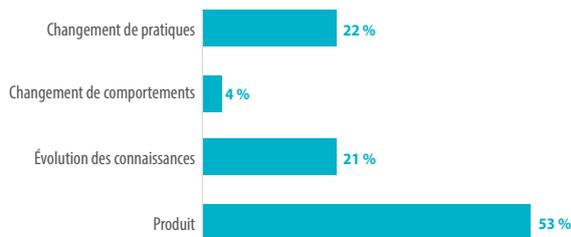
La collecte et la diffusion des données statistiques ont été modernisées, notamment grâce à une meilleure intégration de la base de données PDH.stat, de la Bibliothèque de microdonnées, de la bibliothèque numérique et de l'outil Campaign Monitor aux sites Web de la Division SDD. L'établissement de liens étroits avec le principal catalogue de recherche de la Plateforme de données océaniques a permis d'améliorer l'accessibilité des ensembles de données de la base de données PDH.stat. Une forte hausse du trafic en ligne a été observée en 2021 pour la Division SDD et PDH.stat.

La CPS a continué d'adopter de nouvelles pratiques afin d'évaluer les impacts socioéconomiques de la COVID-19.

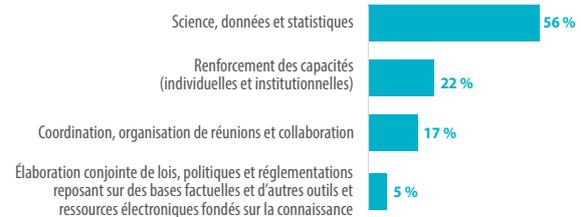
Les enquêtes d'évaluation rapide périodiques et longitudinales se sont avérées utiles, notamment lorsque des données sur les impacts étaient requises en urgence. Une enquête d'évaluation rapide a été menée en collaboration avec les services nationaux de la statistique des Îles Cook, de Niue et de Tokelau, afin de mieux comprendre les impacts de la pandémie sur la vie et les moyens d'existence de la population. Ces informations ont également éclairé les décisions relatives à la mise en place de mesures de protection sociale et à la réouverture des frontières dans ces territoires.

Tableaux de résultats

Graphique 32 : Efficacité institutionnelle transformatrice : résultats par degré de maturité (n = 55)



Graphique 33 : Efficacité institutionnelle transformatrice : résultats par type de service (n = 55)



Graphique 34 : Efficacité institutionnelle transformatrice : niveau de performance (n = 55)



Graphique 35 : Efficacité institutionnelle transformatrice : contributions aux ODD (n = 55)



Zoom sur les réalisations



Accroître la valeur des jeux de données statistiques

Contexte

À en croire l'adage, une image vaut mille mots. Pourtant, dans la réalité, les chiffres sont souvent les plus parlants. Les données et statistiques sont essentielles à la prise de décision et à la formulation de politiques fondées sur des éléments factuels.

Dans la région Pacifique, les statistiques sur le développement sont toutefois rares et, même quand ces données sont disponibles, elles sont difficilement accessibles. Ce constat s'applique à l'échelle nationale comme régionale. En outre, de nombreux ensembles de données ne sont pas structurés – ils se présentent sous forme de PDF ou de documents numérisés, dont il est difficile d'extraire des données – ou ne sont pas harmonisés, excluant l'utilisation de listes de codes communes. Ainsi, il est difficile de réutiliser, d'analyser ou de comparer les ensembles de données, ou encore de les coupler entre eux.

Processus de changement

Ces dernières années, la Division statistique pour le développement (SDD) s'est employée à moderniser ses processus statistiques. Des modèles de collecte de données et des listes de codes communes sont utilisés et des indicateurs clés sont stockés sur [PDH.stat](#), plateforme d'indicateurs fondée sur la norme SDMX et hébergée sur la [Plateforme de données océaniques](#).

Les contenus des partenaires du développement et les métadonnées associées sont recueillis et importés sur PDH.stat, ce qui élargit la gamme d'indicateurs à disposition et résorbe les déficits de données observés. PDH.stat est ainsi en passe de devenir un guichet unique pour les indicateurs de développement du Pacifique.

Les statistiques servent aussi au « pilotage » de sites Web et applications :

- Les utilisateurs peuvent trouver aisément les ensembles de données sur les indicateurs qui les intéressent à partir de la [page principale de recherche](#) de la Plateforme de données océaniques.
- Les outils graphiques présentés sur les portails et sites Web de la CPS sont réalisés à partir de données extraites directement de PDH.stat.
- Des compléments ont été créés pour permettre aux utilisateurs de se connecter facilement à la base de données de PDH.stat et d'intégrer les données dans leurs applications préférées (Excel, STATA, R, Python, Power BI).



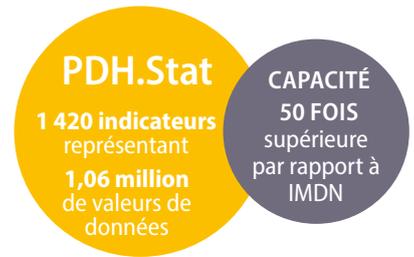
Tableau de bord Power BI des statistiques du commerce international de marchandises.

Résultats et impact

PDH.stat a une capacité plus de 50 fois supérieure à celle de son prédécesseur, la base de données sur les indicateurs minima du développement national (IMDN). En décembre 2021, la plateforme contenait 1 420 indicateurs représentant 1,06 million de valeurs de données.

Le stockage centralisé des données dans une base unique, bien structurée, normalisée, harmonisée et interopérable en accroît considérablement la valeur. Le coût d'accès s'en trouve réduit, car les utilisateurs n'ont plus besoin de

consulter une multitude de sites Web et de rapports pour extraire l'information dont ils ont besoin. Les données sont consommées par plusieurs applications, qui proposent des outils de visualisation intéressants et faciles à comprendre, et sont diffusées par divers circuits, qui renvoient l'utilisateur à la base de données.



Le chiffre de la semaine

Enseignements tirés

La modernisation des processus statistiques est bénéfique à de nombreux égards, permettant aussi bien de réaliser des gains d'efficacité que d'accroître la valeur intrinsèque des données. Ces changements marquent un virage important dans la façon dont SDD et la CPS gèrent la collecte, le stockage et la diffusion des données statistiques, de quoi donner le vertige à certains. Il est donc important que nous procédions par petites étapes et que nous communiquions clairement sur les avantages associés – les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Les partenaires et les parties prenantes se félicitent de l'amélioration de l'accès à des statistiques régionales de qualité et sont plus disposés à collaborer en vue du partage des données, car ils perçoivent aujourd'hui clairement l'intérêt de PDH.stat et, plus généralement, de la Plateforme de données océaniques.

Pour la suite, les enseignements tirés de l'amélioration des processus internes de la CPS peuvent aussi éclairer la modernisation de la collecte et de la diffusion des données dans les pays membres.

Division : SDD

Baillleur de fonds : s.o.

Zoom sur les réalisations



Profil de pays pour les registres et statistiques d'état civil en Océanie

Contexte

Les registres et statistiques d'état civil jouent un rôle important dans le suivi statistique des naissances, des décès et autres faits d'état civil dans la région, autant de données essentielles pour formuler des politiques publiques et favoriser un accès universel aux droits fondamentaux de la personne.

Devant l'absence de source de documentation régionale centralisée sur les registres et statistiques d'état civil des pays océaniques, la Division statistique pour le développement (SDD) a entrepris de créer des profils de pays. La centralisation des informations relatives aux législations, aux procédures et aux dispositions institutionnelles nationales a également contribué à la mesure des progrès accomplis dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la Décennie Asie-Pacifique de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques d'état civil (2015–2024).

Les pays auront ainsi accès à une mémoire vivante sur la mise en place et le niveau de développement des systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil dans la région Pacifique. Cette ressource centralisée contribuera en outre à promouvoir l'importance de systèmes harmonisés pour améliorer l'enregistrement des faits d'état civil, notamment la mise en place de systèmes nationaux d'identification des personnes et l'utilisation de registres pour les recensements. Elle mettra enfin en lumière la nécessité de susciter une véritable volonté politique pour modifier les législations nationales, de renforcer les procédures d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil et d'accroître les moyens disponibles pour faire du changement une réalité.



Profil de pays océaniques en matière de systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil.

Processus de changement

Les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil de 20 États et Territoires insulaires océaniques disposent à présent d'un profil, et sont documentés et centralisés pour la première fois. Cet exercice a aussi donné à SDD l'occasion de collaborer avec des parties prenantes et des partenaires dans la quasi-totalité des pays membres de la CPS et avec les membres du Groupe d'entente de Brisbane pour réaliser l'état des lieux et l'évaluation de ces systèmes.

Dans le contexte de la pandémie, le fait d'avoir accès aux registres et statistiques d'état civil a permis d'obtenir des informations cruciales sur la mortalité liée à la COVID-19, ce qui a été déterminant pour éclairer les politiques nationales de santé et les décisions d'investissement. Les partenariats et l'appropriation des données ont également joué un rôle décisif dans ce processus de changement.

Résultats et impact

Les profils de pays brossent un tableau d'ensemble des cadres législatifs, organisationnels et de gestion des systèmes

d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil, des processus d'enregistrement, du degré d'exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, ainsi que des derniers progrès accomplis en la matière dans la région. Depuis que les profils ont été mis en ligne, SDD a constaté une augmentation du nombre de visites sur son site Internet. Pour nombre de pays, ces profils sont inédits et peuvent être utilisés comme outil de plaidoyer pour obtenir des investissements supplémentaires en faveur du renforcement de la couverture et de l'exhaustivité des systèmes nationaux d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil. C'est aujourd'hui plus utile que jamais, compte tenu des conséquences de la pandémie de COVID-19 et de la nécessité de disposer de systèmes fiables d'identification des personnes pour l'accès aux services publics.

Un rapport régional de synthèse sur les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil dans le Pacifique sera également publié au premier trimestre 2022. Les différents profils de pays peuvent être consultés [ici](#).

Enseignements tirés

Les profils de pays ont permis de promouvoir l'importance du rapprochement des données personnelles entre les services d'état civil et les ministères de la Santé, notamment pour les naissances et les décès. Ils ont également ouvert la voie à une amélioration de la coordination, de l'harmonisation et du partage de données entre les différents organismes des administrations nationales. Point tout aussi important, ils ont montré que la mise en place d'un système d'enregistrement des faits d'état civil efficace, fiable et d'un bon rapport coût/performance contribuait à l'exercice universel des droits fondamentaux de la personne, en favorisant l'accès à l'éducation, à la santé, au droit, à la justice et aux autres services publics où une preuve d'identité est requise.

Ces profils de pays pourraient être utiles à d'autres équipes et membres de la CPS, en leur permettant de cerner et de combler certaines lacunes dans le cadre de leurs interventions en Océanie, ce qui pourrait renforcer les processus décisionnels dans d'autres secteurs.

Division : SDD

Bailleurs de fonds : DFAT, CESAP et budget ordinaire de la CPS

Zoom sur les réalisations



Une approche innovante pour rassembler des données urgentes aux Îles Cook, à Niue et à Tokelau

Contexte

Le recueil d'informations actualisées sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 dans les trois territoires associés à la Nouvelle-Zélande – les Îles Cook, Niue et Tokelau – a suscité de nombreuses difficultés liées à l'échelle des territoires, aux problèmes de communication qui s'y posent et aux données disponibles. Les données administratives nécessaires au suivi des effets de la pandémie n'y étaient pas collectées ou publiées dans des délais appropriés.

À défaut, il a été considéré que la réalisation périodique d'enquêtes d'évaluation rapide longitudinales offrait une solution pratique pour évaluer les conséquences socioéconomiques de la pandémie dans les trois territoires associés. Le Bureau néo-zélandais de la statistique (Stats NZ), en concertation avec les services nationaux de la statistique (SNS) des trois territoires et leurs autorités nationales compétentes, a mis au point le plan d'étude, composé de quatre cycles d'enquête pour les Îles Cook, de trois cycles d'enquête pour Niue et du même nombre pour Tokelau, s'étalant sur un calendrier compris entre la fin 2020 et début 2022.

L'appui technique de la Division statistique pour le développement (SDD) a été sollicité pour la conduite des enquêtes d'évaluation rapide, leur analyse et la présentation des rapports connexes.

Ces enquêtes visaient à évaluer dans le temps les conséquences de la COVID-19 sur le quotidien et les moyens d'existence des habitants et des ménages des trois territoires. L'idée était de mettre en lumière les groupes les plus sévèrement touchés dans chaque société pour aider les autorités nationales à élaborer, avec le soutien de la Nouvelle-Zélande, des mesures appropriées de protection sociale et de renforcement de la résilience des moyens d'existence.

Processus de changement

Pour réaliser les enquêtes, analyser les données et en faire rapport, SDD a mené plusieurs activités :

- examen des questionnaires conçus pour les trois territoires ;
- choix de l'échantillon, traitement des données, analyse et établissement des rapports pour les Îles Cook ;
- vérification des données, analyse, compilation de rapports pour Niue et Tokelau, avec traitement des données par Stats NZ ;
- mise en forme et mise en page des rapports établis à l'issue de chaque cycle d'enquête ;
- appui technique, à la demande des SNS et de Stats NZ qui ont effectué toutes les enquêtes ;
- recrutement de deux consultants (un pour les Îles Cook et Tokelau, et un pour Niue) en vue de l'analyse des données d'enquête finales et de la compilation des rapports relatifs à chaque cycle d'enquête dans chacun des territoires ; et
- examen et correction des rapports avant envoi aux SNS et à Stats NZ pour commentaire.

Stats NZ et les SNS de chaque territoire ont participé à l'examen des rapports, et ceux établis par pays pour chaque cycle d'enquête ont été transmis au ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT).

Résultats et impact

En décembre 2021, trois des quatre cycles d'enquête d'évaluation rapide avaient été réalisés aux Îles Cook, tandis qu'un cycle sur trois avait été mené à Niue et à Tokelau ; les rapports d'analyse correspondants étaient tous achevés.

Les résultats ont démontré l'utilité de ces enquêtes lorsqu'il est nécessaire d'obtenir en urgence des données d'impact. Les SNS ont acquis une expérience directe de la réalisation d'enquêtes d'évaluation rapide à court terme. Les trois SNS et le MFAT appréhendent mieux les conséquences de la pandémie sur le quotidien et les moyens d'existence des habitants des trois territoires. C'est aussi une source d'information pour la prise de décisions relatives à la mise en place de mesures de protection sociale et à la réouverture des frontières dans ces territoires.

Enseignements tirés

Les points ci-dessous exposent brièvement les enseignements tirés de l'expérience et les mesures d'adaptation qui pourraient être envisagées pour la réalisation d'enquêtes similaires à l'avenir.

- Il est essentiel de bien définir les dimensions de l'analyse : dimension spatiale avec comparaison des ménages urbains et ruraux (choix finalement retenu pour les enquêtes décrites ici), ou mise en avant d'autres facteurs d'analyse, tels que le genre ou l'âge (ce qui n'a pas été le cas ici). Le choix de la seule dimension spatiale a limité la portée et la précision de l'analyse, puisqu'aucune ventilation représentative des données par genre n'était possible.
- Ce choix a été appliqué dès la conception du plan d'enquête ; dans l'échantillonnage des ménages aux Îles Cook et les recensements effectués à Niue et Tokelau, il était uniquement précisé que les répondants étaient membres d'un ménage et avaient au moins 18 ans. Cela signifie qu'il n'y avait aucun dénominateur commun entre les répondants et qu'il était

donc impossible de rendre l'échantillon représentatif au niveau national. Habituellement, les enquêtes s'adressent aux personnes qui sont à la tête du ménage, si bien que l'on peut établir des pondérations à l'échelle du pays.

- Cela n'invalide aucunement les résultats des enquêtes d'évaluation rapide, mais cela limite l'interprétation des données ; l'analyse spatiale du lieu de résidence des ménages (rural ou urbain) était le principal critère viable.
- Pour les prochaines enquêtes de ce type, il convient d'explicitier l'effet du plan d'enquête sur la portée de l'analyse ultérieure pour éviter toute méprise à ce sujet.

Division : SDD
Bailleur de fonds : MFAT

Zooms sur les réalisations



Co-construction du Plan stratégique 2022–2031



Le président du Sous-comité pour le Plan stratégique (CRGA) et le Directeur général de la CPS.

Contexte

Le Plan stratégique 2022–2031 de la CPS fixe le cap de l'Organisation ; il s'appuie sur un cadre de résultats stratégiques et sur des plans d'activité. En 2020, le CRGA, réuni en sa cinquantième session (CRGA 50), a approuvé une feuille de route en cinq étapes pour la co-construction du nouveau plan stratégique. Début 2020, les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont détourné l'attention des membres de la CPS et les ont contraints à revoir leurs priorités, perturbant ainsi le processus de dialogue prévu par l'Organisation pour formuler un plan stratégique inclusif s'inscrivant dans la durée. Dans ce contexte, la feuille de route adoptée pour l'élaboration du plan stratégique 2021–2031 a été remaniée de façon à y intégrer une période de transition de douze mois en 2021 et un plan de transition connexe.

Cette période de transition a permis d'approfondir les consultations avec les membres du Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique, les partenaires sectoriels et techniques, la société civile, la jeunesse, le secteur privé et les agents de la CPS. Leur participation a été l'un des piliers de la co-construction du Plan stratégique 2022–2031.

Processus de changement

Les consultations se sont déroulées comme suit :



*Agents informés par le biais de réunions de l'ensemble du personnel et de messages sur l'intranet. Informations accessibles au public sur la page Web dédiée – [Plan stratégique 2021+ | La Communauté du Pacifique \(cps.net\)](#)

Le CRGA 50 a assuré un leadership éclairé et formulé des principes directeurs clairs en vue de la création d'une stratégie ouverte et adaptative, qui soit pertinente et utile pour les membres, le personnel et les partenaires de l'Organisation. La CPS a investi dans le renforcement des capacités d'anticipation stratégique des représentants de ses membres et de ses propres agents afin de garantir l'orientation prospective du plan, qui doit pouvoir évoluer en fonction des défis et des opportunités des dix années à venir. Ce processus visait des objectifs multiples et avait une dimension résolument participative. Les enseignements techniques qui s'en sont dégagés ont été partagés avec le secrétariat de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050.

Une approche relationnelle a été suivie pour établir une connexion entre les portefeuilles de projets diversifiés des membres et des agents œuvrant dans 25 secteurs distincts. Cette approche a notamment mis l'accent sur les enseignements à tirer de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2016–2020, sur les liens établis avec la CPS et avec d'autres instances régionales et sur la réciprocité du partage de connaissances et d'expériences. Dans un souci de transparence, un [site Web consacré au Plan stratégique](#) a été créé et mis à jour régulièrement.

Résultats et impact

Au sein de la CPS, les communautés de pratique, le réseau MELnet, l'équipe centrale de programmation et un groupe de spécialistes émergents de la prospective ont facilité la

construction du Plan stratégique et déterminé ses modalités pratiques de mise en œuvre pour toute sa durée d'application. Les membres ont salué les liens clairement établis entre le Plan, les priorités régionales, les plans de développement nationaux et la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050, ainsi que le cadre de résultats stratégiques et le budget de l'Organisation. Ils ont souligné qu'il était crucial de consolider l'appropriation afin de garantir une approche centrée sur l'humain.

L'approche retenue traduit le virage amorcé par la CPS en ce qui concerne la qualité et le niveau de son engagement envers les membres, ainsi que le recours croissant de l'Organisation aux langues océaniques et sa capacité accrue à co-construire avec ses membres et parties prenantes régionales pour contribuer à la définition de son orientation stratégique.

Guidé par la vision du Pacifique bleu, le Plan stratégique s'articule autour de quatre objectifs et de sept axes prioritaires, dont un axe transversal – Résilience et action climatique – qui s'imbrique dans tous les autres axes. Cinq trajectoires guident l'action menée au titre des axes prioritaires : De la stratégie à l'action ; Données, statistiques et connaissances ; Innovation et recherche ; Digitalisation et technologie ; et Capacité et influence. L'approbation du Plan stratégique à la cinquante et unième session du CRGA (CRGA 51) et son adoption par la douzième Conférence témoignent des principes d'inclusivité et d'appropriation par tous définis lors du processus de concertation.

Enseignements tirés

- Il est important d'intégrer au processus les principes d'appropriation par tous et de responsabilité collective en matière de mise en œuvre et de performance.
- Le leadership impulsé par le Sous-comité du CRGA et la haute direction de la CPS a encouragé et influencé le haut niveau d'engagement et le vaste processus de participation.
- L'investissement consenti dans l'anticipation stratégique a jeté les bases d'une planification à long terme solide et adaptative.
- La réciprocité et l'établissement de relations fondées sur le respect ont permis de produire un impact collectif.
- La stratégie est un processus et la promotion collective du Plan est essentielle pour garantir un dialogue ouvert et une démarche d'amélioration continue.

“ *J'accorde une très grande importance à la création du nouveau plan de développement proposé pour notre Communauté du Pacifique, intitulé Plan stratégique 2021+, qui a vocation à orienter la prestation de services essentiels au profit de nos pays et de notre région au cours de la prochaine décennie. Je souscris pleinement au plan et les États fédérés de Micronésie se tiennent prêts à participer à sa mise en œuvre.*

David W. Panuelo, Président des États fédérés de Micronésie.

Division : CPS
Bailleur de fonds : budget ordinaire



A photograph of two women sitting at a table in a meeting room. The woman on the left is smiling broadly, resting her chin on her hand. The woman on the right is looking towards the camera with a slight smile. They are in a room with a window in the background that has a decorative lattice pattern. A blue semi-transparent box is overlaid on the right side of the image, containing the title and a list of annexes.

ANNEXES

- ANNEXE 1 : Tableaux des résultats 2021
- ANNEXE 2 : Publications dans des revues à comité de lecture
- ANNEXE 3 : Activités d'évaluation publiées
- ANNEXE 4 : Conclusions des réunions régionales organisées par la CPS ou en partenariat avec d'autres organisations régionales en 2021
- ANNEXE 5 : Liste des protocoles d'accord en vigueur

Annexe 1

Tableaux des résultats 2021

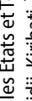
| Systèmes durables et action climatique | | | | |
|--|--|-----------------------------|---|--|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal | |
| Un atelier sur les limites maritimes a été organisé pour présenter aux pays les solutions légales à leur disposition pour garantir leurs droits et responsabilités sur leurs espaces maritimes. Ces solutions étaient notamment les suivantes : l'élaboration d'observations similaires à celles formulées en 2019 par les États fédérés de Micronésie, l'élaboration d'une clause de stabilité nationale et l'intégration de clauses de stabilité dans les traités de délimitation maritime. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), États fédérés de Micronésie | Produit |  | |
| 14 États et Territoires océaniques ont bénéficié de la Plateforme des contributions déterminées au niveau national dans le Pacifique (http://pacificndc.org), une plateforme régionale qui soutient les pays dans leur détermination à financer et mettre en œuvre leurs engagements climatiques. | Pays ACP (14 États et Territoires insulaires océaniques et Timor-Leste) | Évolution des connaissances |  | |
| 14 États et Territoires insulaires océaniques ont participé aux 5 webinaires de l'Initiative Kiwa organisés en 2021 sur les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> les solutions fondées sur la nature en tant qu'outils efficaces pour l'adaptation au changement climatique ; et l'Initiative Kiwa comme un guichet et une source de financement uniques pour les activités liées à des solutions fondées sur la nature. L'Initiative Kiwa est un programme financé par plusieurs bailleurs de fonds visant à renforcer la résilience au changement climatique des écosystèmes, des communautés et des économies des îles du Pacifique par des solutions fondées sur la nature. | Pays ACP (14 États et Territoires insulaires océaniques et Timor-Leste) | Produit |  | |
| 289 participants venus de toute la région ont participé à la formation sur la télédétection par laser (LIDAR) et l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA). 100 % des participants ont indiqué avoir acquis des connaissances. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  | |
| 3 systèmes de protection des zones côtières ont été améliorés sur une surface de 461 ha aux Îles Marshall, à Nauru et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer les systèmes de protection des zones côtières aux Tonga. | Îles Marshall, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga | Produit |  | |
| Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer l'infrastructure pour une agriculture résiliente. 30 systèmes à litière sèche pour le lisier de porc ont été mis en place à Kiribati et 1 système à litière sèche semi-commercial pour le lisier de porc a été mis en place à Tuvalu. | Kiribati, Tuvalu | Produit |  | |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|--|--|---|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>3 492 participants (46 % de femmes et 54 % d'hommes) ont profité de plus de 50 activités de renforcement des capacités dans le domaine de la modélisation des aléas naturels : télédétection par laser (LIDAR), évaluation des besoins post-catastrophe, systèmes de gestion des incidents, gestion des centres d'opérations d'urgence, Programme « de la montagne au récif », gestion des zones côtières, changement climatique, différents aspects de la gestion des ressources en eau, nutrition et agriculture résiliente, engagement communautaire, savoirs traditionnels et compétences en communication dans le contexte du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe. Les participants étaient venus de 16 États et Territoires insulaires océaniques ainsi que des États-Unis d'Amérique, d'Australie, du Bhoutan, du Mexique, de Nouvelle-Zélande, du Sri Lanka, de Suisse et du Timor-Leste.</p> <p>La quantité d'azote total a été réduite de 363 kg par an dans 3 États et Territoires insulaires océaniques :</p> <p>Kiribati : 955 kg d'azote total/an ; Tonga : 104 kg d'azote total/an ; et Tuvalu : 164 kg d'azote total/an.</p> <p>6 États et Territoires insulaires océaniques ont reçu des variétés agricoles plus résilientes et de meilleure qualité du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePACT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> États fédérés de Micronésie, Niue, Tonga : taro résistant à la sécheresse et à la flétrissure des feuilles présentant de très bonnes qualités gustatives ; patate douce à chair violette et orange résistant à la sécheresse et à la salinité et présentant une bonne résistance aux maladies ; banane résistant à la sécheresse et à la salinité, présentant de bonnes qualités gustatives, recommandée pour la culture sur les atolls, résistant à la maladie de Sigatoka et résistant à la fusariose races 1 et 4 ; manioc résistant à la sécheresse, résistant aux sols acides et présentant une teneur élevée en caroténoïdes ; taro des marais résistant aux environnements marécageux ; igname présentant de bonnes qualités gustatives. Îles Cook, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée : taro résistant à la flétrissure des feuilles et présentant de très bonnes qualités gustatives ; patate douce à chair violette et orange résistant à la salinité ; banane résistant à la fusariose race 4 ; manioc résistant à la sécheresse et à la salinité, résistant aux sols acides et présentant une maturité précoce et une teneur élevée en caroténoïdes ; taro des marais résistant aux environnements marécageux ; igname présentant de bonnes qualités gustatives ; Xanthosoma résistant à la sécheresse. <p>6 projets régionaux ont été définis, mis au point et présentés à l'initiative Kiwa pour soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique par la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature. 4 de ces 6 projets avaient été directement définis par la CPS.</p> | <p>Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p> <p>Kiribati, Tonga, Tuvalu</p> <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga</p> | <p>Produit</p> <p>Impact</p> <p>Produit</p> |        |
| <p>Il a été constaté que 8 États et Territoires insulaires océaniques devaient édicter, actualiser ou compléter les coordonnées géographiques de leurs zones maritimes dans leur législation nationale.</p> <p>8 pays insulaires océaniques ont soumis des rapports au système de suivi du Cadre de Sendai et ont désormais accès à leurs données post-catastrophe.</p> <p>80 bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes ») ont été distribués sur les 4 sites aux Fidji (Koronivia, Legalega, Narere et Sigatoka) à des fins d'évaluation et de promotion, et cette initiative a permis de soutenir la campagne nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en réponse à la pandémie de COVID-19.</p> | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> <p>Fidji, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu</p> <p>Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu</p> <p>Fidji</p> | <p>Produit</p> <p>Produit</p> <p>Changement de pratiques</p> <p>Produit</p> |     |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>9 États et Territoires insulaires océaniques ont continué de renforcer leurs infrastructures d'eau et d'assainissement résilientes au climat et aux catastrophes avec le soutien de la CPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> réparation de 98 systèmes de collecte des eaux pluviales à usage domestique (Tokelau) ; réparation de 1 station/réservoir d'eau (Îles Cook) ; installation de 3 toilettes à compost et de 3 fosses septiques en plastique avec filtre à sable (Tonga) ; lancement d'un projet de galeries (Tuvalu) ; et achèvement d'un travail d'envergure (conception, achats, passation de contrats et fourniture) en vue de l'obtention de matériel pour d'autres ressources en lien avec l'eau et l'assainissement dans le cadre du Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+SUPA) (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Tuvalu). <p>Une procédure opérationnelle normalisée a été élaborée et testée en vue d'expérimenter un concept d'hôpital pour les plantes aux Fidji.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna | Changement de comportements |  |
| <p>379 points de référence représentatifs utilisés pour la création de zones maritimes dans 13 pays ont été relevés et ont été soumis à un premier examen. 294 points de référence ont été retenus pour être évalués plus avant dans le cadre du second examen.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji | Produit |  |
| <p>Un atelier de formation a été organisé sur l'égalité de genre et l'inclusion sociale (EGIS) dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ; l'atelier a notamment permis d'acquérir des compétences en matière d'engagement communautaire. Le Conseil de l'Université du Pacifique Sud (USP) a approuvé la formation diplômante (brevet de niveau IV) sur la gestion des risques de catastrophe (encadrement d'équipe) et la formation pilote a été lancée.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Une séance d'information et de formation sur la peste porcine africaine a été organisée pour 144 participants (57 femmes et 87 hommes) du Service de biosécurité des Fidji (BAF) et d'autres parties prenantes, dont des agents chargés de la vulgarisation, de l'élevage et de la biosécurité issus des divisions Nord, Centre et Ouest. 3 000 kits de dépistage de la peste porcine africaine ont également été distribués dans 14 pays.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>En 2021, 30 164 ha de bassins versants avaient fait l'objet de plans (versions provisoires et définitives), dont 2 256 ha ayant fait l'objet de véritables mesures de protection. Ces plans et mesures de protection permettront aux populations de bénéficier d'une eau non polluée et propre à la consommation. Superficies des bassins versants protégés et gérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> 500 ha (Fidji) ; 200 ha (États fédérés de Micronésie) ; 200 ha (Niue) ; 4 000 ha (Samoa) ; 575 ha (Îles Salomon) ; 90 ha (Tonga) ; 6 628 ha (Vanuatu) ; 600 ha (Îles Cook). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji | Produit |  |
| | Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Niue, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|---|---|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Au moins 6 initiatives, notamment destinées aux jeunes, aux femmes, aux détenteurs des savoirs traditionnels et à d'autres groupes clés, ont été menées dans le cadre du Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés (DCRP) pour favoriser le leadership, l'influence ou la participation citoyenne et institutionnelle. En voici quelques exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des interventions visant à faire face aux risques climatiques et de catastrophe sur le terrain ont ciblé des femmes et des groupes vulnérables dans 10 États et Territoires insulaires océaniques (Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique – AMCC+SUPA). Une formation sur la mobilisation inclusive des populations locales en faveur de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale (EGIS) (sous la forme d'un atelier) a été mise au point pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. La participation citoyenne à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de gestion des bassins versants et de remise en état des zones côtières a été appuyée (Programme « de la montagne au récif »). « Ensemble face à l'adversité » : la Stratégie en faveur de l'égalité de genre dans la gestion des catastrophes en Océanie a été diffusée auprès des membres de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA) et mise en avant ; la participation des femmes aux activités des projets de la PIEMA a été encouragée. Des jeunes ont participé aux célébrations de la Journée mondiale de l'hygiène des mains et de la Journée mondiale des toilettes sur l'île de Kiriritimati (phase II du projet sur l'eau et l'assainissement à Kiriritimati). La réunion pour la résilience dans le Pacifique a été précédée d'un Forum des jeunes, qui a rassemblé 700 jeunes venus de toute la région (Partenariat pour la résilience dans le Pacifique [PRP]). | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p> | Produit |  |
| <p>Des données autorisées sur les zones maritimes ont été intégrées au système de suivi des navires de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, afin de faciliter la gestion des pêches pour les États et Territoires insulaires océaniques.</p> <p>Plusieurs campagnes ont été soutenues, y compris les activités ciblées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la Journée mondiale de l'eau (Nauru, Tuvalu) ; la Journée mondiale de l'hygiène des mains et la Journée mondiale des toilettes (Kiribati) ; la semaine du changement climatique (Îles Marshall) ; la diffusion accrue d'informations sur la résilience climatique, la santé et la préservation de l'environnement (Palau) ; la sensibilisation des jeunes à l'importance des écosystèmes des mangroves (Tonga) ; la campagne sur les réseaux sociaux « This is R2R » dans le cadre du Programme « de la montagne au récif » (région) ; et communications : <ul style="list-style-type: none"> – 32 articles dans les médias, – 75 contenus sur les réseaux sociaux (mentionnant spécifiquement la CPS ou les projets), – 25 articles sur Internet, – 6 communiqués de presse. | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | Changement de pratiques |  |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | Produit |  |

| Systèmes durables et action climatique | | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|---|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | | | | |
| <p>Le partage des données a été amélioré grâce à la fourniture d'une assistance technique et de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un outil d'évaluation des réserves d'eau des atolls a été créé et déployé à plus grande échelle pour couvrir 4 pays supplémentaires (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu). L'infrastructure de données spatiales sur les zones côtières du Pacifique a été enrichie dans le cadre du Programme « de la montagne au récif » pour le Pacifique. La Plateforme pour la résilience dans le Pacifique a été mise au point, afin de réunir les multiples plateformes gérées par le Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés (DCRP) au sein d'une plateforme unique, intégrée à la Plateforme de données océaniques (PDH). | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu | Produit |  |
| <p>Le Cadre pour un système durable de santé des végétaux a été élaboré pour guider la collaboration régionale, le but étant d'augmenter la production alimentaire et d'améliorer la sécurité alimentaire et environnementale.</p> | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Un nouveau financement de 7 millions d'euros a été approuvé pour appuyer le travail du Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés dans la région, y compris un soutien aux projets en faveur de la sécurité hydrique à l'échelon national et le renforcement de l'action et de la coopération dans ce domaine à l'échelon régional.</p> | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |
| <p>Des données attestent de changements dans les méthodes de travail ou de l'application des apprentissages parmi les participants ayant bénéficié d'activités de renforcement des capacités appuyées dans le cadre du Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 120 agents actifs dans le domaine de la gestion des catastrophes ont déclaré avoir mis en œuvre, dans le cadre de leurs fonctions, les compétences acquises. 1 participant a cartographié sa propre communauté à l'aide de données satellites mondiales et a actualisé ces cartes pour s'assurer qu'elles représentaient correctement l'agglomération informelle de Valencina et ses environs, après avoir participé au « Mapathon » sur le Système océanien d'information sur les risques et le système Open Street Map. | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| <p>Des données indiquent une sensibilisation et une participation accrues dans les domaines de la résilience aux catastrophes et de la résilience des communautés dans 4 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Nauru, Tonga, Vanuatu) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des enfants de Nauru ont présenté des idées créatives pour valoriser l'eau (http://ccprojects.gsd.spc.int/4879-2/) (AMCC+SUPA). Des personnes âgées de Tongatapu (Tonga) ont partagé leur savoir traditionnel sur le rôle joué par les mangroves dans la protection contre les inondations (http://ccprojects.gsd.spc.int/4527-2/) (AMCC+SUPA). Des villageois ont participé à l'initiative « 30 millions d'arbres en 15 ans » (30MT15Y) aux Fidji, en plantant des arbres et en faisant la promotion d'une gestion durable des forêts (https://www.pacific-r2r.org/news/tamanitoaka-benefits-tree-planting-initiative) (Programme « de la montagne au récif »). Des villageois ont planté des arbres dans le cadre des efforts déployés pour remettre en état le bassin versant de la Tagabe à Vanuatu (Programme « de la montagne au récif »). | | Fidji, Nauru, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| <p>Les Fidji ont analysé des données du Système mondial de navigation par satellite (GNSS) et rédigé un rapport qui permettra au pays d'opérer la transition vers un cadre de référence international.</p> | | Fidji | Produit |  |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Les Fidji et Tuvalu ont déposé les coordonnées géographiques de leurs limites auprès de l'Organisation des Nations Unies (Section des traités). | Fidji, Tuvalu | Changement de pratiques |  |
| La politique pour l'océan des Fidji a été adoptée dans le cadre de la loi sur le changement climatique 2021. | Fidji | Changement de pratiques |  |
| Les services météorologiques et hydrologiques nationaux de 7 États et Territoires insulaires océaniques ont continué de produire des bulletins prospectifs mensuels sur l'océan. Les informations relatives à l'océan ont été intégrées dans le bulletin climatique mensuel pour la région, ainsi que dans les prévisions du Forum régional sur l'évolution probable du climat dans le Pacifique. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Tonga, Vanuatu | Impact |  |
| Nauru a réexaminé sa Proclamation sur les limites maritimes établie en 2021, et l'a soumise à ses autorités nationales. La Proclamation sur les limites maritimes (lignes de base et zones maritimes) de Nauru, qui contient les arcs de rayon 12, 24 et 200 milles marins et les coordonnées géographiques du plateau continental, et une carte de la zone économique exclusive ont été intégrées dans la législation. | Nauru | Changement de pratiques |  |
| 3 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Marshall, Samoa et Tonga) ont mis au point des systèmes de suivi pour appuyer la gestion des risques liés au changement climatique : <ul style="list-style-type: none"> Le cadre de suivi-évaluation du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (CDRP) a été rédigé. Ce cadre vient à l'appui du mandat du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP) s'agissant de coordonner et de faciliter les partenariats, et il permet de suivre les progrès accomplis au titre du CDRP. Des directives relatives à la surveillance et à l'évaluation des eaux souterraines ont été rédigées (Îles Marshall). Des progrès ont été accomplis dans la mise en place d'un système de prévision multi-aléas aux Tonga et à Samoa. | Région (tous les États et Territoires insulaires), Îles Marshall, Samoa, Tonga | Produit |  |
| Les partenariats se sont poursuivis concernant les actions collaboratives et coordonnées dans les domaines de la résilience face au changement climatique et aux catastrophes, de la sécurité de l'eau et de l'assainissement, et de la gestion intégrée des zones côtières dans la région. 6 propositions ont été formulées et leur financement a été approuvé : <ul style="list-style-type: none"> projet sur la sécurité hydrique à Tuvalu ; Projet de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (BRAC) ; élargissement de la portée du Projet de gestion de la pénurie d'eau ; PaRTNeR-2.0 projet de l'Australian Water Partnership sur les crues soudaines ; et PACWASTE Plus (contribution de la CPS). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |

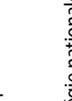
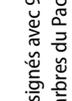
| Systèmes durables et action climatique | | | |
|---|--|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Le soutien qui a continué d'être apporté à 4 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Kiribati, Îles Marshall et Tuvalu) a permis d'améliorer leurs services de mesure de la houle en temps réel :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les Fidji ont mis au point une interface Web et un système de prévision, qui publie des prévisions de houle 4 fois par jour, et un système de prévision de la houle et des vagues-submersions a été mis en place. Un système haute résolution de prévision de la houle a été élaboré pour Tuvalu et Kiribati, et un soutien financier a été apporté aux Îles Marshall. | Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu | Changement de pratiques |  |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté en faveur de l'élevage : 5 élevages de petit bétail (volaille/porc) ont été établis dans 5 pays (Îles Cook, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu) et un centre de reproduction a été aménagé à Tuvalu. Une formation au dépistage de la peste porcine africaine a été assurée aux Îles Salomon et à Samoa ; 35 participants en ont bénéficié.</p> | Îles Cook, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer les connaissances scientifiques requises pour gérer les risques associés au changement climatique, aux aléas naturels et à la gestion des ressources en eau et des zones côtières. Au moins 40 modèles/études/évaluations techniques ont été mis en œuvre dans 16 États et Territoires insulaires océaniques. Ont notamment été effectués : des évaluations bathymétriques, hydrologiques, géologiques, biologiques et écologiques, des évaluations des infrastructures et des réseaux, une modélisation des aléas, des évaluations des besoins en moyens humains, des analyses des enseignements tirés et des examens de projets.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer les capacités nationales de résilience aux catastrophes. 2 exercices de simulation ont été menés dans 2 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji et Kiribati) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un exercice d'alerte incendie a été organisé dans une école de Kiribati, dans le cadre d'un accord de jumelage entre le Service d'incendie et de secours de Kiribati et le Service d'incendie de l'Australie-Méridionale. Un exercice théorique concernant les procédures opérationnelles normalisées a été réalisé par le Centre national d'opérations d'urgence des Fidji ; 28 organisations y ont participé. | Fidji, Kiribati | Produit |  |
| <p>Les dirigeants océaniques ont publié la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Impact |  |
| <p>Le Service des pêches de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a lancé le projet relatif aux eaux côtières de Bougainville, dont l'objectif est de délimiter les zones maritimes ainsi que les droits et responsabilités y afférents pour la Région autonome de Bougainville.</p> | Papouasie-Nouvelle-Guinée | Changement de pratiques |  |
| <p>Un cadre régional d'évaluation communautaire participative a été publié en 2021 pour Tuvalu afin de permettre aux chargés de vulgarisation et aux agents de terrain de comprendre les effets du changement climatique pouvant affecter les systèmes agricoles et de mettre au point des solutions d'adaptation appropriées. Une analyse de la chaîne de valeur a également été effectuée pour Tuvalu.</p> | Tuvalu | Produit |  |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|--|--|------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Des évaluations probabilistes des risques d'inondation ont été effectuées dans 3 États et Territoires insulaires océaniques. Ces informations viendront étayer la stratégie d'adaptation actuelle et permettront de prendre des décisions en toute connaissance des risques.</p> <ul style="list-style-type: none"> Tuvalu : une évaluation de l'érosion et une évaluation de l'impact environnemental et social pour 3 îles visant à appuyer des solutions d'adaptation au changement climatique et un projet de protection côtière ont été menées à bien. Îles Marshall : les aléas houle ont été cartographiés pour tous les atolls. Samoa : une évaluation probabiliste des risques d'inondation liés à l'aléa tsunami a été entreprise. | Îles Marshall, Samoa, Tuvalu | Produit |  |
| <p>Les Fidji ont bénéficié d'une assistance technique et des conseils d'un juriste concernant la clause de stabilité nationale, dans le contexte de sa loi révisée sur les limites maritimes (qui doit encore être promulguée). Un soutien a été apporté aux Fidji pour l'examen des versions provisoires de la clause de stabilité de son projet de loi de 2021 sur le changement climatique.</p> | Fidji | Produit |  |
| <p>Les délégations océaniques prenant part aux rencontres régionales et internationales ont bénéficié d'un soutien technique, notamment de 6 documents d'information thématiques sur les catastrophes et la résilience.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>L'engagement pris au niveau régional a permis de renforcer l'environnement stratégique et juridique/de planification de la région à l'appui de la gestion du changement climatique et des risques de catastrophe :</p> <ul style="list-style-type: none"> La feuille de route stratégique régionale pour la gestion des situations d'urgence a été élaborée. Une stratégie a été ébauchée pour le Système océanique d'information sur les risques (PacRIS) et est à l'examen. Le <i>Cadre pour la sécurité et la résilience énergétiques dans le Pacifique (FESRIP)</i> a été approuvé. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Des forums régionaux, tels que les réunions de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA), ont rassemblé des professionnels de la préparation aux catastrophes et de la gestion des situations d'urgence, et la Réunion pour la résilience dans le Pacifique a mobilisé un éventail de partenaires issus de gouvernements, du secteur privé, d'organisations de la société civile, d'organismes de développement, d'organisations locales, nationales, régionales et internationales ainsi que des représentants de la jeunesse et des communautés, en vue de débattre des questions en lien avec la résilience dans la région. Environ 2 250 personnes ont participé à ces réunions.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Des outils et des guides régionaux ont été élaborés pour appuyer les travaux menés sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les normes pour la résilience dans le Pacifique ont été finalisées. 7 outils/guides pour l'application des méthodologies du Programme « de la montagne au récif » ont été élaborés. Une méthodologie propre au Pacifique a été mise en place pour l'évaluation objective des impacts à plus long terme des interventions menées pour faire face aux risques climatiques et de catastrophe (AMCC+SUPA). 4 pays dotés d'une base de données sur les impacts pour certains secteurs ont enregistré une progression (état d'avancement : 90 % aux Tonga et à Palau, 10 % aux Îles Cook et aux États fédérés de Micronésie). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Palau, Tonga | Produit |  |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>L'activité et la mobilisation sur les réseaux sociaux se sont maintenues à un niveau élevé, certaines publications générant plus de 2 000 interactions. Les publications de la CPS sur les réseaux sociaux ayant obtenu la plus grande visibilité en 2021 ont notamment été les deux publications concernant le Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présentation du travail de Naomi Jackson à la CPS dans le domaine de l'océanographie dans le cadre de l'initiative « Femmes de science » (1 249 interactions au total) ; le soutien au Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat (608 interactions au total). <p>Voici quelques contenus ayant eu un impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'article sur le village de Drue (https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/photo-story/2021/07/drue-le-village-pris-entre-le-marteau-et-le-clou), qui a abouti à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie communautaire d'évaluation environnementale pour le village de Drue et qui a généré plus de 1 000 mentions « J'aime » et partages ; et l'article sur Valencina et l'intérêt du système de cartographie Open Street Map pour la communauté (https://www.spc.int/updates/blog/2021/05/valencina-shines-a-light-on-disaster-preparedness-through-data-collection). <ul style="list-style-type: none"> Le protocole d'échantillonnage des sols et les manuels d'analyse des sols ont été finalisés et seront publiés et diffusés auprès de l'ensemble des pays membres en 2022. Des lignes directrices pour le programme « Médecins des sols » ont été achevées et une formation sur l'analyse des sols a été assurée pour des chargés de recherche au Samoa. Une formation de vulgarisation sur le sujet a été assurée pour 43 agriculteurs (2 femmes et 41 hommes) sur l'île de Beqa aux Fidji. <p>Une formation en ligne sur l'identification des ravageurs et la lutte contre ces derniers a été assurée aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa et aux Tonga. Tuvalu a également bénéficié de conseils techniques pour lutter contre les ravageurs des palmiers de cocotier. La CPS a continué d'apporter un appui aux agriculteurs pratiquant la culture sous abri à East Bank (Nawamagi), à Nasau, à Qereqere, à Sigatoka et à Tavua. Les agriculteurs bénéficiaient actuellement d'un suivi et de conseils pour tous les essais effectués sur le terrain (essais de culture de tomates et de poivrons sous abri et en plein champ) à Sigatoka.</p> <p>La CPS, en collaboration avec l'Université de Central Queensland et les ministères fidjiens de la Santé et de l'Agriculture, a lancé une nouvelle étude en sciences sociales sur la promotion d'une agriculture axée sur les enjeux alimentaires et nutritionnels. Le manuel sur les cultures protégées destiné aux agriculteurs a été finalisé et les essais sur le terrain ont été lancés, l'objectif étant d'appuyer le déploiement à plus grande échelle de structures de culture sous abri et de la production maraîchère hors saison.</p> <p>Après avoir bénéficié d'activités de renforcement des capacités organisées par la CPS, le personnel du ministère de l'Environnement, des Terres et du Développement agricole de Kiribati a été en mesure de collecter des données de grande qualité sur l'élévation des zones côtières ainsi que des données relatives aux transects face aux infrastructures insulaires clés de Tarawa.</p> <p>La réglementation de 2022 sur la réserve marine à usages multiples de Nukutulua à Niue a été achevée en vue de son examen par le Gouvernement niuéen.</p> | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | Impact |  |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Samoa</p> | Produit |  |
| | <p>Fidji, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu</p> | Produit |  |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji</p> | Produit |  |
| | <p>Kiribati</p> | Évolution des connaissances |  |
| | <p>Niue</p> | Produit |  |

| Systèmes durables et action climatique | | | |
|--|--|------------------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Selon l'article intitulé « Pathways to sustaining tuna-dependent Pacific Island economies during climate change » (Des solutions pour pérenniser les économies océaniques tributaires de la pêche thonière face au changement climatique), fruit d'un travail de recherche hautement collaboratif publié dans la revue Nature Sustainability, si les émissions de gaz à effet de serre (GES) se maintiennent à des niveaux élevés, les bonites, les thons jaunes et les thons obèses évoluent dans la zone économique exclusive des États insulaires en développement (PEID) du Pacifique devraient progressivement migrer vers la haute mer. Cette publication a offert un puissant outil de plaidoyer aux membres, qui peuvent l'utiliser comme levier d'accès aux financements. Elle a par ailleurs permis d'enrichir les activités prévues au titre de la COP26 et a été transmise au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). À la suite de cette publication, les membres ont pu exprimer leur soutien lors de la Conférence régionale des ministres des Pêches et de la réunion du Comité des pêches du Forum. Les ministres ont également demandé au Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et à d'autres partenaires de répertorier les mesures d'adaptation et d'atténuation, et de préparer de la documentation concernant l'impact du changement climatique sur le secteur. Cette publication a également permis à la CPS d'obtenir de nouveaux financements à long terme, notamment auprès du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) pour un projet sur le changement climatique et auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) pour la réserve de projets.</p> <p>Les limites entre les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont entrées en vigueur et les données connexes ont été publiées par l'intermédiaire de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies (ONU).</p> <p>Le manuel sur le rhinocéros du cocotier a été finalisé. La promotion du manuel et les formations connexes se sont poursuivies dans les pays mélanésiens ciblés (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu) ainsi qu'à Tuvalu et aux Îles Cook. 3 techniciens et 3 chercheurs titulaires d'un doctorat ainsi que 9 agents (3 hommes et 6 femmes) de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été formés aux techniques de test biologique, et 500 exemplaires du manuel sur le rhinocéros du cocotier ont été imprimés et sont prêts à être distribués aux parties prenantes partenaires. Les autres avancées suivantes ont été réalisées concernant le rhinocéros du cocotier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un comité a été établi. • Une alerte a été créée. • Un plan de communication pour le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC) a été mis au point. • Un cadre de suivi-évaluation et d'apprentissage (SEA) a été élaboré pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du projet PARC. • Une base de données, alimentée à l'aide de l'outil KoBo Toolbox, a été mise au point (Fidji, Îles Salomon). Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été assurés au profit de l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture. <p>La Stratégie pour la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique à l'horizon 2030 a été adoptée. Cette stratégie incarne les engagements collectifs des pays insulaires océaniques dans le contexte du changement climatique, conformément aux engagements climatiques pris au titre de l'Accord de Paris. Cette stratégie présente une vision à moyen et à long terme pour un Pacifique durable, sobre en carbone et climato-résilient.</p> | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | <p>Changement de comportements</p> |  |
| <p>Les limites entre les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont entrées en vigueur et les données connexes ont été publiées par l'intermédiaire de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies (ONU).</p> <p>Le manuel sur le rhinocéros du cocotier a été finalisé. La promotion du manuel et les formations connexes se sont poursuivies dans les pays mélanésiens ciblés (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu) ainsi qu'à Tuvalu et aux Îles Cook. 3 techniciens et 3 chercheurs titulaires d'un doctorat ainsi que 9 agents (3 hommes et 6 femmes) de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été formés aux techniques de test biologique, et 500 exemplaires du manuel sur le rhinocéros du cocotier ont été imprimés et sont prêts à être distribués aux parties prenantes partenaires. Les autres avancées suivantes ont été réalisées concernant le rhinocéros du cocotier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un comité a été établi. • Une alerte a été créée. • Un plan de communication pour le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC) a été mis au point. • Un cadre de suivi-évaluation et d'apprentissage (SEA) a été élaboré pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du projet PARC. • Une base de données, alimentée à l'aide de l'outil KoBo Toolbox, a été mise au point (Fidji, Îles Salomon). Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été assurés au profit de l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture. <p>La Stratégie pour la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique à l'horizon 2030 a été adoptée. Cette stratégie incarne les engagements collectifs des pays insulaires océaniques dans le contexte du changement climatique, conformément aux engagements climatiques pris au titre de l'Accord de Paris. Cette stratégie présente une vision à moyen et à long terme pour un Pacifique durable, sobre en carbone et climato-résilient.</p> | <p>États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée</p> | <p>Changement de comportements</p> |  |
| <p>Les limites entre les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont entrées en vigueur et les données connexes ont été publiées par l'intermédiaire de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies (ONU).</p> <p>Le manuel sur le rhinocéros du cocotier a été finalisé. La promotion du manuel et les formations connexes se sont poursuivies dans les pays mélanésiens ciblés (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu) ainsi qu'à Tuvalu et aux Îles Cook. 3 techniciens et 3 chercheurs titulaires d'un doctorat ainsi que 9 agents (3 hommes et 6 femmes) de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été formés aux techniques de test biologique, et 500 exemplaires du manuel sur le rhinocéros du cocotier ont été imprimés et sont prêts à être distribués aux parties prenantes partenaires. Les autres avancées suivantes ont été réalisées concernant le rhinocéros du cocotier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un comité a été établi. • Une alerte a été créée. • Un plan de communication pour le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC) a été mis au point. • Un cadre de suivi-évaluation et d'apprentissage (SEA) a été élaboré pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du projet PARC. • Une base de données, alimentée à l'aide de l'outil KoBo Toolbox, a été mise au point (Fidji, Îles Salomon). Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été assurés au profit de l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture. <p>La Stratégie pour la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique à l'horizon 2030 a été adoptée. Cette stratégie incarne les engagements collectifs des pays insulaires océaniques dans le contexte du changement climatique, conformément aux engagements climatiques pris au titre de l'Accord de Paris. Cette stratégie présente une vision à moyen et à long terme pour un Pacifique durable, sobre en carbone et climato-résilient.</p> | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu</p> | <p>Évolution des connaissances</p> |  |
| <p>Les limites entre les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont entrées en vigueur et les données connexes ont été publiées par l'intermédiaire de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies (ONU).</p> <p>Le manuel sur le rhinocéros du cocotier a été finalisé. La promotion du manuel et les formations connexes se sont poursuivies dans les pays mélanésiens ciblés (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu) ainsi qu'à Tuvalu et aux Îles Cook. 3 techniciens et 3 chercheurs titulaires d'un doctorat ainsi que 9 agents (3 hommes et 6 femmes) de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été formés aux techniques de test biologique, et 500 exemplaires du manuel sur le rhinocéros du cocotier ont été imprimés et sont prêts à être distribués aux parties prenantes partenaires. Les autres avancées suivantes ont été réalisées concernant le rhinocéros du cocotier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un comité a été établi. • Une alerte a été créée. • Un plan de communication pour le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC) a été mis au point. • Un cadre de suivi-évaluation et d'apprentissage (SEA) a été élaboré pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du projet PARC. • Une base de données, alimentée à l'aide de l'outil KoBo Toolbox, a été mise au point (Fidji, Îles Salomon). Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été assurés au profit de l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture. <p>La Stratégie pour la Plateforme des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le Pacifique à l'horizon 2030 a été adoptée. Cette stratégie incarne les engagements collectifs des pays insulaires océaniques dans le contexte du changement climatique, conformément aux engagements climatiques pris au titre de l'Accord de Paris. Cette stratégie présente une vision à moyen et à long terme pour un Pacifique durable, sobre en carbone et climato-résilient.</p> | <p>Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste)</p> | <p>Changement de pratiques</p> |  |

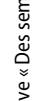
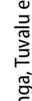
| Systèmes durables et action climatique | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Un Cadre pour la santé et les productions animales (PAHPF) a été finalisé et approuvé par la Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie. Une charte des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique a été élaborée. Une note conceptuelle sur l'approche « One Health, Une seule santé » a été élaborée et finalisée.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Le tableau de bord sur la délimitation maritime dans le Pacifique a été pré-lancé lors du Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Le Portail océanique sur les sols a été lancé et approuvé par les directeurs de l'agriculture et de la foresterie, dans le but de faciliter l'accès aux conseils, connaissances et informations disponibles sur les sols.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>2 vidéos d'information sur la peste porcine africaine ont ciblé les agriculteurs ainsi que les agents chargés de la biosécurité, de la vulgarisation et de l'élevage. Un module de formation paravétérinaire en ligne (alliant autoapprentissage et enseignement en direct sur Zoom) a été créé et lancé pour la première fois aux Fidji et à Vanuatu avec 52 participants. Des lignes directrices de formation sur la volaille et le porc ont été élaborées et diffusées auprès des pays ACP du Pacifique.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Un financement du Royaume-Uni a été obtenu en vue d'aider 4 pays à faire progresser leurs demandes d'extension de plateau continental.</p> | Fidji, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu | Changement de comportements |  |
| <p>Dans le cadre du programme relatif aux contributions déterminées au niveau national (CDN), un financement a été approuvé pour 22 activités en 2021. Un financement a été confirmé pour 8 de ces activités, avec un appui direct de la CPS dans 6 États et Territoires insulaires océaniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vanuatu : examen et actualisation de la politique de lutte contre le changement climatique et de réduction des risques de catastrophe ; • États fédérés de Micronésie : fourniture et installation de climatiseurs solaires dans 7 bâtiments publics ; • Nauru (2 activités) : agriculture climato-intelligente et plan-cadre sur l'eau et l'assainissement ; • Niue (2 activités) : élaboration d'une stratégie nationale de communication sur le changement climatique et formation de membres du personnel et de partenaires de l'agence de protection de l'environnement de Niue au concept de changement climatique, aux CDN et à la procédure de mesure, notification et vérification ; • Tonga : production de supports de sensibilisation ; et • Palau : réglementations relatives à l'efficacité énergétique. | Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste), États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Tonga, Vanuatu | Changement de comportements |  |
| <p>La CPS supervise les efforts régionaux de collaboration, de surveillance et de sensibilisation menés dans les pays ciblés en matière de rhinocéros du cocotier. Un soutien technique a été apporté à Vanuatu et aux Îles Salomon pour la mise en œuvre de mesures de surveillance et de confinement du rhinocéros du cocotier, ainsi que de mesures de lutte contre cet organisme nuisible. 30 cartons de pièges à mouches des fruits et chenilles légionnaires (phéromones) ont notamment été achetés et distribués aux Îles Salomon, ainsi que 60 appâts destinés à la chenille légionnaire d'automne à Vanuatu à des fins de suivi et en tant que système d'alerte précoce.</p> | Îles Salomon, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>En 2021, les prises totales de thonidés effectuées dans l'océan Pacifique occidental et central s'élevaient à plus de 2,7 millions de tonnes, un volume record qui représente 55 % des thons capturés dans le monde. Les récentes évaluations des stocks des 4 principales espèces de thonidés d'intérêt commercial – bonite, thon jaune, thon obèse et germon du sud – montrent que les effectifs se maintiennent au-dessus des niveaux de durabilité approuvés. Ce succès est sans égal dans les autres océans de la planète. La bonne santé des stocks de thonidés du Pacifique occidental et central est attribuée aux mesures de gestion des pêcheries mises en place par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et ses membres, et s'explique en particulier par le rôle clé des pays insulaires membres et des organisations sous-régionales de gestion des pêches, comme l'Agence des pêches du Forum (FFA) et le Secrétariat des Parties à l'Accord de Nauru. Si la reconstitution des stocks de plusieurs espèces de requins et de poissons à rostre reste un défi, plusieurs initiatives importantes de conservation des stocks ont été mises en œuvre.</p> <p>Un soutien a été apporté pour la production de 4 rapports scientifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • utilisation des connaissances locales pour orienter la recherche scientifique sur le crabe de cocotier (Birgus latro) aux Fidji ; • évaluation des conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 sur les ménages des zones de gestion spéciale et les petits pêcheurs aux Tonga ; • état des populations d'holothurides au Samoa en 2019 ; et • questions relatives au genre et aux droits de la personne dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture : analyse comparative de la législation aux Fidji. <p>En 2021, un soutien a été apporté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux Îles Salomon pour l'élaboration d'un plan de gestion des holothurides destiné à Pelau et d'une stratégie nationale de conformité réglementaire dans le domaine des pêches, en collaboration avec l'Agence des pêches du Forum (FFA) ; • à Nauru en matière de réglementation des pêches côtières ; • aux États fédérés de Micronésie (Yap) en matière de législation relative à l'aquaculture ; et • à Vanuatu pour la rédaction, la correction et la mise en page avant publication de sa stratégie nationale de gestion et de développement de l'aquaculture. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Impact |  |
| <p>Un soutien a été apporté pour la production de 4 rapports scientifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • utilisation des connaissances locales pour orienter la recherche scientifique sur le crabe de cocotier (Birgus latro) aux Fidji ; • évaluation des conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 sur les ménages des zones de gestion spéciale et les petits pêcheurs aux Tonga ; • état des populations d'holothurides au Samoa en 2019 ; et • questions relatives au genre et aux droits de la personne dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture : analyse comparative de la législation aux Fidji. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Samoa, Tonga | Produit |  |
| <p>En 2021, un soutien a été apporté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux Îles Salomon pour l'élaboration d'un plan de gestion des holothurides destiné à Pelau et d'une stratégie nationale de conformité réglementaire dans le domaine des pêches, en collaboration avec l'Agence des pêches du Forum (FFA) ; • à Nauru en matière de réglementation des pêches côtières ; • aux États fédérés de Micronésie (Yap) en matière de législation relative à l'aquaculture ; et • à Vanuatu pour la rédaction, la correction et la mise en page avant publication de sa stratégie nationale de gestion et de développement de l'aquaculture. | États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Vanuatu | Produit |  |
| <p>10 habitants de Fakarava en Polynésie française ont suivi une formation aux principes de l'agroforesterie ; 4 des 5 maraichers de l'atoll étaient présents, ainsi que plusieurs coprahculteurs. Les formations théoriques ont été complétées par des visites de terrain et des expériences au sein de la ferme de démonstration PROTEGE (Projet régional océanique des territoires pour la gestion durable des écosystèmes) de Fakarava.</p> | Polynésie française | Évolution des connaissances |  |
| <p>10 accords types de transfert de matériel ont été signés avec 9 États et Territoires insulaires océaniques pour la distribution de matériel génétique du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT).</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Australie, Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga | Changement de comportements |  |
| <p>La CPS a traité 416 journaux de pêche (169 pour la pêche à la palangre, 32 pour la pêche à la canne et 215 pour la pêche à la senne), qui couvrent les opérations de navires battant pavillon de 15 pays (Chine, Corée, El Salvador, Équateur, Espagne, Japon, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Îles Salomon, Taiwan, Tuvalu).</p> | Fidji, interne (CPS), États fédérés de Micronésie, Niue, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Samoa | Produit |  |

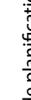
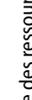
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>La CPs a continué de fournir un appui technique dans le cadre du plan de travail pour la mise en œuvre de la stratégie d'exploitation de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPC). Les travaux actuels de modélisation de la bonite et du germon ont débouché sur une première mise à l'essai d'un cadre d'évaluation des stratégies de gestion des pêcheries mixtes. Les résultats obtenus, très prometteurs, ont été appuyés lors de la dix-septième réunion du Comité scientifique de la WCPC et l'initiative sera développée plus avant en 2022. Un grand pas en avant a été fait en ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie d'exploitation des stocks de thoniés du Pacifique occidental et central à la dix-huitième réunion de la WCPC, durant laquelle les membres ont convenu d'organiser un dialogue de gestion scientifique sur l'élaboration d'une stratégie d'exploitation en 2022. Il s'agit là d'une avancée décisive vers une prise de décisions sur les aspects essentiels des stratégies d'exploitation.</p> <p>Une brève vidéo présentant les stratégies d'exploitation et l'importance de celles-ci sur la pêche thonière dans la région du Pacifique occidental et central a été réalisée (https://www.youtube.com/watch?v=zM3B9DLmtZg). Cette vidéo était accompagnée d'une affiche qui a été diffusée dans une trentaine de pays d'Océanie et d'Asie, et traduite en français, indonésien, chinois, coréen, japonais et vietnamien.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| <p>21 agents du ministère de l'Agriculture et du ministère de la Foresterie ont suivi une formation sur l'utilisation de la nouvelle application sur l'agriculture climato-intelligente qui a été testée à Rotuma. Les agents ont pu se familiariser avec l'application et découvrir comment utiliser des photos aériennes pour marquer la totalité des champs, dont les sols et les terres. Cette formation portait notamment sur les applications de cartographie QField et QDATA, les systèmes d'information géographique (SIG) et les analyses connexes.</p> | Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| <p>3 États et Territoires insulaires océaniques ont continué d'adopter et d'appliquer de nouvelles méthodes en ce qui concerne la préparation des essais de fertilisation, l'échantillonnage et la morphologie des feuilles, les essais de fermentation et le greffage d'obtenions. Aux Fidji, un essai de fertilisation a été réalisé et la préparation des terres a été achevée à la station de recherche de Wainigata, dans la région de Savusavu. 4 obtentions de cacao ont été sélectionnées : (WRS) : WRS 24, WRS 28, WRS 29 et KEE 28 ont fait l'objet d'une greffe avec 120 plants supplémentaires à la station de recherche de Wainigata. 18 échantillonnages de feuilles et analyses de morphologie ont été effectués aux Îles Salomon. Le Samoa a poursuivi l'essai de fermentation finale à l'Organisation de recherche scientifique du Samoa (SROS).</p> | Fidji | Produit |  |
| <p>Les pays océaniques ont continué d'utiliser l'application de saisie de données Tails (sur tablette) pour faciliter la collecte de données sur les pêches côtières. Plus de 18 770 sorties de pêche ont été enregistrées dans l'application en 2021, ce qui porte à 70 973 le nombre total de sorties téléchargées dans Tails. 5 ans après le premier journal de pêche sur Tails, on compte 106 enquêteurs travaillant dans 8 États et Territoires insulaires océaniques ; 581 espèces uniques ont été consignées et 1,75 million de kg de poissons enregistrés. Ces données ont été utilisées pour orienter les décisions prises en matière de gestion ; elles permettent de mesurer l'efficacité des dispositifs de concentration de poissons (DCP) côtiers et d'établir des rapports sur la petite pêche thonière, destinés à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPC).</p> | Fidji, Îles Salomon, Samoa | Changement de pratiques |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|---|------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Appui continu à l'accroissement et à la diffusion et l'utilisation de produits d'information halieutique. 72 outils divers ont été créés dans le cadre de campagnes nationales de sensibilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Îles Cook : campagne « Share your data today » et autres campagnes : 4 guides/brochures en anglais ; • États fédérés de Micronésie – Chuuk : campagne « Fan Itach Chuuk » : 12 affiches/brochures/autocollants (6 en anglais + 6 en langue locale) ; • États fédérés de Micronésie – Pohnpei : campagne « Ahi Mour Ahi Pwukoah » : 14 affiches/brochures/autocollants (7 en anglais + 7 en langue locale) ; • Fidji : campagne « Fish Smart » (en collaboration avec le réseau des aires marines gérées localement [LMMA]) : 7 affiches/brochures/autocollants en anglais ; • Kiribati : campagne de sensibilisation sur la réglementation de la pêche : 1 guide en anglais ; • Nauru : campagne « Les DCP pour la famille » : 2 affiches/brochures en anglais ; • Papouasie-Nouvelle-Guinée : 1 guide sur la transformation des holothurides en langue locale ; • Tonga : campagne « Gestion des zones de gestion spéciale » : 5 affiches/brochures/autocollants (2 en anglais + 3 en langue locale) ; • Tuvalu : campagnes « Sécurité en mer » et « Manipulation des produits de la mer » : 6 brochures en langue locale ; et • Wallis et Futuna : campagne « Te Tai Mata puma Ote Maui » : 16 affiches/brochures/panneaux d'affichage et 2 vidéos en langue locale. <p>Plus de 100 produits d'information ont été élaborés pour la région, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 17 rapports, bulletins et annuaires ; • plus de 65 articles scientifiques pour les réunions de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central ; et • 20 vidéos de sensibilisation sur des problématiques liées à la pêche. | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna</p> | Produit |  |
| <p>3 procédures opérationnelles normalisées ont été élaborées pour les activités de la banque de gènes (conservation, distribution et cryoconservation).</p> <p>347 personnes (193 femmes, 146 hommes et 8 personnes n'ayant pas indiqué leur genre) ont pris part à des activités organisées par le Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) dans le cadre de la Décennie de l'océan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Journée virtuelle du réseau de professionnels de l'océan en début de carrière (ECOP) (7 femmes, 2 hommes et 1 personne n'ayant pas indiqué son genre) ; • Vaka Moana : Naviguer vers un océan Pacifique qui nous porte et nous inspire (102 femmes, 81 hommes et 2 personnes n'ayant pas indiqué leur genre) ; • Laboratoire « Predicted Ocean » (68 femmes, 49 hommes et 3 personnes n'ayant pas indiqué leur genre) ; et • Échange d'apprentissages pour les professionnels de l'océan du Pacifique en début de carrière (16 femmes, 14 hommes et 2 personnes n'ayant pas indiqué leur genre). <p>38 femmes d'un groupe de femmes de Nadroumai ont été formées à la gestion des ressources naturelles.</p> | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> <p>Fidji</p> | Produit |    |

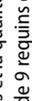
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Le renforcement des capacités nationales de collecte de données sur l'aquaculture a bénéficié d'un appui continu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Îles Cook, la Nouvelle-Calédonie, Tuvalu et Vanuatu ont bénéficié d'une assistance technique à la conception et à la mise en œuvre technique d'écloseries de mariculture. • Une étude de faisabilité a été réalisée à Wallis et Futuna en collaboration avec l'équipe du projet PROTEGE afin de mettre en lumière les éventuels débouchés en matière d'aquaculture. • Des chargés de l'aquaculture aux Fidji et aux Îles Salomon ont suivi une formation par courriel et par visioconférence (Zoom) sur la construction et la modernisation des installations hébergeant les stocks reproducteurs de tilapia. • La Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'une assistance technique axée sur l'élevage et la production en écloseries de bécotiers, ainsi que sur les huîtres de palétuvier. • Le Projet océanien de recherche agroalimentaire pour le développement (PARD), financé par le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), a bénéficié de conseils techniques en matière de planification et de conception de projets, en vue de la réalisation d'une étude de marché sur le tilapia réalisée dans la division occidentale des Fidji afin de comprendre la chaîne commerciale de ce produit aux Fidji. | Fidji, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna | Produit |  |
| <p>4 fermes existantes situées aux Fidji (Digove à Waidina ; Tokoni à Ba ; Baravutu à Tunuloa et Korobua à Labasa) ont bénéficié d'un appui sous la forme d'évaluations et de conseils visant à accroître la productivité et à promouvoir les bonnes pratiques. La viabilité d'une exploitation de Nadroumai a également été évaluée pour la culture du taro dans des zones sèches, l'objectif premier étant de préserver les forêts.</p> | Fidji | Produit |  |
| <p>Des essences mixtes autochtones ont été plantées sur 4 hectares à Draubuta et sur le site d'Emalu à Sigatoka, dans le cadre du soutien apporté au programme de reboisement sur des sites pilotes nationaux.</p> | Fidji | Produit |  |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté pour promouvoir la perliculture communautaire. Le partenaire de projet Wildlife Conservation Society (WCS) a bénéficié d'une assistance technique et de conseils en matière de suivi des opérations et des cultures, de nettoyage des coquilles et de maintenance d'une ferme perlière. Des solutions de diversification ont également été présentées, comme la production d'huîtres perlières comestibles dans le contexte post-COVID-19, ou encore la production de perles rondes de luxe.</p> | Fidji | Produit |  |
| <p>4 000 dragons de dalo ont été distribués à 38 membres du groupe de femmes de Nadroumai pour leurs exploitations agroforestières et 2 000 dragons supplémentaires ont été distribués à d'autres producteurs. Ces 38 femmes, ainsi que 50 jeunes, ont pu suivre une formation sur le terrain à la gestion durable des terres.</p> | Fidji | Produit |  |
| <p>5 jeunes stagiaires (3 femmes et 2 hommes) ont perfectionné leurs connaissances et leurs compétences sur divers aspects en rapport avec l'océan, dont les savoirs traditionnels liés à l'océan, la planification de l'espace maritime, l'analyse de textes juridiques, la communication, le leadership et la création de réseaux.</p> | Fidji, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>6 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont identifié des correspondants pour l'initiative « Des semences pour la vie » au terme d'une série de consultations et d'une évaluation des besoins en formation avec l'appui de la CPS.</p> <p>Un appui a continué d'être fourni aux producteurs (engagement des parties prenantes et chaîne de valeur) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Fidji : un appui a continué d'être fourni aux groupements de producteurs de tilapias de Talevu, Nadi et Savusavu en matière de vulgarisation. 2 éleveurs de tilapias des Fidji ont bénéficié d'un appui technique à l'élaboration de plans d'exploitation d'élevages de tilapias basés sur des écoséries, incluant un système d'incubation permettant la reproduction sur place, afin de développer leur activité. Papouasie-Nouvelle-Guinée : Des groupements d'aquaculteurs de Sirinumu, situé sur le plateau de Sogeri, au nord de Port-Moresby, ont bénéficié d'un appui en matière de vulgarisation. Une formation aux compétences commerciales a été assurée pour 18 stagiaires à Kiribati (3 femmes et 15 hommes), 40 femmes ont été formées à la valeur ajoutée de l'algoculture sur 2 sites des Îles Salomon, et 35 exploitants de fermes pericoles communautaires (10 femmes et 30 hommes) des villages de Vatulele et Urata ont suivi une formation aux Fidji sur les méthodes d'élevage d'huîtres perlières et les compétences commerciales (organisée conjointement avec la Wildlife Conservation Society [WCS]). | <p>Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p> | Évolution des connaissances |  |
| <p>8 États et Territoires insulaires océaniques ont continué à bénéficier d'un soutien pour la collecte de données sur les pêches et de données biologiques. Les Fidji et les Îles Salomon ont recueilli des données sur l'état des invertébrés. Les Fidji, Kiribati, la Nouvelle-Calédonie, Samoa, les Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna ont procédé à la collecte de données sur les poissons et les invertébrés dans le cadre d'enquêtes sur les marchés ou d'enquêtes aux points de débarquement. Une campagne d'échantillonnage biologique (poissons, holothuriens et langoustes) a été menée en Nouvelle-Calédonie afin d'évaluer la taille à maturité des espèces.</p> <p>La collecte et l'analyse d'échantillons se sont poursuivies dans le cadre de la Banque d'échantillons marins du Pacifique. 17 651 échantillons de tissus supplémentaires ont été prélevés, ce qui porte à 155 847 le nombre total d'échantillons transférés dans la Banque d'échantillons marins, pour 1 556 sorties et 46 518 analyses.</p> <p>De nouveaux outils en ligne ont été mis au point pour appuyer la collecte et la gestion des données sur les pêches côtières. En voici quelques-uns :</p> <ul style="list-style-type: none"> modules Web pour les comptages en plongée des poissons et invertébrés, et les relevés des journaux de pêche ; extension de l'application Ikaavea sur tablette aux enquêtes socioéconomiques ; et identification photographique de 240 espèces de poissons par une intelligence artificielle, et mise en œuvre de travaux sur des espèces d'invertébrés (langoustes, crabes, holothuriens). <p>Le nombre de ressources disponibles et utilisées dans la bibliothèque numérique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) a augmenté. 589 documents ont été ajoutés à la bibliothèque et 428 292 téléchargements ont été effectués, contre 399 documents versés et 3 003 474 téléchargements en 2020. 9 États et Territoires insulaires océaniques ont continué d'utiliser des systèmes élaborés par la CPS dans les domaines suivants : évaluation de la qualité de l'eau (Îles Cook), aquaculture du bénéitier (Polynésie française), capture et exportation des holothuriens (Polynésie française), données tirées des enquêtes sur les prises débarquées (Kiribati, Vanuatu, Wallis et Futuna), données socio-économiques (Fidji), données tirées des enquêtes sur les marchés (Fidji, Nouvelle-Calédonie, Tonga), exportation des poissons d'aquariophilie ou des coraux (Kiribati, Îles Marshall), données d'inventaire des stocks d'holothuriens (Fidji, Îles Salomon), suivi, contrôle et surveillance (Tonga).</p> | <p>Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon</p> | Produit |  |
| | <p>Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna</p> | Produit |  |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | Produit |  |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | Produit |  |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna</p> | Évolution des connaissances |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Les dispositifs de concentration de poissons dérivants (DCPd) ont fait l'objet d'importants travaux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poursuite de la constitution d'une base de données régionale sur les DCPd échoués ; • estimation du nombre de DCPd déployés chaque année dans le Pacifique occidental et central et du nombre de bouées actives suivies par navire, et publication dans une revue scientifique ; • collaboration à un projet à l'échelle du Pacifique visant à définir des lignes directrices en vue de limiter les incidences des DCPd perdus et abandonnés sur les tortues marines ; • achèvement d'un grand projet d'exploration du potentiel que présentent les données acoustiques provenant des bouées des DCPd en vue de fournir des informations sur les tendances relatives à l'abondance des thoniés et atténuer les conséquences sur les thons obèses de petite taille ; • fourniture de conseils aux Parties à l'Accord de Nauru sur les tendances en matière de DCPd ; • étude du potentiel de récupération des DCPd perdus par la filière thonière ; et • lancement d'un projet de test de DCPd biodégradables et anti-enchevêtrement. <p>Les demandes de financement de 8 projets (4 en Papouasie-Nouvelle-Guinée et 4 aux Îles Salomon) axés sur la remise en état du littoral, le reboisement, la sécurité alimentaire et la stabilisation des rives des cours d'eau ont été approuvées au titre du mécanisme d'octroi de subventions du Projet d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES).</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Wallis et Futuna | Évolution des connaissances |  |
| <p>Une analyse des principaux habitats côtiers a été réalisée en Nouvelle-Calédonie.</p> | Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon | Changement de pratiques |  |
| <p>Tous les pays océaniques utilisent à présent TUFMAN 2, un système de déclaration des données déployé en 2020. Les formations d'initiation conduites à la fin de l'année 2021 ont permis une prise en main rapide de l'application. Avec cet outil, les pays océaniques disposent d'une suite complète de génération de rapports, comprenant plus de 100 modèles de rapports de synthèse, ce qui leur permet de générer des synthèses par type de données, ou des rapports intégrant plusieurs types de données. Le nouvel outil intègre une fonction hashtag (#), ce qui permet aux utilisateurs de trouver rapidement et efficacement les rapports dont ils ont besoin.</p> <p>Une note d'orientation et une publication sur les droits de la personne et les questions liées au genre dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture ont été élaborées, avec une analyse des législations aux Fidji, à Kiribati, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu (Graham et D'Andrea 2021). Le rapport tient compte des conclusions d'un atelier virtuel organisé en 2020 en collaboration avec le Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP), au cours duquel les représentants des pays ont pu discuter des principales conclusions du rapport en cours d'élaboration.</p> | Nouvelle-Calédonie | Produit |  |
| <p>Parmi les participants ayant répondu aux questions d'évaluation post-formation, 90 % ont indiqué qu'ils utiliseraient les connaissances nouvellement acquises dans leur travail et 89 % que les formations de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) leur avaient permis d'améliorer leurs connaissances.</p> <p>90 documents rédigés ou co-rédigés par la CPS ont été présentés à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC), dont 58 au Comité scientifique, 12 à la session ordinaire et 10 dans le cadre de la mesure relative aux thons tropicaux, 9 au Comité technique et de contrôle et 1 à la réunion sur le germon du sud.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Tonga, Vanuatu | Produit |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | | |
|---|--|-----------------------------|---|--|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal | |
| Un guide d'élevage de larves de mouche soldat noire a été élaboré pour la Polynésie française. Ces larves permettent de remplacer une partie des apports nécessaires en protéines dans l'alimentation des poules. Plusieurs kits d'élevage ont été mis à la disposition de différents aviculteurs. | Polynésie française | Évolution des connaissances |  | |
| Un réseau de mesures constitué de 48 compteurs connectés a été mis en place dans 6 périmètres irrigués de Nouvelle-Calédonie afin d'améliorer le suivi des volumes prélevés pour l'usage agricole en termes de ressources disponibles. Toutes les données sont consultables via une interface Web. L'objectif du réseau est de compléter les systèmes de mesures à l'échelle parcellaire pour optimiser les apports d'eau en fonction du besoin des cultures <i>in situ</i> . | Nouvelle-Calédonie | Changement de pratiques |  | |
| Des certificats par systèmes participatifs de garantie (SPG) ont été décernés à 48 agriculteurs certifiés bio de 13 pays océaniques, pour un total de 50 hectares de terres converties à la culture biologique. 2 groupes SPG ont été approuvés (Fidji et Îles Salomon). Des progrès ont été accomplis dans l'élaboration de la politique nationale de Palau sur l'agriculture biologique. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Palau, Îles Salomon | Produit |  | |
| Un réseau de surveillance de la qualité de l'eau de la rivière Fautaua a été mis en place en Polynésie française, les ressources en eau potable ayant été altérées par l'urbanisation massive des abords immédiats du cours d'eau. 3 stations de mesures de la qualité, constituées de sondes multiparamètres, ont été mises en place ainsi qu'une interface de consultation et de gestion des données télétransmises. Il s'agit d'une première dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) du Pacifique. | Polynésie française | Changement de pratiques |  | |
| Les conclusions de 3 études appuyées à Wallis et Futuna en 2020 ont éclairé l'élaboration d'un document de planification en 2021, dont l'objectif était d'améliorer l'évacuation des eaux de pluie et la définition de modalités de gestion, en fonction des compétences dévolues aux différentes entités et services concernés. | Wallis et Futuna | Évolution des connaissances |  | |
| Au total, 67,76 hectares supplémentaires ont été convertis à la gestion intégrée des ressources naturelles aux Fidji : <ul style="list-style-type: none"> • bassin de la rivière de Ba : 11,44 ha (surfaces cumulées : 137,44 ha) ; • bassin de la rivière Labasa : 35,52 ha (surfaces cumulées : 142,52 ha) ; • bassin de la rivière Waidina : 5,0 ha (surfaces cumulées : 146 ha) ; • bassin de la rivière Tunulooa : 13 ha (surfaces cumulées : 85 ha) ; et • bassin de la rivière Vuniviva : 2,8 ha. | Fidji | Changement de pratiques |  | |
| Parmi les stagiaires ayant répondu aux questions d'évaluation post-formation, 86 % ont évalué très favorablement la démarche et les méthodes pédagogiques de la Division, selon plusieurs critères : utilité du contenu en contexte professionnel, clarté des objectifs de formation, structure des apprentissages, thématiques abordées, possibilité pour les participants d'interagir et de poser des questions, amélioration des connaissances, et applicabilité des compétences ou connaissances dans le cadre de leur activité professionnelle, entre autres points. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  | |

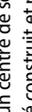
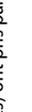
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|--|--|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>8 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une assistance technique afin d'améliorer les analyses nationales axées sur les ressources halieutiques côtières :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des analyses réalisées à l'échelon national sur l'état des populations d'invertébrés (holothuries) ont été effectuées aux Fidji et aux Îles Salomon. Les Fidji et les Îles Salomon ont bénéficié d'une formation en vue de la réalisation d'inventaires et d'analyses sur les populations d'invertébrés (crabe de cocotier, holothuries). 7 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Samoa, Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna) ont bénéficié d'une formation et d'un soutien pour la collecte de données sur des espèces d'invertébrés et de poissons au moyen d'enquêtes sur les marchés ou sur les débarquements. <p>Dans le cadre de la Journée virtuelle des professionnels de l'océan en début de carrière (VECOP) en juin, la CPS a convié 4 jeunes professionnels de l'océan en début de carrière œuvrant en faveur du Pacifique bleu à une conversation virtuelle sur l'avenir que nous voulons pour notre Pacifique bleu. Ils ont été invités à présenter leur parcours et à revenir sur leur travail, leurs expériences et leurs contributions à un Pacifique bleu sain, dans le cadre de leur concours à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. La CPS dirige actuellement le réseau. Elle partage des informations et présente les possibilités offertes, et elle a organisé, à la demande des professionnels de l'océan en début de carrière et avec leur soutien, l'Échange d'apprentissages pour les professionnels de l'océan du Pacifique en début de carrière.</p> <p>Des progrès ont été accomplis dans la réduction de la file d'attente d'indexation virologique : 286 échantillons de feuilles de taro (282 obtentions) ont été envoyés au LandCare NZ en vue d'une indexation virologique, dont 201 échantillons de feuilles (200 obtentions) au bout de 6 mois et 85 échantillons de feuilles (82 obtentions) au bout de 3 mois de contrôle virologique en installation de quarantaine post-entrée ; 13 échantillons de taro, 9 échantillons d'igname et 2 échantillons d'ananas ont été envoyés en vue d'un séquençage de nouvelle génération. Les analyses des aracées se sont poursuivies avec l'appui de Manaaki Whenua Landcare Research (MWLR) et la quatrième cargaison (contenant 282 obtentions) à destination de la Nouvelle-Zélande a été testée pour 3 virus (virus bacilliforme du taro [TaBV], potyvirus et virus de la chlorose des nervures du taro [TaVCV]). 26 obtentions ont été testées positives.</p> | <p>Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna</p> | Produit |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji | Changement de pratiques |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Ont été conservés au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> in vitro (culture tissulaire) : 2 231 obtentions de 18 cultures ; arbre à pain (plein champ) : 22 obtentions ; et laboratoire de semences (chambre froide) : 38 essences endémiques et indigènes. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <ul style="list-style-type: none"> 15 États et Territoires insulaires océaniques ont progressé dans le renforcement de leurs politiques et lois nationales relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture. 7 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Polynésie française, Tonga) ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration de leurs législations sur les pêches côtières et l'aquaculture, ce qui a débouché sur la préparation de projets de lois et sur des avancées dans le cadre de l'élaboration de 2 lois (examen du projet sur la bonne gestion des pêcheries côtières, 2021). Nauru, le Samoa, les Samoa américaines et Vanuatu ont bénéficié d'un soutien pour la rédaction de leurs lois relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture, et les Fidji, les États fédérés de Micronésie, Niue et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont reçu un appui pour leur travail de cadrage. Les parties prenantes ont pris conscience de l'importance de disposer de nouvelles lois en la matière pour faciliter la prise de décision et la mise en œuvre des plans de gestion au niveau local. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Les Fidji et les Tonga ont échangé des semences de santal (4 kg et 1 kg respectivement), qui ont été collectées et entreposées au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). | Fidji, Tonga | Évolution des connaissances |  |
| Les Fidji ont élaboré un projet de code de bonnes pratiques relatif au traitement du bois, l'objectif principal étant d'améliorer son efficacité, la sécurité et les pratiques environnementales sûres. Le projet de rapport sur l'évaluation de la réglementation relative aux installations de traitement et aux scieries ainsi que l'évaluation de la recherche en matière d'exploitation du bois ont été finalisés. Le projet de stratégie sur les produits forestiers non ligneux a également été finalisé pour examen. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji | Changement de pratiques |  |
| La phase 2 du projet relatif aux minéraux du développement aux Fidji a débuté en 2021, en collaboration avec le Département des ressources minérales des Fidji. Un document gouvernemental a été élaboré pour faire valider la politique en matière de minéraux du développement aux Fidji. | Fidji | Produit |  |
| Les Fidji ont présenté la première version du rapport d'évaluation des plantations de cocotiers au ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Queensland. | Fidji | Changement de pratiques |  |
| Dans le cadre d'une collaboration avec diverses autorités nationales désignées visant à recenser des projets/formuler des notes conceptuelles, 2 projets ont été financés : <ul style="list-style-type: none"> solutions d'adaptation au changement climatique pour les autorités locales des États fédérés de Micronésie (programme financé à hauteur de 16,59 millions de dollars des États-Unis au titre du FVC) ; et renforcement des capacités de l'entité régionale à accès direct et des autorités nationales désignées à l'appui de l'action climatique dans le Pacifique (subvention de préparation du FVC d'un montant de 1,87 million de dollars des États-Unis). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), États fédérés de Micronésie | Changement de pratiques |  |
| 7 869 poissons ont été marqués et relâchés (23 % de plus qu'en 2020) au cours des 39 jours qu'a duré la 15 ^e campagne de marquage du Pacifique central (CPI 15) : 82 % de thons obèses, 17 % de thons jaunes et 1 % de bonites. 166 poissons (140 thons obèses et 26 thons jaunes) ont été équipés d'une marque enregistrée. Des échantillons biologiques ont aussi été prélevés sur 334 poissons. Des prélèvements génétiques ont été effectués sur des spécimens visés par l'échantillonnage biologique (toutes espèces confondues). 3 études génétiques ont été menées pour examiner la dégradation des tissus, la variabilité entre les sites de prélèvement des échantillons musculaires et la qualité des échantillons prélevés avec un outil modifié. Des biopsies ont aussi été pratiquées sur des tissus vivants extraits de 9 requins océaniques à pointe blanche et de 20 requins soyeux. Parmi ces spécimens, 1 requin soyeux et 2 requins océaniques à pointe blanche ont été équipés d'une marque satellite avant d'être relâchés. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| La collaboration s'est intensifiée dans le domaine des sciences océaniques, 2 protocoles d'accord ont été signés avec le Système d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique (PaCOOS), et le protocole d'accord conclu avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a été renouvelé. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |
| Les informations tirées de la cartographie des savoirs traditionnels liés à la gestion de l'océan, de l'analyse de textes juridiques et de la cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) à Vanuatu ont été utilisées lors de consultations nationales et provinciales sur la planification de l'espace maritime et la délimitation d'aires marines protégées et d'autres zones soumises à restrictions. | Vanuatu | Changement de pratiques |  |

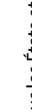
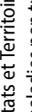
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|--|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>728 participants originaires de la région ont pris part à des formations appuyées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 110 en aquaculture (56 femmes et 54 hommes) ; • 117 en science et gestion halieutiques côtières (32 femmes et 85 hommes) ; • 246 en suivi et analyse des pêcheries et de l'écosystème (15 femmes et 231 hommes) ; • 92 sur le Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (50 femmes et 42 hommes) ; et • 163 en évaluation et modélisation des stocks (44 femmes et 119 hommes). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Des notes d'information sur les océans ont été élaborées pour aider les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique à présenter à la COP26 des arguments solides concernant l'importance des océans.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>7 États et Territoires insulaires océaniques ont continué d'utiliser l'application de journaux de pêche électronique OnBoard. Les données de 643 sorties de pêche à la palangre (28 % de plus qu'en 2020) effectuées par 85 navires distincts ont été transférées depuis l'application.</p> | Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga | Changement de pratiques |  |
| <p>La collecte de données et les analyses se sont poursuivies au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). La disponibilité de la collection fondée sur l'analyse sanitaire est de 26,53 % (591/2 228). La ventilation des données relatives au pourcentage d'obtentions ayant subi une analyse sanitaire et certifiées exemptes de pathogènes par culture se présente comme suit : 16,18 % pour les aracées, 0,63 % pour la banane, 100 % pour le gingembre, 57,14 % pour l'ananas, 100 % pour les pommes de terre, 100 % pour la canne à sucre, 58,81 % pour la patate douce, 100 % pour la vanille et 11,1 % pour l'igname. L'indexation virologique s'est poursuivie pour les aracées.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) a continué d'être renforcé. Un protocole d'optimisation a été élaboré pour l'élimination des bactéries endogènes présentes dans les cultures tissulaires de taro, un nouveau système de documentation a été élaboré pour la distribution et l'acquisition, et de nouveaux ensembles de données ont été ajoutés à la documentation concernant les données sur les cultures. Un projet d'étude a été élaboré sur l'utilisation de nitrate d'argent dans les milieux de culture et l'optimisation de la cryoconservation des méristèmes/embryons de cocotier pour permettre la conservation in vitro à long terme de taro et de cocotiers.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| <p>7 États et Territoires insulaires océaniques utilisent désormais l'application OnShore pour les activités d'échantillonnage au port et/ou d'échantillonnage biologique. 681 échantillonnages au port (prélèvement de près de 160 000 échantillons de poisson) ont été réalisés à l'aide de l'application en 2021, soit une hausse d'environ 17 % de l'utilisation de l'application par rapport à 2020.</p> | Fidji, États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|--|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté en vue de la gestion durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans la région :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 obtentions de patates douces et d'ignames ont été soumises à des méthodes d'irradiation nucléaire en vue de mettre au point d'éventuelles nouvelles lignées possédant de bonnes caractéristiques agronomiques (par exemple, haut rendement et maturation rapide), ainsi qu'une bonne résistance au changement climatique, aux maladies et aux organismes nuisibles. • Plusieurs cultures prioritaires pour de futures collections destinées à une conservation à long terme ont été identifiées en Papouasie-Nouvelle-Guinée : diverses amarantes, bananes, fruit à pain, bele (chou kanak) et ignames. • 4 obtentions de variétés portugaises de taro résistant à la sécheresse ont été acquises auprès du Leibniz Institute DSMZ – German Collections of microorganisms and cell culture GmbH et intégrées dans les collections du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) ; et • 1 obtention d'ananas a été identifiée en vue d'un approvisionnement en Colombie (demande des Fidji). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>12 États et Territoires insulaires océaniques ont progressé dans la mise en œuvre de leurs lois/politiques relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture. Il s'agissait notamment de faire appliquer les politiques et les lois grâce à l'élaboration de manuels et de guides visant à promouvoir le respect des réglementations et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance.</p> | Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| <p>4 États et Territoires insulaires océaniques ont commencé à utiliser Ollo, une application de collecte de données mise au point en 2020. À l'aide de cette application, les observateurs ont enregistré des données détaillées sur plus de 18 000 spécimens de poissons capturés au cours de 544 filages en 2021.</p> | Îles Cook, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga | Changement de pratiques |  |

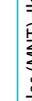
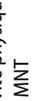
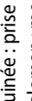
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté pour la promotion de la production alimentaire locale et des pratiques agricoles traditionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tuvalu : des lignes directrices relatives à la conservation et à la transformation des aliments ont été rédigées pour appuyer la promotion des aliments locaux aux fins de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; Tuvalu a également donné la priorité à 13 fiches d'information sur les légumes-feuilles des atolls préalablement recensés lors du projet sur la santé des sols des atolls, afin de poursuivre leur promotion à Tuvalu, dans le cadre du projet « Food Futures ». Fidji : le toddy de l'île de Rabi a été commercialisé à Marama Niu (Fidji) et les pratiques traditionnelles de traitement et de transformation de la noix de coco de l'île de Cicia ont été consignées. Nouvelle-Calédonie : les noix de kanari de SolAgro sont désormais vendues en Nouvelle-Calédonie en tant que produits biologiques. <p>À Suva, 4 stagiaires en aquaculture (toutes des femmes) ont achevé un programme de stage de 6 mois. 2 d'entre elles ont par la suite été embauchées dans des fermes commerciales d'élevage de tilapias à des postes de supervision et les 2 autres ont poursuivi des études supérieures de deuxième ou troisième cycle à l'Université du Pacifique Sud.</p> | Fidji, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Tuvalu | Changement de pratiques |  |
| <p>Un appui a continué d'être fourni pour renforcer la coordination régionale dans le domaine des sciences océaniques. La CPS a activement participé aux travaux du groupe sur les services maritimes et océaniques des îles du Pacifique (PIMOS), qui fait partie du Conseil météorologique océanien.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji | Évolution des connaissances |  |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer les systèmes résilients de production agricole et forestière. 15 parcelles ont été inventoriées, dont 7 dans le bassin versant de Labasa et 8 dans celui de Tunuloa, avec le concours du projet REDD+II. Un appui a également été apporté pour la mise en place de parcelles dans les bassins versants de Ba, Waidina (Naitasiri) et Vunivua (Vanua Levu). L'évaluation des échantillons de déchets s'est poursuivie.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) Fidji | Produit |  |
| <p>3 articles scientifiques rédigés à partir de l'étude de prélèvements disponibles dans la Banque d'échantillons marins du Pacifique ont été publiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyses génétiques d'échantillons musculaires de thon germon, qui démontrent l'existence de migrations et de flux génétiques de part et d'autre de l'équateur entre le germon du nord et le germon du sud ; une forte différenciation génétique de certaines parties du génome des thons germes subsiste néanmoins (Vaux <i>et al.</i> 2021) ; Analyse de la teneur en mercure d'échantillons de tissus musculaires de thon jaune, thon obèse et bonite, qui démontre la présence d'une importante variabilité annuelle au cours des 18 dernières années, sans pour autant mettre en évidence de tendance à la hausse à long terme, malgré l'augmentation des concentrations de mercure à la surface des océans en raison de l'industrialisation (Médieu <i>et al.</i> 2021) ; et Modélisation de l'impact du changement climatique sur les prises accessoires des pêcheries thonières à partir d'analyses de contenu stomacal (Allain <i>et al.</i> 2021). <p>2 documents ont été présentés au comité scientifique de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPCF), sur la base de résultats issus de la Banque d'échantillons marins du Pacifique : modélisation de l'impact du changement climatique sur les prises accessoires des pêcheries thonières à partir d'analyses de contenu stomacal (Allain <i>et al.</i> 2021) et indicateurs écosystémiques fondés sur la teneur en graisse des thons (OFF-SPC 2021).</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer les opérations et les activités de gestion au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). 9 agents du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) (5 femmes et 4 hommes) ont suivi une formation sur la sélection par mutation. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa | Évolution des connaissances |  |
| À Vanuatu, une formation s'est poursuivie au Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu sur la propagation, la plantation et la maintenance en vue de promouvoir une agriculture résiliente. | Vanuatu | Produit |  |
| Un accord de partenariat a été signé avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour soutenir 3 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa) au moyen d'activités spécifiquement destinées aux jeunes et aux femmes dans le secteur agricole. | Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa | Changement de pratiques |  |
| Le programme de gestion intégrée de l'océan du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) a été lancé, une demande de financement a été soumise à l'Union européenne, et les activités ont démarré à Vanuatu avec l'apport d'un soutien pour la planification de l'espace maritime, l'analyse de textes juridiques, le recensement des savoirs traditionnels en rapport avec l'océan et la communication. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Vanuatu | Produit |  |
| 3 États et Territoires insulaires océaniques ont participé au quatrième atelier virtuel régional de formation des formateurs sur le respect de la réglementation relative aux pêches côtières et à l'aquaculture, organisé par l'intermédiaire de l'Université du Pacifique Sud. Des ateliers de suivi, contrôle et surveillance ont été organisés : à Kiribati (15 femmes et 14 hommes), à Pitcairn (7 participants) et dans 6 provinces de Vanuatu. | Kiribati, Pitcairn, Vanuatu | Produit |  |
| Les pays océaniques ont été dûment informés des questions communes touchant à l'océan Pacifique en amont de la COP26. Le bureau de l'océan de Vanuatu a accueilli 4 stagiaires du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS), qui ont contribué à ses travaux de planification de l'espace maritime. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Vanuatu | Impact |  |
| 2 perliculteurs des Fidji (J. Hunter Pearls et USP) ont renforcé leurs capacités et l'accès aux technologies de dépistage (kits de tests PCR) des virus et bactéries dans les huîtres perlières et les huîtres de paléuvier, une démarche obligatoire pour garantir la sécurité sanitaire des exportations de crustacés. | Fidji | Produit |  |
| Des centres de semences ont été créés aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu, et un centre de semences à pollinisation libre a été mis en place au Samoa. Un centre de transformation des semences a également été construit et mis en service pour la station de recherche de Sigatoka. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Samoa, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| Les semences de 37 espèces indigènes ont été collectées et entreposées au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) en vue de leur expédition à la Millennium Seed Bank (banque de semences du millénaire) en 2022. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 16 participants (12 femmes et 4 hommes) ont pris part à une formation sur la production et la diffusion de l'information halieutique. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

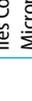
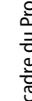
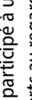
| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| La CPS a traité les données de 1 574 missions d'observation provenant de 11 États et Territoires insulaires océaniques (dans le cadre de 16 programmes d'observation) à l'aide du logiciel TUFMAN 2. L'objectif fixé, à savoir la saisie, pour fin mai, des données de 1 000 carnets d'observateur de la pêche à la senne, a également été atteint. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie- Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| En août 2021, le Fonds pour l'adaptation a accredité la CPS en tant qu'institution régionale de mise en œuvre, reconnaissant ainsi sa capacité à aider les pays océaniques à obtenir des financements climatiques (adaptation et atténuation). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |
| Kiribati, Pitcairn, les Tonga et Vanuatu ont bénéficié d'un appui pour la mise en œuvre et la mise en application de leurs réglementations relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture. Il s'agissait notamment d'élaborer des manuels et des guides en vue de promouvoir le respect des réglementations et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance. | Kiribati, Pitcairn, Tonga, Vanuatu | Changement de comportements |  |
| 3 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié de 2 formations sur la caractérisation des champs de cocotiers et la culture tissulaire (Samoa) dans le cadre du projet « Cocotiers au service des moyens de subsistance » du Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), ainsi que d'une séance d'information sur les dispositions de l'accord type de transfert de matériel conclu dans le cadre du Traité international de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Fidji, Papouasie- Nouvelle-Guinée et Samoa). Un projet de vidéo sur l'extraction des embryons de cocotier a été réalisé. L'Université du Queensland a réalisé des vidéos sur l'embryogénèse somatique et la culture d'embryons. | Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa | Changement de pratiques |  |
| La nouvelle serre de quarantaine (deuxième installation de quarantaine post-entrée) a été approuvée en matière de biosécurité par le Service de biosécurité des Fidji (BAF) et a reçu la certification correspondante. La planification de la modernisation des infrastructures s'est poursuivie, notamment à travers la mise en place d'installations d'analyse de l'ADN et de cryoconservation. Une évaluation de la base de données GRIN-GLOBAL a été menée à bien. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji | Produit |  |
| Le Gouvernement de Vanuatu a poursuivi la mise en œuvre de sa politique nationale de l'océan avec le soutien actif du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) : personnel mis à la disposition du bureau de l'océan pour des missions de courte durée, avancement des travaux de recensement des savoirs traditionnels, analyse de textes juridiques, communication, et cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) et planification de l'espace maritime. | Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| De nouvelles données issues d'un prototype de bouée houlographe installé sur un dispositif de concentration de poissons (DCP) ont été utilisées par Météo France en Nouvelle-Calédonie. La cartographie des savoirs traditionnels liés à la gestion de l'océan, l'analyse de textes juridiques et la cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) à Vanuatu ont été utilisées lors de consultations nationales et provinciales sur la planification de l'espace maritime et la délimitation d'aires marines protégées et d'autres zones soumises à restrictions. | Nouvelle-Calédonie, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| Le Conseil du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) a décidé de demander le statut de Centre de collaboration régional (demande en cours). Les représentants de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques et le PCCOS ont engagé des discussions ouvertes sur le type de Centre de collaboration régional qui pourrait voir le jour dans ce contexte. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |

| Ressources naturelles et biodiversité | | | |
|---|--|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Le bureau de l'océan de Vanuatu a renforcé ses moyens institutionnels afin d'aller à la rencontre des populations locales dans le cadre de consultations et d'avancer dans ses travaux de planification de l'espace maritime, son recensement des savoirs traditionnels et son analyse de textes juridiques. | Vanuatu | Impact |  |
| 17 pays océaniques ont remis la première partie de leur rapport à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) avant la date butoir, fixée au 13 juillet, maintenant le niveau de conformité atteint en 2020. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| Une formation au piégeage participatif a été organisée dans le but de mobiliser les habitants des tribus adjacentes aux zones prioritaires du projet autour de la régulation des espèces envahissantes et de démontrer qu'il est possible de réduire le niveau de dégâts occasionnés dans les champs par les cochons sauvages. 176 personnes ont été formées au piégeage des cochons, 10 formations au piégeage par piège-cage et collets-cordes ont été menées, 330 collets-cordes et 81 pièges-cages ont été distribués, et 5 animateurs de terrain ont été recrutés pour le suivi des activités. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Un appui continue d'être apporté à l'île de Rabi (Fidji) pour la transformation et la production d'huile de coco vierge. La CPS a fourni un appui pour la mise en place d'une démarche de certification par systèmes participatifs de garantie (SPG) et la réalisation d'une analyse des sols. 3 000 jeunes plants à planter ont été fournis, l'objectif étant d'atteindre une superficie de 10 hectares sur l'île de Rabi. | Fidji | Changement de pratiques |  |
| 4 municipalités de Polynésie française (Mahina, Tumaraa, Hao et Tubuai) adoptent des méthodes de planification fondées sur des éléments factuels (similaires à celles de Wallis et Futuna) pour améliorer l'approvisionnement en eau. | Polynésie française, Wallis et Futuna | Changement de pratiques |  |
| Des estimations du nombre de dispositifs de concentration de poissons dérivants (DCPd) déployés et actifs par navire et dans tout le Pacifique occidental et central ont été compilées pour les 9 années précédentes. Les travaux, qui quantifient l'utilisation des DCPd au sein de la plus grande pêche thonière au monde, ont été publiés dans le très renommé ICES Journal of Marine Science (https://doi.org/10.1093/icesjms/fsab116). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Îles Marshall États fédérés de Micronésie, Polynésie française, Wallis et Futuna | Produit |  |
| Systèmes alimentaires | | | |
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Un appui a continué d'être fourni pour le renforcement de l'engagement régional dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. 2 notes d'information sur les systèmes alimentaires ont été élaborées, et une concertation intergouvernementale régionale sur les systèmes alimentaires dans le Pacifique bleu a été organisée par la CPS. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 23 participants de 8 États et Territoires insulaires océaniques ont pris part à un webinaire de formation sur l'élaboration de notes d'orientation sur les maladies non transmissibles (MNT). | Guam, Îles Mariannes du Nord, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tokelau, Tuvalu | Produit |  |

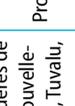
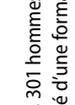
| Systèmes alimentaires | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Les tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les maladies non transmissibles (MANA) de 3 États et Territoires insulaires océaniques (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa américaines et Tokelau) ont été mis à jour et approuvés. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa américaines, Tokelau | Évolution des connaissances |  |
| 3 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Tonga, Vanuatu) ont montré qu'ils continuaient d'œuvrer au renforcement de leurs plans et mécanismes nationaux relatifs aux maladies non transmissibles (MNT). Les Tonga ont poursuivi la mise en œuvre de leur comité de lutte contre les MNT, un plan de lutte contre les MNT a été élaboré aux Îles Cook, et un comité de lutte contre les MNT a été créé à Vanuatu. | Îles Cook, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont renforcé leurs comités plurisectoriels nationaux sur les maladies non transmissibles (MNT) et/ou leurs initiatives nationales en la matière. Wallis et Futuna a demandé à ses dirigeants politiques de conduire des travaux sur l'obésité infantile, les Fidji ont renforcé leurs systèmes alimentaires et leurs initiatives en matière de MNT par le biais de dialogues nationaux sur les systèmes alimentaires, les dirigeants politiques du Samoa se sont mobilisés pour renforcer la politique alimentaire et l'initiative de promotion de la santé, et Kiribati a confié à son ministre de la Santé la direction de son initiative de sensibilisation aux MNT. | Fidji, Kiribati, Samoa, Wallis et Futuna | Changement de comportements |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont adapté et utilisé les nouvelles Recommandations pour une vie saine dans le Pacifique. | Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Wallis et Futuna | Changement de pratiques |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques (États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga et Vanuatu) ont fourni des données attestant qu'ils avaient poursuivi la mise en œuvre de leurs plans nationaux de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT), en collaboration avec les parties prenantes. | États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont organisé des réunions de sensibilisation de haut niveau sur les systèmes alimentaires, les maladies non transmissibles (MNT) ou l'obésité infantile : un dialogue national sur les systèmes alimentaires aux Fidji, une réunion de haut niveau sur les MNT à Wallis et Futuna, une réunion sur la politique alimentaire au Samoa, une consultation des documents de la Réunion des ministres de la Santé du Pacifique sur les MNT à Kiribati, et un sommet national sur les MNT aux États fédérés de Micronésie. | Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Samoa, Wallis et Futuna | Produit |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques se sont appuyés sur les tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) (MANA) afin de suivre leurs progrès au regard de leurs objectifs en matière de MNT. 9 projets de recherche opérationnelle sur les MNT ont été menés dans la région, et les États et Territoires insulaires océaniques se sont engagés à donner suite aux recommandations et aux conclusions formulées. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de l'élaboration de leurs politiques relatives aux maladies non transmissibles (MNT) : le Samoa (politique alimentaire et nutritionnelle nationale, politique de la fondation pour la promotion de la santé) ; Îles Marshall (réglementation sur la commercialisation des produits alimentaires néfastes pour la santé, taxe sur les boissons sucrées) ; Îles Salomon (taxe sur les boissons sucrées, application de sa politique en matière de MNT) ; Guam (taxe sur les boissons sucrées, politique sur l'eau potable dans les écoles) ; Îles Mariannes du Nord (taxe sur les boissons sucrées) ; Vanuatu (politique commerciale et alimentaire). | Guam, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu | Produit |  |

| Systèmes alimentaires | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de leurs semaines nationales de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) et l'obésité infantile. | Nauru, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Wallis et Futuna | Produit |  |
| 8 États et Territoires insulaires océaniques ont mis en application les connaissances et les compétences acquises lors des activités de renforcement des capacités, et ont utilisé les ressources fournies par la CPS pour renforcer leurs interventions de promotion de la santé et de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) dans les écoles et les communautés. | Îles Cook, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Wallis et Futuna | Évolution des connaissances |  |
| 8 États et Territoires insulaires océaniques ont tiré profit de diverses activités ciblées liées aux maladies non transmissibles (MNT). Ils ont notamment bénéficié d'un appui dans le cadre des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Kiribati, Niue et les Tonga : projet de prise en charge intégrée du diabète • Îles Salomon : campagne de promotion de l'activité physique • Fidji et Îles Salomon : activités de dépistage des MNT • Papouasie-Nouvelle-Guinée : prise en charge des MNT • Îles Cook, Nauru, Îles Salomon : mesures de lutte contre les facteurs de risque des MNT | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga | Produit |  |
| 8 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié de conseils techniques pour soutenir l'élaboration de lignes directrices et ont reçu des équipements et d'autres ressources de promotion de la santé pour leurs centres dédiés au diabète. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga | Produit |  |
| Des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes de 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien afin de poursuivre la mise en œuvre de leurs activités relatives aux maladies non transmissibles (MNT) et à l'obésité infantile. Il s'agissait notamment de renforcer les associations de lutte contre le diabète à Tuvalu et aux Îles Marshall, de soutenir le travail de lutte contre les MNT mené par les groupes de jeunes à Vanuatu et aux Tonga, et de renforcer l'engagement des parties prenantes au Samoa et à Wallis et Futuna. | Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna | Changement de comportements |  |
| Les Fidji, les Îles Salomon et les Tonga ont bénéficié d'un soutien technique afin d'encourager la production alimentaire locale. Ont notamment bénéficié de ce soutien la production d'aigües comestibles pour la consommation locale, l'élevage local de tilapia aux Îles Salomon, et l'élevage communautaire d'huîtres perlières comestibles aux Fidji. | Fidji, Îles Salomon, Tonga | Produit |  |
| Des supports de promotion de la santé ont été produits et distribués dans 10 États et Territoires insulaires océaniques afin de soutenir les initiatives nationales de promotion d'un mode de vie sain. Citons par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • des ressources de lutte contre l'obésité infantile ; • des ressources de promotion de la santé au Samoa ; • un dossier d'information sur le diabète aux Tonga, à Niue et à Kiribati ; • des ressources nutritionnelles pour une alimentation saine ; et • des clips vidéo sur l'activité physique diffusés à l'échelon régional. | Îles Cook, Fidji, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna, Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Aux États fédérés de Micronésie, 200 agriculteurs de 3 îles périphériques et 9 villages/municipalités de l'île principale ont reçu du matériel. Aux Tonga, 5 obtentions de fruit à pain du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) ont été plantées dans des champs autour de Tongatapu. Toutes sont enregistrées dans les systèmes d'archives du CePaCT. | États fédérés de Micronésie, Tonga | Produit |  |

| Systèmes alimentaires | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Des hommes politiques de niveau ministériel ont participé à des réunions de sensibilisation à la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) dans 4 États et Territoires insulaires océaniques. | Fidji, Kiribati, Samoa, Wallis et Futuna | Produit |  |
| La distribution de variétés végétales nutritives et résilientes s'est poursuivie afin de renforcer la sécurité alimentaire. En 2021, 213 obtentions (4 076 échantillons) de banane, d'arbre à pain, de manioc, d'ananas, de taro des marais, de patate douce, de Xanthosoma, d'igname, de taro et d'embryon de noix de coco tirées des collections du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) ont été distribuées aux îles Cook, aux îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, à Niue, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon, aux Tonga et à l'Université du Queensland. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Un soutien a continué d'être apporté afin d'assurer la disponibilité de variétés végétales nutritives et résilientes, de même qu'une aide ciblée pour renforcer le centre de semences. Les évaluations des patates douces ont commencé aux Fidji, où les stations de recherche de Legalega et de Sigatoka ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de l'évaluation de leur programme de production de semences. | Fidji | Produit |  |
| Un appui a continué d'être apporté pour renforcer des initiatives collaboratives dans le domaine des maladies non transmissibles (MNT) aux niveaux national (13 initiatives dans 11 États et Territoires insulaires océaniques) et régional (7 initiatives). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| Un soutien a continué d'être apporté en vue de développer des débouchés innovants pour la pêche de subsistance et la pêche commerciale dans les zones de gestion spéciale. 7 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien sous la forme de conseils techniques, de matériel et de vidéos de formation en lien avec les dispositifs de concentration du poisson (DCP). | Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Samoa américaines, Tuvalu | Produit |  |
| Plus de 95 % des participants de 8 États et Territoires insulaires océaniques formés à l'élaboration de notes d'orientation ont fait état d'une amélioration de leurs connaissances et de leurs compétences en matière d'élaboration de documents d'orientation sur les maladies non transmissibles (MNT). | Guam, Îles Mariannes du Nord, États fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tokelau, Tuvalu | Évolution des connaissances |  |
| Des documents sur les maladies non transmissibles (MNT) ont été présentés lors de 3 réunions de haut niveau – Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, Conférence des ministres du Commerce des pays membres du Forum et Réunion des directeurs de la santé – afin de mieux sensibiliser les responsables politiques et de renforcer leur engagement en matière de MNT. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Le Réseau océanien d'information sur les ressources phylogénétiques agricoles (PAPGREN) a été renforcé, des partenariats avec des banques de gènes internationales de premier plan et des instituts de recherche ont été explorés, et de nouveaux partenariats ont été proposés pour pallier les lacunes du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| La Réglementation pour la lutte contre les maladies non transmissibles dans le Pacifique a été achevée et approuvée par les directeurs de la santé, après diverses réunions de consultation avec les partenaires du développement. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |
| Les Tonga ont élaboré un cadre de suivi-évaluation des maladies non transmissibles (MNT) pour contrôler la mise en œuvre de leur plan de lutte en la matière. | Tonga | Changement de pratiques |  |

| Équité, éducation et développement social | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 10 participants (7 femmes et 3 hommes) du Samoa ont été formés à la théorie des réponses aux items et à l'utilisation d'un logiciel connexe (RUMM/ConQuest). | Samoa | Produit |  |
| 11 participants (6 femmes et 5 hommes) de 2 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati et Îles Salomon) ont pris part à une formation d'accréditation virtuelle au Teachers' College (Kiribati) et au Bishop Patterson Theological College (Îles Salomon). 2 qualifications donnant accès aux études supérieures dans le Pacifique ont été accréditées : le Master en gestion de la signalisation maritime et le Cours de niveau 4 sur l'enseignement de l'anglais langue étrangère (TESOL). | Kiribati, Îles Salomon, Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| 131 fonctionnaires et prestataires de services hors police et justice (78 femmes et 53 hommes) des Tonga et de Tuvalu ont bénéficié d'une formation en lien avec leur rôle dans l'appui à la mise en œuvre des lois sur la protection de la famille et les violences domestiques, ainsi que d'une formation sur l'éducation à la citoyenneté sociale. | Tonga, Tuvalu | Évolution des connaissances |  |
| 15 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA 2021), en consultation avec les ministères de l'Éducation. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| 221 participants (7 femmes et 214 hommes) de 7 États et Territoires insulaires océaniques ont été formés dans le cadre du Programme océanien d'observation des pêcheries. | Fidji, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga, Vanuatu | Produit |  |
| 29 participants (15 femmes et 14 hommes) de 12 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une formation relative aux exigences de suivi-évaluation et d'apprentissage à respecter lors de l'établissement de rapports au regard du Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF). | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Dans 3 États et Territoires insulaires océaniques (Tonga, Îles Marshall et Vanuatu), on constate un renforcement de la défense des personnes LGBTIQ par la société civile. | Îles Marshall, Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| 3 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Tuvalu, Vanuatu) ont mis à niveau leurs plateformes d'apprentissage Moodle, qui met des ressources à disposition des enseignants et des élèves. | Kiribati, Tuvalu, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| 3 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon) ont achevé leurs rapports au titre de l'Examen périodique universel (EPU) et les Fidji ont actualisé leur rapport dans le cadre de la Convention relative aux droits de l'enfant. | Fidji, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon | Changement de pratiques |  |
| 33 animateurs communautaires de Tuvalu ont été formés à la défense des droits de la personne. | Tuvalu | Produit |  |

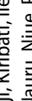
| Équité, éducation et développement social | | Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|---|--|---|--|---|--------------------------------|
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont mis au point des outils en faveur d'une application genrée des lois et politiques : | <ul style="list-style-type: none"> • États fédérés de Micronésie : modèles pour les affaires de violence domestique soumis pour approbation ; • Kiribati : cahier d'audience et guide judiciaire sur les violences domestiques ; • Îles Salomon : élaboration de guides dans le cadre du projet d'accès à la justice (A2J) pour faciliter le remplissage des formulaires de demande d'ordonnance de protection prévus par la loi sur la protection de la famille ; et • Tonga : lors d'un séminaire, les magistrats ont examiné les décisions au regard de la loi sur la protection de la famille. | Kiribati, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga | Changement de pratiques |  | |
| Poursuite des engagements en faveur du renforcement des capacités nationales dans le secteur de l'éducation. 4 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une aide au renforcement des capacités afin de consolider leur programme national d'enseignement, par l'intermédiaire d'une formation à la rédaction de supports didactiques. | | Kiribati, États fédérés de Micronésie, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  | |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont participé au lancement du programme de recherche régional du Projet océanien pour les écoles secondaires et aux interventions menées dans le cadre de ce programme, l'objectif étant de combler les lacunes concernant les aptitudes et les compétences des jeunes Océaniques (14–18 ans) et de répondre au manque de possibilités d'éducation et de formation leur étant destinées. | | Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Tonga | Produit |  | |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques soutiennent la mise en œuvre de leurs lois et de leurs politiques relatives aux droits de la personne, à l'égalité de genre et à l'élimination des violences faites aux femmes en élaborant des outils et des mécanismes destinés aux écoles : déploiement de manuels d'éducation à la citoyenneté sociale et d'une liste de contrôle dans les écoles de Kiribati, 21 formations assurées pour 138 femmes et 165 hommes aux Îles Marshall, 7 formations relatives au manuel stratégique et aux programmes d'éducation à la citoyenneté sociale ; 5 visites d'établissements d'éducation à la citoyenneté sociale effectuées avec les participants (15 femmes et 6 hommes) ; appui et aide à la promotion de l'éducation à la citoyenneté sociale dans 3 écoles sur 12 (66 femmes et 68 hommes) ; et 3 formations assurées dans le cadre d'associations d'éducation à la citoyenneté sociale (27 femmes et 43 hommes). Tuvalu : élaboration d'un guide de l'enseignant ; 5 programmes de sensibilisation et de promotion (participants : 147 femmes et 71 hommes) ; Vanuatu : examen des ressources d'éducation civique destinées au Bureau électoral de Vanuatu (VEO) – manuel de l'enseignant et cahier de l'élève ; 2 ateliers sur l'éducation à la vie familiale ; formation avancée des formateurs extrascolaires et forum de co-construction organisé à Shéfa en faveur de l'éducation secondaire à Vanuatu (participants : 25 femmes et 27 hommes) ; exercices de simulation et remise à niveau en matière d'éducation à la citoyenneté sociale (participants : 78 femmes et 52 hommes). | | Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu | Impact |  | |
| Des avancées ont été observées dans le cadre de 41 campagnes de la société civile concernant la modification de politiques et de lois ou les questions de droits de la personne. Un soutien a été apporté dans 6 États et Territoires insulaires océaniques : Îles Salomon (17) ; États fédérés de Micronésie (12) ; Tonga (4) ; Tuvalu (4) ; Vanuatu (2) ; Îles Marshall (1). | | Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Tuvalu, Îles Salomon, Vanuatu | Produit |  | |
| 471 participants (276 femmes et 195 hommes) de 15 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation au codage, qui portait notamment sur la supervision des codeurs et la saisie des données. | | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  | |

| Équité, éducation et développement social | | Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|--|--|---|--|---|--------------------------------|
| 48 participants (29 femmes et 19 hommes) de 15 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à un atelier consacré au cadre régional océanique de compétences des enseignements. | | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  | |
| 5 personnes chargées des programmes d'enseignement au sein du ministère de l'Éducation de Kiribati ont été formées à la rédaction des programmes. | | Kiribati | Produit |  | |
| Dans 5 États et Territoires insulaires océaniques, on constate un engagement du pouvoir judiciaire en faveur de la mise en œuvre de lois/politiques nationales en matière de violences domestiques et de protection de la famille : <ul style="list-style-type: none"> • États fédérés de Micronésie : registres des affaires de violence domestique ; • Îles Salomon : les juges agréés de Malaita ont rejoint le réseau d'orientation SAFENET ; • Tonga : décision de justice sur le viol et formation du ministère de la Justice sur la coordination des traités des Nations Unies ; • Vanuatu : priorité accordée aux affaires de violence domestique ; et • Tuvalu : avocats en poste dans les îles périphériques. | | États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Impact |  | |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une remise à niveau d'une demi-journée des examinateurs et des surveillants du South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC) et des examens nationaux. Un examen blanc a également été organisé dans le cadre de cette formation. | | Kiribati, Nauru, Samoa, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  | |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une formation régionale sur la validation des acquis de l'expérience, destinée aux autorités nationales chargées des qualifications. | | Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu | Produit |  | |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui au renforcement des normes de direction d'établissement scolaire en collaboration avec leurs ministères de l'Éducation. | | Nauru, Niue, Îles Salomon, Tokelau, Tonga | Produit |  | |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont entrepris un examen législatif des instruments relatifs aux droits de la personne, et un examen des comités législatifs. | | Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Impact |  | |
| 53 organisations de la société civile (OSC) dans 7 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien pour mener des campagnes et plaider en faveur d'une modification des politiques et des lois ou d'autres avancées en matière de droits de la personne. | | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  | |
| 536 fonctionnaires (185 femmes et 351 hommes) et 50 personnes n'ayant pas souhaité indiquer leur genre) de 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur les droits de la personne/la bonne gouvernance. | | Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  | |

| Équité, éducation et développement social | | Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|---|---|--|--|---|--------------------------------|
| | Une hausse du nombre de femmes ayant recours à des services juridiques ou signalant des faits de violence domestique a été constatée dans 6 États et Territoires insulaires océaniques : <ul style="list-style-type: none"> Tonga et Îles Salomon : mise en évidence d'éléments factuels clairs sous forme de données ; et Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu et Vanuatu : mise en évidence d'éléments factuels partiels ou anecdotiques attestant d'une hausse du nombre de femmes ayant recours à des services juridiques ou signalant des violences domestiques. | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Impact |  | |
| | 7 États et Territoires insulaires océaniques disposent de mécanismes nationaux de coordination en matière de droits de la personne. | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  | |
| | 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur les indicateurs relatifs à l'éducation, l'analyse des données et l'établissement de rapports. | Îles Cook, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tokelau, Vanuatu | Évolution des connaissances |  | |
| | La CPS a apporté son soutien aux consultations menées avec des homologues chercheurs dans le domaine de l'éducation dans 6 États et Territoires insulaires océaniques, le but étant d'examiner l'aide requise en matière de recherche en 2022. Des consultations avec l'Oceania Comparative and International Education Society (OCIES) et Vaka Pasifiki ont également eu lieu concernant le soutien et la participation aux conférences internationales. | Îles Cook, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Samoa, Tuvalu | Produit |  | |
| | 7 États et Territoires insulaires océaniques disposent désormais de plans de mise en œuvre des lois nationales relatives aux violences domestiques et à la protection de la famille. | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu | Changement de comportements |  | |
| | 7 États et Territoires insulaires océaniques sont en bonne voie en ce qui concerne leurs rapports prévus par l'Examen périodique universel (EPU) et les principaux traités sur les droits de la personne. | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  | |
| | 70 ordonnances de protection ont été émises dans 4 États et Territoires insulaires océaniques : Îles Marshall (8), Îles Salomon (2), Tonga (5) et Tuvalu (5). | Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Changement de pratiques |  | |
| | 79 officiers de police et juges agréés de 5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une formation destinée aux prestataires de services judiciaires. | Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Produit |  | |
| | Un établissement universitaire régional (Programme régional de formation technique et continue de l'Université du Pacifique Sud [USP]) a été habilité à délivrer 2 micro-qualifications régionales, et l'Université nationale des Fidji (FNU) a déposé 10 demandes de validation de micro-qualifications. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, interne (CPS) | Produit |  | |

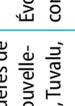
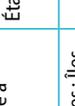
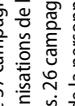
| Équité, éducation et développement social | | | |
|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Un groupe de travail régional sur les violences domestiques et la protection de la famille s'est réuni pour la seconde fois en août 2021. | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Environ 91 % des fonctionnaires de Kiribati, Tuvalu et Vanuatu ont suivi une formation sur les normes relatives aux droits de la personne et ont bénéficié d'une assistance technique en la matière ainsi que sur les règles de bonne gouvernance. | Kiribati, Tuvalu, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Le South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC) a fait l'objet d'une accréditation et d'une évaluation, assurant aux personnes diplômées une reconnaissance et un niveau qui leur permettent de présenter leur candidature aux universités relevant de l'Universities Admissions Centre (UAC). Les progrès se sont poursuivis en ce qui concerne l'évaluation et la reconnaissance internationale du SPFSC par le UK ENIC – le Centre d'information national britannique pour la reconnaissance et l'évaluation des qualifications et compétences internationales. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Impact |  |
| Les 13 États et Territoires insulaires océaniques, à l'exception des États fédérés de Micronésie et de Niue : Chuuk et Yap (États fédérés de Micronésie) ont élaboré une loi sur les violences domestiques et la protection de la famille. Un soutien a été apporté aux Îles Salomon dans le cadre de l'examen de leurs politiques d'élimination des violences faites aux femmes et aux filles et d'élimination de toutes les formes de discrimination et de violences à l'égard des femmes et des filles. | Îles Salomon | Changement de pratiques |  |
| 14 États et Territoires insulaires océaniques ont ratifié les traités des Nations Unies, et ils sont 11 à avoir soumis des rapports au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et de la Convention relative aux droits de l'enfant. | Pays ACP (14 États et Territoires insulaires océaniques et Timor-Leste) | Impact |  |
| Tous les États et Territoires insulaires océaniques sont dotés de services de lutte contre les violences domestiques et de protection de la famille destinés aux personnes survivantes. En 2020, la CPS a soutenu ces services dans 6 États et Territoires insulaires océaniques. | Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Tonga, Vanuatu | Impact |  |
| Une analyse des questions relatives au genre et aux droits de la personne a été réalisée dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture : une analyse comparative de la législation des Fidji, de Kiribati, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu ainsi qu'une note d'orientation ont été finalisées et publiées début 2021. | Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Les Fidji, le Samoa et Tuvalu ont chacun mis en place leur propre institution nationale de défense des droits de la personne, tandis que Kiribati et les États fédérés de Micronésie ont finalisé leurs rapports exploratoires. | Kiribati, États fédérés de Micronésie, Samoa, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| Des organisations dans 5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur l'assurance qualité interne (dans le secteur de l'éducation). | Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |

| Équité, éducation et développement social | | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|--|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | | | | |
| <p>A la suite de l'approbation du financement par le Partenariat mondial pour l'éducation (première phase), des indicateurs d'activité de haut niveau du Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PaCREf) ont été élaborés en collaboration avec l'unité de facilitation du PaCREf et présentés au Comité de pilotage du PaCREf et à la Conférence des ministres de l'Éducation des pays membres du Forum (FEaMM), qui les ont approuvés. Le plan continu de mise en œuvre et le plan de suivi-évaluation et apprentissage (SEA) ont été confirmés par les organismes d'exécution et le Comité de pilotage, puis publiés par la CPS au format numérique. Un bilan de l'expérience acquise a été entrepris avec le soutien du Conseil australien de recherche pédagogique (ACER) et de la Division SPL. L'objectif était de préparer un document, présenté à la FEaMM, afin d'attirer l'attention des ministres sur la complexité et la difficulté du processus de planification du PaCREf.</p> <p>La deuxième édition du Manuel océanique pour l'égalité de genre et l'inclusion sociale (EGIS) dans les domaines des pêches côtières et de l'aquaculture a été lancée ; cette nouvelle édition intègre un module sur l'analyse de l'EGIS. La CPS a appuyé l'élaboration d'un cadre complémentaire pour l'analyse de l'EGIS, l'objectif étant d'ajouter et d'intégrer pleinement ces questions aux travaux des organisations partenaires telles que la Wildlife Conservation Society et Women in Fisheries Network.</p> <p>15 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'atelier régional sur l'évaluation de la qualité des données, axé sur la déclaration et la diffusion des données.</p> <p>La participation et la reconnaissance des femmes dans le cadre des travaux en lien avec l'océan et les questions maritimes ont été renforcées :</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 femmes se sont vu décerner le prix d'excellence de la délimitation maritime dans le Pacifique, un domaine habituellement dominé par les hommes, l'une d'elles étant une leader en devenir au Samoa ; 190 personnes (70 femmes) ont participé à deux dialogues régionaux : édition 2021 du Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes en Océanie et 20^e session de travail sur les limites maritimes en Océanie ; et 5 Océaniques ont pris part aux campagnes numériques de la Journée météorologique mondiale, de la Journée internationale des femmes et de la Journée mondiale de l'océan. <p>L'adhésion des participants et des parties prenantes aux initiatives de renforcement des capacités dans le secteur des pêches n'a cessé de croître, de même que l'efficacité de ces initiatives, 60 % des participants à une formation en ligne estimant que celle-ci avait donné de bons résultats pendant la pandémie de COVID-19, et que les ateliers régionaux et les cours accrédités avaient été plus efficaces, car ils avaient permis d'accueillir un plus grand nombre de participants.</p> <p>Lancement d'un projet conjoint du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) sur l'éducation de la petite enfance s'appuyant sur les données de l'édition 2018 de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), et préparation de l'inclusion des données de l'édition 2021 de la PILNA dans l'étude des impacts de la participation à l'éducation de la petite enfance sur les compétences qui s'ensuivent en lecture, écriture et calcul, mesurées par la PILNA.</p> <p>L'application ITSafe a été élaborée et mise en œuvre dans 15 États et Territoires insulaires océaniques dans le cadre de la gestion de l'édition 2021 de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA). Elle comprend une banque de questions, un module d'assistance destiné aux codeurs et un module de traduction, et est hébergée dans le système de gestion de l'information sur les établissements scolaires océaniques (PacSIMS).</p> | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| | | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Impact |  |
| | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |

| Équité, éducation et développement social | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Kiribati a obtenu un financement pour ses recherches sur l'approche de l'Enseignement d'une matière intégré à une langue étrangère (EMILE) dans le cadre de l'enseignement de l'anglais langue étrangère à Kiribati, un projet de financement pour l'innovation soutenu par le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT).</p> | Kiribati | Changement de comportements |  |
| <p>Des lois/politiques sur l'égalité de genre et l'inclusion sociale (EGIS), la protection de l'enfance, la protection de la famille ou le harcèlement sexuel ont été révisées dans 6 États et Territoires insulaires océaniques.</p> | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Changement de comportements |  |
| <p>Le travail s'est poursuivi en ce qui concerne la gestion et le suivi du Système d'accreditation régionale du Pacifique (PRAS) et du Registre océanique des qualifications et des normes (PROQS), comprenant le soutien apporté à la Division géosciences, énergie et services maritimes (GEM) en vue de l'élaboration et de l'examen de 6 qualifications axées sur la résilience.</p> | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| <p>La révision de la Feuille de route océanique pour les systèmes semencier s'est poursuivie, sous la forme d'une consultation interne et d'une actualisation de la théorie du changement du projet « Des semences pour la vie », afin de garantir aux femmes et aux jeunes une participation inclusive et sensible aux questions de genre dans les secteurs de l'agriculture, de la gestion des terres et de la foresterie.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Un soutien a continué d'être apporté par l'intermédiaire de l'Association des Océaniques du secteur maritime (PacWIMA), afin de recenser les femmes de la région ayant des besoins de formation spécifiques dans ce secteur. Le programme sur les femmes du secteur maritime de l'Organisation maritime internationale (IMO WIM) a également octroyé des fonds pour l'achat de matériel informatique.</p> | Kiribati, Îles Salomon | Évolution des connaissances |  |
| <p>Un appui a continué d'être fourni à 4 États et Territoires insulaires océaniques pour les activités d'information qu'ils mènent au sein des communautés dans les domaines des droits de la personne et de l'égalité de genre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kiribati : efforts d'information concernant les concepts d'éducation à la citoyenneté sociale ; • Tuvalu : efforts d'information concernant les droits de la personne, l'éducation à la citoyenneté sociale et l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles ; recrutement d'animateurs de proximité pour former et sensibiliser les communautés de Funafuti et de Vaitupu aux droits de la personne, à l'égalité de genre, à l'inclusion sociale et à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles ; • Vanuatu : remise à niveau de 6 enseignants et directeurs d'écoles pilotes dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté sociale et exercices de simulation portant sur le programme de formation des enseignants mené avec le personnel en charge de l'élaboration des programmes d'enseignement ; et • Îles Marshall : 16 agents de santé et travailleurs sociaux (16 femmes et 4 hommes) ont suivi la formation des animateurs communautaires organisée à l'occasion de la Journée des droits de la personne et 3 formations ont été assurées dans le cadre des groupes d'éducation à la citoyenneté sociale. | Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |

| Équité, éducation et développement social | | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|---|--|--|------------------|---|
| Informations relatives au résultat | | | | |
| <p>Un appui a continué d'être apporté en vue d'accroître la participation des jeunes aux travaux menés dans le secteur océanique et maritime :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une personne provenant des Fidji et étudiant en cycle supérieur de sciences marines a effectué un stage au sein du Programme océanique de soutien climat et océans (COSPPac) de la CPS. • 2 doctorants des Tonga et des Fidji ont bénéficié d'une supervision conjointe dans le cadre de leurs activités universitaires. • 10 jeunes professionnels de 3 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Îles Marshall, Tuvalu) ont participé au programme de mentorat et de soutien en ligne proposé aux services de météorologie de ces pays. • 6 jeunes professionnels du Service météorologique (2), du Service des affaires foncières (3) et du Département des ressources minérales (1) des Fidji ont été accueillis et ont bénéficié d'une formation pratique aux évaluations post-catastrophe ainsi que d'un mentorat, qui se poursuit actuellement. | | Kiribati, Îles Marshall, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| <p>Un appui a continué d'être fourni pour le renforcement des politiques agricoles favorisant une pratique agricole inclusive et tenant compte des questions de genre. La politique nationale des Fidji relative à l'agriculture biologique se trouve au stade de validation finale et a été soumise pour approbation.</p> | | Fidji | Produit |  |
| <p>Un appui a continué d'être fourni en vue de renforcer les capacités et de mieux faire connaître la législation sur les violences domestiques et la protection de la famille.</p> <p>629 défenseurs communautaires des droits de la personne ont participé à des formations se rapportant à la législation relative aux violences domestiques/à la protection de la famille dans 4 États et Territoires insulaires océaniques : les activités de sensibilisation ont touché 521 personnes (186 femmes, 323 hommes et 12 s'identifiant comme autre).</p> | | Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| <p>Un appui a continué d'être fourni pour le renforcement de la formation professionnelle régionale dans le secteur des pêches.</p> <p>18 étudiants (7 femmes et 11 hommes) de 4 États et Territoires insulaires océaniques ont achevé la formation en ligne et l'ensemble des tâches associées aux évaluations basées sur les compétences en vue de valider le cours de niveau IV à l'Université du Pacifique Sud (USP). Le Certificat professionnel pour les responsables de la conformité réglementaire dans les communautés a été élaboré courant 2021 et est en attente d'accréditation par le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP), avant son déploiement dans les pays et les communautés exigeant cette formation.</p> | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga | Produit |  |
| <p>Un appui a continué d'être fourni pour le renforcement des capacités des femmes et de leur participation aux activités liées à la mer et aux océans. 155 femmes ont participé à des formations liées à la mer et aux océans (sur 442 participants originaires de toute la région).</p> | | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Équité, éducation et développement social | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>16 États et Territoires insulaires océaniques et 5 organisations régionales ont participé à diverses formations et activités de renforcement des capacités dans le cadre du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique (PFLP). Des options et formats virtuels ont permis d'accueillir un nombre de participants supérieur, avec un total de 228 participants, dont 60 % de femmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 126 participants (72 femmes et 54 hommes) : 8 mini-ateliers ; • 27 participants (16 femmes et 11 hommes) : cours sur le leadership stratégique et inclusive, 3 groupes ; • 11 participants (6 femmes et 5 hommes) : cours sur l'encadrement et le management, 1 groupe ; et • 64 participants (45 femmes et 19 hommes) : 149 sessions d'accompagnements. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| <p>Le manuel de formation relatif à la Norme océanique d'agriculture biologique (NOAB) et au système participatif de garantie (SPG) a été achevé et soumis pour examen au dispositif de gouvernance de la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom).</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| <p>Les résultats de l'enquête menée à l'issue du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique (PFLP) ont mis en évidence une évolution positive du comportement des participants, notamment de la façon dont ils travaillent avec les autres et les influencent, définissent les priorités et ciblent mieux leurs actions. Tout porte à croire que ces capacités accrues ont déjà commencé à influencer positivement les performances des participants et des personnes avec lesquelles ils collaborent.</p> | Fidji | Changement de pratiques |  |
| <p>Des documents explicatifs sur le processus et les exigences de l'élaboration et de l'accréditation de formations brèves en tant que micro-qualifications ont été communiqués au Samoa et à Vanuatu pour information et adoption.</p> | Samoa, Vanuatu | Produit |  |
| <p>Une analyse de la situation de l'agriculture biologique à Palau a été effectuée pour éclairer l'élaboration de la politique nationale en la matière, qui est déjà en cours, et un consultant national a été engagé et a commencé à travailler avec l'Association des producteurs biologiques de Palau et un spécialiste en vue de rédiger ladite politique.</p> | Palau | Produit |  |
| <p>La CPS a analysé les données de l'essai cognitif de l'édition 2020 de l'évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) en préparation de l'évaluation principale de la PILNA.</p> | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| <p>L'appui aux efforts de collecte de données sur l'éducation de l'UNESCO a été renforcé. 15 États et Territoires insulaires océaniques ont transmis leurs données à l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). 15 pays océaniques ont reçu les questionnaires de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) pour examen avant soumission à l'ISU, un record pour la région.</p> | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Changement de comportements |  |
| <p>Un appui a été fourni en vue de renforcer la participation des Océaniques aux initiatives de renforcement des capacités dans les domaines de l'agriculture et des affaires.</p> <p>10 femmes de Palau ont participé à l'atelier « Women in Business » du Projet régional des Nations Unies sur la lutte contre la corruption dans le Pacifique (UN-PRAC), organisé par la Chambre de commerce de Palau.</p> | Palau | Produit |  |

| Équité, éducation et développement social | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Le Rapport 2020 sur l'éducation dans le Pacifique a été publié et présenté au Conseil océanique de la qualité de l'enseignement (PBEQ) et à la Conférence des ministres de l'Éducation des pays membres du Forum en 2021. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Les indicateurs régionaux relatifs à l'éducation de 6 États et Territoires insulaires océaniques ont été mis à jour sur la Plateforme de données océaniques grâce à l'aide technique apportée par la CPS en matière de collecte et d'analyse des données du système d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE). | Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tokelau, Tonga | Évolution des connaissances |  |
| En décembre 2021, l'Organisation maritime internationale (OMI) a déclaré le 18 mai Journée internationale des femmes dans le secteur maritime. L'Association des Océaniques du secteur maritime (PacWIMA) a continué de soutenir ces travaux à l'échelon régional. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Impact |  |
| Le Kosrae Special Parent Network (KSPN) a incité avec succès la 12 ^e Assemblée législative du Gouvernement de l'État de Kosrae à approuver la loi de 2021 sur le handicap. | États fédérés de Micronésie | Changement de pratiques |  |
| La phase III du projet « Les Océaniques, acteurs du changement » a débuté en juillet 2021, avec le financement de 37 campagnes : Îles Marshall (4), États fédérés de Micronésie (5), Tonga (4), Îles Salomon (17), Vanuatu (7). Au 30 juillet 2021, 34 organisations de la société civile (OSC) avaient soumis avec succès les rapports descriptifs du projet, et les 3 autres rapports étaient en cours. 26 campagnes de sensibilisation ont abouti à une modification des politiques/lois ou à d'autres avancées en matière de droits de la personne : Îles Marshall (2), États fédérés de Micronésie (3), Tonga (4), Îles Salomon (12), Vanuatu (5). | Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Îles Salomon, Vanuatu | Impact |  |
| 15 diplômés étrangers donnant accès aux études supérieures dans le Pacifique ont été accrédités. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| Le référentiel des politiques régionales en matière d'éducation (banque de politiques) a été finalisé, et les consultations avec les correspondants nationaux et le Conseil australien de recherche pédagogique se poursuivent en vue de la création d'un guide d'élaboration de politiques. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| Le ministère de l'Éducation de Tuvalu a continué à concevoir, à tester et à finaliser l'instrument de collecte de données destiné à l'étude sur l'absentéisme. | Tuvalu | Produit |  |
| Vanuatu a finalisé son projet de politique semencière et validé sa stratégie en matière de systèmes semenciers, garantissant aux femmes et aux jeunes une participation inclusive et sensible aux questions de genre dans l'agriculture. | Vanuatu | Produit |  |

| Équité, éducation et développement social | | | |
|---|--|------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Vanuatu, par l'intermédiaire de son ministère de l'Éducation et de la Formation, a terminé son audit des compétences des enseignants et rédigé le rapport y afférent. | Vanuatu | Produit |  |

| Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Le module de formation à l'exploitation d'une activité agricole familiale a été élaboré en vue de familiariser les agriculteurs et leurs familles aux procédures agricoles et pour soutenir les vendeurs travaillant activement dans le secteur agricole, le but étant d'aider les agriculteurs à développer leur exploitation. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| La Commission de l'électricité des Tonga (TEC) et le Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE) ont organisé conjointement une formation sur la création et le suivi des entreprises intervenant dans le secteur des énergies durables. Cette formation visait à mieux comprendre les lois et réglementations régissant le travail des fournisseurs d'électricité ainsi que le rôle de la TEC en tant qu'organe de régulation, et à encourager les électriciens qualifiés et expérimentés à obtenir une licence auprès de la Commission ainsi que du ministère du Commerce et du Développement économique. | Tonga | Évolution des connaissances |  |
| Les Tonga et Vanuatu ont participé à des formations sur l'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none"> Un atelier pour le renforcement des compétences locales en matière de mini-réseaux d'énergie renouvelable grâce au partenariat Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE)-Tonga-Alliance solaire internationale (ISA)-Institut National de l'Énergie Solaire (INES) a été organisé en réponse à la demande croissante de fourniture d'électricité fiable, sûre et rentable, 24 heures sur 24, dans les communautés rurales et reculées des Tonga. 19 personnes ont participé à une formation visant à pallier la pénurie de techniciens possédant les compétences nécessaires pour concevoir, installer, exploiter et dépanner des systèmes d'énergie renouvelable ruraux et hors réseau à Vanuatu. | Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Le personnel de la Direction fidjienne de la sécurité maritime (MSAF), les exploitants de navires et d'autres parties prenantes ont bénéficié d'une formation aux audits internes, ont reçu des informations actualisées sur le Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs (PIDSS), et ont pu se familiariser avec les notions de système de gestion de la sécurité. | Fidji | Produit |  |
| 17 entreprises ont bénéficié d'un appui technique aux compétences commerciales, soit 15 entreprises du secteur privé et 2 groupements associatifs d'exploitants de 8 pays (Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu) et de 2 Territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| La CPs a signé un accord spécifique de contribution avec l'Agence autrichienne de développement (ADA) afin de soutenir la deuxième phase opérationnelle du Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE) et la mise en œuvre de son plan d'activité, dans les domaines de la mobilité intelligente et des mini-réseaux d'énergie renouvelable. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |

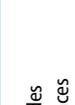
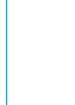
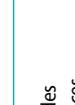
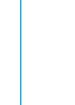
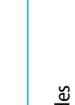
| Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | | | |
|---|---|---|--|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Les dirigeants océaniques ont approuvé le <i>Cadre pour la sécurité et la résilience énergétiques dans le Pacifique (FESRIP)</i> en août 2021. Le FESRIP a permis aux dirigeants d'imaginer un avenir où les Océaniques bénéficieraient d'un accès universel à des services sûrs, fiables, durables et abordables pour l'électricité, le transport, le carburant et l'énergie des ménages.</p> <p>Le Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs (PIDSS) a été mis en œuvre dans 11 pays, et on estime à 162 le nombre de navires nationaux. Sur ces 162 navires, 74 au total adoptent actuellement un système de gestion de la sécurité ; 24 avaient approuvé un plan de sécurité d'exploitation et 50 disposaient d'un tel plan à l'état de projet.</p> <p>Les travaux avec la Banque mondiale se sont poursuivis afin d'élaborer une proposition en faveur de la collecte de données sur l'énergie dans toute la région. En 2021, la CPS a signé un accord avec l'UNESCO et l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) en vue de l'établissement du premier géoparc mondial de la région. Cet accord offre la possibilité de placer au premier plan des sites offrant un environnement naturel et un patrimoine culturel uniques, et de renforcer des partenariats en faveur de débouchés touristiques durables et diversifiés dans la région.</p> <p>Un soutien a continué d'être apporté pour la mise en œuvre du projet ePhyto dans 6 États et Territoires insulaires océaniques, avec l'organisation de 4 réunions de consultation et la création d'un Système national génétique ePhyto (GeNS) aux îles Cook, aux îles Marshall, à Palau, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga et à Tuvalu. Des essais avec échange de certificats ePhyto ont démarré aux îles Cook, aux Fidji, aux îles Marshall, en Nouvelle-Zélande, au Samoa et aux Tonga.</p> <p>Un soutien a continué d'être apporté pour le renforcement des capacités et des systèmes nationaux, afin d'assurer des services de sécurité de la navigation conformes aux instruments maritimes internationaux, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> octroi de fonds à Kiribati et aux îles Salomon pour l'installation d'aides à la navigation conformément aux recommandations de l'outil simplifié d'évaluation des risques (SIRA) de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) ; octroi de fonds aux Tonga et aux îles Salomon pour la réalisation d'évaluations des risques au moyen de l'outil SIRA ; élaboration et présentation d'un webinaire régional sur les enseignements de base sur la sécurité maritime (RSM) ; et rédaction et distribution d'un guide de maintenance des aides à la navigation conforme aux directives de niveau II de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) destiné aux États et Territoires insulaires océaniques et présenté dans le monde entier par l'intermédiaire de l'AISM. | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> <p>Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p> <p>Interne (CPS), Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu</p> <p>Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | <p>Changement de comportements</p> <p>Changement de pratiques</p> <p>Produit</p> <p>Produit</p> <p>Changement de pratiques</p> <p>Produit</p> <p>Changement de comportements</p> <p>Produit</p> | <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> |
| <p>Kiribati s'est employé à faire appliquer ses réglementations sur le transport maritime (petites embarcations et conseil maritime). Les îles Marshall ont fait de même avec leurs propres réglementations sur les embarcations.</p> <p>Kiribati a démontré sa volonté de s'approprier pleinement ses programmes nationaux de sécurité des navires. Les plans de sécurité d'exploitation de 7 navires nationaux ont fait l'objet d'une vérification préalable. Les plans d'autres navires ont, quant à eux, été examinés et validés. L'agent désigné du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs (PIDSS) et l'auditeur maritime des services maritimes de Kiribati ont mené les activités de vérification préalable et les examens avec une aide minimale de la part de la CPS.</p> <p>Kiribati et les îles Salomon ont bénéficié d'un soutien pour l'installation de systèmes de navigation conformes à l'outil d'évaluation simplifiée des risques (SIRA) ; l'outil a été mis en œuvre aux Tonga et aux îles Salomon.</p> | <p>Kiribati, Îles Marshall</p> <p>Kiribati</p> <p>Kiribati, Îles Salomon, Tonga</p> | <p>Produit</p> <p>Changement de comportements</p> <p>Produit</p> | <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> |

| Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>Le Forum d'investissement dans l'énergie durable de Vanuatu, organisé conjointement avec le ministère de l'Énergie de Vanuatu, s'est tenu en septembre. Les concepteurs des projets et les investisseurs se sont rencontrés et ont discuté des projets prioritaires pour atteindre les objectifs de la Feuille de route nationale sur l'énergie de Vanuatu (NERM).</p> <p>Les entreprises des Fidji, des Îles Salomon et des Tonga ont bénéficié d'un soutien et de conseils techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des conseils techniques ont été donnés à une entreprise algicole des Tonga afin qu'elle abandonne la production de lotions de luxe destinées à l'exportation pour se tourner vers les algues comestibles destinées à la consommation locale dans le contexte de pandémie de COVID-19. Aux Îles Salomon, une ONG locale de formation professionnelle a apporté son aide lors de l'achat de matériel d'aquaculture et d'un moteur de bateau afin de permettre la mise en place d'activités pour 500 futurs éleveurs de tilapia de l'ouest de Guadalcanal, aux Îles Salomon. Dans le cadre d'une initiative menée aux Fidji en faveur des exploitations perlicoles, des supports ont été fournis pour former des greffeurs locaux en vue de la production de perles rondes, un stage d'immersion professionnelle a été organisé à l'intention du personnel de fermes communautaires d'huîtres perlières comestibles et du matériel a été remis pour la création de 2 fermes communautaires d'huîtres perlières comestibles. | Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| | Fidji, Îles Salomon, Tonga | Produit |  |
| Des qualifications en matière de résilience ont été créées pour les niveaux 2 à 4 et sont toujours en cours d'élaboration pour les niveaux 5 et 6. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| En tant que principal organisme d'exécution, la CPS a soutenu les activités de la Fédération régionale océanique des professionnels de la résilience (PRFRP) et a mené une enquête visant à cerner les besoins de ses pays membres en matière de renforcement des capacités. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié du soutien de la CPS pour entreprendre des évaluations des risques à l'importation : Kiribati (importations de poisson lait), Îles Marshall (importations de « moi » ou barbare à six doigts – <i>Polydactylus sexfilis</i>), Samoa (importations de tilapia rouge), Papouasie-Nouvelle-Guinée (importations destinées à l'aquariophilie) et Îles Salomon (importation de tilapia d'élevage génétiquement amélioré (GIPT)) (examen du projet PacAqua, 2021). | Kiribati, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa | Changement de pratiques |  |
| Une application sur les marées dans le Pacifique a été élaborée dans le cadre du Programme océanique de soutien climat et océans (COSPac). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Un nouveau calendrier des marées a été élaboré pour Ebeye, aux Îles Marshall, dans le cadre du Programme océanique de soutien climat et océans (COSPac). | Îles Marshall | Produit |  |
| 9 États et Territoires insulaires océaniques ont amélioré leur législation ou leurs politiques relatives à l'aquaculture. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie (Yap et Pohnpei), Polynésie française, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon | Évolution des connaissances |  |

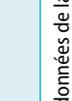
| Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 7 États et Territoires insulaires océaniques ont élaboré des plans de biosécurité aquatique (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga) ; tous, sauf les Fidji, ont adopté leurs plans, avec le soutien de 13 agents détachés à la CPS (examen du projet PacAqua, 2021). | Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga | Changement de pratiques |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien juridique à distance afin d'améliorer leurs lois nationales sur la sécurité des navires. | Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Vanuatu | Produit |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont mis en œuvre et fait appliquer une réglementation sur l'aquaculture. Il s'agissait notamment d'élaborer des manuels et des guides en vue de promouvoir le respect de la réglementation et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance. | Kiribati, Pitcairn, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| Plus de 2 000 calendriers des marées se rapportant à 24 lieux de la région du Pacifique ont été élaborés, imprimés et distribués aux services météorologiques régionaux dans le cadre du Programme océanique de soutien climat et océans (COSPPac). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 2 exploitants de navires (le Tiwi Trader de Vanuatu et le Lady Samoa III du Samoa) et 3 autorités portuaires (Fidji, Kiribati, Îles Salomon) ont réduit les émissions de gaz à effet de serre (GES). | Fidji, Kiribati, Samoa, Vanuatu | Impact |  |
| 170 participants des Fidji et des Îles Marshall ont participé à des formations sur la résilience et l'agriculture biologique : Norme océanique d'agriculture biologique (NOAB) et système participatif de garantie (SPG). | Fidji, Îles Marshall | Évolution des connaissances |  |
| 169 professionnels de toute la région ont participé à la 20 ^e séance de travail consacrée à la délimitation maritime en Océanie, portant sur la délimitation de l'extension du plateau continental et les étapes qui en découlent, les solutions juridiques pour sécuriser les zones maritimes face au changement climatique, les limites maritimes non déclarées et les accords de coopération. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| 158 marins et agents non navigants ont participé à des formations virtuelles sur les audits internes dans le cadre du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs (PIDSS), la familiarisation avec les renseignements sur la sécurité maritime (RSM), l'audit maritime, l'aide à la navigation, la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) et les Océaniques du secteur maritime. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 14 notes d'information nationales sur le statut des zones maritimes ont été élaborées et communiquées aux pays participant au Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 14 États et Territoires insulaires océaniques étaient à jour de leurs rapports annuels à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en ce qui concerne les maladies aquatiques. Les résultats du dépistage et de la surveillance ciblée des maladies à déclaration obligatoire répertoriées par l'OIE et présentant un intérêt pour les produits ciblés de la région se sont avérés très utiles pour améliorer la connaissance de l'état de santé des espèces aquatiques dans certains États et Territoires insulaires océaniques, et ont aidé ces pays à établir leurs rapports nationaux et leurs déclarations (internationales) à l'OIE. Les travaux du Projet de développement d'une aquaculture océanique durable (PacAqua) en matière de biosécurité, les activités de sensibilisation en particulier, ont été évalués très favorablement (notamment par les parties prenantes du Samoa). 5 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Vanuatu) disposent d'un système de surveillance national et effectuent désormais une surveillance régulière des sites répertoriés pour leur importance biologique (examen du projet PacAqua, 2021). | Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu | Changement de pratiques |  |

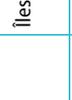
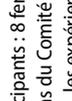
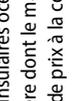
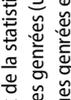
| Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu | | | |
|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 108 météorologues et professionnels de l'observation des océans ont participé au 5 ^e atelier régional de formation sur l'observation des océans et les applications de données connexes, aux ateliers sur l'inspection et la maintenance des infrastructures de marégraphie, et à la 6 ^e réunion du Groupe sur les services maritimes et océaniques des îles du Pacifique. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | | | |
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 10 agents de santé des Îles Salomon (9 femmes et 1 homme) ont participé à une initiation à l'épidémiologie de terrain. | Îles Salomon | Évolution des connaissances |  |
| Les tests effectués avant et après la formation sur les systèmes de gestion de la qualité au laboratoire ont mis en évidence une amélioration des connaissances chez 100 % des participants (venus de 4 États et Territoires insulaires océaniques). | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| 1 114 professionnels de la santé se sont abonnés à PacNet. Tous les États et Territoires insulaires océaniques, sauf Pitcairn, se sont abonnés à PacNet. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 12 agents de santé des Fidji (10 femmes et 2 hommes) ont participé à un atelier sur la surveillance des infections du site opératoire. | Fidji | Évolution des connaissances |  |
| 14 États et Territoires insulaires océaniques ont reçu des équipements et des fournitures pour leurs unités de soins intensifs. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| 17 appareils GeneXpert ont été achetés et expédiés à 14 États et Territoires insulaires océaniques. Des versions à 16 modules ont été fournies à la Nouvelle-Calédonie et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. | Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna | Produit |  |
| 2 formations en ligne du Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) ont été proposées par les ministères nationaux de l'Agriculture à des spécialistes des plantes aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa et aux Tonga, bénéficiant ainsi à 65 participants. 8 formateurs ont obtenu une licence CABI à l'issue d'une formation qui leur était destinée sur les cliniques des plantes aux Îles Salomon. | Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga | Produit |  |
| 23 agents de santé aux Tonga et à Vanuatu ont participé à une formation sur la lutte anti-infectieuse (12 femmes aux Tonga, 5 femmes et 6 hommes à Vanuatu). | Tonga, Vanuatu | Produit |  |

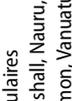
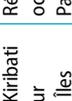
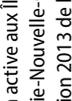
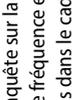
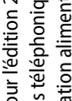
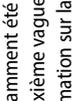
| Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 23 scientifiques de laboratoire ont été formés, ont rempli les critères minimums de l'Association internationale du transport aérien (IATA) et sont désormais certifiés pour expédier des prélèvements biologiques par avion à des laboratoires à l'étranger (5 femmes et 4 hommes à Kiribati, 8 femmes et 6 hommes aux Tonga). | Kiribati, Tonga | Évolution des connaissances |  |
| 25 agents de santé venus de 8 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une formation sur l'analyse de données dans Excel (5 femmes et 3 hommes à Kiribati, 7 femmes et 1 homme à Nauru, 7 femmes et 2 hommes à Tokelau). | Kiribati, Nauru, Tokelau | Évolution des connaissances |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques supplémentaires disposent désormais des capacités nécessaires pour procéder à des audits qualité des soins pédiatriques. | Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu | Produit |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques sont désormais en mesure d'utiliser des souches témoins de l'American Type Culture Collection (ATCC) pour contrôler la qualité des tests de sensibilité et d'autres actes de microbiologie. Ils appliquent également des procédures d'identification et de surveillance des organismes multirésistants. | Niue, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| 5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui pour l'installation, le dépannage et la réparation de leurs équipements biomédicaux (équipements réparés : plus de 10 aux Fidji, 2 à Kiribati, 2 à Tuvalu, 1 à Vanuatu et le dépannage d'un ventilateur ZOLL à Nauru). | Fidji, Kiribati, Nauru, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| 7 membres du personnel infirmier des Fidji et de Vanuatu ayant suivi avec succès la formation aux soins critiques ont indiqué avoir ainsi amélioré leurs compétences en soins infirmiers et leur pratique, et avoir gagné en confiance dans leur prise de décision. | Fidji, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| 8 agents de santé de Nauru (7 femmes et 1 homme) ont participé à une formation sur l'investigation et la gestion des épidémies. | Nauru | Évolution des connaissances |  |
| 89 % des États et Territoires insulaires océaniques (9 sur 10) ayant fait face à des flambées épidémiques ont diffusé leurs rapports à ce sujet dans le domaine public, sur PacNet ou par l'intermédiaire du point de contact du Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP). | Îles Cook, Fidji, Guam, Îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Vanuatu, Wallis et Futuna | Changement de pratiques |  |
| Une scientifique de laboratoire de Kiribati a acquis les connaissances et les compétences requises pour effectuer des tests RT-PCR de dépistage de la COVID-19 lors d'un détachement auprès du ministère de la Santé des Fidji. | Kiribati | Évolution des connaissances |  |
| Toutes les demandes d'appui dans le domaine de la communication sur les risques et de l'engagement communautaire (CREC) ont été satisfaites, une assistance technique ayant été fournie aux pays suivants : <ul style="list-style-type: none"> Fidji, pour la campagne de vaccination et la production d'affiches et d'une vidéo sur le lavage des mains en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ; Tokelau, pour l'examen des fiches d'information sur la vaccination contre la COVID-19 ; États fédérés de Micronésie, pour un challenge TikTok ; Vanuatu, pour la campagne de vaccination contre la COVID-19 et la création de panneaux d'affichage dans ce contexte ; et Tonga, pour la formation et l'élaboration d'une stratégie/d'un plan de communication sur la COVID-19 et les maladies non transmissibles (MINT). | Fidji, États fédérés de Micronésie, Tokelau, Tonga, Vanuatu | Produit |  |

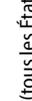
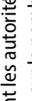
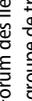
| Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | | | |
|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Des appareils Biorad CFX96 ont été achetés et expédiés à 4 États et Territoires insulaires océaniques. | Îles Cook, Kiribati, Samoa, Vanuatu | Produit |  |
| Des consommables et des équipements pour les laboratoires de dépistage RT-PCR ont été achetés et expédiés à 4 États et Territoires insulaires océaniques. | Îles Cook, Kiribati, Samoa, Vanuatu | Produit |  |
| Les points de contact nationaux des équipes EpiNet disposent désormais des informations nécessaires pour pouvoir se contacter mutuellement et ont accès aux communications importantes de la CPS concernant les épidémies. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| Des algorithmes de dépistage de la COVID-19 ont été élaborés, régulièrement actualisés et diffusés, en tenant compte des nombreuses plateformes de dépistage du virus SARS-CoV-2 disponibles dans la région. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Des données sur les formations organisées en 2021 ont été ajoutées à la base correspondante de la Plateforme de données océaniques : lutte anti-infectieuse et microbiologie aux Tonga et aux Fidji, données de formation dans le cadre du certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE) aux Îles Salomon, à Nauru et à Tokelau. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Nauru, Îles Salomon, Tokelau, Tonga | Produit |  |
| Les scientifiques de laboratoire ayant participé à une formation en ligne du Peter Doherty Institute ont été jugés aptes à effectuer des tests RT-PCR de dépistage de la COVID-19. | Kiribati, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Les membres du personnel de laboratoires de 9 États et Territoires insulaires océaniques ont acquis des connaissances et des compétences et obtenu la certification de l'Association internationale du transport aérien (IATA) leur permettant d'assurer des formations certifiantes en vue de l'expédition de matières infectieuses. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Des ordinateurs portables ont été mis à la disposition de laboratoires médicaux dans 13 États et Territoires insulaires océaniques pour faciliter l'assurance qualité et le suivi du dépistage de la COVID-19 et d'autres activités des laboratoires. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna | Produit |  |
| Des membres du personnel des laboratoires médicaux des Îles Salomon (2 femmes et 4 hommes), des Tonga (6 femmes et 6 hommes) et de Tuvalu (9 femmes et 2 hommes) ont pu suivre une formation de consolidation des compétences en microbiologie. | Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| Les participants à la formation préparant au certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (PGCFE) aux Tonga ont analysé les processus de surveillance et recensé les domaines à améliorer. Des agents de santé des Îles Cook, des Fidji et de Kiribati ayant participé à la formation proposée par la CPS ont poursuivi la mise en œuvre de leurs projets d'amélioration de la santé. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Tonga | Changement de pratiques |  |
| Les États et Territoires insulaires océaniques disposent désormais de connaissances sur les épidémies dans la région et ils ont accès à des conseils relatifs à ces épidémies. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| Des États et Territoires insulaires océaniques sollicitant une aide pour des questions liées aux services cliniques ont été mis en relation avec les fournisseurs, conseillers techniques ou partenaires du développement appropriés (182/190). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |
| La qualité des laboratoires médicaux a été évaluée dans 4 États et Territoires insulaires océaniques, qui sont désormais plus au fait de l'état de ces laboratoires ainsi que de leurs défaillances critiques et des mesures à prendre pour y remédier. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |

| Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | | | |
|---|--|-------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Un soutien a été octroyé pour la tenue de réunions dans les domaines de la radiologie, des soins ORL et des soins périopératoires. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Les lignes directrices régionales relatives à la lutte anti-infectieuse ont été examinées, et leur impression a été organisée. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Les résultats d'une enquête réalisée pour la seconde fois sur les unités de soins intensifs ont permis d'éclairer l'approvisionnement des États et Territoires insulaires océaniques en équipements/consumables utilisés dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et ont été exploités aux fins de la formation du personnel de santé. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| La CPS a fourni un appui pour la création de laboratoires de culture tissulaire à Vanuatu, des équipements ont été achetés au Samoa, un centre de ressources génétiques du cocotier a été créé et développé à Kiribati et un autre centre de ressources génétiques a été mis en place aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et au Samoa. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu | Produit |  |
| Un soutien a été octroyé pour le renforcement des capacités en soins d'urgence à l'échelle mondiale : 9 médecins et 8 membres du personnel infirmier aux Fidji, à Kiribati, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Tuvalu. | Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| Des activités de perfectionnement professionnel continu ont été appuyées pour les réseaux cliniques et infirmiers océaniques suivants : <ul style="list-style-type: none"> réseau infirmier (1) ; réseaux de médecine d'urgence (4) ; réseaux de médecine interne (6) ; réseau de santé mentale (1) ; réseau d'obstétrique et de gynécologie (1) ; réseau de santé bucco-dentaire (1) ; réseaux de radiologie (8) ; réseaux de soins critiques, COVID-19 (> 15) ; et réseaux de chirurgie (chirurgie plastique et reconstructrice, 2 ; pédiatrique, 1). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Un soutien a été octroyé pour la participation de médecins d'États et Territoires insulaires océaniques à la formation au leadership en médecine d'urgence (2 aux Fidji [et 1 membre du personnel infirmier], 1 aux Îles Salomon, 1 aux Tonga et 1 à Tuvalu). | Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu | Produit |  |
| La Réunion annuelle des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique (à laquelle ont participé 17 États et Territoires insulaires océaniques) et la Réunion annuelle des directeurs des services cliniques du Pacifique (à laquelle ont participé 14 États et Territoires insulaires océaniques) ont été tenues et ont porté sur les enjeux et défis sanitaires prioritaires. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| La création de la base de données sur le rhinocéros du cocotier a été achevée. Cette base, désormais opérationnelle, est alimentée par les Fidji et les Îles Salomon à l'aide de l'outil KoBo Toolbox. Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été dispensés à l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture et un nouveau modèle a été testé sur le terrain. La technologie KoBo Toolbox a largement contribué à la collecte de données lors de la campagne d'éradication du rhinocéros du cocotier aux Îles Salomon, deux ans après le lancement du projet. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Santé du Pacifique bleu (santé de la planète) | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Les normes océaniques relatives à la pratique des soins périnataux ont été élaborées. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Des locaux/conteneurs ont été rapidement réaménagés pour pouvoir accueillir le dépistage RT-PCR au niveau des pays. | Îles Cook, Fidji, Kiribati, Samoa, Vanuatu | Produit |  |
| 2 recommandations formulées lors de précédentes Réunions annuelles des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique concernant le perfectionnement professionnel continu et la formation en soins infirmiers ont été mises en œuvre. Ont également été mises en œuvre 2 recommandations formulées lors de la Réunion annuelle des directeurs des services cliniques du Pacifique concernant les formations cliniques de cycle supérieur à l'Université nationale des Fidji (FNU) et la formation professionnelle continue/la formation au leadership. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| 1 073 citations ont été publiées pour la totalité des ensembles de données de la Bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques. Au total, 161 ensembles de microdonnées ont été archivés et publiés en 2021, contre 154 en 2020 (4,5 % de plus). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 13 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui pour l'examen et la publication de leurs rapports relatifs aux statistiques sur le commerce international de marchandises. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| 16 participants des services de la santé et de la statistique dans 4 États et Territoires insulaires océaniques ont été formés à l'analyse de données et à la rédaction de rapports pour les registres et statistiques d'état civil. | Îles Marshall, Palau, Samoa, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| 16 États et Territoires insulaires océaniques ont terminé leur premier rapport d'examen national volontaire (ENV)/rapport sur les objectifs de développement durable (ODD) depuis 2018. 11 États et Territoires insulaires océaniques avaient présenté leur ENV avant la fin de l'année. Sur ces pays, 9 ont bénéficié d'un appui direct de la CPS pour leur ENV (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) et 5 ont bénéficié d'un appui général pour les ODD jusqu'en 2021 (Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Tokelau), notamment pour les rapports, la mise en œuvre et l'alignement. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| Les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil de 20 États et Territoires insulaires océaniques disposent à présent d'un profil, et sont documentés, centralisés et publiés pour la première fois sur le site Web de la Division statistique pour le développement. Des directives sur la mise en œuvre des systèmes numériques d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil ont été élaborées et publiées. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |
|--|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Sur les 42 demandes de microdonnées à des fins d'élaboration de politiques et de recherche soumises à la Bibliothèque de microdonnées du Pacifique, 20 avaient été traitées à la fin du mois de décembre 2021, soit 33,3 % de plus que l'année précédente (15 demandes traitées). Ce résultat reflète la volonté des services nationaux de la statistique de partager leurs microdonnées. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| 28 participants de 5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'atelier virtuel régional sur le suivi de la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD). | Kiribati, Îles Marshall, Palau, Îles Salomon, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Niue, Samoa, Tokelau) ont achevé la classification de leurs données pour une étude sous-régionale sur la protection sociale. Cette activité a été appuyée dans le cadre d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la CPS. | Îles Cook, Niue, Samoa, Tokelau | Produit |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont finalisé et entériné leurs rapports sur les indicateurs de pauvreté. | Îles Cook, Niue, Samoa, Tokelau | Évolution des connaissances |  |
| 4 États et Territoires insulaires océaniques ont procédé à une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) et à un recensement de la population et des logements : l'analyse et la documentation de l'ERDM 2019 ont été effectuées pour Kiribati, les Îles Marshall et Vanuatu, et Kiribati, Nauru et Vanuatu ont terminé leur recensement de la population et des logements pour l'année 2020. | Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Vanuatu | Changement de pratiques |  |
| 4 réunions régionales ont été organisées en 2021 : les réunions virtuelles de mai et d'octobre du Comité océanique des méthodes statistiques (32 participants), la réunion du Groupe d'entente de Brisbane en août (13 participants : 8 femmes et 5 hommes) et la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum en juillet. Les réunions du Comité océanique des méthodes statistiques (PSMB) ont porté sur les thèmes suivants : les enquêtes par téléphone portable, les expériences innovantes dans le cadre du projet Innovation statistique et renforcement des capacités dans les pays insulaires océaniques (PACSTAT) et l'examen de l'anonymisation des microdonnées des recensements et des enquêtes dans les petits États insulaires en développement (PEID). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 4 outils de connaissance sur la statistique ont été élaborés et publiés : un document d'information sur la part du commerce international dans le produit intérieur brut de certaines économies océaniques, une note d'information sur les importations de farines de riz et de blé dans certains États et Territoires insulaires océaniques, une note d'information sur la production, le commerce et la consommation de kava en Océanie et sur la manière dont le manque de données à ce sujet empêche de réaliser des analyses exhaustives, et un article de blog sur les changements de prix à la consommation dans certains États et Territoires insulaires océaniques en 2020. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| 40 participants de services nationaux de la statistique et ministères de la Condition féminine océaniques ont été formés à l'utilisation des mégadonnées pour les statistiques générées (une formation demandée par les participants aux travaux menés dans le cadre de la Feuille de route relative aux statistiques générées en Océanie). Cette formation a été appuyée dans le cadre d'une collaboration entre l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, ONU Femmes et la CPS. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| 7 services nationaux de la statistique et d'autres partenaires du développement ont participé au deuxième atelier régional sur le système de suivi des progrès nationaux au regard des indicateurs des objectifs de développement durable (SDG Tracker). Cette activité a été appuyée dans le cadre d'une collaboration entre la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la CPS. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
|--|---|--|---|--------------------------------|
| Informations relatives au résultat | | | | |
| 7 États et Territoires insulaires océaniques ont adopté les méthodes de recensement et d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) (analyse, anonymisation et documentation) dans le cadre de leurs efforts de collecte de données à l'échelon national. Ces méthodes ont notamment été utilisées pour l'édition 2019 de l'enquête sur la population active aux Îles Cook, à Kiribati et aux Îles Marshall, pour la deuxième vague d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour les rapports et les fiches d'information sur la consommation alimentaire publiés dans le cadre de l'édition 2013 de l'ERDM aux Îles Salomon, pour l'ERDM menée à Kiribati, aux Îles Marshall et à Vanuatu, ainsi que pour les fiches d'information relatives au mini-recensement de 2019 et les fiches d'information de référence sur la situation socioéconomique pré-COVID-19 à Nauru. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu | Changement de pratiques |  | |
| 7 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'appuis divers pour leurs recensements de la population et des logements : formation pilote, établissement de listes, élaboration de questionnaires, conception du nouveau cadre de recensement, comptage, suivi, cadre d'évaluation et planification des recensements. Un tableau de bord a été mis en place pour le recensement aux Tonga. | Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tokelau, Tonga | Produit |  | |
| Sur les 15 pays visés, 8 ont continué de mettre en œuvre leur stratégie nationale de développement de la statistique. La stratégie de Vanuatu a été élaborée avec l'assistance technique et le soutien financier de la CPS et de Paris21. | Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Changement de pratiques |  | |
| 10 États et Territoires insulaires océaniques ont continué de collecter des données nationales avec l'aide de la CPS, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> rapports d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) pour Kiribati, les Îles Marshall et Wallis et Futuna (recensements sur le terrain aux Îles Marshall et aux Tonga) ; cycles 1, 2 et 3 d'enquêtes d'évaluation rapide et recensement agricole 2021 aux Îles Cook ; suivi sur le terrain pour l'ERDM 2021 et enquête pauvreté aux Tonga ; agrégation des données et échantillonnage pour l'ERDM 2019 à Vanuatu ; et échantillonnage, visites de terrain et préparation du budget pour l'ERDM 2021 à Tuvalu et aux États fédérés de Micronésie. | Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna | Changement de pratiques |  | |
| Un atelier virtuel régional a été organisé en août 2021 en collaboration avec le bureau sous-régional pour les îles du Pacifique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'utilisation de données tirées d'enquêtes pour le suivi de la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD). Cet atelier a réuni 28 participants (20 femmes et 8 hommes) issus de services nationaux de la statistique et de divers ministères gouvernementaux des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, de Palau, des Îles Salomon et de Vanuatu. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  | |
| Un atelier technique virtuel a été organisé en novembre 2021 en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'objectif de cet atelier était d'apprendre aux participants à utiliser l'analyse de données issues d'enquêtes nationales menées auprès des ménages pour éclairer les indicateurs de la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD). L'atelier a réuni 32 participants venus des Fidji, de Kiribati, des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie, de Niue, des Tonga et de Tuvalu. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Tonga, Tuvalu | Produit |  | |
| Des connaissances et produits techniques ont été fournis en collaboration avec des partenaires du développement, à savoir notamment : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) – séminaires sur l'intégration des données destinées à la communauté de pratique ; Bureau australien de la statistique (ABS) – indice des prix à la consommation ; Secrétaire général du Forum des îles du Pacifique (FIP) – ateliers virtuels sur le commerce électronique ; Groupe du fer de lance mélanésien – atelier sous-régional sur le commerce électronique ; CPS – utilisation des registres et des données administratives aux fins des recensements ; Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) – traite des êtres humains ; et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – lancement des statistiques des recettes publiques. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  | |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |
|---|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Le plan quinquennal régional pour la collecte des données et le budget associé (2020-2024) a été actualisé en mai 2021 et intégré au document d'information sur la gouvernance et le financement de la statistique régionale présenté à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum en juillet 2021. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| On a observé une augmentation de la demande et de l'utilisation de microdonnées par les États et Territoires insulaires océaniques : la bibliothèque a reçu 42 demandes d'accès aux microdonnées à des fins d'élaboration de politiques et de recherche. 161 ensembles de données étaient à la disposition des parties prenantes au sein de la Bibliothèque de microdonnées en 2021, ce qui représente une hausse de 4,5 %. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de comportements |  |
| Les États et Territoires insulaires océaniques ont davantage utilisé la statistique/les outils de connaissance. Le nombre de visiteurs enregistrés sur le site Web de la Division statistique pour le développement (SDD) a augmenté de 11,5 %, passant de 26 000 en 2020 à 29 000 en 2021. La page consacrée au calendrier des recensements et des enquêtes a une nouvelle fois été la plus consultée, suivie de la page thématique sur la démographie et de la page sur les indicateurs PDH.stat. Ces trois pages ont comptabilisé plus de 1 700 visiteurs en 2021. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| Les indicateurs relatifs à la protection sociale dans la région ont été actualisés sur la Plateforme de données océaniques pour tous les pays pour lesquels ces indicateurs sont calculés. Ces indicateurs portent, d'une part, sur les dépenses que consacrent les autorités nationales à l'assurance sociale, à l'assistance sociale et à des programmes passifs du marché du travail, et, d'autre part, sur le nombre de bénéficiaires des différentes prestations de protection sociale, ventilé par genre, degré de pauvreté et handicap. Le but étant de procéder à des estimations pour un ensemble d'indicateurs liés à la protection sociale. Les indicateurs relatifs à la protection sociale peuvent se substituer à l'indicateur 1.3.1 des objectifs de développement durable (ODD), qui porte sur la protection sociale. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| Des agents des services nationaux de la statistique de Kiribati ont suivi une formation, dont l'objectif était d'améliorer leur compréhension du processus d'intégration et d'utilisation des données de la Bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a bénéficié d'un appui technique pour la réalisation d'enquêtes sociodémographiques et économiques, principalement pour la conception des questionnaires, la configuration des serveurs, l'utilisation de tablettes et le système de suivi. | Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée | Produit |  |
| Une lettre d'accord a été signée par la CPS, le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique (FIP), l'Organisation des douanes d'Océanie (OCO) et le Groupe du fer de lance mélanésien (GFLM). Un groupe de travail a par ailleurs été constitué et chargé de travailler au développement de la base de données PACComtrade sur le commerce de marchandises en Océanie. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| Les relations ont été maintenues et les actions de plaidoyer poursuivies avec les utilisateurs de données du Pacifique pour faire connaître les produits et services statistiques, notamment auprès des partenaires, du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) et des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, ainsi que dans le cadre d'autres ateliers régionaux virtuels et du bulletin mensuel de la Division statistique pour le développement (SDD), qui comptait 375 abonnés en 2021. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Les îles Marshall ont élaboré un manuel destiné aux enquêteurs pour les enquêtes en face à face assistées par informatique (CAPI) et les recensements de la population et des logements effectués en 2021, et elles ont bénéficié d'un appui dans le cadre de la validation des données tirées de leur recensement de population et concernant l'impact des migrations potentielles vers les États-Unis continentaux. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Marshall | Changement de pratiques |  |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | | |
|---|--|------------------------------------|---|--|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal | |
| <p>La Division statistique pour le développement (SDD) a modernisé la collecte et la diffusion des données statistiques, notamment grâce à une meilleure intégration de la base de données PDH.stat, de la Bibliothèque de microdonnées, de la bibliothèque numérique et de l'outil Campaign Monitor aux sites Web de la Division SDD. L'établissement de liens étroits avec le principal catalogue de recherche de la Plateforme de données océaniques a permis d'améliorer l'accessibilité des ensembles de données de la base de données PDH.stat. La base de données PDH.stat contenait plus de 1 million d'entrées réparties entre plus de 1 420 indicateurs du développement dans le Pacifique (dont les objectifs de développement durable [ODD], les indicateurs minima du développement national et des statistiques sur l'économie, l'éducation et la COVID-19), soit 4 fois plus que l'année précédente.</p> <p>Le partenariat avec le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et d'autres partenaires du développement s'est poursuivi (Organisation des douanes d'Océanie [OCO], Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique [FIP], Groupe du fer de lance mélanésien [GFLM], Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], Banque asiatique de développement [BASD]) afin de renforcer les capacités régionales et les partenariats pour ce qui est des statistiques du commerce, des statistiques des recettes publiques et des tableaux des ressources et des emplois.</p> <p>Les partenariats avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se sont poursuivis en vue de renforcer tous les maillons de la chaîne de valeur statistique, notamment l'analyse et la diffusion ; Kiribati a bénéficié d'un appui pour la réalisation d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples (UNICEF et UNFPA) ; Kiribati, les Îles Marshall et Vanuatu ont bénéficié d'un appui pour leur enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) (FAO) ; et plusieurs États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui dans les domaines de la planification (États fédérés de Micronésie, Nauru), de la conception (Samoa) et de la publication des résultats (Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu).</p> <p>La CPS a continué d'appuyer les engagements et cadres régionaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elle a examiné le projet de cadre d'indicateurs (« Samoa, la voie à suivre »). • Elle a donné des conseils en matière de données en vue de l'examen du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse. • Elle a représenté l'Océanie dans le cadre de la rédaction du projet de rapport 2022 sur les progrès accomplis par l'Asie et l'Océanie dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). • Elle a participé aux travaux des groupes thématiques du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) chargés de rédiger une évaluation de l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19 pour la Conférence 2021 des ministres de l'Économie des pays membres du Forum. • Elle a participé à l'élaboration de la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050. <p>Les organismes de la statistique des pays océaniques ont adopté une méthodologie d'enquête normalisée, qui fait appel aux nouvelles technologies et consiste à recueillir des données au moyen d'un système d'enquêtes en face à face assistées par informatique (CAPI), offrant ainsi des possibilités d'automatisation. L'adoption de ce système a également donné lieu à la création d'une plateforme de gestion des données et d'un tableau de bord pour le contrôle de la qualité des recensements et des enquêtes sur le terrain. En novembre 2021, la Division statistique pour le développement (SDD) a mis en place un tableau de bord sur mesure pour le suivi en ligne du recensement de la population et des logements aux Îles Marshall à l'aide du langage de programmation R et de l'infrastructure logicielle Shiny.</p> | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | <p>Changement de pratiques</p> |  | |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | <p>Évolution des connaissances</p> |  | |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p> | <p>Changement de comportements</p> |  | |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)</p> | <p>Produit</p> |  | |
| | <p>Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p> | <p>Changement de pratiques</p> |  | |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| <p>La CPs a participé à l'examen de 7 documents demandés par l'Organisation des Nations Unies (ONU) : le rapport du Groupe d'experts en classifications statistiques internationales, le rapport du Comité d'experts chargé des statistiques relatives aux entreprises et au commerce, le rapport de la Banque mondiale sur le Programme de comparaison internationale, le rapport sur la présentation et diffusion des données et métadonnées, le rapport du Groupe des Amis de la présidence sur les statistiques économiques, le rapport du Groupe d'experts sur les cadres nationaux d'assurance de la qualité et le rapport sur le renforcement des capacités statistiques.</p> <p>Les États et Territoires insulaires océaniques disposent de tableaux de statistiques économiques/d'informations actualisés et accessibles sur le commerce international de marchandises, le produit intérieur brut (PIB), les finances publiques, les arrivées de visiteurs, l'inflation et les réserves totales en mois d'importation de biens et services, qui sont diffusés sur le site Web de la Division statistique pour le développement (SDD), sur la plateforme PHD.stat et dans les résumés de poche de la Plateforme de données océaniques (volet consacré aux statistiques économiques). Des mises à jour sont effectuées sur demande en collaboration avec le spécialiste de l'information et des publications.</p> <p>Des États et Territoires insulaires océaniques, des bailleurs de fonds et des partenaires du développement ont bénéficié de données mensuelles et trimestrielles actualisées sur l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Ces données ont été compilées à partir des ressources administratives disponibles, synthétisées au niveau régional et diffusées sur le site Web de la Division statistique pour le développement (SDD).</p> <p>Les projections de population et les analyses démographiques ont été actualisées pour l'ensemble des États et Territoires insulaires océaniques et chargées dans la base de données PDH.stat. Par ailleurs, une estimation du nombre de personnes vivant dans des zones côtières de faible altitude et une analyse de ces populations ont été effectuées pour tous les États et Territoires insulaires océaniques (à l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Tokelau). Les résultats sont également disponibles dans la base de données PDH.stat.</p> <p>Des informations ont été communiquées aux ministres de la région, notamment dans un document d'information sur les initiatives régionales de complémentation de statistiques du commerce international de marchandises, dont la version finale a été soumise à la Conférence des ministres du Commerce en 2021. Un rapport sur l'avancement des travaux a en outre été élaboré pour la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum.</p> <p>Une assistance technique a été apportée à des pays océaniques, notamment à la Polynésie française pour la publication de son premier rapport national sur les objectifs de développement durable (ODD) et à Tuvalu pour son plan de travail et les consultations nationales menées dans le cadre de son examen national volontaire (ENV), ainsi que pour l'évaluation des données océaniques relatives à l'ODD 16. Des réunions sur la définition d'indicateurs axés sur les priorités des pays ont été tenues à l'échelon des pays avec les services nationaux de la statistique et les responsables de la planification de Kiribati, des États fédérés de Micronésie, de Nauru, du Samoa, des Tonga et de Tuvalu.</p> <p>Des rapports techniques et des directives ont été publiés pour appuyer le travail des services nationaux de la statistique et des organismes administratifs, dont un document sur la continuité opérationnelle des systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil en période de pandémie, une feuille de route sur le recours accru aux registres et aux données administratives dans les programmes de recensement des pays insulaires océaniques, et 5 documents connexes sont en cours de finalisation, à savoir un document technique sur les registres de population et l'important rôle statistique qu'ils jouent, des directives relatives au cadre d'amélioration des registres et statistiques d'état civil, un article de recherche sur le système d'enregistrement des faits d'état civil de Vanuatu dans le contexte des catastrophes et situations d'urgence, et un rapport de situation sur les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil en Océanie.</p> | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu | Produit |  |
| | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |
|---|--|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Une base de données régionale sur les indicateurs en matière de santé et de violences à l'égard des femmes, qui couvre les impacts de la COVID-19 dans ces domaines, a été constituée et mise en ligne dans l'explorateur de données PDH.stat (pacificdata.org). Des bases de données similaires ont également été créées pour le handicap et le genre, le but étant de couvrir d'autres domaines thématiques en rapport avec la population/démographie, les activités économiques, l'accès aux ressources, l'éducation, la santé et les services connexes, la vie publique et la prise de décision, et les droits fondamentaux des femmes et des enfants. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Un atelier régional a été organisé sur l'informatique et les identifiants pour les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Évolution des connaissances |  |
| La Division statistique pour le développement (SDD) et la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME), en collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux, ont organisé en Océanie deux ateliers de formation sur l'objectif de développement durable (ODD) 14, destinés aux agents des services des pêches et de la statistique. Ces ateliers, présidés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et INFOFISH, ont porté plus précisément sur les ODD en Océanie et sur la feuille de route. La Division SDD a également contribué aux discussions relatives à l'analyse et à l'interprétation des données des enquêtes en grappes à indicateurs multiples réalisées aux Fidji, dans le cadre d'un atelier sur l'interprétation des données et l'établissement de rapports organisé en 2021, auquel ont participé environ 25 agents du service national de la statistique et de ministères fidjiens. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| L'ensemble de données sur les ODD ainsi que le tableau de bord et les « roues de progression » connexes ont été mis à jour et étaient assortis de 1 420 indicateurs régionaux fin décembre 2021, ce qui représente une augmentation de 63,6 % par rapport à 2020. Le nombre d'utilisateurs uniques des indicateurs et documents relatifs aux ODD s'établit à 468 pour 2021, soit une augmentation de 54,9 % par rapport aux 302 utilisateurs enregistrés en 2020. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Les Fidji ont fourni une assistance Sud-Sud/entre pairs à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour l'élaboration de son rapport sur les statistiques du commerce international de marchandises (actualisé jusqu'en 2020). | Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée | Produit |  |
| La CPS a contribué à l'élaboration des documents suivants : le rapport 2021 concernant les indicateurs sur les performances des infrastructures océaniques, le rapport sur l'égalité de genre et l'énergie durable, qui portait plus précisément sur les enseignements tirés par les États et Territoires insulaires océaniques en la matière, et les lignes directrices relatives aux notes thématiques pour le deuxième rapport quadriennal sur le développement durable dans le Pacifique. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| La CPS, en tant que membre du Groupe de travail technique sur la Classification internationale type des professions (CITP), a activement participé à 3 réunions, qui ont porté sur des questions liées à la CITP-08 actuellement utilisée (par exemple, un grand nombre de professions représentées au sein de son secteur des technologies de l'information ne figuraient pas dans la classification en 2008). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Des produits statistiques ont été mis au point et rendus accessibles en ligne. Des données sur le commerce international, les prix à la consommation et la population ainsi que des synthèses de données économiques pour le 4 ^e trimestre de 2020 et les 1 ^{er} et 2 ^e trimestres de 2021 concernant les impacts de la COVID-19 sur les États et Territoires insulaires océaniques ont été chargées dans la base de données PDH.stat. Les graphiques dynamiques sur les pyramides des âges, des ensembles de données de projection et des projections pour les États et Territoires insulaires océaniques ont également été actualisés sur le site Web de la Division statistique pour le développement (SDD). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |

| Efficacité institutionnelle transformatrice | | | |
|--|---|-----------------------------|---|
| Informations relatives au résultat | États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat | Type de résultat | Contribution à l'ODD principal |
| Un appui technique a été apporté : à la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de nouvelles missions liées à POPGIS3, à Kiribati pour l'élaboration des cartes de l'atlas du recensement 2020, ainsi qu'aux Tonga et aux Îles Cook pour la préparation des activités de recensement liées au système d'information géographique (SIG) et aux Îles Marshall pour la couverture du recensement. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Tonga | Produit |  |
| De nouveaux contrats de licence, qui permettent à des chercheurs et à des personnes extérieures d'utiliser la Plateforme de données océaniques, ont continué d'être exécutés en 2021, pour atteindre 64 contrats fin décembre (15,4 % de plus qu'en 2020). | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Changement de pratiques |  |
| Le Rapport de situation sur les pêches côtières 2021 comprend des données de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages de 13 États et Territoires insulaires océaniques, contre 12 en 2020. Cette augmentation est imputable à l'inclusion des données de l'ERDM de Kiribati en 2021. Le Rapport de situation 2021 a été présenté à la Conférence régionale des ministres des Pêches. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises 2022 pour le Pacifique a été achevé. | Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques) | Produit |  |
| Des enquêtes d'évaluation rapide ont été réalisées aux Îles Cook, à Niue et à Tokelau, en collaboration avec le Service national de la statistique néo-zélandais (Stats NZ). Ces enquêtes ont permis aux services nationaux de la statistique d'acquiescer directement de l'expérience dans la conduite à brève échéance d'enquêtes d'évaluation rapide en cas de besoin urgent de données. Des rapports ont été établis pour 3 cycles d'enquête aux Îles Cook, 2 cycles à Tokelau et 1 cycle à Niue. | Îles Cook, Niue, Tokelau | Évolution des connaissances |  |
| Des analyses de la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires ont été effectuées, et des profils de sécurité alimentaire ont été établis pour 5 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Îles Marshall, Samoa, Tonga et Vanuatu). 7 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) disposent désormais de profils de sécurité alimentaire établis avec le soutien de la CPS à partir des données recueillies depuis 2019 dans le cadre des enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages menées dans ces pays. La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est poursuivie dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT) (ODD 2.1). | Kiribati, Îles Marshall, Samoa, Tonga, Vanuatu | Évolution des connaissances |  |

Annexe 2

Publications dans des revues à comité de lecture

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|--|--|---|----------------------|---|---|
| Division santé publique (PHD) – maladies non transmissibles (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Tin, S., Na'ati, E., Bertrand, S., Fukofuka, K., Vivili, P., Soakai, S., Puloka, V. et Passmore, E. | 2021 | Assessing the Status of Diabetes Associations in the Pacific: A Starting Point for Strengthening Associations to Manage Diabetes | https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7953240/ |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Teng, A., Snowdon, W., Tin, S., Genç, M., Na'ati, E., Puloka, V., Signal, L. et Wilson, N. | 2021 | Progress in the Pacific on sugar-sweetened beverage taxes: systematic review of policy changes from 2000 to 2019 | https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1753-6405.13123 |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Ravuvu, A., Tin, S., Bertrand, S., Na'ati, E. et Kubuabola, I. | 2021 | To Quell Childhood Obesity: The Pacific Ending Childhood Obesity Network's Response | https://www.scientificarchives.com/admin/assets/articles/pdf/to-quell-childhood-obesity-the-pacific-ending-childhood-obesity-networks-response-20210326010338.pdf |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Chen, J., Bertrand, S., Galy, O., Raubenheimer, D., Allman-Farinelli, M. et Caillaud, C. | 2021 | The Design and Development of a Food Composition Database for an Electronic Tool to Assess Food Intake in New Caledonian Families | https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8156489/ |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Tin, S., Na'ati, E., Kubuabola, I., Bertrand, S., Moreau, M. et Ravuvu, A. | 2021 | Strategic foresight to combat non-communicable diseases: The Pacific islands perspective | https://fsdigital.org/2021/08/04/strategic-foresight-to-combat-non-communicable-diseases-the-pacific-islands-perspective/ |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Ravuvu, A. | 2021 | Policy Metaphors in the Pacific Region: Plague to Ocean – Reaching the Furthest Behind First | https://fsdigital.org/2021/08/16/policy-metaphors-in-the-pacific-region-plague-to-ocean-reaching-the-furthest-behind-first/ |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Ravuvu, A., Lui, J., Bani, A., Tavoa, A., Vuti, R. et Tin, S. | 2021 | Analysing the impact of trade agreements on national food environments: the case of Vanuatu | https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-021-00748-7 |
| PHD (MNT) | Publication ou article de revue scientifique | Cash, H., De Jesus, S., Durand, A., Tin, S., Shelton, D., Robles, R., Mendiola, A., Brikul, S., Ipi, M., Murphy, M., Hunt, L., Lesa, F., Sigrah, C., Wäguk, R., Abraham, D., Kapiriel, S., Camacho, J. et Chutaro, E. | 2021 | 'Hybrid Survey' approach to non-communicable disease surveillance in the US-Affiliated Pacific Islands | https://gh.bmj.com/content/6/10/e006971.full |

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|---|--|---|----------------------|--|---|
| PHD (MINT) | Publication ou article de revue scientifique | Bell, C., Latu, C., Na'ati, E., Snowdon, W., Moodie, M. et Waqa, G. | 2021 | Barriers and facilitators to the introduction of import duties designed to prevent noncommunicable disease in Tonga: a case study | https://doi.org/10.1186/s12992-021-00788-z |
| PHD – Programme de surveillance, préparation et réponse (SPRP) | Publication ou article de revue scientifique | Hart, J., Saketa, S. et Russell, F. | 2021 | Is there a preferred COVID-19 vaccine for Pacific Island countries? | https://pursuit.unimelb.edu.au/articles/js-there-a-preferred-covid-19-vaccine-for-pacific-island-countries |
| PHD – Programme de renforcement des laboratoires (LSP) | Publication ou article de revue scientifique | Graham, M., Williams, E., Isles, N., Buadromo, E., Toatu, T., Druce, J., Catton, M., Lin, C., Howden, B. et Williamson D. | 2021 | Sample pooling on the Cepheid Xpert® Xpress SARS-CoV-2 assay | https://doi.org/10.1016/j.ddiagmicrobio.2020.115238 |
| PHD (LSP) | Publication ou article de revue scientifique | Lin, C., da Silva, E., Sahukhan A., Palou, T., Buadromo, E., Hoang, T. et Howden, B. | 2021 | Towards equitable access to public health pathogen genomics in the Western Pacific | https://doi.org/10.1016/j.janwpc.2021.100321 |
| PHD (LSP) | Publication ou article de revue scientifique | Sarfati, D., Dyer, R., Sam, F., Barton, M., Bray, F., Buadromo, E., Ekeroma, A., Foliaki, S., Fong, J., Herman, J., Huggins, L., Maoate, K., Meredith, I., Mola, G., Palafox, N., Puloka, V., Shin, H., Skeen, J., Snowdon, W., Tafuna'i, M., Teng, A., Watters, D. et Vivili, P. | 2021 | Cancer control in the Pacific: big challenges facing small island states | https://doi.org/10.1016/S1470-2045(19)30400-0 |
| Programme durable environnementale et changement climatique (CCES) | Publication ou article de revue scientifique | Dawson, N., Coolsaet, B., Sterling, E., Loveridge, R., Gross-Camp, N., Wongbusarakum, S., Sangha, K., Scherl, L., Phuong Phan, H., Zafra-Calvo, N., Lavey, W., Byakagaba, P., Idrobo, J., Chenet, A., Bennett, N., Mansourian, S. et Rosado-May, F. | 2021 | The role of Indigenous peoples and local communities in effective and equitable conservation | https://www.ecologyandsociety.org/vol26/iss3/art19/ |
| Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) | Publication ou article de revue scientifique | Maggioni, F., Pujio-Pay, M., Aucan, J., Cerrano, C., Calcinai, B., Payri, C., Benzoni, F., Letourneur, Y. et Rodolfo-Metalpa, R. | 2021 | The Bouraké semi-enclosed lagoon (New Caledonia) – a natural laboratory to study the lifelong adaptation of a coral reef ecosystem to extreme environmental conditions | https://doi.org/10.5194/bg-18-5117-2021 |
| PCCOS | Publication ou article de revue scientifique | Varillon, D., Fiat, S., Magron, F., Allenbach, M., Hoibian, T., de Ramon "Yeurt, A., Ganachaud, A., Aucan, J., Pelleter, B. et Hocdé, R. | 2021 | ReefTEMPS : The Pacific Island coastal ocean observation network | https://doi.org/10.17882/55128 |
| PCCOS | Publication ou article de revue scientifique | Howe, B., Panayotou, K., Aucan, J., Kong, L., Von Hillebrand, C., Angove, M. et Zuñiga, C. | 2021 | Observing the Ocean and Earth with SMART Cables | http://digital.ecomagazine.com/publication/frame.php?i=707374&p=&pn=&ver=htmlm5&view=articleBrowser&article_id=4031520 |

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|---|--|--|----------------------|--|---|
| Division ressources terrestres (LRD) | Publication ou article de revue scientifique | Andrew, N., Allison, E., Brewer, T., Connell, J., Eriksson, H., & Eurich, J., Farmary, A., Gephart, J., Golden, C., Herrero, M., Mapusua, K., Seto, K., Sharp, M., Thornton, P., Thow, A. et Tutuo, J. | 2021 | Continuity and change in the contemporary Pacific food system | https://www.researchgate.net/publication/357645118_Continuity_and_change_in_the_contemporary_Pacific_food_system |
| LRD | Publication ou article de revue scientifique | Hassan, E., Mostafiz, M., Iramu, E., George, D. et Lee, K-Y. | 2021 | Evaluation of the Effect of Fungatol and Gamma-T-ol on the Emergence and Adult Parasitoid Survival of Mummies of Cotton Aphids Parasitized by <i>Aphisidius colemani</i> | https://www.mdpi.com/1428136 |
| LRD | Publication ou article de revue scientifique | Kidanimariam, D., Sukal, A., Abraham, A., Njuguna, J., Stomeo, F., Dale, J., James, A. et Harding, R. | 2021 | Incidence of RNA viruses infecting taro and tannia in East Africa and molecular characterisation of dasheen mosaic virus isolates | https://www.researchgate.net/publication/354060964_Incidence_of_RNA_viruses_infecting_taro_and_tannia_in_East_Africa_and_molecular_characterisation_of_dasheen_mosaic_virus_isolates |
| Division statistique pour le développement (SDD) | Publication ou article de revue scientifique | Bright, P., et Abbott, D. | 2021 | Chapter 26: The Economic Impact of COVID-19 in Pacific Island Countries and Territories | https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.1201/9781003181590-29/economic-impact-covid-19-pacific-island-countries-territories-phil-bright-david-abbott |
| SDD | Publication ou article de revue scientifique | Andrew, N., Allison, E., Brewer, T., Connell, J., Eriksson, H., Eurich, J., Farmary, A., Gephart, J., Golden, C., Herrero, M., Mapusua, K., Seto, K., Sharp, M., Thornton, P., Thow, A. et Tutuo, J. | 2021 | Continuity and change in the contemporary Pacific food system | https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100608 |
| SDD | Publication ou article de revue scientifique | Bogard, J., Andrew, N., Farrell, P., Herrero, M., Sharp, M. et Tutuo, J. | 2021 | A Typology of Food Environments in the Pacific Region and Their Relationship to Diet Quality in Solomon Islands | https://www.mdpi.com/2304-8158/10/11/2592 |
| SDD | Publication ou article de revue scientifique | Golden, C., Gephart, J., Eurich, J., McCauley, D., Sharp, M., Andrew, N. et Seto, K. | 2021 | Social-ecological traps link food systems to nutritional outcomes | https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100561 |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Sharp, M. et Andrew, N. | 2021 | Poverty, malnutrition and food security in Pacific Small Island Developing States | https://www.fao.org/3/cb5758en/cb5758en.pdf |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Troubat, N., Sharp, M. et Andrew, N. | 2021 | Food consumption in Solomon Islands – Based on the analysis of the 2012/13 Household Income and Expenditure Survey | https://doi.org/10.4060/cb4459en |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Troubat, N. et Sharp, M. | 2021 | Food consumption in Kiribati – Based on the analysis of the 2019/20 Household Income and Expenditure Survey | https://doi.org/10.4060/cb6579en |

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|---|--|---|----------------------|---|---|
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Mathenge, G., Lenge, B., Simeon, J., Figueroa, C., Linhart, C. et Sunga, A. | 2021 | Mitigating the Impact of Natural Hazards on Civil Registration and Vital Statistics Systems: The Case of Vanuatu | http://hdl.handle.net/10625/60025 |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Rao, C., Kelly, M. et Mathenge, G. | 2021 | Impact of the COVID-19 pandemic on the operations of national civil registration and vital statistics (CRVS) systems 2020 | https://sdd.spc.int/news/2021/03/23/impact-covid-19-national-CRVS-systems |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Ragimana, E. et Eshragi, S. | 2021 | Policy development process in the Pacific region: case studies of Fiji, Solomon Islands and Vanuatu | https://purl.org/spc/digilib/doc/qafph |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Lal, N. | 2021 | International trade as a share of gross domestic product in selected Pacific economies | https://purl.org/spc/digilib/doc/6jkkx |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Lal, N. | 2021 | Changes in Consumer Prices in Selected Pacific Island Countries and Territories in 2020 | http://purl.org/spc/digilib/doc/qnjnp |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Lal, N. | 2021 | International Merchandise Trade Statistics Pacific Compilation Guide, 2021 | https://purl.org/spc/digilib/doc/2euso |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Lal, N. | 2021 | Pacific kava production, trade and consumption: Gaps in data hinder full analysis | https://purl.org/spc/digilib/doc/m7hyb |
| SDD | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Lal, N. | 2021 | Imports of rice and wheat flour in selected Pacific Island countries and territories | https://purl.org/spc/digilib/doc/5v3t8 |
| Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (EQAP) | Étude de cas | Naisoro, T. (coordination) | 2021 | Education Finance Data Case Study – Fiji | Document interne |
| EQAP | Étude de cas | Naisoro, T. (coordination) | 2021 | Education Finance Data Case Study – Solomon Islands | Document interne |
| Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Révisé par Fukofuka, S., Park, T. et Sanchez, C. | 2021 | Longline Observer Guide 2021 | https://purl.org/spc/digilib/doc/iyqsw |

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|-------------|--|---|----------------------|---|---|
| FAME | Rapport | FAME | 2021 | Rapport de l'atelier régional sur la mise en place d'un Cadre d'action en faveur de la transition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches dans le Pacifique 2021–2025 | https://purl.org/spc/digilib/doc/za8nf |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Bell, J., Senina, I., Adams, T., Aumont, O., Calmettes, B., Clark, S., Dessert, M., Gehlen, M., Gorgues, T., Hampton, J., Hanich, Q., Harden-Davies, H., Hare, S., Holmes, G., Lehodey, P., Lengaigne, M., Mansfield, W., Menkes, C., Nicol, S., Pasisi, C., Pilling, G., Ota, Y., Reid, C., Ronneberg, E., Sen Gupta, A., Seto, K., Smith, N., Tabei, S., Tsamenyi, M. et Williams, P. | 2021 | Pathways to sustaining tuna-dependent Pacific Island economies during climate change | https://doi.org/10.1038/s41893-021-00745-z |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Bodin, N., Pethybridge, H., Duffy, L., Lorrain, A., Allain, V., Logan, J., Ménard, F., Graham, B., Choy, C., Simes, C., Olson, R. et Young, J. | 2021 | Global data set for nitrogen and carbon stable isotopes of tunas | https://doi.org/10.1002/ecy.3265 |
| FAME | Rapport | Bosserelle P., Halford A., Lemari L. et Ishiguro K. | 2021 | Monitoring the vulnerability and adaptation of coastal fisheries to climate change | https://purl.org/spc/digilib/doc/pux8v |
| FAME | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Clark, S., Bell, J., Adams, T., Allain, V., Aqorau, T., Hanich, Q., Jaiteh, V., Lehodey, P., Pilling, G., Senina, I., Smith, N., Williams, P. et Yeeting, A. | 2021 | Chapter 12: The Parties to the Nauru Agreement (PNA) 'Vessel Day Scheme': A cooperative fishery management mechanism assisting member countries to adapt to climate variability and change | https://doi.org/10.4060/cb3095en |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Fletcher, D., Newman, J., McKechnie, S., Bragg, C., Dillingham, P., Lucas, R., Scott, D., Uhlmann, S., Lyver, P., Gormley, A., Bull, S., Davis, K., Davis, R., Davis, T., Edwards, L., Kitson, J., Nixon, T., Skerrett, M. et Moller, H. | 2021 | Projected impacts of climate change, bycatch, harvesting, and predation on the Aotearoa New Zealand tītī <i>Ardenna grisea</i> population | https://doi.org/10.3354/meps13763 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Gisnard, S., Bosserelle, P., Shedrawi, G., Vaimalie, R., Iotebatu, L. et Halford, A. | 2021 | Length-weight relationships of 4 coral-reef fish species encountered in Gilbert Islands coastal artisanal fisheries | https://doi.org/10.1111/jai.14195 |
| FAME | Étude de cas | Graham A. et D'Andrea A. | 2021 | Gender and human rights in coastal fisheries and aquaculture: A comparative analysis of legislation in Fiji, Kiribati, Samoa, Solomon Islands, Tonga and Vanuatu | https://purl.org/spc/digilib/doc/zz6mn |
| FAME | Rapport | Hare S., Williams P., Castillo-Jordán C., Hamer P., Hampton W., Scott R. et Pilling G. | 2021 | La pêche thonière dans le Pacifique occidental et central : bilan de l'activité halieutique et état des stocks de thoniés (2020) | https://purl.org/spc/digilib/doc/98ctx |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Jaiteh, V., Peatman, T., Lindfield, S., Gilman, E. et Nicol, S. | 2021 | Bycatch estimates from a Pacific tuna longline fishery provide a baseline for understanding the long-term benefits of a large, blue water marine sanctuary | https://doi.org/10.3389/fmars.2021.720603 |

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|-------------|--|--|----------------------|--|---|
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Kapur, M., Siple, M., Olmos, M., Privitera-Johnson, K., Adams, G., Best, J., Castillo-Jordán, C., Cronin-Fine, L., Havron, A., Lee, Q., Method, R. et Punt, A. | 2021 | Equilibrium reference point calculations for the next generation of spatial assessments | https://doi.org/10.1016/j.fishres.2021.106132 |
| FAME | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Li, O., Eriksson, H., Bertram, I., Desurmont, A. et Blanc, M. | 2021 | Te atafai faka'lei ki mea kai mai te 'tai i Fenua o te Pasefika [en tuvalu] | https://purl.org/spc/digilib/doc/ernn4 |
| FAME | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Li, O., Eriksson, H., Bertram, I., Desurmont, A. et Blanc, M. | 2021 | Tratamentu alihan-tasi sira iha Timor-Leste: Kartás informasaun ba peskadór, vendedór no konsumidór sira [en tetun] | https://purl.org/spc/digilib/doc/9a49q |
| FAME | Rapport | Loganimoce, E., Shedrawi, G., Tukana, M., Tanoa, V., Rachna, P. et Titoko, V. | 2021 | Using local knowledge to guide coconut crab (Birgus latro) scientific research in Fiji | https://purl.org/spc/digilib/doc/dmtvq |
| FAME | Rapport | Marre, J-B. et García Imhof, C. | 2021 | Assessment of COVID-19 socio-economic impacts on Special Management Area households and small-scale fishers in Tonga. | https://purl.org/spc/digilib/doc/8ggjg |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Médieu, A., Point, D., Receveur, A., Gauthier, O., Allain, V., Pethybridge, H., Menkes, C., Gillikin, D., Revill, A., Somes, C., Collin, J. et Lorrain, A. | 2021 | Stable mercury concentrations of tropical tuna in the southwestern Pacific Ocean: an 18-year monitoring study | https://doi.org/10.1016/j.chemosphere.2020.128024 |
| FAME | Rapport | FAME | 2021 | Cadre d'action en faveur de la transposition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches dans le Pacifique : 2021–2025 | https://purl.org/spc/digilib/doc/5fgmk |
| FAME | Autre publication dans une revue à comité de lecture | Purcell, S. | 2021 | Oi rot bilong redim pislama bilong salim - Manuel bilong ol Pacific Allan fisas [version en tok pisin] | https://purl.org/spc/digilib/doc/tkzqz |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Receveur, A., Allain, V., Ménard, F., Lebourges-Dhaussy, A., Laran, S., Ravache, A., Bourgeois, K., Vidal, E., Hare, S., Weimerskirch, H., Borsa, P. et Menkes, C. | 2021 | Modelling Marine Predator Habitat Using the Abundance of Its Pelagic Prey in the Tropical South-Western Pacific | https://doi.org/10.1007/s10021-021-00685-x |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Receveur, A., Duthheil, C., Gorgues, T., Menkes, C., Lengaigne, M., Nicol, S., Lehodey, P., Allain, V., Ménard, F. et Lebourges-Dhaussy, A. | 2021 | Exploring the future of the Coral Sea micronekton | https://doi.org/10.1016/j.poccean.2021.102593 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Satterthwaite, E., Bax, N., Miloslavich, P., Ramarajah, L., Canonico, G., Dunn, D., Simmons, S., Carini, R., Evans, K., Allain, V., Appeltans, W., Batten, S., Benedetti-Cecchi, L., Bernard, A., Bristol, S., Benson, A., Buttigieg, P., Gerhardt, L., Chiba, S., Davies, T., Duffy, J., Giron-Nava, A., Hsu, A., Kraberg, A., Kudela, R., Lear, D., Montes, E., Müller-Karger, F., Brien, T., Obura, D., Provoost, P., Pruckner, S., Rebelo, L.-M., Selig, E., Kjesbu, O., Starger, C., Stuart-Smith, R., Vierros, M., Waller, J., Weatherdon, L., Wellman, T. et Zivian, A. | 2021 | Establishing the Foundation for the Global Observing System for Marine Life | https://doi.org/10.3389/fmars.2021.737416 |

| Division | Type de contenu | Auteurs | Année de publication | Titre | Lien ou référence |
|--|--|---|----------------------|---|---|
| FAME | Rapport | Shedrawi G., Molai C., Tanielu E., Fepulea'i F., Katalina Tone A., Taulapapa L., Tifiti S., Falemai S., La'anna R., Lesa M., Kora J., Bosserelle P., Gisliard S. et Halford, A. | 2021 | The status of sea cucumber populations in Samoa in 2019 | https://purl.org/spc/digilib/doc/isb9p |
| FAME | Rapport | Stobberup, K., Anganuzzi, A., Arthur-Dadzie, M., Baidoo-Tsibu, G., Hosken, M., Kebe, P., Kuruc, M., Loganimoce, E., Million, J., Scott, G., Spurrer, L. et Tavaga, N. | 2021 | Electronic monitoring in tuna fisheries: strengthening monitoring and compliance in the context of two developing states | https://doi.org/10.4060/cb2862en |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Escalle, L., Hare, S., Vidal, T., Brownjohn, M., Hamer, P. et Piling, G. | 2021 | Quantifying drifting Fish Aggregating Device use by the world's largest tuna fishery | https://doi.org/10.1093/icesjms/fsab116 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Kalia, V., Schuur, S., Hobson, K., Chang, H., Waller, L., Hare, S. et Gribble, M. | 2021 | Relationship between the Pacific Decadal Oscillation (PDO) and persistent organic pollutants in sympatric Alaskan seabird (Uria aalge and U. lomvia) eggs between 1999 and 2010 | https://doi.org/10.1016/j.chemosphere.2020.127520 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Macdonald, J., Jonsdóttir, I., Sigurðsson, Þ., Óskarsson, G., Drysdale, R., Witt, R. et Marteinsdóttir, G. | 2021 | Rules for quantifying otolith chemical variability help expose nursery population structure, site fidelity and multiple origins in a fished herring stock | https://doi.org/10.1016/j.fishres.2021.106040 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Muir, J., Barker, R., Hutchinson, M., Leroy, B., Nicol, S., et Scutt Phillips, J. | 2021 | Estimating post-release mortality of long-line caught tropical tunas in the Pacific Ocean | https://doi.org/10.1016/j.fishres.2021.106194 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Woods, P., Macdonald, J., Bårbarson, H., Bonanomi, S., Boonstra, W., Cornell, G., Cripps, G., Danielsen, R., Färber, L., Ferreira, A., Ferguson, K., Holma, M., Holt, R., Hunter, K., Kokkalis, A., Langbehn, T., Ljungström, G., Nieminen, E., Nordström, M., Oostdijk, M., Richter, A., Romagnoni, G., Sguotti, C., Simons, A., Shackell, N., Snickars, M., Whittington, J., Wootton, H. et Yletyinen, J. | 2021 | A review of adaptation options in fisheries management to support resilience and transition under socio-ecological change | https://doi.org/10.1093/icesjms/fsab146 |
| FAME | Publication ou article de revue scientifique | Zampatti, B. P., Leigh, S. J., Wilson, P. J., Crook, D. A., Gillanders, B. M., Maas, R., Macdonald, J. I. et Woodhead, J. | 2021 | Otolith chemistry delineates the influence of natal origin, dispersal and flow on the population dynamics of golden perch (<i>Macquaria ambigua</i>) in a regulated river | https://www.publish.csiro.au/mf/MF20280 |
| Division géosciences, énergie et services maritimes (GEM) | Publication ou article de revue scientifique | Hoeke, R., Damlamian, H., Aucan, J. et Wandres, M. | 2021 | Severe Flooding in the Atoll Nations of Tuvalu and Kiribati Triggered by a Distant Tropical Cyclone Pam | https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2020.539646/full |

Annexe 3

Activités d'évaluation publiées

| Division | Intitulé de l'évaluation | Intitulé du projet évalué | Interne ou externe | Baillleur de fonds | Lien | Période d'évaluation |
|-------------|---|--|--------------------|--|---|----------------------|
| CCES | Évaluation ROM | PACRES (Projet d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience dans le Pacifique) | Externe | UE | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement, non publié | 2019–2021 |
| LRD | Évaluation à mi-parcours | Plan d'activité 2019–2023 de la Division ressources terrestres | Externe | budget ordinaire | https://drive.google.com/file/d/15py8jyZDSKku_sWTRTtqWy-f94W2ooQU/view?usp=sharing | 2019–2020 |
| FAME | Evaluation of capacity development efforts at FAME (Évaluation des efforts de renforcement des capacités menés par la Division FAME) | Ensemble des activités de développement des capacités soutenues par la Division | Externe | budget ordinaire | https://purl.org/spc/digilib/doc/y7x8s | 2016–2020 |
| FAME | Pacific Tuna Management Strategy Evaluation Midterm Review (Évaluation de la stratégie de gestion des stocks de thonidés dans le Pacifique – Évaluation à mi-parcours) | Projet d'évaluation de la stratégie de gestion des stocks de thonidés dans le Pacifique | Externe | MFAT | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement | 2017–2020 |
| FAME | End of Project Evaluation: Effective Coastal Fisheries Management and Sustainable Pacific Aquaculture Development Projects (évaluation en fin de projet : projets pour une gestion efficace des pêches côtières et pour le développement d'une aquaculture océanique durable) | Effective Coastal Fisheries Management and Sustainable Pacific Aquaculture Development Projects (évaluation en fin de projet : projets pour une gestion efficace des pêches côtières et pour le développement d'une aquaculture océanique durable) | Externe | MFAT | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement, non publié | 2016–2021 |
| FAME | Baseline assessment of MCS in the Region (review of 12 PICTs) (Évaluation de référence du suivi, du contrôle et de la surveillance dans la région (examen de 12 États et Territoires insulaires océaniques)) | Programme pêches côtières et aquaculture | Externe | Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement, non publié | 2021 |
| PHD | Rapport d'évaluation formative du projet Wake Up | Projet Wake Up sur les MNT en faveur de la jeunesse | Externe | Fonds pacifique/ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement, non publié | 2017–2020 |
| PHD | Progress review report (2016–2020) for NCD prevention and control programme (Rapport d'évaluation sur les progrès réalisés au regard du Programme prévention et lutte contre les maladies non transmissibles (2016–2020)) | Plan d'activité relatif aux MNT | Interne | DFAT/MFAT | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement, non publié | 2016–2020 |

| Division | Intitulé de l'évaluation | Intitulé du projet évalué | Interne ou externe | Baillleur de fonds | Lien | Période d'évaluation |
|-------------|--|---|--------------------|--------------------|---|----------------------|
| SDD | Formative Evaluation and Implementation Review of the Improving Access to Pacific Statistics and Data Initiative (PSDI) project (Évaluation formative et examen de la mise en œuvre du projet pour l'amélioration de l'accès aux données et statistiques océaniques) | Projet pour l'amélioration de l'accès aux données et statistiques océaniques (inclut la Plateforme de données océaniques) | Externe | MFAT | https://www.mfat.govt.nz/en/aid-and-development/our-approach-to-aid/evaluation-and-research/evaluation-reports-2021/ | 2019–2022 |
| SDD | End of Ten-Year Pacific Statistics Strategy (TYPSS) Evaluation [Évaluation de fin de la Stratégie décennale océanique sur la statistique] | Stratégie décennale océanique sur la statistique 2010–2020 | Externe | DFAT | https://sdd.spc.int/ten-year-pacific-statistics-strategy-typss | 2010–2020 |
| EQAP | Mid-Term Business Plan Review (Évaluation à mi-parcours du plan d'activité) | Plan d'activité 2019–2022 d'EQAP | Interne | DFAT/MFAT | https://eqap.spc.int/sites/default/files/EQAP/Reports/External%20Mid-Term%20Review%20of%20EQAP%20Business%20Plan%202019-2022.pdf | 2019–2020 |
| SPL | Synthesis Evaluation of SPC's Strategic Plan 2016–2020 (Évaluation synthétique du Plan stratégique 2016–2020 de la CPS) | Plan stratégique 2016–2020 de la CPS | Interne | budget ordinaire | Rapport d'évaluation à usage interne uniquement, non publié | 2021–2022 |

Annexe 4

Conclusions des réunions régionales organisées par la CPS ou en partenariat avec d'autres organisations régionales en 2021

| Mois | Réunion | Principales conclusions | Lien |
|--------------|---|--|---|
| Mars | Sixième réunion annuelle du Conseil océanien de la qualité de l'enseignement (PBEQ) 18–19 mars | L'impact de la pandémie mondiale sur l'éducation dans le Pacifique et le Cadre régional pour l'éducation dans le Pacifique (PacREF) ont fait partie des thématiques abordées. Le PacREF expose un programme régional composé de stratégies et d'activités s'articulant autour de quatre domaines stratégiques en matière d'éducation : qualité et pertinence, passerelles d'apprentissage, acquis et bien-être des élèves, et professionnalisme de l'enseignement. | https://www.spc.int/events/6th-pacific-board-for-education-quality-annual-meeting |
| Avril | Quatorzième Conférence triennale des femmes du Pacifique 27–29 avril | Publication du rapport régional Beijing+25 et appel à l'action sur les thèmes transversaux, l'autonomisation économique des femmes, la violence fondée sur le genre, la justice climatique et l'égalité de genre, et le suivi des mesures à prendre par l'ensemble des entités lors de la prochaine conférence triennale des femmes du Pacifique. | https://www.spc.int/fr/ConferenceDesFemmesDuPacifique |
| Mai | Septième Conférence des ministres océanien de la Condition féminine 4 mai | Les conclusions de la Conférence sont axées sur les recommandations relevant des trois thèmes prioritaires : l'autonomisation économique des femmes, la justice climatique et l'égalité de genre, et la violence fondée sur le genre. Les délibérations, articulées autour du thème général de cette série de réunions, « Notre océan, notre patrimoine, notre avenir : vers l'autonomisation de toutes les femmes dans le Pacifique bleu », ont également porté sur l'océan en tant qu'élément inséparable des populations, cultures, économies et sociétés océaniques, et en tant que source d'autonomisation culturelle et matérielle. | https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/joint-release/2021/05/les-ministres-de-la-condition-feminine-de-la-region |
| | Concertations organisées en Océanie en amont du Sommet sur les systèmes alimentaires Mai–septembre | Les parties prenantes des systèmes alimentaires du Pacifique ont organisé plusieurs concertations en amont du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu en 2021. Onze pays ont accueilli des concertations nationales et trois concertations régionales. Le Sommet sur les systèmes alimentaires et les concertations préparatoires étaient axés sur cinq pistes d'action : 1. Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs 2. Adopter des modes de consommation durables 3. Stimuler une production respectueuse de la nature (protéger les systèmes naturels) 4. Promouvoir des moyens de subsistance équitables 5. Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux facteurs de stress. | https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/media-release/2021/05/dialogue-sur-les-systemes-alimentaires-du-pacifique |
| | Septième Réunion du Comité océanien des méthodes statistiques 18 mai | Principaux sujets abordés : Projets Innovation statistique et renforcement des capacités dans les pays insulaires océaniques (PACSTAT) ; nouvelle méthodologie de l'Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples – MICS Plus ; projet d'Observatoire du Pacifique (Banque mondiale) ; projets océaniques de la Banque asiatique de développement (BASD) sur le renforcement des statistiques économiques pour mesurer les progrès au regard des objectifs de développement durable (ODD), le renforcement des informations numériques sur les systèmes statistiques nationaux, et les données pour le développement (phase 2) ; examen de la Stratégie décennale océanienne sur la statistique ; et pays associés à la Nouvelle-Zélande. | https://sdd.spc.int/events/2021/05/7th-psmb-meeting-may2021part2 |

| Mois | Réunion | Principales conclusions | Lien |
|----------------|--|---|---|
| Juin | Treizième Conférence des directeurs des pêches 1–4 juin | Les conclusions de la conférence reprennent les principaux débats et points de consensus portant sur les thèmes suivants : résultats de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) pour 2020, axes de travail prioritaires et évolutions futures de FAME, évaluation des efforts de renforcement des capacités menés par FAME, Politique sur la gouvernance des données de FAME, progrès accomplis au regard des actions convenues et des priorités des pays océaniques, transposition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches, priorités futures pour le développement de l'aquaculture océanique, et changement climatique et pêche. | https://fame1.spc.int/fr/meetings/254 |
| | Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique 23–24 juin | Le Sous-comité a examiné le projet de rapport de résultats 2020 et a formulé des conseils sur l'élaboration du Plan stratégique 2022–2031. | https://www.spc.int/fr/a-l-agenda/sous-comite-du-crga-sur-le-plan-strategique |
| Juillet | Onzième Réunion des directeurs de la santé du Pacifique 1 ^{er} juillet | À l'occasion de cette réunion, les directeurs de la santé du Pacifique ont pris note des nouvelles informations relatives à la pandémie de COVID-19, de la transmission à grande échelle dans certains pays, de la détection de variants préoccupants dans les États et Territoires insulaires océaniques, et des questions relatives à l'approvisionnement en vaccins, leur conservation, et la réticence face à la vaccination. | Rapport de la onzième Réunion https://php.spc.int/fr/node/393?page=3 |
| | Réunion pour la résilience dans le Pacifique 6–8 juillet | Les participants ont pris note que les répercussions de la pandémie de COVID-19 continuaient à se cumuler avec les impacts négatifs des récents cyclones et épisodes de sécheresse, ainsi qu'avec l'appauvrissement continu de la biodiversité, exacerbé par l'urgence climatique. La réunion avait pour thème : Notre peuple, notre périples : bâtir la résilience de l'intérieur en Océanie. | Rapport de la Réunion pour la résilience dans le Pacifique https://www.resilientpacific.org/en/prm-2021 |
| | Laboratoires de la Décennie pour l'océan Premier laboratoire 8 juillet | Les laboratoires avaient pour but de stimuler l'action en faveur de la Décennie pour l'océan et ont donné l'occasion de présenter les actions menées en faveur de l'océan, de renforcer le dialogue, de faire progresser la communication et d'accroître la portée de notre vision du Pacifique bleu. Premier laboratoire : « Vaka Moana : naviguer vers un océan Pacifique qui nous porte et nous inspire » (juillet) Deuxième laboratoire : « Vaka Moana – Tisser des liens entre la science traditionnelle et moderne pour comprendre les conditions océanographiques actuelles et futures » (septembre) | https://www.spc.int/pccos |
| | Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum 13–14 juillet | Les ministres ont pris note de l'ampleur sans précédent des séquences économiques de la COVID-19 et ont réaffirmé le besoin urgent d'explorer des approches innovantes et collectives pour faire face aux impacts économiques de la pandémie et positionner la région de manière à améliorer les mesures régionales qui seront prises à l'avenir en réponse à des tels événements. Les débats ont principalement porté sur la gestion des dettes des pays insulaires membres du Forum, le plan régional d'aide au fret, les impacts sociaux de la pandémie de COVID-19, la stratégie économique du Pacifique Bleu, et la mise à profit des possibilités de financement associées au changement climatique et à la gestion des catastrophes. | https://www.forumsec.org/2021/07/15/2021-forum-economic-ministers-meeting-outcomes/#:~:text=The%202021%20Forum%20Economic%20Ministers,of%20the%20Pacifc%20Islands%20Forum. |
| Août | Deuxième Conférence régionale des ministres des Pêches 4–5 août | Les responsables des pêches ont reconnu qu'il était urgent de renforcer le relèvement, en tenant compte des impacts de la COVID-19 et du changement climatique. Ils ont approuvé les efforts régionaux relatifs au Cadre d'action en faveur de la transposition à plus grande échelle des régimes de gestion communautaire des pêches dans le Pacifique ; à une proposition visant à élaborer une nouvelle stratégie régionale de développement de l'aquaculture ; et à la prise en compte de l'impact du changement climatique à l'échelle de la filière pêche. | https://www.spc.int/events/regional-fisheries-ministers-meeting-virtual |
| | Dix-septième session ordinaire du Comité scientifique 11–19 août | La dix-septième réunion du Comité scientifique a adopté les recommandations de la dix-septième session ordinaire du Comité scientifique, notamment le futur Programme de travail et budget recommandé pour 2022–2024. | https://meetings.wcpfc.int/meetings/sc17 |
| | Septième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique 25–27 août | Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique ont appelé à investir davantage dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ont débattu des problèmes courants, comme le manque de capacités techniques et financières, et ont pris note de la forte demande en faveur de l'amélioration de la collecte et de la gestion des données à l'appui de la prise de décision. Les participants ont attiré l'attention sur les apports précieux de biens publics régionaux, tels que le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), le Portail d'information régional sur les sols, la Plateforme de données océaniques, le projet Digital Earth Pacific, l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique, la Santé en Océanie, les directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique, et la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom). | https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2021/07/septieme-reunion-regionale-des-chefs-des-services-agricoles-et |

| Mois | Réunion | Principales conclusions | Lien |
|------------------|---|---|---|
| Septembre | Lancement de la vingtième séance de travail virtuelle sur les limites maritimes 29–30 septembre | Elle a débuté par une réunion de deux jours consacrée à la définition du contexte et des objectifs, suivie de six semaines de travail avec les pays membres sur les principaux objectifs. | https://www.spc.int/events/20th-maritime-boundaries-working-session-and-high-level-dialogue-0#:~:text=Nov%2017%202021&text=In%20light%20of%20the%20COVID19,weeks%20in%20October%20and%20November. |
| Octobre | Réunion virtuelle des directeurs de la santé du Pacifique 6–7 octobre | Les points suivants figuraient à l'ordre du jour de la réunion : prendre note des avancées dans la mise en œuvre de la Feuille de route régionale, selon le tableau de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les maladies non transmissibles (MANA) ; examiner le cadre législatif océanique pour la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) ; tirer parti de la pandémie de COVID-19 pour bâtir des systèmes durables et faire progresser la couverture sanitaire universelle ; renforcer les services de soins chirurgicaux en Océanie ; placer la santé au centre des débats sur le changement climatique ; dresser le bilan des certificats COVID-19 régionaux pour favoriser les déplacements transfrontaliers. | Compte rendu de réunion https://php.spc.int/sites/default/files/eventfiles/2021-10/PHoH%20Meeting%20Draft%20Report%206-7%20Oct%202021%20Final.pdf |
| | Quatrième Conférence technique régionale de la CPS sur les pêches côtières et l'aquaculture 12–15 octobre | La Conférence technique régionale de la CPS sur les pêches côtières et l'aquaculture (RTMCFCA) réunit des spécialistes scientifiques et techniques de la pêche côtière et de l'aquaculture en Océanie pour leur permettre de débattre des principaux besoins, carences, enjeux et perspectives scientifiques et techniques propres à ce secteur. Cette édition a inclus un Dialogue sur la pêche communautaire, mis en œuvre par des organisations de la société civile et d'autres acteurs non étatiques, et axé sur leur participation. | Relevé de conclusions et de mesures https://frame1.spc.int/fr/meetings/253 |
| | Huitième Réunion du Comité océanique des méthodes statistiques 26–27 octobre | La réunion a approuvé l'examen du mandat du Comité océanique des méthodes statistiques par des membres sélectionnés, l'examen de l'accès aux microdonnées et les propositions de recherche statistique et d'expériences innovantes, a pris acte des informations de la Banque mondiale sur l'Observatoire du Pacifique, et a salué l'appui apporté par la BASD à la capacité et à la collaboration régionales en matière de statistiques. | Rapport de synthèse et conclusions https://sdd.spc.int/digital_library/8th-pacific-statistics-methods-board-meeting-psmb-summary-report-and-outcomes |
| Novembre | Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes 16–17 novembre | À l'issue des six semaines de travail qui ont débuté en septembre, le dialogue a permis de faire le point sur les progrès réalisés en 20 ans, de préparer l'avenir, et de publier le tableau de bord sur la délimitation maritime sur la Plateforme de données océaniques. | https://www.spc.int/events/20th-maritime-boundaries-working-session-and-high-level-dialogue-0 |
| | Deuxième réunion virtuelle des directeurs des soins infirmiers et obstétricaux du Pacifique 25 novembre | La réunion a permis de faire un point de situation sur les services de soins infirmiers et obstétricaux des États et Territoires insulaires océaniques, l'objectif étant d'examiner les enjeux importants ayant une incidence sur ces services au sein de la région, en particulier dans le contexte de la COVID-19, d'en débattre et d'émettre des recommandations à leur sujet. | Documents de travail https://phd.spc.int/meeting-documents-french |
| | Cinquante et unième session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) 30 novembre–1 ^{er} décembre | Le CRGA réuni en sa cinquante et unième session (CRGA 51) a approuvé le Rapport du Directeur général, le Plan stratégique 2022–2031 et le budget 2022. Le Royaume-Uni a fait son retour parmi les membres de la CPS. Des documents d'information ont été examinés, notamment un rapport relatif aux ressources humaines, un rapport du Conseil océanique de la qualité de l'enseignement (PBEOQ), et les conclusions issues du Dialogue de haut niveau la jeunesse. | https://www.spc.int/fr/crga |
| Décembre | Douzième Conférence de la Communauté du Pacifique 2 décembre | La conférence, présidée par Vanuatu, a accueilli favorablement le Rapport du Directeur général, a adopté le Plan stratégique 2022–2031 et a pris acte du rôle que le Sous-comité du CRGA pour le Plan stratégique joue de manière continue auprès de la CPS en la guidant avec constance. Il a été décidé de condenser la douzième Conférence et de proposer la tenue d'une session thématique en présentiel au cours du premier semestre 2022. | Conclusions de la douzième Conférence https://www.spc.int/fr/crga |

Annexe 5

Liste des protocoles d'accord en vigueur

| Partenaire | Date de signature | Expiration |
|---|-------------------|--------------------|
| Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (FFA) | 19 février 1998 | Durée indéterminée |
| Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) | 2 juin 2017 | Durée indéterminée |
| Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) | 3 avril 2019 | 3 avril 2022 |
| Association des écoles de théologie du Pacifique Sud (SPATS) | 9 février 2022 | 9 février 2024 |
| Association internationale de signalisation maritime (AISM) | 5 août 2018 | Durée indéterminée |
| Australia Pacific Training Coalition (APTC) | 24 avril 2020 | 30 juin 2022 |
| College of Micronesia | 6 avril 2018 | Durée indéterminée |
| Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) | 26 avril 2021 | 31 décembre 2030 |
| Communauté internationale de la noix de coco (ICC) | 5 mars 2019 | Durée indéterminée |
| Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) | 19 juin 2019 | Durée indéterminée |
| Environmental Law Institute | 30 juin 2020 | Durée indéterminée |
| Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) | 3 novembre 2003 | Durée indéterminée |
| Groupe du fer de lance mélanésien | 20 mars 2018 | Durée indéterminée |
| Institut de recherche pour le développement (IRD) | 8 juin 2021 | 7 juin 2026 |
| Landcare Research NZ | 31 août 2017 | 31 août 2022 |
| New Zealand Qualifications Authority (NZQA) | 6 août 2021 | Durée indéterminée |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) | 12 avril 2018 | Durée indéterminée |
| Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) | 8 décembre 2021 | Durée indéterminée |
| Organisation internationale du Travail (OIT) | 6 octobre 2017 | Durée indéterminée |
| Organisation maritime internationale (OMI) | 9 janvier 2004 | Durée indéterminée |
| Organisation mondiale de la Santé (OMS) | 8 août 2019 | 8 août 2023 |
| Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 18 août 2020 | 18 août 2022 |
| Programme régional océanien de l'environnement (PROE) | 27 juillet 2017 | 27 juillet 2022 |

| Partenaire | Date de signature | Expiration |
|---|-------------------|--------------------|
| Système d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique (PaciOOS) | 15 novembre 2021 | Durée indéterminée |
| Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) | 10 mars 2021 | Durée indéterminée |
| Université du Pacifique Sud (USP) | 23 août 2018 | Durée indéterminée |
| Université du Queensland (UQ) | 13 juillet 2018 | 13 juillet 2023 |
| Université nationale des Fidji (FNU) | 3 juin 2019 | 3 juin 2022 |

ISBN 978-982-00-1447-3



Produit par la Communauté du Pacifique (CPS)

Communauté du Pacifique
B.P. D5 - 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 26 20 00
Courriel : spc@spc.int Site Web : www.spc.int/fr

© Pacific Community (SPC) 2022